BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

RAPPORT ANNUEL 2017



CONSEIL D'ADMINISTRATION

JEAN BADEN DUBOIS Gouverneur

GEORGES HENRY Gouverneur-Adjoint

GEORGETTE JEAN-LOUIS Directeur Général

RONALD GABRIEL Membre

FRITZ DUROSEAU Membre

ORGANI GRAME

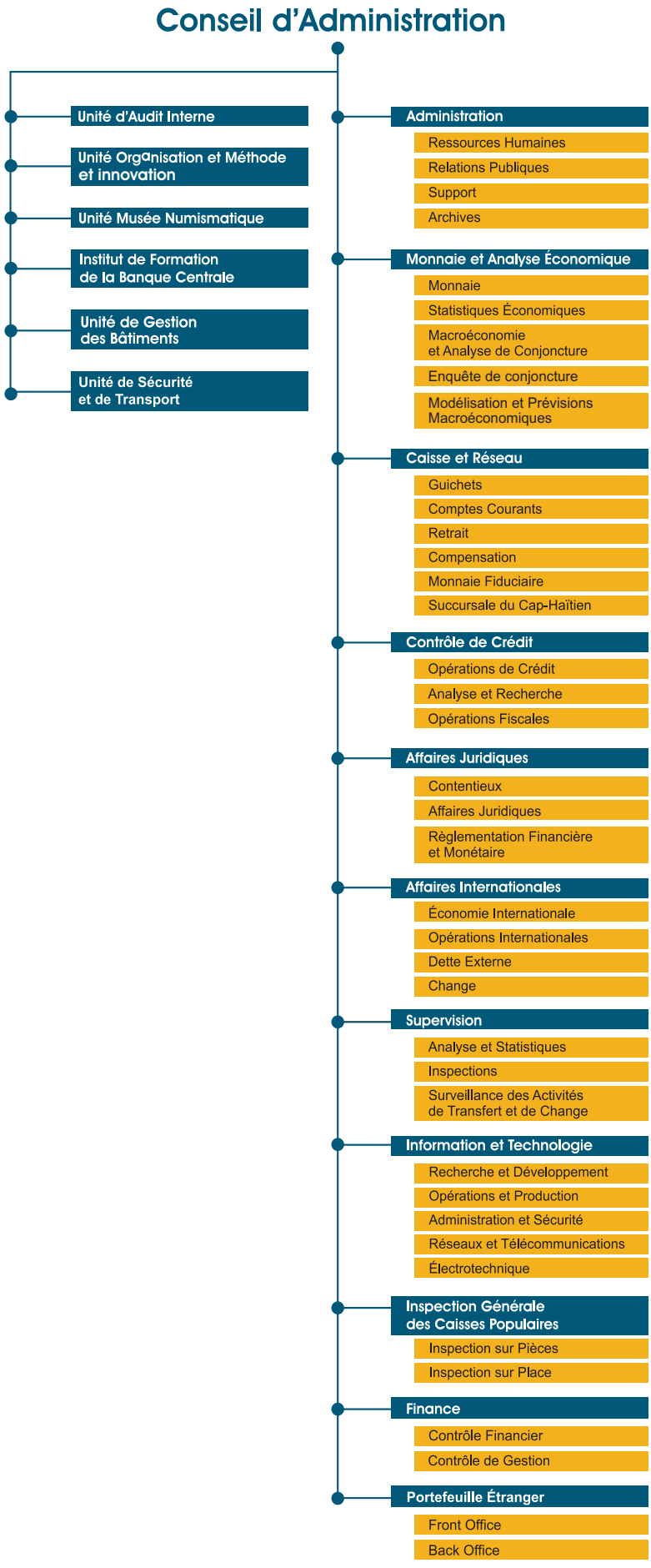


TABLE DES MATIÈRES

AVANT PROPOS DU GOUVERNEUR 13

A. L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2017

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE 16
I.1 Environnement économique international 16
I.2 Environnement économique national 17
I.2.1 Secteur réel en 2017 17
I.2.1.1 Valeur ajoutée par secteur d'activité 17
I.2.1.2 Évolution des prix en 2017 18
I.2.1.3 Situation de l'emploi et des salaires Haïti en 2017 20

II. MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE 21
II.1 Politique monétaire en 2017 21
II.1.1 Instruments de la politique monétaire 22
II.1.1.1 Bons BRH 22
II.1.1.2 Taux de réserves obligatoires 23
II.1.1.3 Interventions de la BRH sur le marché des changes 24
II.1.2 Résultats 24
II.1.2.1 Résultats intermédiaires 24
II.1.2.2 Résultats finals 25
II.1.3 Évolution des agrégats monétaires en 2017 25
II.1.3.1 Contreparties de M3 et financement de l'économie 26

III. FINANCES PUBLIQUES 27
III.1 Recettes 27
III.1.1 Recettes Internes 28
III.1.2 Recettes Douanières 28
III.1.3 Performance Institutionnelle 28
III.2 Dépenses 28
III.2.1 Dépenses Courantes 29
III.2.2 Dépenses d'investissement 29
III.3 Financement de l'Administration Centrale 30
III.4 Évaluation du programme financier 31

IV. BALANCE DES PAIEMENTS EN 2017 31
IV.1 Compte courant 31
IV.2 Solde des biens et services 32

IV.2.1 Solde des biens 32
IV.2.2 Solde des services 33
IV.3 Opérations financières 34
IV.4 Financement de la balance des paiements 34

V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2017 35
V.1 Créances bilatérales. 35
V.2 Créances multilatérales 35
V.3 Structure de l'encours de la dette publique externe par types de devises 35
V.4 Répartition de l'encours de la dette par secteur économique. 36
V.5 Décaissements, Service de la Dette et Arriérés de Paiement 36
V.6 Allègement de dette reçu au cours de l'exercice fiscal 2016-2017 38

VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL EN 2017 38
VI.1 Facteurs explicatifs de la progression du taux de change en 2017 38
VI.2 Évolution des spreads bancaire et informel. 39

B. LE SYSTÈME BANCAIRE EN 2017 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2017 40
VII.1 Système bancaire : établissements, environnement concurrentiel et taux de bancarisation 41
VII.2 Structure du système bancaire 42
VII.3 Distribution du crédit 44
VII.4 Parts de marché individuelles dans le système bancaire haïtien 44
VII.5 Activités et résultats du système bancaire en 2017 46
VII.5.1 Activités bancaires 46
VII.5.2 Opérations avec la clientèle 49
VII.5.3 Emplois du système et évolution des actifs productifs 50
VII.5.4 Structure financière et qualité de l'Actif 51
VII.5.5 Résultats des activités bancaires 54
VII.6 La surveillance des Banques 59
VII.6.1 Activités de Surveillance 59
VII.6.2 Autres 60

VIII. SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT: VUE D'ENSEMBLE 61

C. LA BRH EN 2017

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH. 66
IX.1 Composition des avoirs extérieurs 66
IX.2 Rendement du portefeuille 67

X. MONNAIE FIDUCIAIRE ET MONNAIE SCRIPTURALE 67
X.1 Billets et monnaie divisionnaire. 67
X.1.1 Émission, destruction et remplacement de la monnaie. 67
X.1.2 Circulation fiduciaire au sens strict. 68
X.1.3 Circulation fiduciaire au sens large 68
X.1.4 Composition de l'encours 68
X.1.5 Billets contrefaits retenus aux guichets de la BRH 69
X.2 Chèques 70
X.2.1 Opérations de la chambre de Compensation 70
X.2.2 Évolution des activités du Service de la Compensation 75
X.2.3 Dépôts et tirages des banques commerciales 75
X.3 Services à l'État 76
X.3.1 Chèques émis sur comptes courants traités en compensation 79
X.3.2 Chèques payés aux guichets après validation au service des comptes courants 80
X.4 Systéme de paiement Interbancaire haïtien (SPIH) 81

D- ETATS FINANCIERS & ANNEXE JURIDIQUE

ÉTATS FINANCIERS. 85
LISTE DES CIRCULAIRES 133
ANNEXE JURIDIQUE 135

E- ANNEXE STATISTIQUE

I.1 Produit intérieur brut par branche d'activité économique 146
I.1a Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage) 147
I.1b Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage) 148
I.2 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants) 149
I.2a Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants) 149
I.3 Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986-1987) 150
I.3a Structure du PIB réel (en millions de gourdes de 1986-1987) 150
I.3b Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage) 151
I.3c Structure de la croissance du PIB réel (en pourcentage) 151
I.3d Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage) 152
I.4 Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004=100) 152
I.4a Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays. (Base Août 2004=100) 153
I.5 Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage) 153
I.5 Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage) (suite) 154
I.5a Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage) 154
I.6 Taux de change à Port-au-Prince (Gourdes/Dollar ÉU) 155
I.7 Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes) 156
I.8 Base monétaire et ses sources (en millions de gourdes) 157
I.9 Bilan de la BRH (en millions de gourdes) 158
I.10 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes) 159
I.11 Bilan consolidé des banques commerciales (en millions de gourdes) 160
I.12 Résumé des opérations financières de l'Administration Centrale 161
I.13 Résumé des opérations financières des administrations publiques 162
I.14 Résumé de la Balance des Paiements d'Haït (en millions de dollars ÉU) 163
I.15 Position extérieure globale d'Haïti (en millions de dollars ÉU) 164
I.16 Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars ÉU) 165
I.17 Exportations aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières locales (en milliers de dollars ÉU) 166
I.18 Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées 167
I.19 Importations totales d'Haïti par catégories de produits (en millions de dollars ÉU) 168
I.20 Importations de produits pétroliers (en milliers de baril et en milliers de dollars ÉU) 169
I.21 Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU) 170
I.22 Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU) 171
I.23 Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU) 172
II.1 Chiffres clés du bilan par banque (en milliers de gourdes) 173
II.2 Chiffres clés des résultats par banque (en milliers de gourdes) 174
II.3 Ratios financiers par banque 175
II.4. Ratios financiers par banque – ratios de rentabilité 176
II.5. Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) 177
II.6. Système bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque 178

LISTE DES SIGLES 181

TABLEAUX

1 Emplois dans la sous-traitance 20
2 Salaire minimum réel en 2017 21
3 Évolution des recettes internes par institutions 28
4 Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG) 31
5 Réalisations budgétaires en 2017 (en millions de gourdes) 31
6 Allègement reçu en 2017 (en millions de dollars ÉU) 38
7 Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2017) 41
8 Nombre de succursales et agences autorisées 41
9 Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %) 41
10 Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre 42

11 Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %) 43
12 Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre 43
13 Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité (en MG et en%) 44
14 Parts de marché et rang actif total et portefeuille de prêts bruts 45
15 Parts de marché et rang dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU 45
16 Bilan du système bancaire au 30 septembre (en MG) 46
17 Vartiation des pricipaux postes du système bancaire 47
18 Composition des postes du bilan du système bancaire 47
19 Composition des liquidités du système bancaire 48
20 Liquidités du système bancaire en poucentage de l'actif 48
21 Variation en pourcentage des dépôts du système bancaire 49
22 Composition des dépôts système bancaire au 30 septembre 49
23 Évolution des dépôts en dollars ÉU du système bancaire (en MG) 50
24 Actifs productifs 50
25 Respect des normes de sufisance de fonds propres 52
26 Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre 52
27 Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre 52
28 Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre 53
29 Taux d'improductifs par catégorie du système au 30 septembre 53
30 Exposition des banques aux risques de crédit aux apparantés au 30 septembre 53
31 Revenus nets d'intérêt pour les cinq derniers exercices fiscaux 55
32 Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôt sur le revenu pour les cinq derniers exercices fiscaux 56
33 Coefiicient d'exploitation pour les cinq derniers exercices fiscaux 57
34 Rénumération moyenne des dépôts pour les cinq derniers exercices fiscaux 57
35 Rendement moyen des prêts pour les cinq derniers exercices fiscaux....58
36 Productivité par employé au 30 septembre....58
37 Indicateurs financiers clés au 30 septembre 62
38 Poids des vingt plus grandes CEC au 30 septembre 2017 62
39 Les 20 plus grandes CEC su secteur au 30 septembre 2017 63
40 Indicateurs financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays 63
41 Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC 65
42 Destruction et émission de monnaie 68
43 Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2017 69
44 Faux billets en dollars ÉU retenus aux guichets de la BRH en 2017 70
45 Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire 70
46 Nombre de chèques en dollars ÉU présentés et reçus par le système bancaire 71
47 Résultats de la compensation consolidée par banque en gourdes en 2017 71
48 Résultats de la compensation consolidée par mois 71
49 Résultats de la compensation électronique par banque en gourdes en 2017 72
50 Résultats de la compensation électronique par mois en gourdes en 2017 72
51 Résultats de la compensation électronique par banque en dollars ÉU en 2017 72
52 Résultats de la compensation électronique par moise en dollars ÉU 73
53 Résultat de la compensation manuelle par banque (Gourdes) 73
54 Résultat de la compensation manuelle par mois (Gourdes) 73
55 Résultat de la compensation manuelle par banque (Dollars) 74
56 Résultat de la compensation manuelle par mois (Gourdes) 74
57 Résultat de la compensation consolidée par banque (Gourdes) 74
58 Résultat de la compensation consolidée par mois (Gourdes) 75
59 Chèques imprimés pour l'exercie 2016-2017 87
60 Dépôt en gourdes et en dollars ÉU des banques commerciales à la BRH en 2017 76
61 Tirage des banques commerciales en 2017 76
62 Recettes du Trésor Public enregistrées dans les guichets de la BRH en 2017 76
63 Chèques du Trésor encaissés aux guichets de la BRH en 2017 77
64 Chèques imprimés pour l'exercice 2016-2017 77
65 Chèques imprimés au cours des trois derniers exercices 77
66 Chèques négociés dans les guichets du Cap-Haïtien 78
67 Résultat de la compensation consolidée par banque (Dollars) 78
68 Revenus générés sur les chèques certifiés 78

69 Chèques reçus aux guichets de la BRH en 2017 79
70 Nombre et montant des chèques reçus aux guichets de la BRH en 2017 79
71 Chèques retournés pour l'exercice 2017 80
72 Chèques tirés sur comptes courants payés aux guichets en 2016-2017 80
73 Quantités de dépôts reçus aux guichets en gourdes et en dollars américains 81
74 Nombre de transactions effectuées via SPIH en 2017 81
75 Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2017 (en gourdes) 82

GRAPHIQUES

1 Évolution des prix des produits de base en 2017 17
2 Évolution du produit intérieur brut réel (en MG) et de son taux de croissance (en %) 17
3 Évolution de l'inflation globale et de l'inflation alimentaire.... 19
4 Évolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée à partir de la méthode d'exclusion (en %)....20
5 Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités.... 22
6 Composition de l'encours des bons BRH en 2017 23
7 Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %) 23
8 Position moyenne de réserves en MG 23
9 Évolution des composantes de la base monétaire (en milliards de gourdes) 24
10 Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes) 25
11 Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en dollars ÉU) 25
12 Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes) 26
13 Contreparties de M3 (en milliards de gourdes) 26
14 Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG 27
15 Évolution de la pression fiscale en pourcentage 27
16 Projets et programmes par secteur 30
17 Solde courant de la balance des paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU) 31
18 Parts relatives des principales exportations en % 32
19 Parts relatives des principales importations en % 33
20 Réserves brutes en mois d'importations 35
21 Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU) 35
22 Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2017 (en %) 36
23 Répartition de la dette par secteur économique (2016-2017) 36
24 Service de la dette par organisme en 2017 37
25 Évolution comparés des décaissements et des arriérés de paiements 37
26 Évolution des décaissements, des amortissements, du service de la dette et des flux nets 37
27 Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA 38
28 Évolution des spreads bancaire et informel 40
29 Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG) 48
30 Évolution des dépôts du système bancaire....49
31 Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre 50
32 Volume des achats et des ventes de dollars ÉU 51
33 Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres au 30 septembre 51
34 Évolution des fonds propres du système bancaire 52
35 Évolution ddu bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG) 54
36 Rendement de l'actif pour l'exercice terminé au 30 septembre 54
37 Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) au 30 septembre 55
38 Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre 56
39 Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs comnposantes 57
40 Évolution du nombre d'employés du système bancaire 58
41 Évolution des intérêts versés sur Bons BRH 60
42 Évolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit 61
43 Répartition de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit 64
44 Ratio des dépôts par département 64
45 Ratio du crédit total par département 65
46 Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU) 66
47 Composition des avoirs extérieurs de la BRH 67
48 Composition de l'encours et remplacement de billets en 2017 69

MESSAGE DU GOUVERNEUR



Le Conseil d'Administration de la Banque de la République d'Haïti, conformément aux vœux de la loi du 17 août 1979 et son devoir de reddition de comptes, met à la disposition du public le Rapport annuel de l'exercice fiscal 2016-2017. Sont passés en revue, le contexte macroéconomique, la conduite de la politique monétaire, l'évolution du système bancaire ainsi que les faits marquants enregistrés au niveau du système de paiements.

Durant l'exercice fiscal 2016-2017, la politique monétaire de la BRH a été mise en œuvre dans un environnement marqué par une légère hausse de la croissance économique mondiale qui s'est chiffrée à 2,7 % en 2017, contre 2,1 % au cours de l'année précédente. La croissance a été particulièrement vigoureuse aux États-Unis où elle a atteint 2,3 %, soit 80 points de base de plus par rapport à l'année 2016. Cette bonne performance affichée par l'économie américaine s'est reflétée dans les statistiques du marché du travail du premier partenaire commercial d'Haïti et principale source d'envois de fonds des travailleurs émigrés avec un taux de chômage passant de 5 % en septembre 2016 à 4,2 % en septembre 2017.

C'est dans ce contexte que le flux des transferts des haïtiens vivant à l'étranger a connu une croissance exceptionnelle de 14,63 %, représentant plus de 33 % du produit intérieur brut. Cette forte progression des envois de fonds de la diaspora n'a toutefois pas pu tirer l'activité économique domestique de la stagnation affichée depuis 2014 avec un taux de croissance du PIB réel de 1,2 %. En effet, si les transferts ont soutenu la croissance de 14,86 % des importations et à maintenir à flot le secteur tertiaire, lequel a contribué à 55,38 % à la croissance du PIB, ils n'ont pu concourir au soutien d'activités à plus forte valeur ajoutée et contenir les effets dévastateurs du cyclone Matthew, notamment dans le secteur agricole. Les dommages d'environ 105 milliards de gourdes causés par ce dernier ont ainsi fortement concouru à la poursuite de la baisse du poids de l'agriculture dans l'économie nationale.

Cette contre performance du secteur agricole s'est également traduite par une baisse de l'offre alimentaire domestique. Cette dernière, combinée au renchérissement des produits alimentaires sur les marchés internationaux et à l'ajustement à la hausse des prix des produits pétroliers, a conduit à une accentuation des pressions inflationnistes. C'est ainsi que sur l'exercice, l'indice des prix à la consommation a crû de 15,4 %, soit une accélération de 2,9 points de pourcentage par rapport à son niveau de septembre 2016.

Face à de telles contraintes macroéconomiques, les opérations financières de l'État se sont soldées, en fin d'exercice, par un déficit budgétaire de 12 180,1 MG malgré une hausse de 13,61 % des recettes courantes et une progression modérée de 4,99 % des dépenses publiques. Ce résultat a porté les autorités budgétaires à recourir à un financement monétaire de 6 632,4 MG, en hausse de 50 % par rapport à l'exercice 2016.

Au regard des pressions inflationnistes et d'une situation budgétaire plutôt difficile, la Banque centrale a maintenu une posture relativement restrictive avec une augmentation de 788 millions de gourdes de l'encours des bons BRH, le maintien des taux de réserves obligatoires à leur niveau de juillet 2015 et des ventes de devise américaine totalisant 150,14 millions de dollars ÉU. Elle a toutefois procédé à un relâchement partiel des conditions monétaires en réduisant de deux points de pourcentage les taux d'intérêts nominaux sur les bons BRH de différentes maturités. De plus, le cadre incitatif visant à faciliter l'accès au crédit bancaire par les secteurs à forte valeur ajoutée (agriculture, zones franches et logement) a été maintenu.

La posture globalement restrictive de la BRH, des mesures spécifiques en matière de gestion des opérations sur le marché des changes comme la fixation de la position cambiste de change des banques commerciales à 0 % et celle de leur position structurelle ajustée de 1 % à 0,5 % ont contribué à une appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. En effet, le taux moyen d'acquisition bancaire (TMA) est passé de 66,2315 gourdes au 30 septembre 2016 à 63,6992 gourdes au 29 septembre 2017, soit une appréciation de 3,80 % alors que, pour l'exercice précédent, le taux de change avait connu une progression de 24,80 %. Cette appréciation de la gourde a ainsi permis de contenir les pressions inflationnistes dans un contexte où les biens importés constituent une part importante (33,54 %) du panier de consommation.

En ce qui a trait au système bancaire, une progression des prêts bruts de 9,3 % a été constatée contre 17,2 % durant l'exercice précédent. Toutefois, le système demeure stable avec un repli des prêts improductifs de 5,54 % et un accroissement de 56,50 % des bénéfices nets cumulés. Cette performance est supportée par la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses de 20,20 % et par la hausse du produit net bancaire de 28,90 % malgré la décélération des revenus nets d'intérêts, lesquels ont progressé de 4,5 % contre 21,4 % au cours de l'exercice précédent.

Tenant compte des contraintes du cadre macroéconomique et financier haïtien et des besoins de l'économie, la BRH entend poursuivre ses efforts dans le but de préserver la stabilité interne et externe de la monnaie nationale. Elle vise également à poursuivre ses initiatives en vue de créer les conditions nécessaires à la dynamisation des secteurs à forte valeur ajoutée à travers une approche pro-croissance dont les contours seront régulièrement exposés dans ses publications et les interventions publiques des dirigeants et cadres de l'institution. Elle entend également renforcer les dispositions en vue de favoriser le développement du marché financier, tout en consolidant sa coopération avec les autres acteurs publics en vue d'une meilleure harmonisation des politiques économiques et financières.



Jean Baden Dubois
Gouverneur

A. ACTIVITE ÉCONOMIQUE EN 2017

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

I.1 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

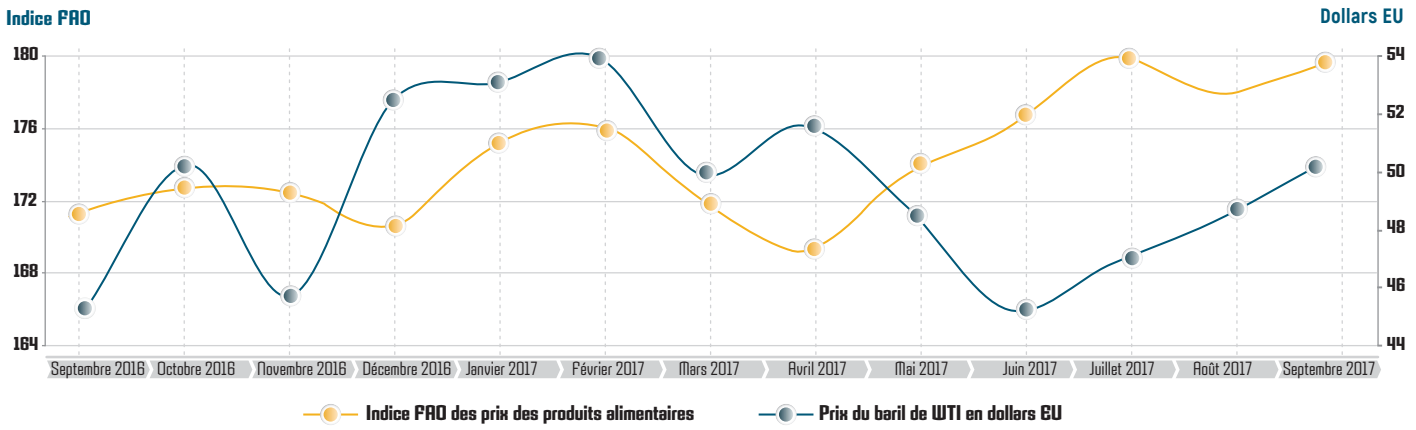
La reprise de l'activité économique des pays avancés et émergents au second semestre de l'année 2016 s'est raffermie au cours de l'année 2017, la croissance économique mondiale passant à 2,7 % contre 2,1 % un an auparavant. Plus particulièrement, l'économie américaine a connu en 2017 un rythme de croissance relativement vigoureux (2,3 %), ce qui représente une augmentation de 80 points de base par rapport à 2016. Cette bonne tenue de l'activité économique américaine a été soutenue par le raffermissement des exportations nettes, le dynamisme de la consommation et l'investissement dans le secteur de la construction. L'impact sur le marché du travail a été significatif conduisant à un recul du taux de chômage, lequel est passé de 5 % en septembre 2016 à 4,2 % en septembre 2017. Ceci s'est traduit par un renforcement des pressions inflationnistes, notamment à partir du mois de juillet 2017. En effet, après le ralentissement observé sur le premier semestre (2,7 % en février à 1,6 % en juin 2017), l'inflation est repartie à la hausse pour atteindre 1,7 %, 1,9 % et 2,2 % respectivement en juillet, août et septembre 2017. Ainsi, la Réserve Fédérale (Fed) a procédé au relèvement de ses taux directeurs, les portant à 0,75 % en décembre 2016, 1 % en mars 2017 et 1,25 % en juin 2017.

S'agissant de la Zone Euro, les statistiques disponibles ont fait état d'un certain regain de l'activité économique avec une croissance du PIB supérieure aux prévisions et bénéficiant à l'ensemble des pays de la région. En 2017, le produit intérieur brut (PIB) de la Zone Euro a crû de 2,3 % contre 1,7 % un an plus tôt. Cette progression de l'activité économique de la Zone Euro a été attribuée à la vigueur de la demande intérieure, soutenue par les programmes d'assouplissement monétaire. De même, l'analyse des indicateurs a fait ressortir une amélioration du marché du travail, en témoigne la baisse d'un point de pourcentage du taux de chômage qui s'est porté à 8,9 % en septembre 2017.

Les économies émergentes, pour leur part, ont enregistré en 2017 une croissance plus importante par rapport à l'année précédente. Après 3,5 % en 2016, la croissance de l'ensemble des pays émergents a atteint 4 % en 2017, sous l'effet du rebondissement de la croissance chinoise et de la reprise soutenue des autres pays de ce groupe. En effet, le PIB chinois a progressé de 6,9 % en 2017 contre 6,7 % en 2016. Cette croissance est liée aux dépenses d'infrastructures, à la reprise des exportations et à l'augmentation de la demande des ménages. Parallèlement, l'économie brésilienne est sortie de la récession en affichant un taux de croissance de 0,7 % en 2017 après une contraction de 3,6 % en 2016 et 3,8 % en 2015. Le Mexique a maintenu sa dynamique en affichant un taux de croissance de 2,3 % en 2017, en dépit de l'incertitude liée à la renégociation de l'accord de libre-échange nord-américain et d'un durcissement de la politique monétaire.

Le raffermissement de la croissance dans les pays développés et dans certains pays émergents a contribué à une reprise relativement importante du commerce mondial. Dans ce contexte, les échanges de marchandises ont enregistré une progression de 3,2 % en 2017 contre 1,3 % en 2016. La hausse de la demande consécutive à la croissance a, dans une certaine mesure, entraîné la hausse des prix au niveau international notamment ceux des produits de base. En conséquence, il en a résulté une progression de 4,5 % de l'indice FAO des prix des produits alimentaires en 2017 après une hausse de 10,1 % en 2016. De même, les cours du Brent sont passés de 46,2 dollars ÉU en 2016 à 55,16 dollars ÉU le baril en 2017, soit une croissance de 19,4 %. S'agissant des prix du West Texas Intermediate (WTI), ils ont crû de 10,2 % pour s'établir à 49,83 dollars ÉU le baril.

Graphique 1. :::: Evolution des prix des produits de base en 2017

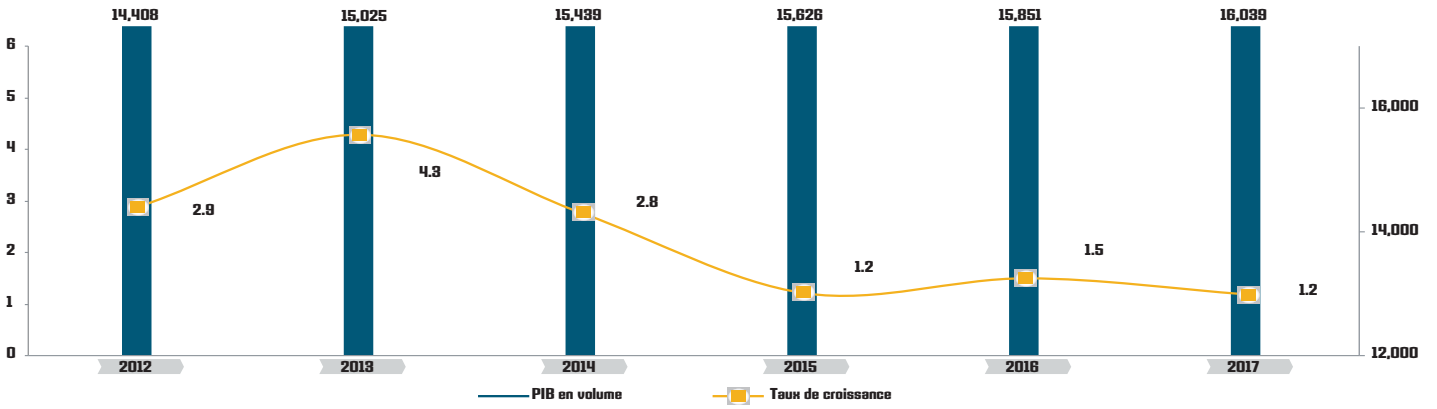


I.2 - ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE NATIONAL

I.2.1 - SECTEUR RÉEL EN 2017

En 2017, l'économie haïtienne a gardé la tendance de l'évolution atone observée depuis 2014, avec une croissance réelle de 1,2 % pour aboutir à un PIB réel de 16 039 MG. L'activité économique a été marquée par le maintien de la prépondérance du secteur tertiaire alors que la branche agricole, sous l'effet du cyclone Matthew, a poursuivi sa baisse aussi bien en valeur absolue qu'en termes relatifs. Quant au secteur secondaire, il s'est également montré peu dynamique en poursuivant une tendance au tassement initiée en 2014. Globalement, l'année fiscale a mis en exergue les contraintes et défis des 40 dernières années : croissance économique en deçà de l'accroissement démographique (+1,26 % en 2016), tertiarisation accélérée de l'économie avec prédominance des activités à faible valeur ajoutée.

Graphique 2. :::: Évolution du Produit Intérieur Brut en termes réels (en MG) et de son taux de croissance (en %)



I.2.1.1 - VALEUR AJOUTÉE PAR BRANCHE D'ACTIVITÉ

SECTEUR PRIMAIRE

Sous l'effet des dommages causés par le cyclone Matthew (environ 22 % du PIB selon les estimations de la Banque Mondiale), la branche agricole n'a crû que de 0,8 %. Cette catastrophe a renforcé la tendance au recul de l'agriculture dans l'économie aussi bien de manière relative qu'absolue. En effet, de 3 657,9 MG en 1998, la valeur ajoutée à prix constants du secteur primaire (dont 99 % correspond à la branche agricole) est tombée à 3 254 MG pour l'exercice 2017, soit 20,41 % du PIB, son plus bas niveau historique. À noter que près de la moitié des pertes enregistrées suite aux désastres naturels entre 1995 et 2014 est concentrée dans le secteur agricole selon une étude de la Banque Mondiale. Quant à la branche «Industries extractives», dominée par l'exploitation des carrières de sable, sa valeur ajoutée à prix constants a continué de stagner pour les trois années consécutives à environ 20 MG.

SECTEUR SECONDAIRE

Le secteur secondaire a crû de 0,94 % pour atteindre une valeur ajoutée de 3 005 MG et représenter 18,74 % du PIB. La branche « Industries manufacturières » qui en constitue la composante principale a connu une croissance plus ou moins similaire à l'ensemble du secteur, soit 1,02 %, confirmant le tassement du dynamisme du secteur de l'assemblage. Ce dernier, après avoir permis à la branche « Industries Manufacturières » d'afficher des taux de croissance annuels d'environ 5 % entre 2012 et 2015, a chuté de 2 %.

La valeur ajoutée de la branche « Bâtiments et Travaux Publics » a enregistré une progression supérieure à la faible croissance constatée en 2016 (0,86 % contre 0,18 %). Toutefois, ce taux est demeuré largement en deçà des performances affichées entre 2012 et 2015 où la croissance annuelle moyenne de la branche a parfois frôlé les 10 %. En plus du ralentissement de la reconstruction post-séisme, cette évolution a reflété la faiblesse des investissements publics, lesquels avaient bénéficié de financements plus élevés à travers le fonds Petro Caribe dans les périodes où les cours des produits pétroliers ont été relativement élevés.

SECTEUR TERTIAIRE

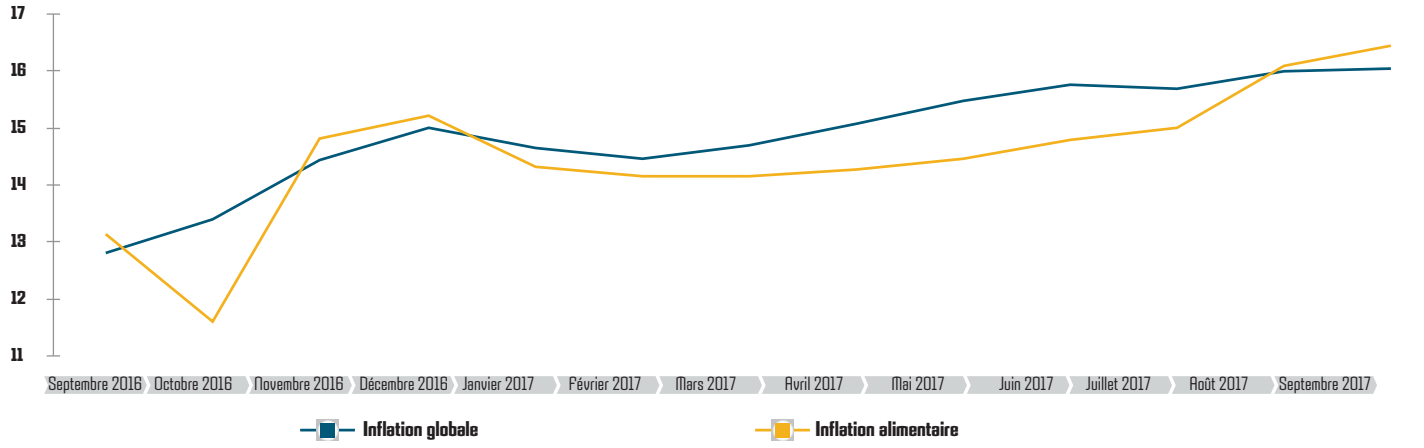
Avec une progression de sa valeur ajoutée de 1,24 % pour atteindre 8 432 MG, le secteur tertiaire a maintenu sa prédominance et représenté 52,57 % du PIB, tout en contribuant à 55,38 % à la croissance de ce dernier. Si la branche « Transports et Télécommunications » a connu un léger rebond par rapport à la faible performance observée en 2016 (0,92 % contre 0,42 %), celui-ci est demeuré largement inférieur au 3,32 % de croissance annuelle moyenne observée entre 2013 et 2015. Quant aux autres branches du secteur « Commerce, restaurants et hôtels», « Autres services marchands » et les « Services non marchands », elles n'ont crû que de 1,12 %, 0,55 % et 0,84 % respectivement. La structure du secteur tertiaire est restée globalement inchangée avec la branche « Commerce, restaurants et hôtels » représentant plus de la moitié de la valeur ajoutée du secteur, soit 54 %.

I.2.1.2 - ÉVOLUTION DES PRIX EN 2017

Au cours de l'exercice fiscal 2016-2017, les pressions inflationnistes se sont accentuées tant en glissement annuel qu'en rythme mensuel. En témoigne la croissance de 15,4 % de l'indice des prix à la consommation (IPC) sur l'exercice fiscal, marquant ainsi une accélération de 2,9 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2015-2016. Les fonctions « Alimentation, Boissons et Tabac » et « Transport » dont les poids représentent plus de 60 % de l'indice général, ont contribué respectivement à 50,35 % et 13,74 % à l'accélération des prix en Haïti en 2017. Quant à l'inflation mensuelle, elle a évolué autour d'une moyenne de 1,2 %, soit 20 points de base additionnels par rapport à la variation mensuelle moyenne de 2016 (1 %).

L'accélération du rythme de progression annuelle du niveau général des prix s'est manifestée dans presque toutes les composantes de l'IPC à l'exception des postes «Aménagement, Entretien, Logement » et « Loisirs, Enseignement, Culture » dont les variations de l'indice ont reculé de 0,6 et 7,4 points de pourcentage respectivement. Le taux de croissance de l'indice du poste « Alimentation, Boissons, Tabac » a connu une hausse de 3,3 points de pourcentage pour se chiffrer à 15,4 %. Quant au poste « Transport » dont le poids dans l'indice général est de 13,74 %, son taux de croissance s'est établi à 6,8 % au terme de l'exercice fiscal 2016-2017 contre 4,9 % à la fin de l'année fiscale antérieure. L'indice du poste « Loyer, Énergie, Eau » dont la contribution à l'indice général a été de 11,05 %, s'est accru de 21,9 %, soit une hausse de 7,7 points de pourcentage par rapport à 2016. Par ailleurs, en septembre 2017, le rythme de progression de l'indice des fonctions « Habillement, Tissus, Chaussures », « Autres Biens et Services » et «Santé » a atteint 20,7 %, 15,6 % et 12,8 % respectivement contre 17,9 %, 13,3 % et 8,3 % en septembre 2016.

Graphique 3. :::: Inflation globale et inflation alimentaire (en glissement annuel et en %)



Sur le plan géographique, une accélération du rythme de croissance annuelle de l'IPC à travers toutes les régions du pays a été enregistrée au cours de l'exercice 2016-2017: Aire Métropolitaine (+2,5 points de pourcentage à 15,5 %), Reste Ouest (+1,8 point de pourcentage à 14,2 %), Nord (+1,3 point de pourcentage à 13,8 %), Sud (+5,5 points de pourcentage à 18,1 %) et Région Transversale (+1,7 point de pourcentage à 13,9 %).

En variation mensuelle, d'octobre 2016 à janvier 2017, l'inflation a connu une tendance baissière en passant d'un taux mensuel de 1,3 % en octobre 2016 à 0,9 % en janvier 2017. De février à mai 2017, une évolution globalement à la hausse de l'inflation mensuelle a été observée, laquelle a atteint 1,5 % en mai 2017. Un renversement de tendance a été observé à partir de juin 2017 où l'inflation a ralenti jusqu'en août avant de clôturer l'exercice 2016-2017 à 1,1 %.

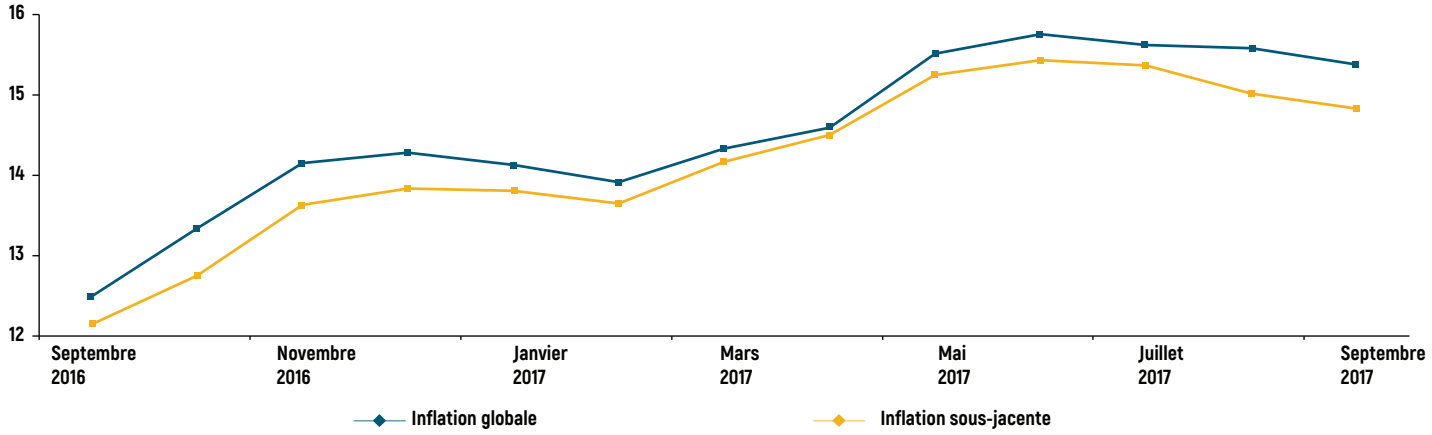
L'accélération des pressions inflationnistes en glissement annuel a résulté de plusieurs facteurs tant externes qu'internes. Sur le plan externe, les prix des produits alimentaires se sont renchéris sur le marché international, entraînant la hausse des prix des produits importés sur le marché local, notamment le riz. En effet, l'indice FAO des produits alimentaires a crû de 4,5 % par rapport à septembre 2016 pour s'établir à 178,6 en septembre 2017.

Sur le plan interne, le passage du cyclone Matthew en début d'exercice a eu des répercussions négatives sur l'offre en affectant la capacité productive des régions vivrières du pays (les départements du Sud et de la Grand 'Anse). Suite au passage de cet ouragan, plus de 90 % des cultures vivrières et des arbres fruitiers dans le Sud, le Sud-Est et la Grande- Anse ont été dévastés. Ceci a eu comme conséquence une diminution de l'offre alimentaire disponible et une amplification des pressions inflationnistes dans la région du Grand Sud dont la moyenne du taux annuel d'inflation est ressortie à 17 % en 2017, soit un écart positif de 2,3 points de pourcentage par rapport à celle de l'ensemble du pays.

En outre, l'ajustement à la hausse des prix des produits pétroliers durant l'exercice 2016-2017 a contribué significativement à la progression de l'inflation en 2017. En effet, au début du mois de mai 2017, le Gouvernement haïtien a procédé à un ajustement des prix du carburant à la hausse. Le prix du gallon d'essence a augmenté de 35 gourdes pour s'établir à 224 gourdes, celui du gallon de gasoil de 30 gourdes à 179 gourdes et celui du gallon de kérosène de 25 gourdes pour se chiffrer à 173 gourdes. Compte tenu de la transversalité des produits pétroliers dans l'économie, les tarifs relatifs au transport en commun ont été subséquemment ajustés sur tout le territoire national, se reflétant à travers la progression des fonctions «Transport » et «Loyer, Énergie, Eau ». Ainsi, la hausse des tarifs du transport en commun suite à l'ajustement des prix à la pompe a exercé une pression significative sur l'évolution du niveau général des prix.

D'octobre 2016 à septembre 2017, l'inflation sous-jacente, en glissement annuel, a suivi la même évolution à la hausse (14,83 % en septembre 2017 contre 12,15 % en septembre 2016) que l'inflation globale tout en demeurant en-dessous de celle-ci. Ces mouvements ont montré que les composantes volatiles de l'indice des prix à la consommation (alimentation et énergie) ont été les principaux facteurs de la hausse de l'inflation en 2017.

Graphique 4. // Evolution de l'inflation globale et de l'inflation sous-jacente calculée par la méthode d'exclusion (en glissement annuel et en %)



I.2.1.3 -SITUATION DE L'EMPLOI ET DES SALAIRES EN HAÏTI EN 2017

Au cours de l'exercice 2016-2017, le ralentissement enregistré au niveau de la croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est, quelque peu, reflété dans l'évolution du nombre d'emplois créés dans l'économie. Cette situation s'est manifestée particulièrement au niveau du secteur public, du secteur des télécommunications et des ONG. De même, le pouvoir d'achat du salaire minimum a pâti de la hausse du niveau général des prix en dépit de sa révision à la hausse par le Gouvernement.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS LA SOUS-TRAITANCE, LE SYSTÈME BANCAIRE, LA FONCTION PUBLIQUE ET CERTAINS AUTRES SECTEURS

La mise en place de mesures incitatives par le Gouvernement à travers la loi sur les zones franches et par la BRH à travers les circulaires sur le développement et l'aménagement de ces zones, a favorisé la construction de plusieurs espaces industriels. Conséquemment, plusieurs entreprises du secteur ont pu développer leurs opérations, avec un impact favorable sur l'emploi dans le secteur de la sous-traitance. En effet, au cours de l'année fiscale 2017, 5 143 nouveaux postes ont été créés. Ceci a porté l'emploi dans le secteur à 45 856.

Par ailleurs, la sous-traitance a bénéficié de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi d'organisation du travail, subdivisant la journée en trois tranches de huit heures. Ceci a permis aux entreprises de réduire les dépenses associées au paiement des heures supplémentaires.

Tableau 1. :::: Emplois dans la sous-traitance

	Emplois sous-traitance	Taux de croissance (%)	Nouveaux emplois créés
2011	27,858	-0.45	-125
2012	28,726	3.12	868
2013	31,424	9.39	2,698
2014	36,340	15.64	4,916
2015	41,188	13.34	4,848
2016	40,713	-1.2	-475
2017	45,856	12.6	5,143

Au niveau de l'Administration publique, l'exercice fiscal 2016-2017 a été marqué par un tournant dans l'évolution de l'effectif de la fonction publique, caractérisé par la recherche d'une meilleure productivité dans l'offre de services à la population. Pour la première fois depuis l'exercice 2009-2010, le nombre de fonctionnaires a enregistré une baisse, passant de 83 023 à 81 581. Cette diminution de l'effectif de la fonction publique est liée à la mise à la retraite de nombreux cadres.

Parallèlement, le personnel travaillant dans le système bancaire a augmenté de 3,1 % (140 employés). La demande d'emplois dans les autres secteurs s'est alignée par rapport à la croissance des investissements dans le pays. Le ralentissement du rythme de progression de ces derniers s'est poursuivi au cours de l'exercice 2016-2017. En effet, s'établissant à 6,2 milliards de gourdes, les investissements en termes réels n'ont augmenté que de 0,9 % en 2017 contre 1,1 % et 4 % respectivement en 2016 et 2015. Par ailleurs, deux secteurs ont procédé à une réduction importante de leur effectif. Il s'agit des secteurs de la téléphonie mobile et des ONG. La baisse de la demande et le non-renouvellement de certains investissements ont conduit

le secteur de la téléphonie mobile à mettre en place des programmes de départ volontaire. Le personnel du secteur des ONG, pour sa part, a subi l'impact négatif du désengagement total de la Mission de stabilisation des Nations Unies (MINUSTAH) dans le pays.

ÉVOLUTION DU SALAIRE MINIMUM

Utilisé comme une référence pour la détermination des salaires dans de nombreuses catégories socio-professionnelles en Haïti, le salaire minimum a été révisé à la hausse au cours de l'exercice 2016-2017. En effet, le salaire minimum pour les ouvriers des établissements industriels tournés vers la réexportation a augmenté de 50 gourdes pour s'établir à 350 gourdes pour une journée de travail de huit (8) heures à partir du 1er août 2017. En termes nominaux, cette augmentation du salaire minimum a favorisé une relative amélioration de la distribution de revenus dans l'économie. Toutefois, sous l'effet de l'évolution à la hausse de l'indice des prix à la consommation (IPC), sa valeur réelle n'a progressé que de 1,1 % après une croissance de 11,12 % un an plus tôt.

Tableau 2. :::: Salaire minimum réel en 2017

	Indice des prix à la consommation	Taux d'inflation (en%)	Salaire nominal (Gourdes)	Salaire réel (Gourdes d'août 2004)	Taux de croissance salaire réel (%)
2003	84.15	38.4	70	83.18	40.49
2004	102.4	21.7	70	68.36	- 17.82
2005	117.6	14.8	70	59.52	- 12.93
2006	132.2	12.4	70	52.95	- 11.04
2007	142.6	7.9	70	49.09	- 7.29
2008	170.9	19.9	70	40.96	- 16.56
2009	162.9	- 4.7	70	42.97	4.91
2010	170.5	4.7	200	117.3	172.98
2011	188.2	10.4	200	106.27	- 9.4
2012	200.5	6.5	200	99.75	- 6.13
2013	209.6	4.5	200	95.42	- 4.34
2014	220.8	5.3	225	101.9	6.79
2015	245.7	11.3	240	97.68	- 4.14
2016	276.4	12,5	300	108.54	11.12
2017	318.9	15.4	350	109,75	1.12

Sources: IHSI, calculs de la Direction Monnaie et Analyse Economique (MAE/BRH).
N.B: Le salaire réel est calculé par le ratio (Salaire nominal / IPC)*100

II.- MONNAIE ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

L'année fiscale 2016-2017 a été marquée par une appréciation de la gourde et une intensification des pressions inflationnistes. Les pertes considérables enregistrées suite au passage du cyclone Matthew et le renchérissement des produits de base sur le marché international ont entrainé une augmentation des prix sur le marché local, malgré une gestion prudente des finances publiques circonscrite dans l'accord de Cash management signé entre le Ministère des Finances et les autorités monétaires. Par ailleurs, à la faveur des différentes mesures prises par la BRH et d'un climat politique relativement serein au deuxième semestre 2017, la tendance à la dépréciation de la gourde constatée depuis 2015 s'est relativement estompée au cours de l'exercice fiscal sous-revue. Ceci a permis de contenir l'impact du change sur l'évolution de la masse monétaire, laquelle a connu une progression moindre par rapport à celle de l'exercice passé, soit de 13,09 % au 30 septembre 2017 contre 16,91 % à la même période en 2016.

II.1.- POLITIQUE MONÉTAIRE EN 2017

Au cours de l'exercice fiscal 2017, la Banque centrale a principalement orienté sa politique dans le sens du maintien de la stabilité de la valeur interne et externe de la monnaie nationale, tout en aménageant des conditions favorables à la croissance modulées en fonction de l'évolution de la conjoncture. Dans cette optique, à la fin du premier trimestre, elle a procédé à un relâchement partiel des conditions monétaires en réduisant de deux points de pourcentage les taux d'intérêts nominaux sur les bons BRH des différentes maturités, les portant à 6 %, 8 % et 12 %, respectivement pour les titres de maturités de 7, 28 et 91 jours. Cependant, la conjoncture économique domestique est restée dominée par la persistance des pressions inflationnistes, doublée d'une intensification des tensions sur le marché des changes au premier semestre de l'année fiscale en raison des anticipations négatives liées à la dégradation de la situation sociopolitique. Pour y remédier, la Banque centrale a fait usage de ses principaux instruments de politique monétaire, notamment les bons BRH et les interventions sur le marché des changes en vue d'éponger les surplus de liquidité au niveau du système bancaire. Sur l'ensemble de l'exercice fiscal, les ventes de dollars ont totalisé 150 millions de dollars ÉU environ. En ce qui concerne les bons BRH, l'encours s'est établi à 12,2 milliards de gourdes au 30 septembre 2017.

De plus, à partir d'avril 2017, des mesures spécifiques en matière de gestion des opérations sur le marché des changes ont été adoptées par les autorités monétaires. En vue d'éviter ses effets négatifs sur le fonctionnement du marché, le maintien de position longue de la part des banques commerciales dans le cadre de leurs opérations journalières a été formellement interdit.

Ainsi, leur position cambiste journalière a été ramenée à 0 % et leur position structurelle ajustée de 1 % à 0,5 %. Dans ce même contexte, les taux de réserves obligatoires des banques commerciales ont été maintenus à des niveaux relativement élevés depuis juillet 2015, tant sur les passifs en gourdes que sur ceux en dollars ÉU. Parallèlement, le programme de Cash management, signé entre les autorités monétaires et le MEF en 2016, a été prolongé sur l'exercice fiscal 2017, ce qui a permis de réduire le rythme d'accroissement de la dette de l'État haïtien envers la BRH, hormis l'avance post-Matthew dans le cadre d'une facilité spéciale accordée par le FMI au Gouvernement.

II.1.1- INSTRUMENTS DE POLITIQUE MONÉTAIRE

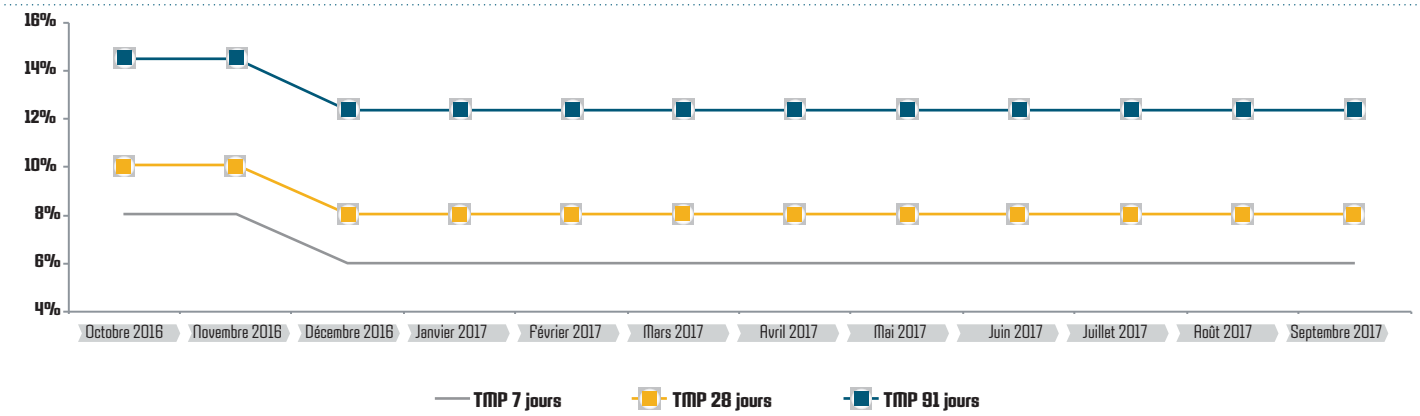
En 2017, en vue de renverser le mouvement de dépréciation de la gourde qui a prévalu au cours de l'exercice antérieur tout en maintenant les incitations en faveur des secteurs productifs, la Banque centrale a utilisé l'ensemble des instruments dont elle dispose dans le cadre de la conduite de la politique monétaire. La combinaison d'outils conventionnels à d'autres mesures spécifiques a permis de renforcer la valeur de la monnaie locale par rapport au dollar ÉU et d'amortir, dans une certaine proportion, l'impact sur l'inflation des chocs conjoncturels liés notamment au cyclone Matthew et à la hausse des prix à la pompe.

II.1.1.1- BONS BRH

Sur l'exercice, la Banque centrale a maintenu sa stratégie de reprise de liquidité à travers les bons BRH. L'encours de ces titres est passé de 11 426 MG au 30 septembre 2016 à 12 214 MG au 30 septembre 2017, soit une hausse de 6,89 %. Toutefois, compte tenu de la situation relativement stable des finances publiques et d'une évolution favorable du change vers la deuxième moitié de l'exercice, l'encours des bons BRH a évolué à un rythme moindre comparativement à 2016 où il avait plus que doublé.

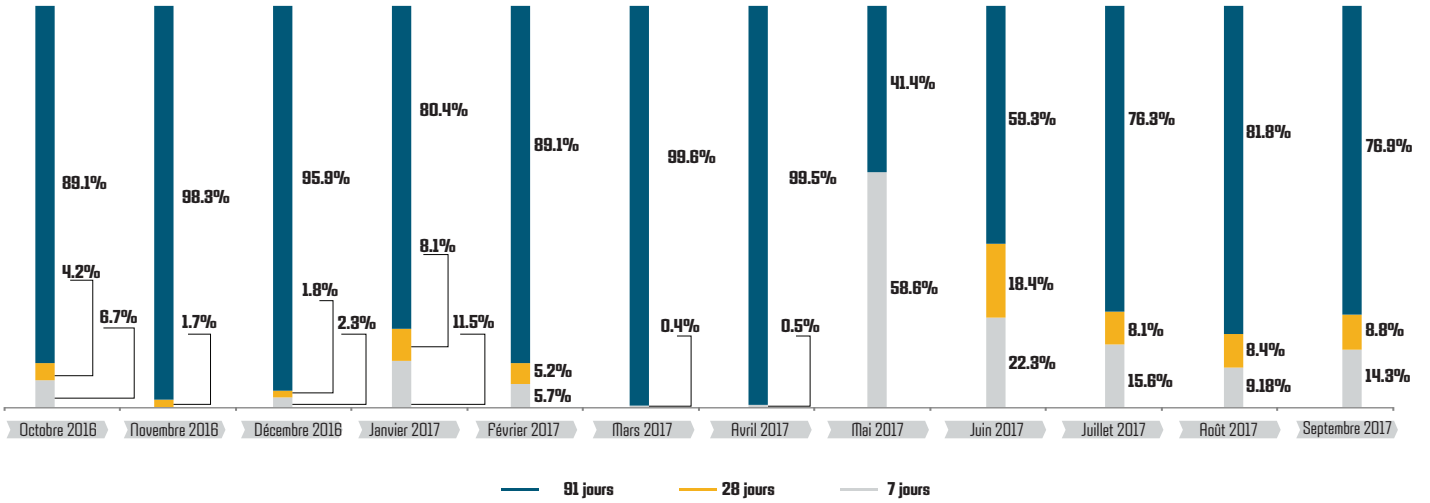
Quant aux taux d'intérêt sur ces bons, ils ont été maintenus à leur niveau de juin 2016 avant d'être revus à la baisse vers la fin du premier trimestre de l'exercice fiscal. Cet ajustement à la baisse des taux directeurs s'est inscrit dans le cadre des actions de la Banque centrale visant à assouplir les conditions d'accès au crédit des secteurs porteurs de l'économie. En ce sens, les taux nominaux sont passés de 14 %, 10 % et 8 % respectivement pour les maturités de 91, 28 et 7 jours à 12 %, 8 % et 6 % en décembre 2016. Le mouvement des taux nominaux s'est transmis aux taux moyens pondérés et, conjugué à une accélération du taux d'inflation sur l'exercice, a entraîné une baisse des taux d'intérêt réels sur les bons BRH. Ces derniers sont passés de 0,7 %, -3,3 % et -5,3 % en octobre 2016 respectivement sur les maturités de 91, 28 et 7 jours à -2,1 %, -6,1 % et -8,1 % en janvier 2017 pour terminer l'exercice à -3,4 %, -7,4 % et -9,4 %.

Graphique 5. :::: Taux moyens pondérés (TMP) sur les bons BRH de différentes maturités



En ce qui a trait à la structure de l'encours, elle est restée dominée par les bons de 91 jours dont le poids moyen sur l'exercice a été de 82,29 % avec un pic de 99,6 % en mars pour terminer l'exercice à 76,91 %. Cette prépondérance des bons de 91 jours a permis à la BRH de stériliser les surplus de liquidités du système bancaire sur une plus longue période tout en limitant les comportements spéculatifs et les pressions subséquentes sur le change et les prix dans l'économie.

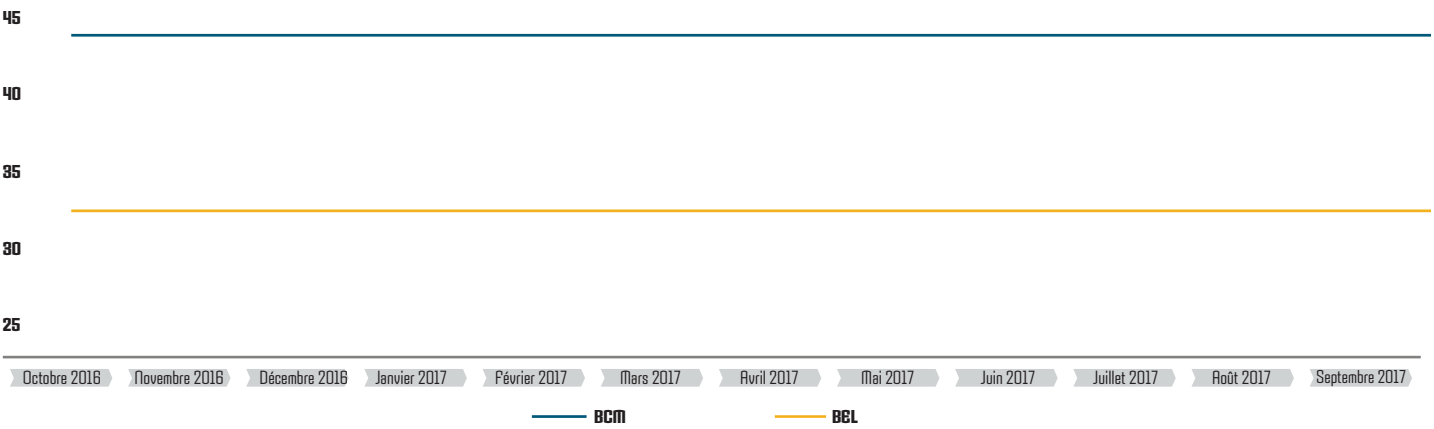
Graphique 6. :::: Composition de l'encours des bons BRH en 2017



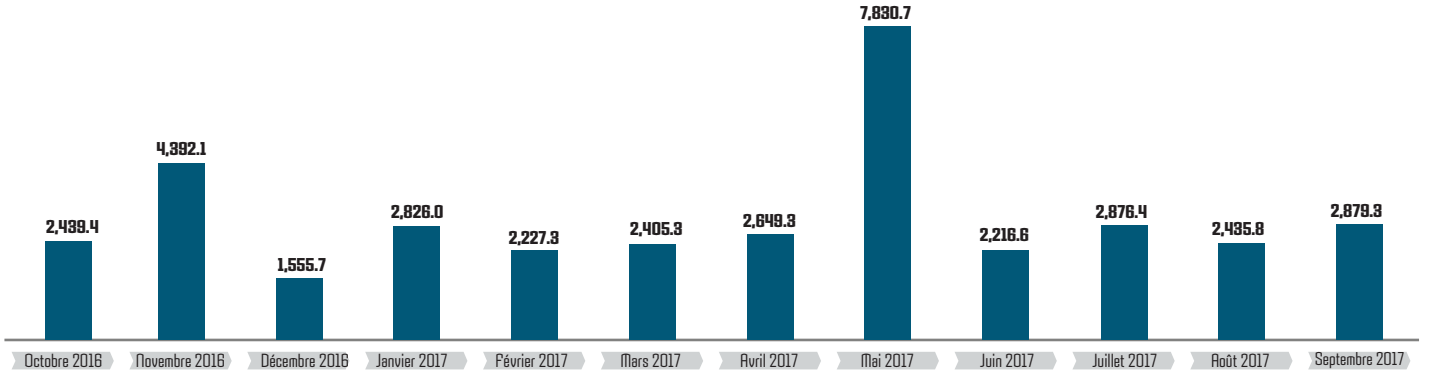
II.1.1.2. TAUX DE RÉSERVES OBLIGATOIRES

Comme en 2016, les autorités monétaires ont décidé de laisser inchangés les taux de réserves obligatoires durant l'exercice fiscal 2017. Ces derniers ont donc été maintenus à leur niveau de juillet 2015, soit 44 % sur les passifs en monnaie locale et 48 % sur ceux en monnaie étrangère. Ce statu quo n'a cependant pas été observé pour le mode de constitution des réserves sur les passifs en monnaie étrangère caractérisé depuis juillet 2014 par le principe « monnaie sur monnaie ». À partir du 1er mars 2017, les banques commerciales ont dû constituer en gourdes 5 % des réserves sur les passifs en devises, renforçant ainsi la liquidité en dollars disponibles au niveau du système.

Graphique 7. :::: Coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en gourdes (en %)



Graphique 8. :::: Position moyenne de réserves en MG



II.1.1.3- LES INTERVENTIONS DE LA BRH SUR LE MARCHÉ DES CHANGES ET AUTRES MESURES SPÉCIFIQUES.

La forte volatilité du change qui a prévalu en 2016 s'est poursuivie au début de l'année fiscale 2017. La Banque centrale a donc accentué ses interventions à la vente en injectant 49,2 millions de dollars sur le marché des changes entre octobre 2016 et mars 2017. Au-delà de ces interventions, les autorités monétaires ont, en mai 2017, procédé à la modification des positions cambiste et structurelle des banques commerciales, les ramenant à 0 % et 0,5 % respectivement. En minimisant l'écart entre les acquisitions et les ventes de devises au sein du système bancaire, la Banque centrale a pu limiter les possibilités de spéculations et assurer une plus grande fluidité des transactions sur le marché des changes. Combinées aux ventes supplémentaires de 100,9 millions de dollars ÉU sur la seconde moitié de l'exercice, ces mesures ont largement contribué à inverser la tendance à la hausse du taux de change à partir du troisième trimestre. Ajouté à cela, l'offre de devises s'est renforcée suite à l'accélération du rythme de progression des transferts privés sans contrepartie, ce qui a permis à la BRH de reconstituer ses réserves internationales par des achats de devises totalisant 161,9 millions de dollars ÉU sur l'exercice.

II.1.2- RÉSULTATS

En réaction aux mesures de politique monétaire prises par la BRH au cours de l'exercice 2016-2017, les taux d'intérêt nominaux, notamment ceux appliqués aux opérations en dollars ÉU, ont globalement affiché une évolution à la baisse. Le comportement des taux d'intérêt débiteurs a reflété la baisse des taux nominaux pratiqués sur les bons BRH. Par ailleurs, la forte dépréciation de la gourde enregistrée au cours des deux dernières années a été contenue en 2017, sous l'effet des mesures prises par les autorités monétaires. Les interventions directes de la BRH sur le marché des changes et l'augmentation de l'encours des bons ont contribué, entres autres, à la baisse du taux de change.

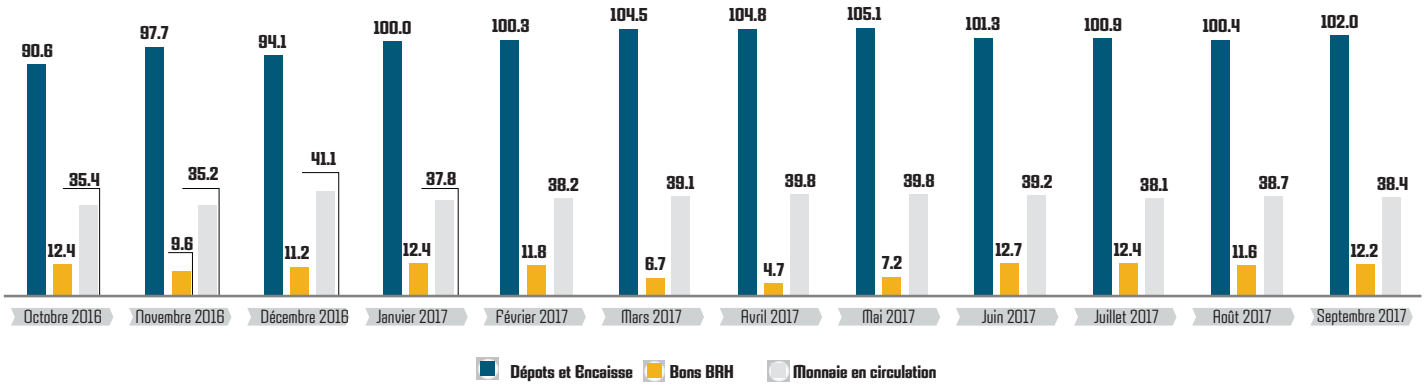
II.1.2.1- RÉSULTATS INTERMÉDIAIRES

Hormis l'avance post-Matthew dans le cadre d'une facilité spéciale accordée par le FMI à l'État haïtien, la situation des finances publiques s'est relativement améliorée en 2017, le financement monétaire s'inscrivant à 3,9 milliards de gourdes contre 4,5 milliards en 2016. Tenant compte de cette avance, le financement monétaire s'est inscrit à 6,6 milliards de gourdes, ce qui s'est reflété sur l'évolution de la base monétaire au sens restreint. En effet, après un taux de croissance de 3,15 % en 2016, la monnaie centrale au sens strict a progressé de 23,39 % en 2017, traduisant l'effet combiné de la hausse de la monnaie en circulation (+14,20 %) et des dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH (+34,62 %).

De plus, le changement dans le mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs en devises, a également contribué à la hausse substantielle des dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH. En effet, depuis le 1er mars 2017, les banques commerciales sont tenues de constituer en gourdes les 5 % de leurs réserves obligatoires sur les passifs en monnaie étrangère. Cette mesure avait pour objectif de réduire leur effet potentiel sur la demande de dollars ÉU et du même coup, assécher les excédents de liquidité en gourdes du système bancaire. Pour sa part, la base monétaire au sens large a connu une évolution relativement modérée. Son taux de croissance s'est établi à 12,34 %, soit une décélération de 10,34 points de pourcentage par rapport à 2016.

À l'actif, le ralentissement du rythme de progression de la monnaie centrale au sens large découle pour l'essentiel de la relative stabilité des réserves internationales nettes (-0,49 % comparativement à une hausse de 39,26 % en 2016). Les créances sur le Gouvernement central, pour leur part, se sont accrues plus rapidement au cours de cet exercice, soit de 22,04 % contre 17,37 % en 2016

Graphique 9. :::: Les composantes de la base monétaire (milliards de gourdes)



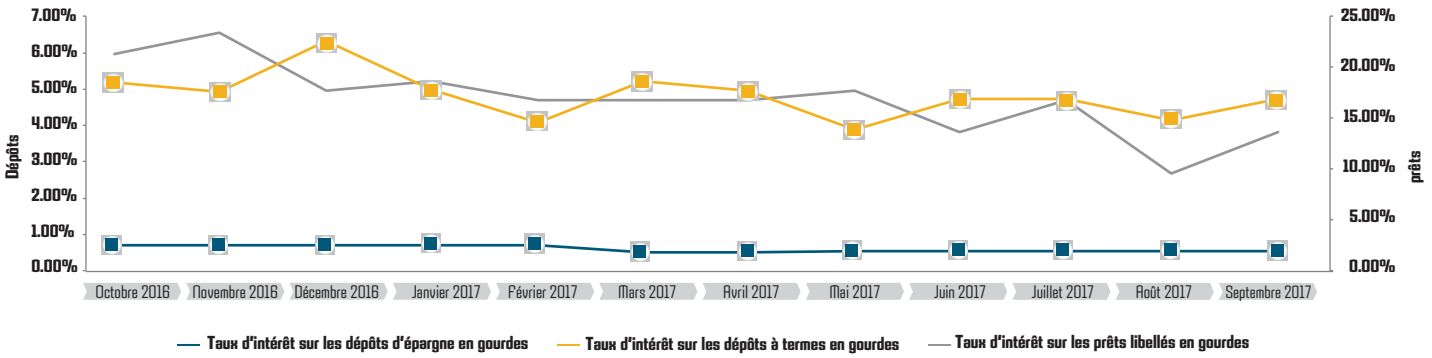
II.1.2.2- LES RÉSULTATS FINALS

La politique monétaire mise en œuvre en 2017 a eu des effets favorables sur l'évolution du taux de change. Les mesures visant à éponger les liquidités oisives du système bancaire, notamment celles découlant du financement monétaire ainsi que celles portant sur le renforcement de la régulation du fonctionnement du marché des changes, ont permis de ramener le taux de change à 62,69 gourdes pour un dollar ÉU en fin d'exercice fiscal 2017, après avoir atteint 65,54 gourdes en fin d'exercice 2015-2016 et 69,35 gourdes en mars 2017. En effet, après des hausses consécutives de 14,30 % et de 25,86 % en 2014 et 2015 respectivement, le taux de change a connu une baisse de 4,34 % en 2017.

LA RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN GOURDES EN 2017

Les taux d'intérêt sur les dépôts à terme et les prêts en gourdes ont connu une évolution mitigée. En moyenne annuelle, les taux sur les dépôts à terme en gourdes se sont chiffrés à 4,81 % en 2017 contre 4,70 % l'exercice antérieur. Cependant, l'évolution des taux d'intérêt sur les prêts s'est alignée sur la tendance imprimée aux taux d'intérêt offerts sur les bons BRH. Les taux d'intérêt moyens sur les prêts se sont inscrits à 18,21 % en 2017 contre 19,23 % un an plus tôt.

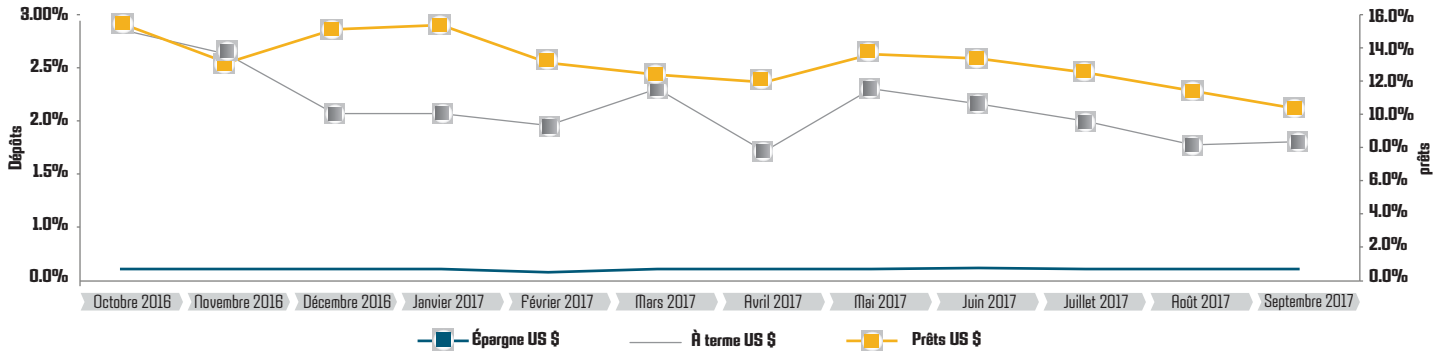
Graphique 10. :::: Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (opérations en gourdes)



LA RÉMUNÉRATION DES DÉPÔTS ET DES PRÊTS SUR LES OPÉRATIONS EN DEVISES EN 2017

Comparativement à l'exercice antérieur, les opérations en dollars dans le système bancaire ont enregistré des taux moyens à la baisse en 2017. En effet, les taux sur les dépôts d'épargne en dollars sont restés à des niveaux très faibles, avec une rémunération moyenne de 0,07 % en 2017 contre 0,08 % en 2016. Les taux d'intérêt sur les dépôts à terme et les prêts en dollars ont chuté au cours de l'exercice, passant respectivement de 2,15 % et 13,12 % en 2016 à 1,67 % et 11,38 % en 2017.

Graphique 11. :::: Taux d'intérêt moyens pratiqués par les banques commerciales (Opérations en dollars EU)



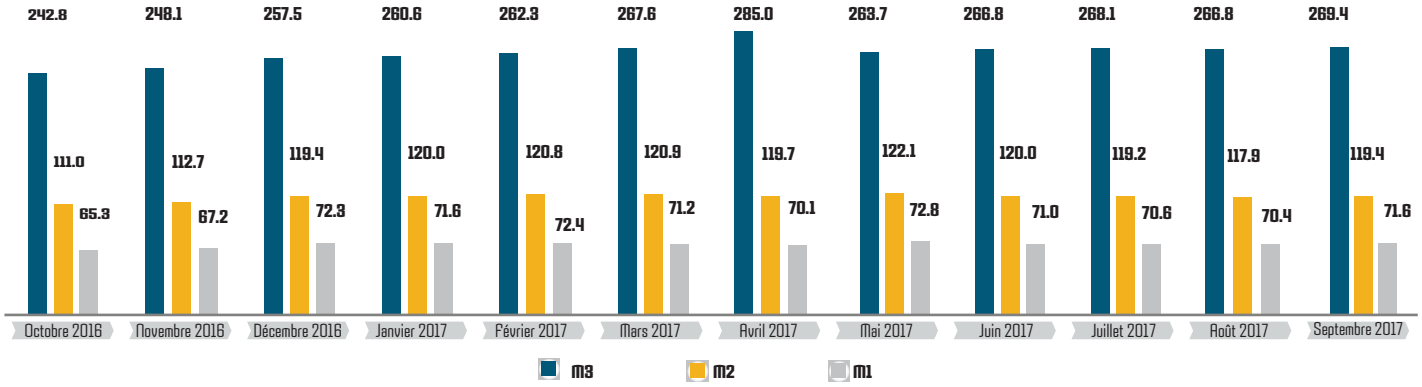
II.1.3.- ÉVOLUTION DES AGRÉGATS MONÉTAIRES EN 2017

En 2017, la masse monétaire au sens large M3, a connu un taux croissance moindre comparativement aux deux dernières années. En effet, l'offre de monnaie a crû de 13,09 % après des hausses consécutives de 16,91 % et de 16,35 % en 2016 et 2015 respectivement. Sur l'exercice, la progression de la masse monétaire au sens large a ainsi été inférieure à celle de l'indice des prix à la consommation (15,4 %).

Le comportement de M3 a résulté du ralentissement du rythme de progression des dépôts en dollars convertis en gourdes. Ces derniers, impactés substantiellement par la baisse du taux change, ont crû de 15,10 % alors qu'en volume ils ont augmenté de 20,33 % sur l'exercice. De leur côté, les agrégats M1 et M2 ont accusé des hausses significatives durant l'exercice fiscal. Soutenu par la progression des dépôts à vue en gourdes (14,12 %) et de la quasi-monnaie (5,80 %), le taux de croissance de M1 et M2 s'est accéléré respectivement de 6,35 et 5,18 points de pourcentage pour se chiffrer à 14,16 % et 10,66 %. Le dynamisme des dépôts en gourdes au cours de l'exercice a reflété, en partie, les différentes mesures prises par la BRH, notamment via les obligations BRH, visant à stimuler les banques créatrices de monnaie à mieux rémunérer l'épargne en gourdes.

Par ailleurs, il convient de noter que la stabilisation du change (au deuxième semestre) combinée à l'accroissement des dépôts en gourdes n'a pas pu contrebalancer l'effet de la hausse significative du flux des dépôts en dollars sur la structure des dépôts bancaires. Par conséquent, la dollarisation des dépôts s'est accentuée, passant de 63,71 % en septembre 2016 à 64,95 % en septembre 2017.

Graphique 12. :::: Évolution des agrégats monétaires (en milliards de gourdes)

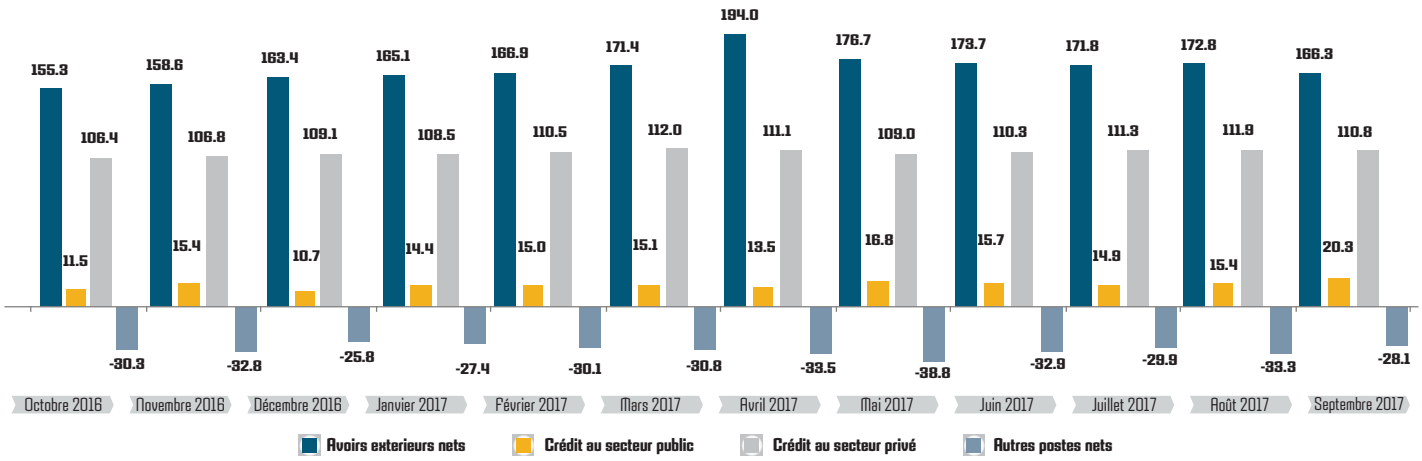


II.1.3.1.- CONTREPARTIES DE M3 ET FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Au niveau de l'actif du bilan monétaire du système bancaire, la croissance de la masse monétaire a été une résultante de la hausse, à la fois, des avoirs extérieurs nets (8,67 %) et du crédit intérieur net (10,23 %). L'évolution des avoirs extérieurs nets sur la période reflète essentiellement la croissance de 32,94 % des réserves nettes des banques commerciales puisque celles de la BRH ont contracté de 0,94 %.

S'agissant du crédit au secteur privé, son taux de croissance a été moindre par rapport à l'année dernière, soit 4,39 % contre 21,04 % en 2016. Ce ralentissement de la croissance du financement au secteur privé est lié, entre autres, à une certaine restriction des conditions monétaires, en raison de contraintes tant structurelles que conjoncturelles auxquelles la Banque centrale a dû faire face. Aussi, en dépit des mesures d'assèchement des excédents de liquidité dans le système bancaire, les autorités monétaires ont-elles maintenu des programmes de facilité de crédit à des secteurs économiques à fort potentiel, dans l'optique de soutenir la croissance économique.

Graphique 13. :::: Les contreparties de M3 (en milliards de gourdes)

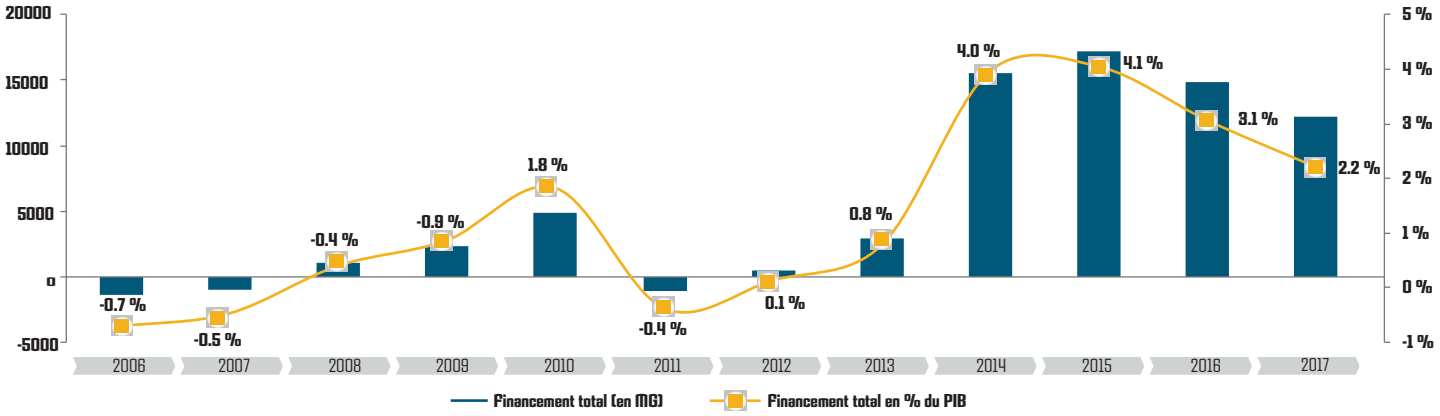


III. FINANCES PUBLIQUES EN 2017

Le budget de l'exercice fiscal 2016-2017 a été exécuté dans un environnement économique et socio-politique difficile, marqué entre autres, par le cyclone Matthew au début du mois d'octobre et les incertitudes liées à l'organisation des élections présidentielles et législatives. Le retrait d'un ensemble de mesures prévues dans le budget pour augmenter les recettes de l'État, notamment le relèvement des droits des passeports et des permis de conduire ainsi que le retard accusé dans l'ajustement à la hausse des prix à la pompe ont entraîné une dégradation de la situation des finances publiques au premier semestre. Cette situation a occasionné une croissance des recettes de seulement 0,6 % contre 18,6 % à la même période de l'exercice précédent.

Tenant compte de l'impact du choc provoqué par le cyclone Matthew sur la croissance économique et sur les recettes initialement prévues, une loi de finances rectificative a été adoptée en juin 2017 portant les recettes budgétaires à 71 416,6 MG. Les dépenses publiques programmées dans ce budget rectificatif ont été de 109 874,3 MG. Les opérations financières de l'État se sont soldées, en fin d'exercice, par un déficit de 12 180,1 MG, conduisant à un recours au financement monétaire de 6 632,4 MG, en hausse de 50 % par rapport à l'exercice précédent où il s'était établi à 4 460,7 MG.

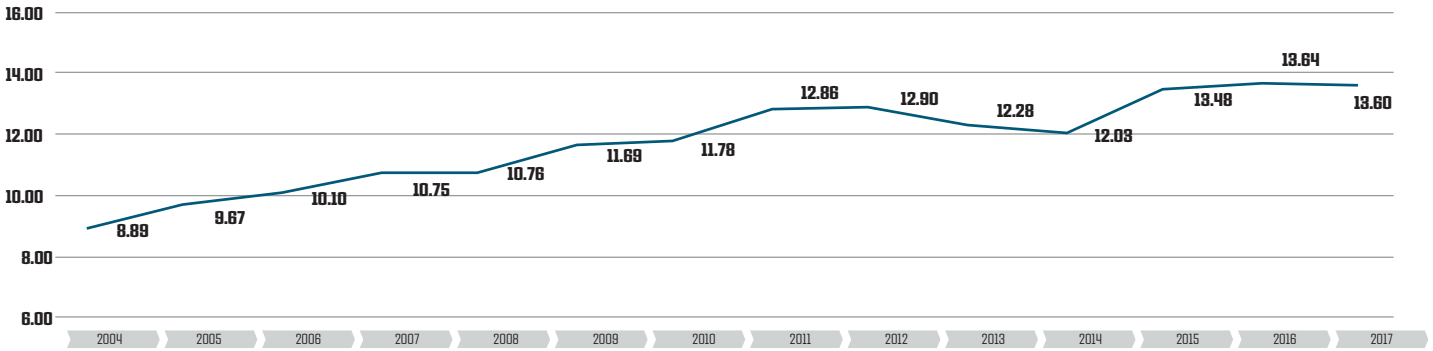
Graphique 14. :::: Financement du déficit budgétaire en pourcentage du PIB et en MG



III.1 - RECETTES

Les recettes fiscales collectées au cours de l'exercice se sont élevées à 75 073 MG contre 66 078 MG un an auparavant, soit un accroissement de 13,6 % et un dépassement de 5,1 % des prévisions établies. Cette augmentation est liée essentiellement aux recettes internes et douanières qui ont crû respectivement de 16,9 % et 7,8 %, en dépit de la baisse des recettes diverses de 22,9 %. L'évolution positive des recettes a porté la pression fiscale à 13,6 %. Cette dernière a maintenu une tendance plutôt stable, compte tenu d'une moyenne d'environ 13 % durant ces cinq dernières années.

Graphique 15. :::: Evolution de la pression fiscale (en %)



III.1.1- RECETTES INTERNES

En dépit de la conjoncture économique difficile du pays provoquée, entre autres, par le passage du cyclone Matthew et alimentée par les incertitudes politiques qui ont affecté la capacité des autorités fiscales à mobiliser les taxes et impôts comme prévu, les recettes internes collectées ont affiché une hausse de 16,9 % au 30 septembre 2017 par rapport à l'exercice précédent. Cette performance a résulté principalement de la hausse des impôts sur le revenu de 34,8 % et des taxes sur le chiffre d'affaires de 15,9 %. Leur poids respectif dans le total des recettes internes est évalué à 39,7 % et à 38,7 %.

Quant aux droits d'accises, ils ont totalisé 1 987,5 MG en fin d'exercice contre 4 139,6 MG antérieurement, soit une chute de 52 %, malgré la hausse constatée des importations des différents produits assujettis à cette taxe.

III.1.2- RECETTES DOUANIÈRES

Dans la poursuite de la lutte contre la fraude (contrebande ou sous-facturation) visant un contrôle plus rigoureux des postes frontaliers et une meilleure perception de recettes, l'Administration Générale des Douanes (AGD) a renforcé les dispositifs en vigueur, en particulier en termes d'optimisation des ressources humaines. Ainsi, les recettes collectées par l'AGD durant l'année fiscale sous-étude ont enregistré une hausse de 7,8 %, pour se fixer à 22 620,1 MG au 30 septembre 2017 contre 20 984,5 MG à la même date de l'exercice 2016. Cette augmentation des recettes douanières a été imputable à la croissance des recettes liées aux frais de vérification de 22,7 % découlant de l'application de frais de 6 % sur la valeur en douane des importations dont la moitié du montant prélevé aura servi à la restructuration et à la modernisation des services douaniers. Par ailleurs, les recettes perçues sous forme de droits de douane qui ont représenté 49,4 % du total des recettes douanières, ont chuté de 12,4 % en glissement annuel, passant de 12 744,8 MG à 11 169,6 MG.

AUTRES RECETTES

Au terme de l'exercice 2017, les recettes fiscales issues de sources diverses ont connu une régression de 22,9 % en glissement annuel, pour se chiffrer à 720,6 MG contre 934,8 MG un an plus tôt. Elles ont représenté 1 % des recettes courantes.

III.1.3- PERFORMANCE INSTITUTIONNELLE

La DGI, à travers son bureau central et ses principales unités déconcentrées, a collecté des recettes évaluées à 36 552,5 MG durant l'exercice 2016-2017 contre 29 044,5 MG un an plus tôt, soit une progression de 25,8 %. Cet accroissement a trouvé son origine dans la hausse simultanée des recettes en provenance des différents points de perception tels : le bureau central (2,2 %), la Direction des grands contribuables (30,6 %) et les autres points de perception (20,4 %).

Par ailleurs, les recettes internes perçues à l'Administration Générale des Douanes (AGD) pour le compte de la DGI ont connu une baisse de 0,4 %, passant de 15 114,4 MG à 15 054,8 MG. Sa part dans le total des recettes internes a été de 29,2 %, correspondant à une baisse de 5,1 points de pourcentage en glissement annuel. En termes de performance institutionnelle, la Direction des Grands Contribuables (DGC), avec un apport de 44,8 %, a demeuré la principale source de perception de recettes internes.

Tableau 3. :::: Evolution des recettes internes par Institutions

	Encours 2015-2016	% Recettes Internes	Encours 2016-2017	% Recettes Internes	Var. (%)
DGI	29,044.52	65.77%	36,552.54	70.83%	25.85%
Bureau Central	3,006.45	6.81%	3,396.08	6.58%	2.20%
DGC/ UGCP	17,706.34	40.10%	23,122.57	44.80%	30.59%
Recettes diverses / Autres points de perception	8,331.73	18.87%	10,033.89	19.44%	20.43%
Douane	15,114.38	34.23%	15,054.76	29.17%	- 0.39%
Total	44,158.90	100.00%	51,607.30	100.00%	16.87%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.2- DÉPENSES

Les dépenses de l'État au cours de l'exercice ont été estimées à 84 271,8 MG contre 80 265,6 MG un an plus tôt, constituant un dépassement de 3,3 % de la cible budgétaire qui tablait sur un montant de 81 552,1 MG. Toutefois, l'évolution des dépenses a montré un ralentissement de 20,1 points de pourcentage en rythme annuel, traduisant les efforts du Gouvernement à gérer l'enveloppe budgétaire conformément aux clauses de l'accord sur la gestion de la trésorerie (Cash management). De ces débours, 92,9 % ont été allouées aux dépenses courantes et 7,1 % aux investissements, contre des pourcentages respectifs de 92,7 % et 7,3 % en 2016.

III.2.1- DÉPENSES COURANTES

Constituées de 81,7 % de dépenses sur biens et services, de 3,4 % de paiements d'intérêts sur la dette et de 14,9 % de subventions et transferts, les dépenses courantes cumulées au 30 septembre 2017 ont atteint 78 315,8 MG contre 74 411,6 MG durant l'exercice précédent. Celles-ci ont connu une augmentation de 5,2 %, qui s'explique par la hausse simultanée des principales composantes susmentionnées de 3,1 %, 36 % et 12,3 % respectivement.

Les dépenses sur biens et services qui regroupent : les salaires, la location et l'acquisition de véhicules au service des institutions publiques, les voyages, les activités festives, l'achat de matériels et fournitures de bureau se sont chiffrées à 63 954 MG, soit une progression de 3,1 % par rapport à l'exercice 2016. Cet accroissement a découlé de la hausse des dépenses liées aux traitements et salaires (4,9 %) et de celles d'autres achats de biens et services (1,1 %) pour s'établir respectivement à 33 848,4 MG et 30 105,6 MG.

En ce qui concerne la masse salariale, elle est passée de 32 272,3 MG à 33 848,4 MG en dépit de la baisse de 1,74 % de l'effectif de la fonction publique. Ce qui porte le ratio de la masse salariale sur dépenses courantes à 43,2 %. En rythme annuel, la part de la masse salariale dans les dépenses courantes a connu un ralentissement de 0,2 point de pourcentage comparée à leur poids de 43,4 % durant l'exercice antérieur.

De 10 386 MG en 2016, les subventions et transferts se sont accrus de 12,3 % pour s'établir à 11 667,4 MG durant l'exercice 2017. L'essentiel de ces dépenses a été effectué en faveur de l'EDH et la différence attribuée à des ministères dans le cadre du renforcement de leurs dispositifs internes, de leurs activités sous forme d'œuvres humanitaires, de frais aux étudiants boursiers, de dotations pour les fêtes patronales, etc.

Quant aux dépenses d'intérêt sur la dette publique, elles ont progressé de 36 % au cours de l'année fiscale 2017, passant de 1 980,9 MG à 2 694,4 MG. Cette évolution a résulté de la hausse simultanée des intérêts payés au titre de la dette interne de 22,2 % et de ceux au titre de la dette externe de 38 %.

III.2.2- DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissements effectuées par le Gouvernement central ont atteint 5 956 MG, représentant une augmentation de 1,7 % par rapport à l'exercice fiscal antérieur et un écart de 9,5 % par rapport aux prévisions de 6 583,8 MG établies par le programme d'investissements publics (PIP) sur fonds locaux. Ces dépenses sont réparties de la manière suivante:

- Au Ministère des Travaux Publics, 8,4 % ont été destinés à la réhabilitation et à l'entretien des voies urbaines et rurales, au contrôle des exploitations de sable, au développement de l'accès à l'électricité dans des régions mal desservies et à l'implantation d'installations solaires sur tout le territoire national.

- Au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural, les investissements ont représenté 6,2 % des dépenses de cette catégorie. Ce montant a été alloué principalement au renforcement du dispositif de contrôle sanitaire des denrées alimentaires, à la facilitation d'accès aux financements agricoles à travers la promotion de systèmes de microassurance dans le secteur afin de dynamiser les secteurs productifs.

- Au Ministère de la Planification et de la Coopération Externe, 5,5 % des fonds d'investissement ont été alloués, entre autres, pour l'établissement d'un système de réseautage entre les ministères et les Unités d'études et de programmation (UEP) et pour l'amélioration des rapports de coopération devant permettre un meilleur suivi de l'aide au développement.

- Au Ministère de l'Économie et des Finances, 2,9 % du budget d'investissement ont été consacrés au renforcement des capacités d'intervention de l'Administration Générale des Douanes, à la mise en place de la réforme budgétaire, à travers l'adoption d'une nouvelle loi portant élaboration et exécution des lois de finances en révision du décret du 16 février 2005 et d'un cadre légal approprié, à la finalisation de l'avant-projet de loi relatif au plan de retraite des agents de la fonction publique et à l'accompagnement des ministères et institutions dans l'élaboration de leur perspective de budget-programme.

- Au Ministère des Affaires Sociales et du Travail, 1,7 % des dépenses de capital ont été consenties pour renforcer les capacités d'intervention des entités du ministère notamment en assurant la continuité des programmes d'aide aux familles défavorisées, en mettant en place des structures d'accompagnement aux personnes handicapées et de réinsertion sociale des enfants de rues et des rapatriés.

Le solde restant a été alloué dans les proportions suivantes :

- 0,8 % au Ministère de l'Environnement, afin de lutter contre la désertification, les rejets chimiques pouvant causer la pollution des nappes phréatiques et/ou des eaux superficielles et, de mettre en place des politiques alternatives à l'utilisation des combustibles forestiers ;

- 0,7 % au Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique dans le but de renforcer les capacités de la Police Nationale et du système judiciaire, d'améliorer les conditions de détention, de renforcer le système d'état civil et d'intensifier les efforts de contrôle du blanchiment des avoirs;

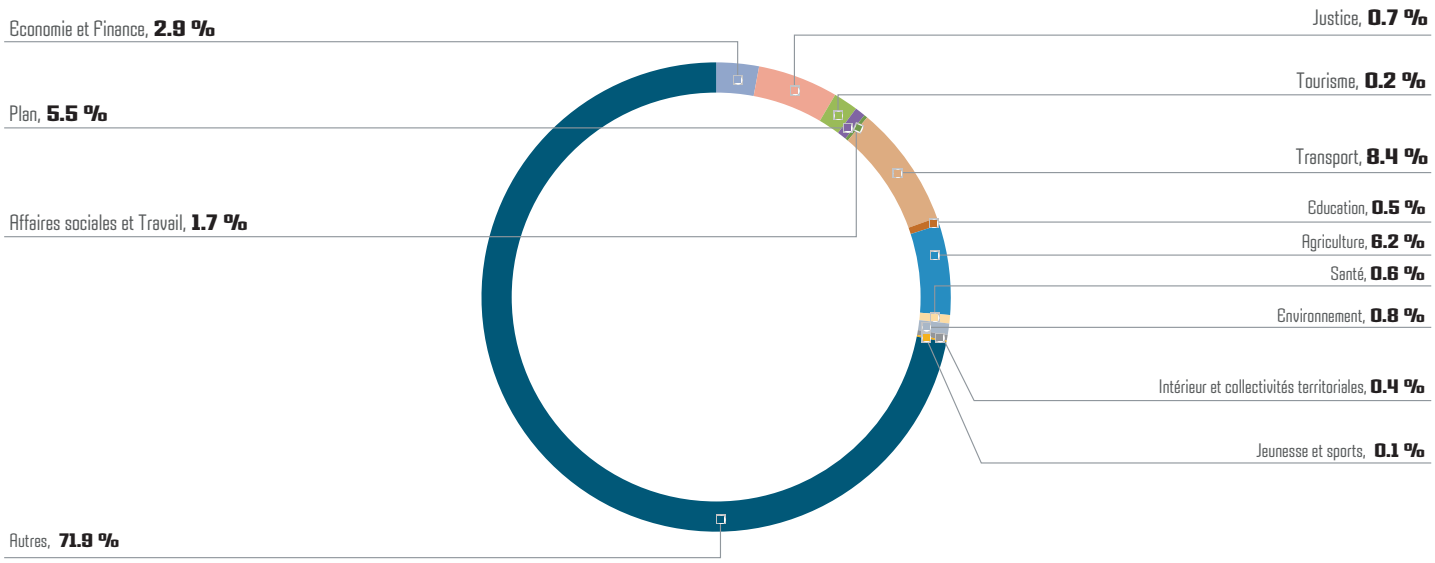
- 0,6 % au Ministère de la Santé Publique et de la Population, afin d'améliorer la qualité de la prise en charge de certaines pathologies, d'améliorer l'offre sanitaire régionale et de lutter contre les maladies courantes et les épidémies ;

- 0,5% au Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, pour la scolarisation des enfants, la construction et la réhabilitation de centres de formation professionnelle et de bâtiments scolaires à travers l'ensemble des départements du pays ;

- 0,2 % au Ministère du Tourisme, en vue de promouvoir le tourisme et de mettre en place un cadre légal et réglementaire des sites touristiques ;

- 71,9 % aux autres institutions, pour renforcer leurs structures et appuyer les projets de développement.

Graphique 16. :::: Projets et programmes par secteur



III.3- FINANCEMENT DE L'ADMINISTRATION CENTRALE

Au terme de l'exercice fiscal, les opérations financières de l'État se sont soldées par un déficit global de 12 180,1 MG, en baisse de 17,9 % par rapport à 14 843,7 MG en 2017. Ce déficit qui a représenté 2,2 % du PIB, a été accumulé en grande partie au cours du premier semestre et est lié à l'augmentation de 30,5 % des dépenses courantes et aux pertes de recettes occasionnées par le cyclone Matthew, lequel a perturbé l'adoption d'un ensemble de mesures pour une mobilisation optimale de ressources. Le financement externe évalué à 4 441,2 MG, constitué de 1 055 MG de dons externes au comptant et de 3 386,1 MG de prêts nets du Gouvernement central, a contribué à 36,5 % au déficit de l'Administration centrale. Quant au financement interne, il s'est chiffré à 7 738,9 MG dont 85,7 % en provenance de la Banque centrale. Ce déficit a entraîné un recours de 6 632,4 MG auprès des autorités monétaires contre un prêt de 1 700,1 MG, de la BNC dont 593,6 MG ayant servi de remboursement aux autres banques commerciales du système bancaire.

Par conséquent, le financement monétaire, en hausse de 48,7 % en glissement annuel et en dépassement de 50 % du plafond cible de 4 425,1 MG, s'est retrouvé au 30 septembre 2017, avec une augmentation nette des engagements du Gouvernement envers la Banque centrale ainsi répartis :

- une hausse des créances découlant du solde budgétaire de l'ordre de 5 861,6 MG ;
- une baisse des dépôts de l'État auprès de la Banque centrale de 350 MG ;
- une augmentation des autres créances d'un montant de 582,4 MG ;
- une baisse du solde des comptes spéciaux du Gouvernement central de 161,7 MG

Tableau 4. :::: Évolution des flux nets du solde des comptes de l'administration centrale (en MG)

Rubriques/Exercices	2014 / 2015	2015 / 2016	2016 / 2017
1. Position nette du Trésor	5 825,9	- 77,2	5 861,6
2. Dépôts de l'État	- 4 454,8	- 1 447,2	- 350,0
3. Arriérés d'intérêts	1 099,8	- 275,0	0,0
4. Autres créances	- 1 361,1	3 471,1	582,4
5. Comptes spéciaux	- 20,7	- 105,7	- 161,7
Financement monétaire	**9 998,7**	**4 460,4**	**6 632,4**

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

III.4- ÉVALUATION DU PROGRAMME FINANCIER

Les recettes courantes, qui avaient progressé de seulement 0,6 % au premier semestre, ont connu une hausse de 13,6 % au terme de l'exercice, en glissement annuel, pour se fixer à 75 073 MG. Ceci a représenté une performance de 5,1 points de pourcentage supérieure à la cible budgétaire de 71 416,6 MG. Quant aux dépenses exécutées, elles sont passées de 80 265,6 MG à 84 271,8 MG, affichant des dépassements de 4,9 % en glissement annuel et de 3,3 % des prévisions de 81 552,1 MG du budget rectificatif. Par ailleurs, contrairement au financement monétaire de 4 425,1 MG programmé, les avances de la Banque centrale se sont chiffrées à 6 632,4 MG au terme de l'exercice, résultant principalement d'une détérioration de la position nette du Trésor.

Tableau 5. :::: Réalisations budgétaires en 2017 (en millions de gourdes)

	Prévisions du budget rectificatif 2017	Réalisation au 30 septembre 2017	Pourcentage de réalisation
Recettes	71 416,6	75 073,0	105,1%
Dépenses	81 552,1	84 271,8	103,3%
Financement monétaire	4 425,1	6 632,4	150,0%

Source : Direction Contrôle de Crédit / BRH

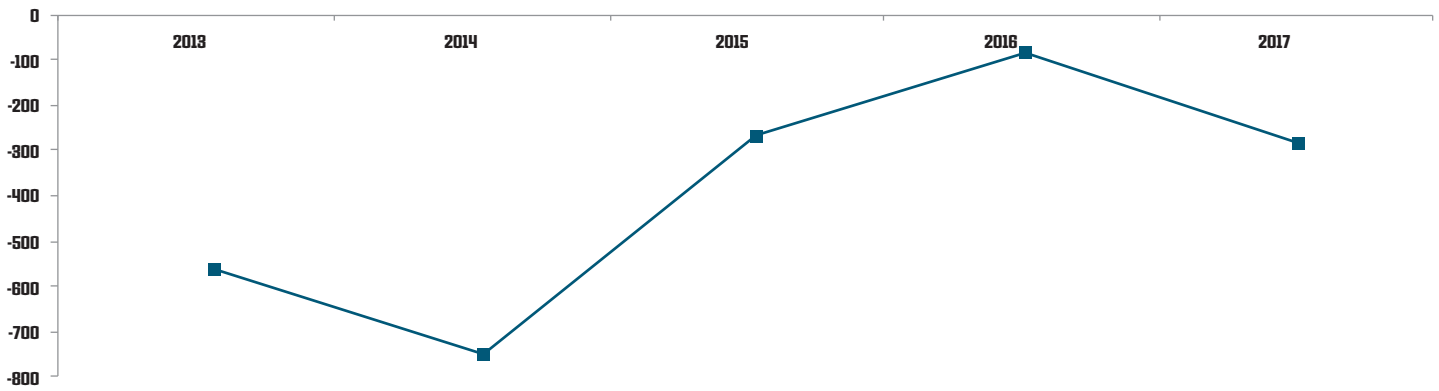
IV. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2017

Les transactions avec les non-résidents ont été caractérisées par une progression de plus de 13 % de la valeur des importations, ce qui a conduit à une aggravation du déficit courant de la balance des paiements. Parallèlement, les opérations financières ont dégagé une entrée nette de capitaux de 129 millions de dollars grâce notamment à un flux d'investissements directs exceptionnels de 374 millions de dollars. De plus, des arriérés de paiements de 130 millions de dollars sur la dette publique externe ajoutés à un financement du FMI de 36 millions de dollars ont non seulement aidé à la stabilisation des compte extérieurs mais aussi, créé un contexte favorable à une accumulation de 207 millions de dollars de réserves brutes de change par la Banque centrale.

IV.1- LE COMPTE COURANT

Le déficit du compte des transactions courantes a triplé en 2017, atteignant 284 millions de dollars ÉU sous l'effet de l'accentuation du déficit du solde des biens et services. En conséquence, le ratio du solde des transactions courantes au produit intérieur brut est passé de 1,03 % à 3,40 %.

Graphique 17. :::: Solde courant de la balance des paiements d'Haïti (en millions de dollars ÉU)



IV.2- SOLDE DES BIENS ET SERVICES

Le solde des biens et services de la balance des paiements d'Haïti a enregistré un déficit de 3,17 milliards de dollars ÉU contre 2,60 milliards en 2016, soit une augmentation de 22,15 %. Ceci est dû à une forte accélération des importations de biens (+13,38 %).

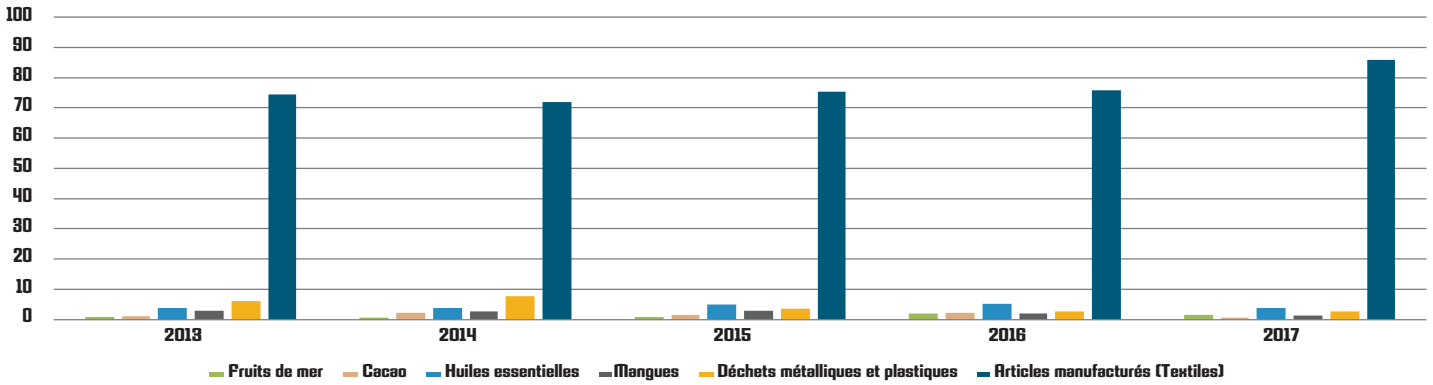
IV.2.1- SOLDE DES BIENS

Le solde des biens est passé de -2,19 milliards à -2,68 milliards de dollars ÉU de 2016 à 2017, soit une aggravation de 22,30 % du déficit commercial. Cette dégradation a été attribuable à l'évolution des importations de biens qui ont connu une hausse de 14,86 %, notamment sous l'effet d'une augmentation significative de la facture pétrolière.

LES EXPORTATIONS DE BIENS

Les exportations de biens ont reculé pour la deuxième année consécutive (-1,49 %), totalisant 980,17 millions de dollars ÉU en 2017, ces dernières ayant enregistré une baisse plus importante en 2016 (-2,83 %). La décélération des exportations a résulté de l'évolution des activités dans le secteur de l'assemblage textile caractérisée par des fermetures d'usines non suffisamment compensées par l'arrivée de nouveaux investisseurs dans le secteur.

Graphique 18. :::: Parts relatives des principales exportations (En pourcentage du total)



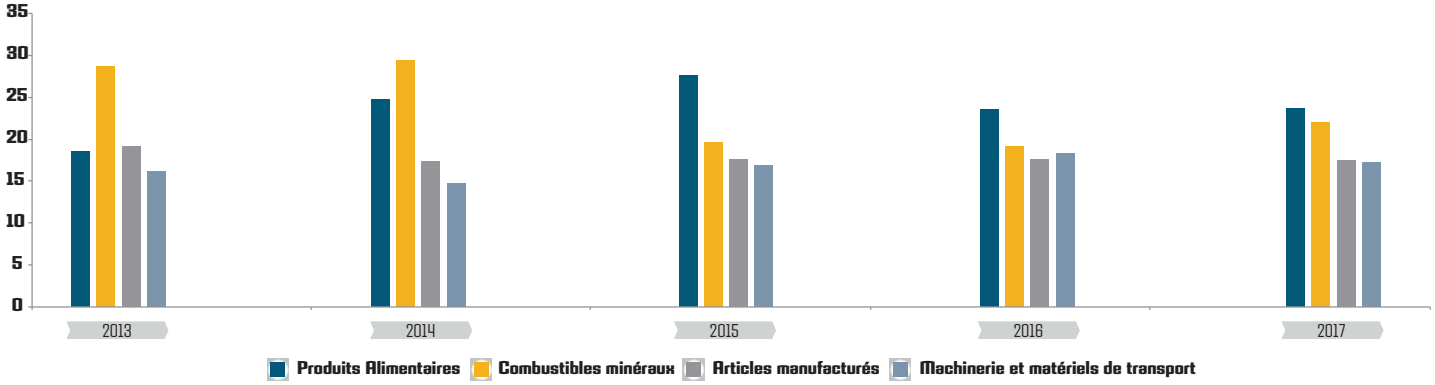
Avec une valeur de 36,3 millions de dollars, les exportations d'huiles essentielles ont continué d'afficher de bonnes performances (+54,05 %). Cependant, les recettes venant du cacao ont affiché une baisse de plus de 45 %, alors que les mangues et les fruits de mer ont vu leurs exportations progresser respectivement de 40,32 % et 73,17 %. En 2017, les exportations de résidus métalliques et plastiques se sont poursuivies. Ces dernières ont rapporté plus de 25 millions de dollars ÉU, soit plus que les exportations de mangue, de cacao et de fruits de mer prises séparément.

Les recettes du secteur de la sous-traitance avec 86 % de la valeur totale ont donc couvert l'essentiel des exportations de biens d'Haïti. La part relative des résidus métalliques et plastiques de son côté s'est élevée à 2,56 %, celle des huiles essentielles à 3,73 % et celle des mangues à 1,25 %.

LES IMPORTATIONS DE BIENS

Evaluées à 3,66 milliards de dollars ÉU en 2017, les importations de biens ont augmenté de 14,86 % après avoir fléchi en 2015 (-5,92 %) et 2016 (-7,71 %). Hormis les matières brutes non comestibles (-18,22 %), les articles manufacturés divers (-9,39 %) et les articles divers (-65,61 %), tous les autres groupes de produits ont contribué positivement à la croissance des importations totales de biens.

Graphique 19. :::: Parts relatives des principales importations (En pourcentage du total FOB)



Après avoir connu d'importantes diminutions sur les deux dernières années (-37,49 % en 2015 et -9,92 % en 2016), la facture pétrolière est repartie à la hausse (+31,84 %) en 2017, atteignant 743,24 millions de dollars ÉU. Ce résultat a été attribuable à l'effet conjugué de l'augmentation du volume des importations de produits pétroliers (+16,43 %) et la remontée progressive du prix du baril de pétrole sur le marché mondial (+9,99 %). Ces derniers ont également subi une impulsion positive des importations de machinerie et de matériels de transport qui ont affiché une progression de 7,89 % passant à 631,70 millions de dollars ÉU. Les importations des produits alimentaires ont connu un bond de 15,44 %, accusant un montant de 867,28 millions de dollars ÉU en 2017. Ce résultat a traduit l'effet des chocs climatiques qui ont prévalu dans le pays au début de l'exercice 2016-2017. En effet, en septembre 2016, le département du Nord-Est a été affecté par le cyclone Irma et, selon le rapport d'évaluation rapide du Ministère de l'Agriculture, plus de 50 % des plantations ont été affectées. Le passage du cyclone Matthew en octobre 2016 a dévasté les départements du Sud et de la Grand-Anse, affectant le secteur agricole qui a subi de façon durable les contrecoups de ce choc environnemental. D'un autre côté, au niveau de la région nord du pays, des inondations ont été enregistrées au cours du mois de novembre 2016. Par conséquent, une plus grande partie de la demande interne a été comblée par des biens importés. De plus, l'envolée des prix des produits de base sur le marché international a renforcé la croissance de la valeur des importations des produits alimentaires.

Les importations de produits manufacturés ont connu un renversement de tendance en 2017 par rapport aux deux périodes antérieures en enregistrant une croissance de 14,67 %, pour un montant de 641,35 millions de dollars ÉU. Selon les données historiques, ces quatre groupes de produits (articles manufacturés, produits alimentaires, produits pétroliers et machinerie et matériels de transport) ont représenté plus de 80 % des importations totales de biens.

IV.2.2- SOLDE DES SERVICES

Le déficit du solde des services a crû de 21 % passant de 406,98 millions en 2016 à 493 millions en 2017. Le nombre de touristes a reculé par rapport à 2016 ; ce qui a fait chuter les recettes de voyage et de surcroît, provoquer une faible croissance des recettes globales (0,25 %), soit un total de 608,12 millions de dollars ÉU.

Par ailleurs, les dépenses consacrées au paiement des services fournis par des non-résidents ont augmenté de 8,72 %, s'élevant à 1,10 milliard de dollars ÉU. En 2017, la part des services de transports et des autres services aux entreprises a représenté environ 80 % des paiements totaux effectués.

SOLDE DES REVENUS

Compte tenu de la faible mobilisation de capitaux sous forme d'investissements directs ou de portefeuille, le poste Revenus de la balance des paiements d'Haïti a affiché des montants relativement modestes au niveau du débit. Constitués principalement d'intérêts sur la dette publique externe, les paiements de revenus se sont élevés à 19 millions de dollars contre 72,74 millions pour les entrées. Ces derniers ont représenté les intérêts sur les placements faits à l'étranger par des résidents.

SOLDE DES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants nets ont connu une forte progression en 2017 (+14,94 %), passant à 3,83 milliards de dollars. Avec une hausse de 14,63 %, le rythme de progression des flux des transferts de la diaspora s'est considérablement accéléré en 2017. Les migrants haïtiens vivant à l'extérieur ont expédié environ 2,72 milliards de dollars vers Haïti en 2017, soit 33 % du PIB d'Haïti. Les quatre principaux pays de provenance de ces fonds ont été : les États-Unis, la France, le Canada, et le Chili.

Après avoir chuté de plus de 23 % l'an dernier, les dons officiels ont augmenté de 3,56 % en 2017, atteignant 385,32 millions de dollars ÉU.

Après le passage du cyclone Matthew en octobre 2016, le pays a reçu environ 23 millions de dollars ÉU du mécanisme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes dans les Caraïbes (CCRIF - SPC), soit le plus grand paiement jamais effectué par le CCRIF à ce jour.

Les transferts courants expédiés ont continué de prendre de l'ampleur en s'approchant de plus en plus de la barre des 300 millions de dollars ÉU. En 2017, les haïtiens ont transféré 297,71 millions de dollars ÉU à l'extérieur, soit une croissance de 11,78 % par rapport à 2016. Les quatre principaux pays de destination de ces transferts sont : Les États-Unis, la République Dominicaine, le Chili et le Canada.

COMPTE CAPITAL

Les montants enregistrés sur la période allant de 2009 à 2011 ont concerné essentiellement les annulations sur le stock de la dette du pays, mais à partir de 2012, ils ont reflété uniquement les dons reçus par le pays sous forme d'infrastructures et d'équipements lourds.

En 2017, les transferts de capital sous forme d'infrastructures ont été estimés à 20 millions de dollars ÉU contre 59,11 millions de dollars ÉU en 2016 contre 18 millions de dollars ÉU en 2015.

IV.3- COMPTE OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Depuis 2012, le compte financier n'a enregistré que des entrées nettes de capitaux. Ces dernières ont été évaluées à 129 millions de dollars ÉU en 2017 contre 12,74 millions de dollars antérieurement. Sur les trois dernières années, les entrées nettes observées au solde du compte financier ont été alimentées essentiellement par les investissements directs et les décaissements faits par le Gouvernement sur les emprunts à court et à long terme.

Contrairement à 2016, les flux financiers nets des administrations publiques ont accusé en 2017 un montant positif de 8,51 millions de dollars reflétant le fait que les nouveaux engagements au titre de la dette publique externe ont été supérieurs aux amortissements.

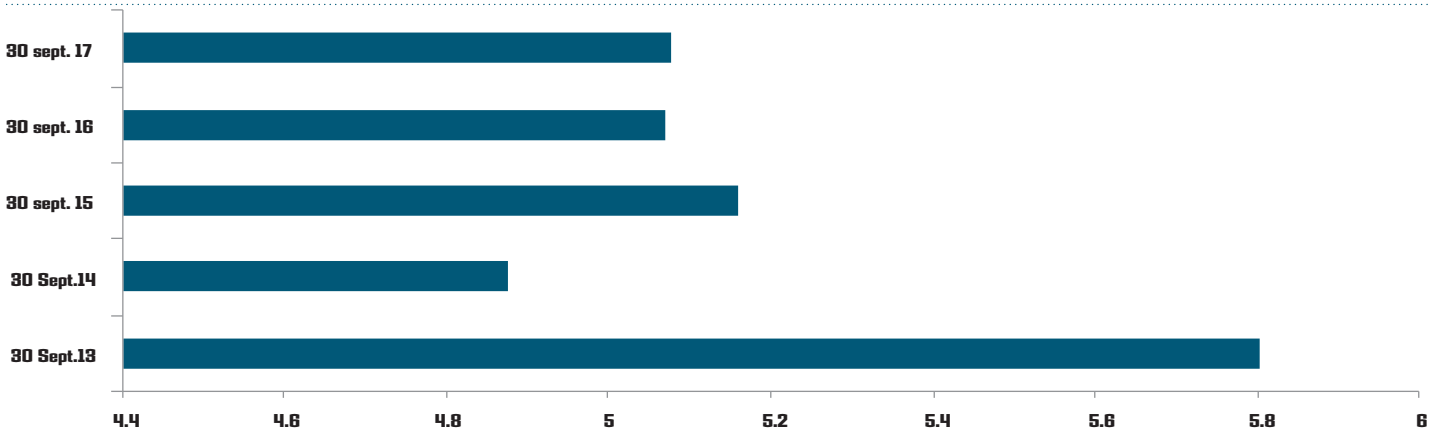
De même, les investissements directs ont triplé, totalisant 374 millions de dollars ÉU en 2017. Cette propulsion des investissements directs est dûe particulièrement à l'acquisition d'une grande compagnie de distribution de produits pétroliers par un non-résident.

Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales haïtiennes se sont chiffrés à 266,59 millions de dollars ÉU en 2017 contre 44 millions de dollars ÉU en 2016. Ceci, confirmant une tendance amorcée depuis 2015, a été renforcée par l'opération de vente d'une entreprise de distribution de produits pétroliers à une compagnie non-résidente.

IV.4- FINANCEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

En 2017, le financement de la balance des paiements d'Haïti a été caractérisé par une accumulation de réserves brutes de change d'un montant de 207 millions de dollars ÉU, le recours aux crédits et prêts du FMI pour une valeur de 36,37 millions de dollars ÉU et une accumulation d'arriérés de paiement de 130 millions de dollars sur la dette publique externe. Au 30 septembre 2017, le stock des réserves brutes de change, évalué à 2,15 milliards de dollars, correspondait à 5,08 mois d'importation de biens et services.

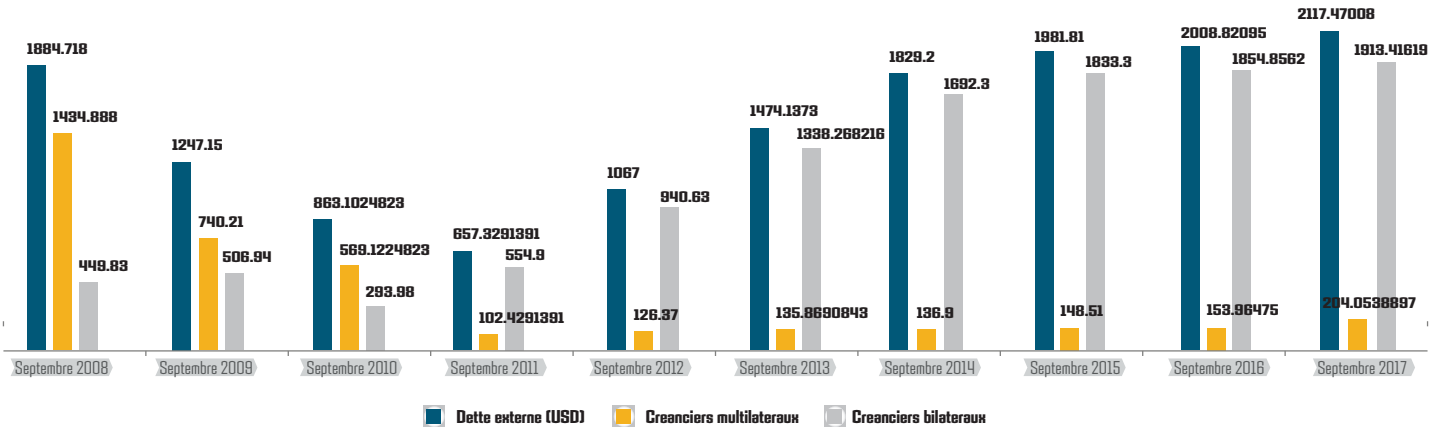
Graphique 20. :::: Réserves brutes en mois d'importations



V. DETTE PUBLIQUE EXTERNE EN 2017

L'encours de la dette publique externe au 30 septembre 2017 s'est élevé à 2 117,47 millions de dollars ÉU, soit une hausse de 5,41 % comparé à l'année dernière. Celle-ci est liée en grande partie à l'augmentation du stock des créances multilatérales de 32,53 %. Les créances bilatérales ont affiché une croissance de 3,16 %.

Graphique 21. :::: Encours de la dette publique externe par type de créanciers (en millions de dollars ÉU)



V.1- LES CRÉANCES BILATÉRALES

Au 30 septembre 2017, les créances bilatérales ont constitué 90,36 % de l'encours total de la dette publique externe. De 2016 à 2017, elles sont passées de 1 854,9 millions de dollars ÉU à 1 913,41 millions de dollars ÉU, soit une augmentation de 58,64 millions de dollars ÉU, les décaissements effectués par le Venezuela au titre de l'accord Petro Caribe ayant relativement diminué par rapport à l'année précédente.

V.2- LES CRÉANCES MULTILATÉRALES

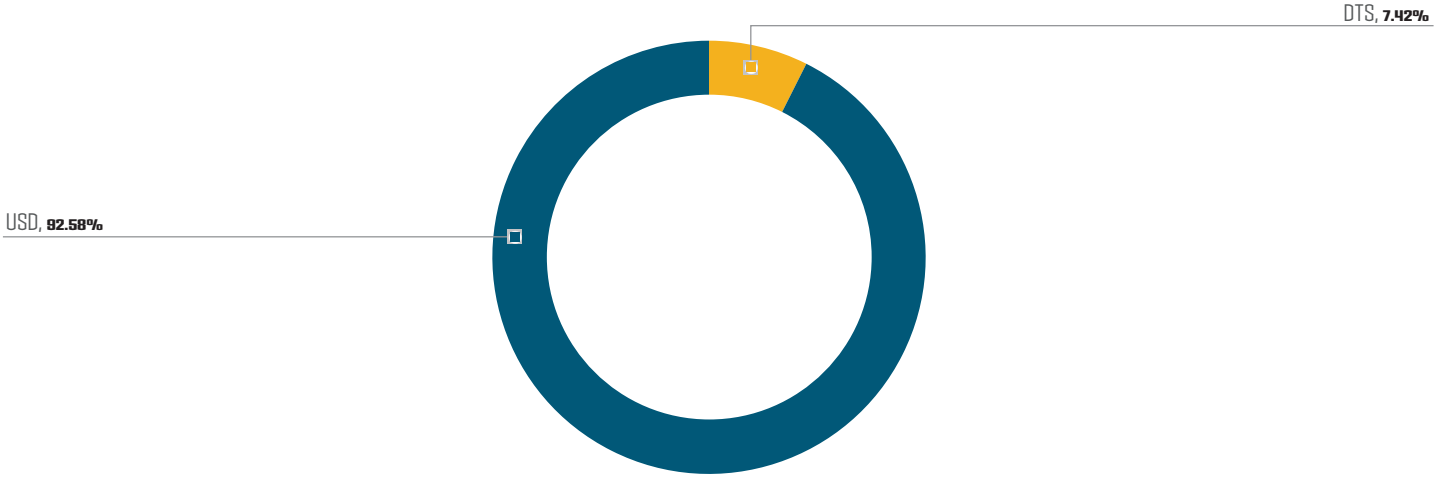
La dette multilatérale a enregistré une hausse de 32,53 % au cours de l'exercice finissant le 30 septembre 2017. En effet, de 153,9 millions de dollars ÉU à la fin de l'exercice précédent, elle est passée à 204,05 millions de dollars ÉU en 2017. Cette hausse de la dette multilatérale a trouvé son origine dans les décaissements du nouveau prêt Rapid Credit Facility accordé à Haïti par le FMI après le passage de l'ouragan Matthew.

V.3- STRUCTURE DE L'ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERNE PAR TYPES DE DEVISES

Au 30 septembre 2017, la plus grande partie du portefeuille de la dette publique externe a étét libéllée en dollars ÉU, avec un poids relatif atteignant jusqu'à 92,58 %. Le DTS, deuxième composante de l'encours, a compté pour 7,42 % du stock total[1].

[1]Néanmoins, le DTS, instrument de réserve international, utilisé comme unité de compte par certains organismes internationaux, est constitué de cinq principales monnaies telles: le dollar à 41,73 %, l'Euro à 30,93 %, le yuan chinois à 10,92 %, le yen japonais à 8,33 % et la livre sterling à 8,09 %.

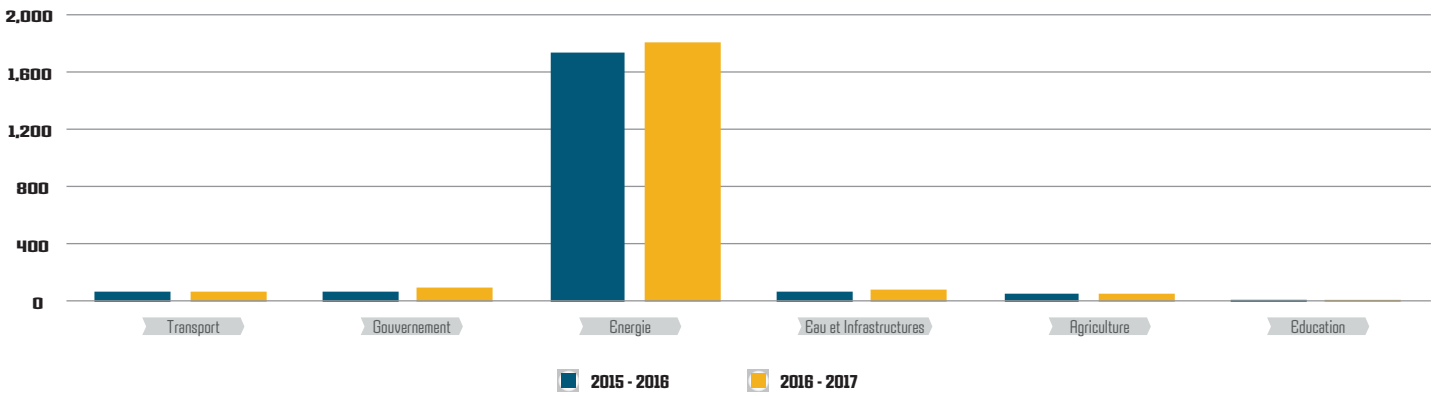
Graphique 22. :::: Structure de l'encours de la dette publique externe par type de devises en 2017 (en %)



V.4- RÉPARTITION DE L'ENCOURS DE LA DETTE PAR SECTEUR ÉCONOMIQUE

Au 30 septembre 2017, la répartition de l'encours de la dette externe en fonction des principaux secteurs d'activité a été ainsi présentée : Infrastructures (52,40 %) ; Gouvernement (20 %) Energie (7,60 %) ; Education (5,50 %) et Agriculture (4,90 %).

Graphique 23. :::: Répartition de la dette par secteur économique (en millions de dollars ÉU)



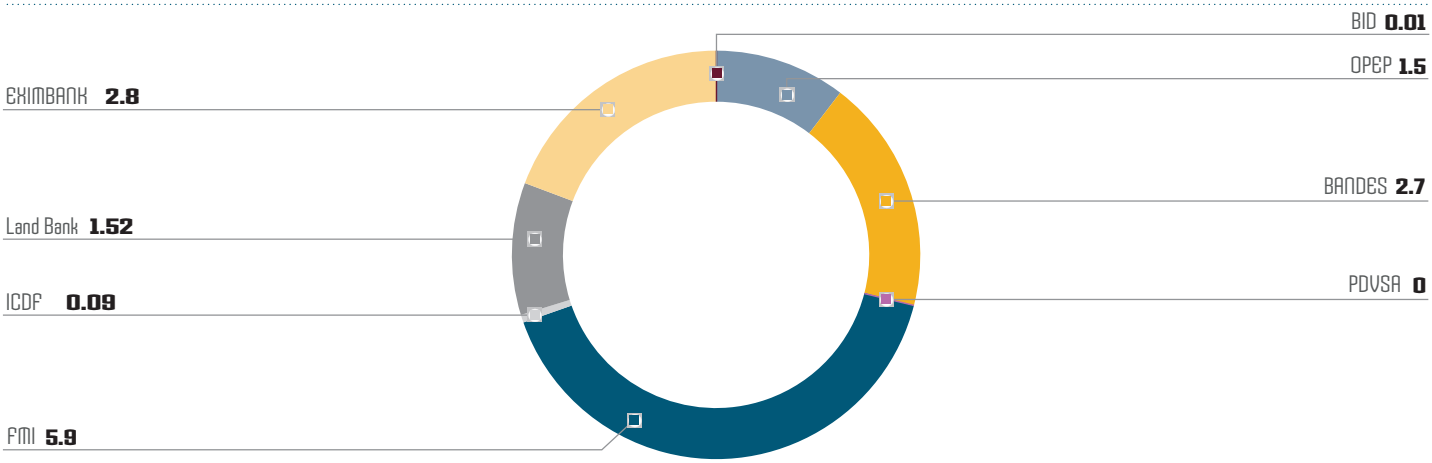
V.5- DÉCAISSEMENTS, SERVICE DE LA DETTE ET ARRIÉRÉS DE PAIEMENTS

Les décaissements pour l'exercice 2016-2017 ont augmenté de 16,93 % par rapport à l'exercice précédent passant de 101,42 millions de dollars ÉU à 118,59 millions de dollars ÉU. Cette hausse a été soutenue d'une part, par le nouveau prêt « Rapid Credit Facility (RCF) » de 41,62 millions de dollars ÉU octroyé par le FMI pour répondre aux besoins du pays après le passage de l'ouragan Matthew, et d'autre part, par les décaissements de 62,27 millions de dollars ÉU du Venezuela au titre de l'accord Petro-Caribe. En effet, les débours effectués par le Venezuela et le FMI ont représenté 52,51 % et 35,10 % respectivement des décaissements de l'exercice.

D'un autre côté, les débours effectués par le Trésor public pour payer le service de la dette ont augmenté de 6,53 %, passant de 88,41 millions de dollars à 94,18 millions de dollars ÉU de 2016 à 2017. Cette hausse est liée aux nouveaux prêts PDVSA qui étaient arrivés à échéance au cours de l'exercice sous étude.

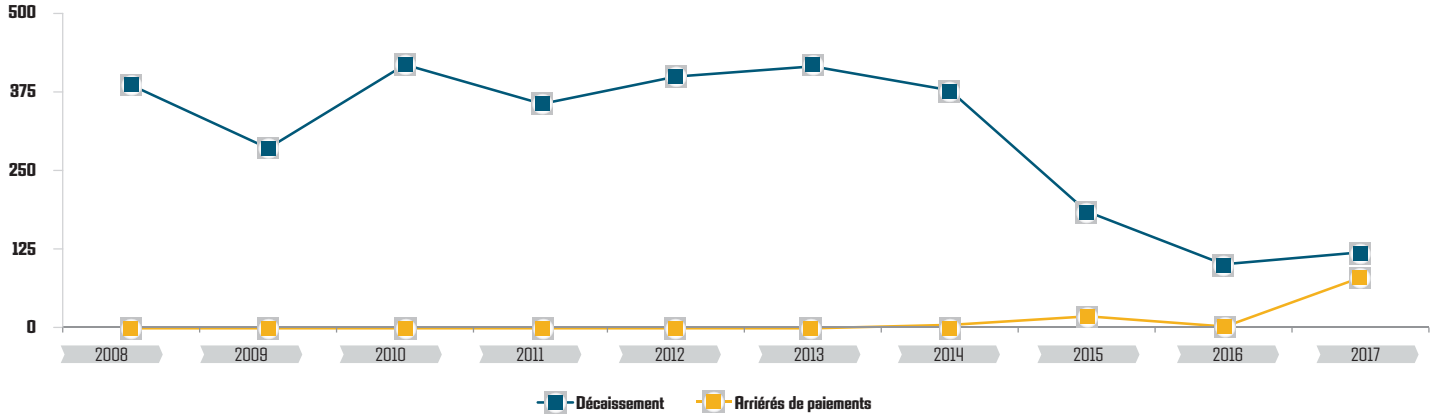
Il faut noter que seulement 15,4 % de ce montant (soit 14,51 millions de dollars ÉU) ont été effectivement transférés aux comptes des créanciers. La différence équivalent à 79,67 millions de dollars ÉU, soit 84,6 % représentant le service de la dette envers le Venezuela, est gardé dans un compte à la BRH à cause de l'« Executive Order » du Gouvernement américain.

Graphique 24. :::: Service de la dette par organisme en 2017 (millions de dollars EU)

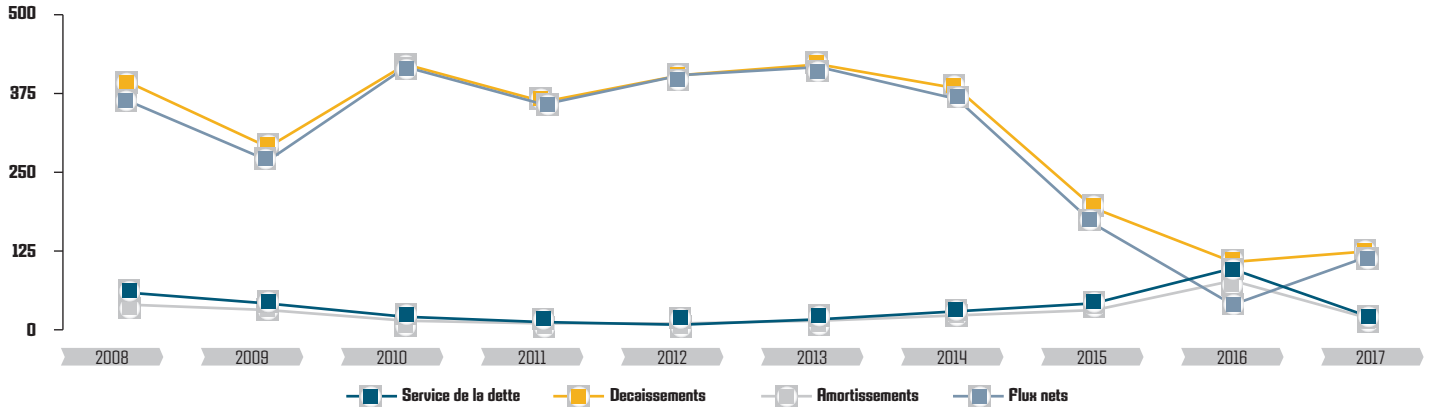


Le service de la dette envers le FMI a représenté 40,66 % du service de la dette totale en 2017, correspondant en valeur à 5,9 millions de dollars ÉU payés en amortissement du prêt « Extended Credit Facility (ECF) ». Les paiements effectués en faveur de Exim Bank, Land Bank et l'ICDF ont été de 4,41 millions de dollars ÉU, soit 30,36 % du total du service de la dette, alors que ceux en faveur de Bandes et OPEC ont représenté respectivement 18,57 % et 10,35 % du service de la dette.

Graphique 25. :::: Evolution comparée des décaissements et des Arriérés de paiments



Graphique 26. :::: Evolution des decaissements, des amortissements, du sevice de la dette et des flux nets (Valeur en millions de dollars Eu)



Les flux nets, pour leur part ont enregistré une hausse drastique de 238,82 % due au double effet des montants en amortissement envers le PDVSA transférés à cause des sanctions américaines et à l'augmentation des décaissements. Ainsi, les flux nets sont passés de 32,27 millions de dollars ÉU à 109,33 millions de dollars ÉU de 2016 à 2017.

V.6- ALLÈGEMENT DE LA DETTE REÇU AU COURS DE L'EXERCICE FISCAL 2016-2017

L'allègement total reçu par le pays au cours de l'exercice fiscal 2016-2017 s'est élevé à 2,99 millions de dollars ÉU. La totalité de ce montant a concerné la réduction du service de la dette envers le FIDA.

Tableau 6. :::: Allegèment reçu en 2017 (en millions de dollars ÉU)

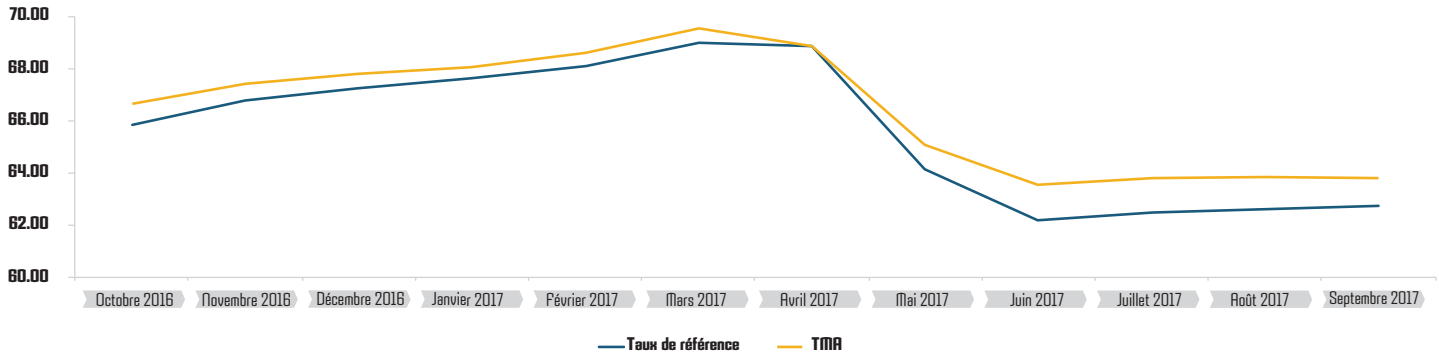
Rubriques/Exercices	Bilatéraux	Multilatéraux	Total
Reduction / Serv.dette	0.00	2.99	2.99
Reduction / Stock			
Total (I)	**0.00**	**2.99**	**2.99**
Rééchelonnement / Serv.dette	0.00		0.00
Total (II)	**0.00**	**0.00**	**0.00**
Total (I &II)	**0.00**	**0.00**	**2.99**

VI. ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE NOMINAL AU COURS DE L'EXERCICE 2017

Au cours de l'exercice fiscal 2016-2017, le marché des changes a été marqué par une appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain. En effet, le taux moyen d'acquisition bancaire (TMA) est passé de 66,2315 gourdes au 30 septembre 2016 à 63,6992 gourdes au 30 septembre 2017, soit une appréciation de la gourde de 3,80 %. Pour l'exercice précédent, le taux de change avait connu une forte progression de 24,80 %.

Durant cette période, trois grandes phases ont marqué le comportement du taux de change. La première, qui s'est étirée sur le premier semestre (octobre 2016 - mars 2017), a été dominée par une progression du taux de change en moyenne mensuelle de 4,33 % faisant passer ce dernier de 66,6422 gourdes à 69,5276 gourdes pour un dollar ÉU. La seconde phase, qui s'est étalée sur le troisième trimestre de l'exercice (avril - juin 2017), a été caractérisée par une appréciation de 7,71 % de la gourde, permettant ainsi de clore le trimestre avec un taux de change de 63,5111 gourdes. Cette baisse du taux de change a été attribuée aux diverses mesures adoptées par la BRH pour contrer l'augmentation du taux de change enregistrée au cours du premier semestre. La troisième phase a été marquée par une relative stabilité du taux de change. Durant cette période, le taux de change n'a crû que de 0,03 %, fluctuant dans une fourchette allant de 63,8065 gourdes à 63,8250 gourdes pour un dollar ÉU.

Graphique 27. :::: Taux de référence du dollar par rapport à la gourde (fin de période) et TMA



VI.1- FACTEURS EXPLICATIFS DE L'APPRÉCIATION DE LA GOURDE

L'analyse du marché des changes a permis de faire ressortir un ensemble de facteurs susceptibles d'expliquer l'appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar américain au cours de l'exercice 2016-2017. Ces derniers ont concerné :

Un renforcement important de l'offre de devises.

◉ Estimée à partir du volume des transactions à l'achat par le système bancaire, l'offre de dollars a connu une progression de 21,32 %, se chiffrant à 2,39 milliards de dollars ÉU contre 1,97 milliard de dollars en 2016. Cette évolution de l'offre a résulté surtout de la croissance de ses principales composantes, notamment les transferts sans contrepartie qui ont crû de 15,6 % en glissement annuel pour s'établir à environ 2 milliards de dollars américains ;

◉ Des décaissements au titre de l'aide multilatérale qui ont crû de 16,93 % par rapport à l'exercice antérieur pour atteindre 118,6 millions de dollars américains

◉ Les interventions de la Banque centrale ont totalisé environ 150 millions de dollars américains contre 94,3 millions un an plus tôt.

◉ Les différentes mesures prises par la Banque centrale pour contrer la forte dépréciation de la gourde au cours du premier semestre telles que :

- L'annonce d'une enveloppe de 120 millions de dollars en termes d'intervention directe afin d'atténuer la pression sur le marché des changes ;
- La modification du mode de constitution des réserves obligatoires sur les passifs libellés en monnaie étrangère : 5 % en monnaie nationale et 95 % en devise étrangère contre 0 % en monnaie nationale et 100 % en monnaie étrangère précédemment ;
- La révision de certaines normes prudentielles en vue de rectifier certains aspects du fonctionnement du marché des changes. En ce sens, une obligation a été faite aux banques commerciales à travers la circulaire No 81-5 d'avoir une position cambiste nulle en fin de journée ;
- Le retrait sur le marché des compagnies pétrolières avec le règlement partiel des factures de celles-ci par la BRH dans le but de réduire les pressions qu'elles exercent sur le marché.

Par ailleurs, la dépréciation de la gourde enregistrée au cours du premier semestre de l'exercice sous étude a été associée à un ensemble d'éléments d'ordre structurel qu'il y a lieu de considérer. Il s'agit :

◉ Du déficit d'offre caractérisé par le fait que le marché des changes n'est pas suffisamment alimenté en devises étrangères pour faire face à la constante progression de la demande ;

◉ De la faiblesse de la production nationale dont la croissance a été amplement affectée par des désastres naturels de manière récurrente. Ainsi, la compensation pour répondre à la demande domestique a favorisé une croissance des biens et services importés ;

◉ De l'aggravation du déficit du solde commercial. Au cours de l'exercice sous étude, le déficit du solde a atteint de la balance commerciale atteindre 2,68 milliards de dollars ÉU contre 2,22 milliards de dollars ÉU l'année précédente ;

◉ De la détérioration de la situation des finances publiques caractérisée par une élévation du niveau du déficit budgétaire, lequel s'est porté à 21,89 milliards de gourdes au cours de l'exercice fiscal sous étude contre 14,78 milliards de gourdes en 2016;

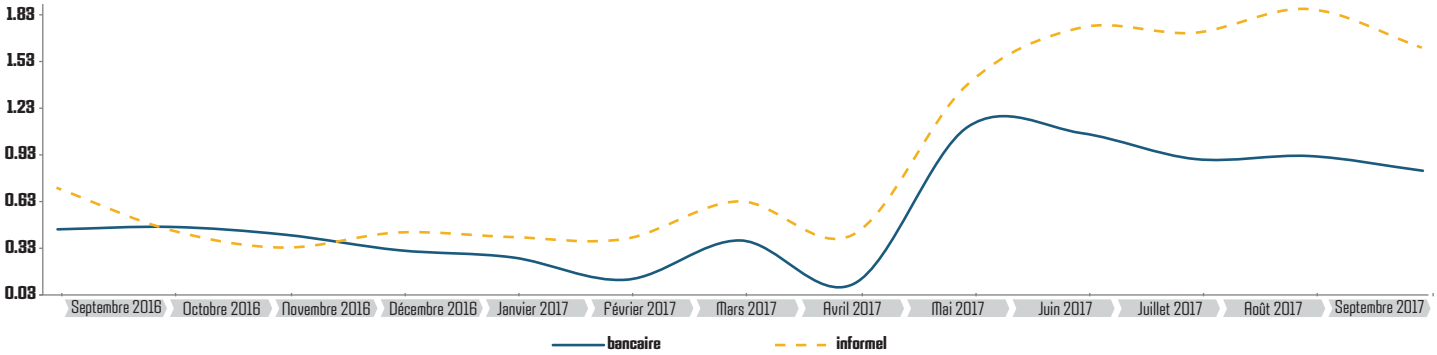
◉ Du contexte socio-politique défavorable. Fortement marquée par la tenue des élections présidentielles et législatives au cours du premier trimestre de l'exercice, la conjoncture politique n'a pas été propice au maintien d'un climat des affaires susceptibles de garantir la stabilisation du taux de change. En effet, les incertitudes autour de l'environnement socio-politique ont accentué les anticipations négatives des agents économiques quant à l'évolution future du taux de change.

VI.2- ÉVOLUTION DES SPREADS BANCAIRE ET INFORMEL

Deux grandes périodes ont caractérisé l'évolution du spread bancaire. En effet, d'octobre 2016 à avril 2017, la marge bénéficiaire générée sur les opérations cambiaires a avoisiné 29 centimes en moyenne mensuelle, tandis que les 5 derniers mois de l'exercice ont vu le spread bancaire atteindre 91 centimes en moyenne mensuelle.

La situation s'est révélée similaire au niveau du marché informel. En effet, d'octobre 2016 à avril 2017, les cambistes ont réalisé un gain de 91 centimes en moyenne mensuelle. De mai à septembre 2017, la marge bénéficiaire a fortement augmenté pour atteindre 1,55 gourde en moyenne. À souligner que les spreads bancaire et informel ont été estimés à des moyennes annuelles respectives de 59 centimes et 1,10 gourde pour l'année 2016.

Graphique 28. :::: Évolution du spread bancaire



B. SYSTÈME BANCAIRE EN 2017 : VUE D'ENSEMBLE

VII. ÉVOLUTION DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2017

Au 30 septembre 2017, l'actif du système bancaire a été évalué à 303,72 milliards de gourdes, marquant une progression de 11,93 % (+32,37 milliards de gourdes) par rapport au 30 septembre 2016. La croissance de l'actif bancaire est due à la forte augmentation du poste Autres actifs (+89,70 % ; +5,26 milliards de gourdes) alors que tous les autres postes du bilan ont enregistré un repli par rapport à leurs niveaux en 2016. Au cours de l'année fiscale 2016-2017, à l'exception des Autres actifs qui ont gagné 150 points de base, l'actif bancaire a gardé la même structure que celle observée à la fin de l'exercice antérieur en termes d'importance de ses éléments constitutifs : Liquidités[2] (44,50 %; 135,15 milliards de gourdes), Portefeuille de crédit net (28,70 %; 87,16 milliards de gourdes), Autres Placements (20,17 %; 61,25 milliards de gourdes), Autres actifs (3,66 %; 11,13 milliards de gourdes) et Immobilisations (2,97 %; 9,03 milliards de gourdes).

Le taux de dollarisation de l'actif bancaire a connu une certaine stabilité en gagnant 38 points de base en 2017 pour se fixer à 55,85 %, en dépit du fait que les actifs en devises converties en gourdes ont crû de 12,70 % entre septembre 2016 et septembre 2017 (150,53 milliards de gourdes à 169,68 milliards de gourdes). Cette situation s'est expliquée par l'appréciation de la monnaie nationale.

Le volume des dépôts totaux captés auprès de la clientèle a progressé de 10,25 % (+2,65 milliards de gourdes) à la fin de l'exercice, pour atteindre 243,56 milliards de gourdes, représentant 80,20 % de l'actif bancaire. Il en a été de même du portefeuille de crédit brut, chiffré à 89,54 milliards de gourdes par suite d'une hausse de 9,30 % (+7,60 milliards de gourdes). De leur côté, les prêts improductifs ont connu un repli de 5,54 % (-154,18 millions de gourdes), donnant lieu à une amélioration de la qualité du portefeuille, traduite par le recul du coefficient d'arrérage passant de 3,39 % à 2,93 % (-46 points de base). Par ailleurs, le taux de couverture a progressé de 2,49 points de pourcentage pour s'établir à 90,59 % en septembre 2017. Ceci a eu pour conséquence une plus faible exposition des fonds propres des banques du système par rapport à une éventuelle matérialisation à court terme du risque de crédit. En effet, le taux d'exposition a atteint 0,90 % en fin d'exercice après une diminution de 45 points de base par rapport à septembre 2016.

Au cours de l'exercice 2016-2017, l'activité d'intermédiation bancaire a connu un ralentissement. En effet, le ratio «Portefeuille de crédit brut / Dépôts» a diminué de 33 points de base pour être ramené à 36,26 % au 30 septembre 2017. Ainsi, comparativement à septembre 2016, les banques du secteur ont accordé un volume de crédit (+2 350 comptes de prêts; +7,60 milliards de gourdes) très en deçà des dépôts collectés auprès de la clientèle (+110 355 comptes de dépôts; +22,65 milliards de gourdes).

En termes de rentabilité, les résultats dégagés en 2017 ont fait ressortir la performance continue du système bancaire. En effet, le secteur bancaire haïtien a généré, pour l'exercice 2016-2017, 12,53 milliards de gourdes de bénéfices nets cumulés contre 8,01 milliards de gourdes en 2015-2016, soit un accroissement de 56,50 % (+4 521,20 MG), matérialisant le renforcement de la rentabilité du secteur. Cette performance a été supportée par la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses (-20,20 %) et la hausse du produit net bancaire (+28,90 % ; +5 456,49 MG) et des autres revenus (+48,80 % ; +5 077,69 MG), malgré la décélération du rythme de progression des revenus nets d'intérêts +4,5 % contre +21,4 % au cours de l'exercice 2015-2016.

Par ailleurs, la progression du bénéfice net a permis au secteur d'améliorer son taux de profit (51,42 % contre 42,34 % en 2016). Combinée avec la hausse de 82 points de base de la productivité de l'actif (8,47 %), cette amélioration du taux de profit a entraîné la progression de 112 points de base du rendement de l'actif (ROA) qui s'est établi à 4,36 % pour l'exercice 2016-2017. Le rendement de l'avoir des actionnaires (ROE), de son côté, a gagné 9,83 points de pourcentage pour se fixer à 48,18 % en dépit de la poursuite du repli du levier financier en 2017, et ce, depuis quelques exercices (13,32 fois en 2014, 13,08 en 2015, 11,83 en 2016 et 11,06 en 2017).

[2] *Disponibilités et Bons BRH*

VII.1- LE SYSTEME BANCAIRE

ÉTABLISSEMENTS, ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL ET TAUX DE BANCARISATION

Le paysage bancaire haïtien a été modifié au cours de l'exercice 2016-2017 avec l'acquisition des opérations de la Scotiabank par la Unibank. Le nombre d'établissements bancaires fonctionnant dans le pays au 30 septembre 2017 a été donc réduit à huit (8) institutions. Elles sont réparties comme suit, selon l'origine de leurs capitaux et leurs activités principales : deux (2) banques commerciales d'État, une (1) succursale de banque étrangère et cinq (5) banques commerciales à capitaux privés haïtiens (dont une (1) banque d'épargne et de logement).

Tableau 7. :::: Établissements bancaires fonctionnant en Haïti (au 30 septembre 2017)

Banques commerciales d'État	Banque Nationale de Crédit (BNC) Banque Populaire Haïtienne (BPH)
Succursales de banques commerciales étrangères	Citibank N.A. (CBNA)
Banques commerciales à capitaux privés haïtiens	Banque de l'Union Haïtienne (BUH) Capital Bank Société Générale Haïtienne de Banque (Sogebank) Unibank
Banques d'épargne et de logement à capitaux privés haïtiens	Société Générale Haïtienne de Banque d'Epargne et de Logement (Sogebel)

Source: BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2017, le secteur bancaire a été constitué de 186 succursales et agences opérant sur toute l'étendue du territoire national. 123 de ces succursales et agences d'établissements bancaires (66,13 %) sont localisées dans la zone métropolitaine et 63 dans les villes de province (33,87 %).

Tableau 8. :::: Évolution du nombre de succursales autorisées et opérationnelles par établissement bancaire

	2017 Nombre de succursales et agences opérationnelles [a]		2016 Nombre de succursales et agences opérationnelles [a]		Variation [d]	
	P-AU-P & environs [b]	Villes de province	P-AU-P & environs [b]	Villes de province	P-AU-P & environs [b]	Villes de province
BNC	23	19	23	19	0	0
BPH	6	0	6	0	0	0
BUH	9	5	7	5	2	0
Capital Bank	14	7	13	6	1	1
Citibank	1	0	1	0	0	0
Scotiabank	0	0	4	0	-4	0
Sogebank	28	15	28	15	0	0
Sogebel	3	0	3	0	0	0
Unibank	39	17	34	17	5	0
Total	**123**	**63**	**119**	**62**	**4**	**1**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Par agence, on entend une unité qui offre des services bancaires limités et qui ne jouit pas d'une autonomie de fonctionnement.
b) Englobe la ville de Port-au-Prince et les régions périphériques : Pétion-ville, Laboule, Delmas, Carrefour, la Plaine du Cul-de-sac et Croix-des-bouquets.

Au cours de l'exercice 2016-2017, la BRH a approuvé deux (2) demandes d'ouverture de nouvelles succursales bancaires contre onze (11) l'exercice précédent.

Tableau 9. :::: Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	2017	2016	2015	2014	2013
Succursales et agences autorisées	2	11	7	5	3

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.2- STRUCTURE DU SYSTÈME BANCAIRE

En 2017, l'analyse de l'indice de concentration Herfindhal-Hirschman a fait ressortir un renforcement de la concentration qui caractérise la structure du système bancaire depuis plus d'une décennie. En effet, le poids des trois principaux établissements bancaires a crû en moyenne de 2,60 % sur presque tous les segments de marché.

POIDS DES TROIS PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au 30 septembre 2017, les parts de marché des trois principaux établissements bancaires ont évolué à la hausse, comparativement à la fin de l'exercice antérieur, sur les segments de l'actif (+270 points de base), des prêts bruts (+209 points de base), des dépôts totaux (+294 points de base) et des dépôts en dollars (+268 points de base). Ainsi, la Unibank, la Sogebank et la BNC ont détenu à elles seules 82,58 % de l'actif du système et ont accordé 75,05 % du portefeuille de crédit global tout en réussissant à capter 83,22 % des dépôts totaux dont 81,72 % des dépôts en dollars.

Tableau 10. :::: Poids des principaux établissements bancaires au 30 septembre (en %)

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts Totaux	Dépôts en dollars ÉU
2017				
Les trois premiers établissements	82.58	75.05	83.22	81.72
2016				
Les trois premiers établissements	79.88	72.96	80.28	79.04
Variation 2017 / 2016				
Les trois premiers établissements	2.70	2.09	2.94	2.68

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES

Au cours de l'exercice 2016-2017, les banques commerciales privées haïtiennes ont renforcé leur place dans la structure des parts de marché détenues au niveau des différentes catégories d'établissements bancaires, leur poids tournant autour des trois quarts des activités au niveau des différents segments de marché. Au 30 septembre 2017, les quatre (4) premières banques privées haïtiennes ont nettement amélioré leur position sur tous les segments. Par rapport à l'exercice dernier, ces banques ont gagné respectivement 5,31 et 3,04 points de pourcentage sur les marchés de l'actif et du crédit pour s'établir à 74,04 % et 77,18 %. Quant aux dépôts totaux, elles ont détenu 74,72 % (+5,79 points de pourcentage) dont 80,56 % (+5,71 points de pourcentage) sur le segment des dépôts libellés en dollars américains.

Avec la vente des opérations de la Scotiabank Haïti à la Unibank, la Citibank Haïti est la seule banque à capitaux étrangers en activité au niveau du secteur bancaire haïtien. Cette acquisition a réduit considérablement les parts de marché détenues par cette catégorie sur les différents segments. L'actif total, le crédit et les dépôts totaux ont régressé respectivement de 253, 280 et 254 points de base pour s'établir chacun à 2,10 %, 0,66 % et 2,15 % au 30 septembre 2017.

En ce qui concerne les deux banques d'État, à l'exception du portefeuille de prêts où elles ont gagné 26 points de base, leur compétitivité a fléchi, sur tous les segments par rapport au 30 septembre 2016 : actif total (-203 points de base), dépôts totaux (-220 points de base) et dépôts en dollars ÉU (-260 points de base).

Comme pour l'exercice 2016, la seule banque d'épargne et de logement du secteur (Sogebel) a régressé sur tous les segments du marché avec une baisse beaucoup plus prononcée sur le marché des dépôts (-105 points de base) dont -127 points de base pour les dépôts en dollars.

Tableau 11. :::: Poids des différentes catégories d'établissements bancaires au 30 septembre (en %)

CATÉGORIES DE BANQUES	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars ÉU
2017				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	74.04	77.18	74.72	80.56
1 Succursale de banques étrangères	2.10	0.66	2.15	2.69
2 Banques d'État	21.51	17.55	21.47	14.60
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.35	4.61	1.66	2.15
Le système bancaire hormis BRH	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
2016				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.73	74.14	68.93	74.85
2 Succursale de banques étrangères	4.63	3.46	4.69	4.54
2 Banques d'État	23.54	17.29	23.67	17.20
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.11	5.10	2.71	3.42
Le système bancaire hormis BRH	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
2015				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	68.94	73.39	69.55	74.88
2 Succursale de banques étrangères	5.25	4.88	5.29	4.76
2 Banques d'État	22.66	16.5	22.26	16.62
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	3.15	5.23	2.9	3.74
Le système bancaire hormis BRH	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
2014				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.85	71.54	66.12	70.84
2 Succursale de banques étrangères	6.69	5.29	6.71	6.64
2 Banques d'État	24.55	18.51	24.57	19.12
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.91	4.66	2.6	3.4
Le système bancaire hormis BRH	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**100.00**
2013				
4 Banques commerciales privées haïtiennes	65.51	71.71	66.38	74.42
2 Succursale de banques étrangères	6.36	5.73	6.12	5.84
2 Banques d'État	25.73	18.46	25.58	17.09
1 Banque d'épargne et de logement privée haïtienne	2.4	4.1	1.92	2.64
Le système bancaire hormis BRH	**100.00**	**100.00**	**100.00**	**99.00**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

INDICATEUR DE CONCENTRATION HERFINDHAL-HIRSCHMAN

Après avoir enregistré un repli significatif au niveau des différents marchés en 2016, l'indicateur Herfindhal-Hirschman a affiché une hausse sur tous les segments en 2017. La hausse la plus importante s'est manifestée au niveau du marché des prêts bruts où l'indice a augmenté de 429,14 points de base pour atteindre 2 505,80 points. Quant à l'actif total et aux dépôts totaux, leur indice a augmenté respectivement de 192 et 158 points de base. Il est à souligner que le système est demeuré moins fortement concentré au niveau des dépôts libellés en dollars américains (2 432,58 points en 2017).

Tableau 12. :::: Indicateur de concentration Herfindhal-Hirschman au 30 septembre[9]

	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux	Dépôts en dollars ÉU
2017	2,449.79	2,505.80	2,434.49	2,432.58
2016	2,257.83	2,076.66	2,276.49	2,341.10
2015	2,472.28	2,179.91	2,293.68	2,409.23
2014	2,244.08	2,221.00	2,241.14	2,294.75
2013	2,304.21	2,283.45	2,332.29	2,469.42

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.3- DISTRIBUTION DU CRÉDIT

Au cours de l'exercice 2016-2017, les secteurs « Commerce de gros et de détails » et « Immobilier résidentiel » ont bénéficié d'une allocation substantielle de crédit au détriment du secteur d'activité « Services et autres » qui a vu sa part reculer. Parallèlement, à la fin de septembre 2017, les prêts à très longue échéance ont représenté la plus forte part du portefeuille de crédit du système bancaire.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS DES PRÊTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Cinq (5) secteurs ont été les plus représentatifs dans la structure des prêts par secteur d'activité du système à la fin de l'exercice: «Commerce de Gros et Détail (26,82 %)», «Immobilier résidentiel et commercial» (21,41 %), «Services et autres» (14,43 %), «Industries manufacturières» (14,03 %) et « Prêts aux particuliers » (10,21 %). Le poids de crédit alloué à ces cinq (5) secteurs privilégiés a augmenté de 6,71 points de pourcentage passant de 80,19 % en septembre 2016 à 86,90 % en septembre 2017. Une progression plus prononcée a été enregistrée au niveau du poids relatif au «Commerce de gros et détail» et l'«Immobilier résidentiel et commercial» (respectivement 5,29 et 3,31 points de pourcentage).

Tableau 13. :::: Répartition de l'encours des prêts par secteur d'activité au 30 septembre (en millions de gourdes et en%)

	2017		2016		Variation
Secteurs d'activité	**Montant a**	**%**	**Montant a**	**%**	**Point**
Commerce de Gros et Détail	25,567.67	26.82%	20,524.10	21.53%	5.29%
Services et autres	13,756.38	14.43%	16,018.60	16.81%	-2.37%
Industries manufacturières	13,367.80	14.03%	13,530.28	14.20%	-0.17%
Prêts aux particuliers	9,728.77	10.21%	9,092.70	9.54%	0.67%
Immobilier résidentiel et commercial	20,410.42	21.41%	17,258.73	18.11%	3.31%
Transport, Entrepôt et Communication	3,391.56	3.56%	3,443.41	3.61%	-0.05%
Bâtiments et travaux publics	5,641.94	5.92%	6,002.94	6.30%	-0.38%
Électricité, Gaz et Eau	2,773,80	2.91%	2,539.11	2.66%	0.25%
Agriculture, Sylviculture et Pêche	671.48	0.70%	7.96	0.01%	0.70%
Total	**95,313.83**	**100.00**	**88,417.83**	**100.00**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a: Comprend aussi des engagements hors-bilan.

Les parts des prêts accordés aux secteurs «Agriculture, sylviculture et pêche », « Electricité, Gaz et Eau» ont suivi une évolution à la hausse, respectivement de 0,69 et 0,25 point de pourcentage pour s'établir à 0,70 % et 2,91 % au 30 septembre 2017. Par ailleurs, la part des secteurs «Transport, entrepôt et communication », «Bâtiments et travaux publics» ont régressé de 5 et de 38 points de base par rapport au 30 septembre 2016 pour se fixer respectivement à 3,56 % et 5,92 %.

VII.4- PARTS DE MARCHÉ INDIVIDUELLES DANS LE SYSTÈME BANCAIRE HAITIEN

Au 30 septembre 2017, les trois plus grandes banques haïtiennes sont parvenues à maintenir leur hégémonie avec une part cumulée de 82,58 % de l'actif, 75,04 % des prêts bruts, 83,22 % des dépôts totaux et 81,72 % des dépôts en devises converties et ont encore progressé par rapport au 30 septembre 2016 où leur part cumulée a été de 79,88 % de l'actif, 72,96 % des prêts bruts, 80,28 % des dépôts totaux et 78,69 % des dépôts en devises converties.

Sur l'exercice 2017, la Unibank a gardé la première place, avec une part de 37,93 % du total de l'actif du système bancaire contre 31,75 % au 30 septembre 2016. La Sogebank a occupé la deuxième position avec 24,22 % de l'actif bancaire et a vu sa part en léger retrait de 1,74 point de pourcentage. La BNC a maintenu la troisième place en dépit de la baisse de 1,74 point de pourcentage de ses parts de marché sur l'actif. La Capital Bank, avec 6,29 % de part de marché sur l'actif, vient en quatrième lieu. La BUH a conservé le cinquième rang du classement et détient dorénavant 5,61 % de l'actif bancaire, consécutivement à un gain de 90 points de base par rapport au 30 septembre 2016. La Sogebel est arrivée en sixième lieu suite à une perte de 76 points de base de sa part de marché par rapport à l'exercice précédent.

La Citibank (2,10 %) et la BPH (1,08 %) se sont retrouvées au bas du classement, respectivement au septième et au huitième rang du palmarès et ont accusé des pertes respectives de 6 et 76 points de base de leurs parts de marché.

Au niveau du marché du crédit, la Unibank, la Sogebank et la BNC ont occupé respectivement la première, la deuxième et la troisième position du palmarès. La Unibank et la BNC ont réalisé des gains respectifs de 219 et 76 points de base de part de marché alors que la Sogebank en a perdu 88. Avec une hausse de part de marché de l'ordre de 1,88 point de pourcentage, la BUH (9,58 %) s'est propulsée à la quatrième place, surpassant ainsi la Capital Bank (8,64 %), laquelle s'est vue reléguer

à la cinquième position. La Sogebel a conservé le sixième rang dans ce classement quoi que ses parts de marché aient diminué de 49 points sur un an. La BPH septième et la Citibank huitième ont complété le tableau avec des reculs respectifs de l'ordre de 51 et 25 points de base de leur part de marché par rapport au 30 septembre 2016.

Tableau 14. :::: Parts de marché et rang Actif total et portefeuille de prêts bruts (au 30 septembre)

	Actif Total						Prêts Bruts					
	2017		2016		2015		2017		2016		2015	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	37.93	1	31.75	1	32.84	1	32.82	1	30.62	1	31.87	1
Sogebank	24.22	2	25.96	2	26.17	2	26.15	2	27.03	2	28.42	2
BNC	20.43	3	22.17	3	21.28	3	16.07	3	15.31	3	14.67	3
Capital Bank	6.29	4	6.31	4	6.35	4	8.64	5	8.78	4	7.89	4
Citibank	2.10	7	2.16	8	2.74	7	0.66	8	0.91	9	1.78	9
Scotiabank			2.47	7	2.51	8			2.56	7	3.10	7
Sogebel	2.35	6	3.11	6	3.15	6	4.61	6	5.10	6	5.23	5
BUH	5.61	5	4.71	5	3.58	5	9.58	4	7.70	5	5.21	6
BPH	1.08	8	1.37	9	1.38	9	1.48	7	1.98	8	1.83	8
	100.00		**100.00**		**100.00**		**100.00**		**100.00**		**100.00**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Quelques changements ont été constatés sur le marché des dépôts totaux. Avec le rachat des activités de la Scotiabank par la Unibank, cette dernière a pu élargir de 6,47 points de pourcentage ses parts sur ce segment, pour creuser l'écart avec la deuxième banque du système, en l'occurrence, la Sogebank qui a perdu 1,68 point de pourcentage de parts de marché. La BNC (20,30 %) et la Capital Bank (6,40 %) ont conservé respectivement la troisième et la quatrième place mais ont concédé respectivement 185 et 9 points de base. La BUH (4,27 %) a conservé son cinquième rang tout en améliorant sa part de marché (+1,08 point de pourcentage). Si toutes les banques précitées ont conservé leur position, la Citibank s'est positionnée à la sixième place (huitième place en 2016) suite à un gain de 13 points de base de parts de marché alors que la Sogebel a reculé d'un rang pour occuper la septième place en raison d'une perte de 1,05 point de pourcentage de parts de marché. La BPH (1,17 %), ayant perdu 35 points de base, est demeurée à la huitième place.

Les trois plus grandes banques ont gardé leur domination sur le segment des dépôts en dollars ÉU. Avec 42,93 % du segment des dépôts en devises, la Unibank est arrivée en première place, devant ses deux poursuivantes immédiates, la Sogebank (deuxième; 25,18 %) et la BNC (troisième; 13,61 %) qui ont perdu des parts respectives de 3,42 et 2,34 points de pourcentage. La Capital Bank et la BUH ont conservé la quatrième et la cinquième position; la première a accusé une perte de 60 points de base alors que la seconde a vu ses parts de marché stagner, à 4,27 %. À la faveur d'une augmentation de parts de l'ordre de 41 points de base, la Citibank a devancé la Sogebel pour se porter dorénavant à la sixième rang. La Sogebel et la BPH ont occupé les septième et huitième places avec des parts de marché en baisse de 127 et 27 points de base respectivement par rapport à l'année dernière.

Tableau 15. :::: Parts de marché et rang Dépôts totaux et dépôts en dollars ÉU (au 30 septembre)

	Dépôts totaux						Dépôts en dollars ÉU					
	2017		2016		2015		2017		2016		2015	
	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang	Parts de marché (%)	Rang
Unibank	38.25	1	31.78	1	32.98	1	42.93	1	34.14	1	36.48	1
Sogebank	24.67	2	26.35	2	26.31	2	25.18	2	28.60	2	27.42	2
BNC	20.30	3	22.15	3	20.78	3	13.61	3	15.95	3	15.13	3
Capital Bank	6.40	4	6.49	4	6.68	4	7.24	4	7.84	4	7.63	4
Citibank	2.15	6	2.02	8	2.56	8	2.68	6	2.27	7	2.51	7
Scotiabank			2.67	7	2.73	7			2.27	8	2.25	8
Sogebel	1.66	7	2.71	6	2.91	6	2.15	7	3.42	6	3.74	5
BUH	5.39	5	4.31	5	3.57	5	4.27	5	4.27	5	3.34	6
BPH	1.17	8	1.52	9	1.48	9	0.98	8	1.25	9	1.49	9
	100.00		**100.00**		**100.00**		**100.00**		**100.00**		**100.00**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.5- LES ACTIVITÉS ET RÉSULTATS DU SYSTÈME BANCAIRE EN 2017

VII.5.1- ACTIVITÉS BANCAIRES

Suite à une croissance de 11,93 % (+32,37 milliards de gourdes) par rapport au 30 septembre 2016, l'actif total du système bancaire haïtien a atteint 303,72 milliards de gourdes au 30 septembre 2017. Tous les postes de l'actif ont suivi la même tendance haussière. Toutefois, cette croissance est modérée pour tous les postes à l'exception du poste Autres actifs qui a évolué significativement (+89,7 %) par rapport à septembre 2016 contre une diminution de 11,8 % en 2017. La progression des Disponibilités ont suivi loin derrière les autres actifs et ont réalisé une croissance de 12,10 % (+13,37 milliards de gourdes). S'en sont suivis le portefeuille de crédit net (+9,7 % ; +7,67 milliards de gourdes), les autres placements (+8,3 % ; +4,69 milliards de gourdes), les Bons BRH (7,6 % ; 800,07 MG) et les Immobilisations nettes (6,7 % ; +568 millions de gourdes).

Tableau 16. :::: Bilan du système bancaire au 30 septembre (en millions de gourdes)

	2017	2016	2015	2014	2013
Disponibilités	123,879.96	110,508.97	93,651.83	73,324.35	67,166.14
Bons BRH	11,267.01	10,466.94	4,987.96	4,508.55	5,944.99
Autres placements	61,251.53	56,562.66	42,853.84	36,734.96	30,551.97
Prêts nets	87,160.76	79,486.39	67,673.77	68,178.24	62,165.98
Immobilisations	9,033.54	8,464.66	7,083.58	6,250.54	5,415.18
Autres actifs	11,129.98	5,865.96	6,648.62	5,505.03	4,687.77
Actif total	**303,722.78**	**271,355.58**	**222,879.70**	**194,501.67**	**175,932.03**
Dépôts	243,564.86	220,915.76	179,528.14	157,549.12	145,645.95
Obligations à vue	13,054.71	9,219.03	12,721.36	7,342.63	5,696.75
Obligations à terme	15,020.22	11,224.75	9,830.21	10,490.43	7,407.27
Autres passifs	4,659.62	5,405.99	3,628.53	4,369.01	4,118.15
Passif total	276,299.41	246,765.54	205,708.24	179,751.19	162,868.12
Avoir des actionnaires	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,750.48	13,063.91
Passif et avoir des actionnaires	**303,722.37**	**271,355.58**	**222,879.70**	**194,501.67**	**175,932.03**

Source : BRH/Direction de la Supervision des banques et des institutions financières

Les dépôts ont continué à contribuer grandement à l'expansion de la taille du bilan. En effet, ils ont constitué 80,19 % du total d'actif avec une moyenne de 81,19 % sur les cinq (5) dernières années. Ils ont totalisé 243 564,86 MG au 30 septembre 2017 et ont représenté 88,15 % du passif total qui a crû de 11,97 % par rapport au 30 septembre 2016 pour se fixer à 276 299,81 MG. En dehors du recul des autres passifs (-13,81 %; -746,37 MG), les obligations à vue (+41,61 %; +3 835,68 MG), les obligations à terme (+33,81 %; +3 795,47 MG) ainsi que l'avoir des actionnaires (+11,52 %; +2 832,92 MG) ont évolué à la hausse et ont contribué respectivement à hauteur de 4,30 %, 4,95 %, et 9,03 % au financement des actifs. Au 30 septembre 2017, la part de l'actif total du système exprimée en devises converties s'est élevée à 55,85 % contre 55,47 % au 30 septembre 2016.

L'avoir des actionnaires du système a crû de 11,52 % pour s'établir à 27 422,96 MG au 30 septembre 2017. Cet accroissement est principalement dû à l'augmentation du capital versé (+60,5 %; + 4 664,63 MG) et des réserves accumulées par les banques (+37,0 %; +1 197,34 MG). Pour la période allant de septembre 2016 à septembre 2017, les fonds propres ont évolué, au même rythme que les actifs (11,52 % contre 11,93 %), ce qui a permis de garder un ratio « avoir des actionnaires en pourcentage de l'actif » plus ou moins constant sur les deux périodes (9,03 % en 2017 comparativement à 9,06 % en 2016).

Tableau 17. :::: Variation des principaux postes du système bancaire au 30 septembre (variation en %)

	2017	2016	2015	2014	2013
Disponibilités	12.1	18.0	27.7	9.2	-5.8
Bons BRH	7.6	110.7	10.2	-24.2	-5.2
Autres placements	8.3	32.0	16.7	20	0.8
Prêts nets	9.7	17.5	-0.7	9.7	19.9
Immobilisations nettes	6.7	19.5	13.3	15.4	9.4
Autres actifs	89.7	-11.8	20.8	17.4	-20.2
Actif total	**11.9**	**21.7**	**14.6**	**10.6**	**3.2**
Dépôts	10.3	23.1	14	8.2	-0.8
Obligations à vue	41.6	-27.5	73.3	28.9	13.3
Obligations à terme	33.8	14.2	-6.3	41.6	55.2
Autres passifs	-13.8	48.0	-16.9	6.1	37.4
Passif total	12.0	20.0	14.4	10.4	2
Avoir des actionnaires	11.5	43.2	16.4	12.9	19.9
Passif et avoir des actionnaires	**11.9**	**21.7**	**14.6**	**10.6**	**3.2**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Les Disponibilités sont demeurées le poste d'actif le plus important sur la période allant de septembre 2013 à septembre 2017. En effet, elles ont constitué en moyenne 39,88 % de l'actif total. En septembre 2017, un écart de +0,92 point de pourcentage par rapport à la moyenne a été constaté, en lien avec celui de 2016 qui était de +0,82. Les disponibilités sont suivies du portefeuille de crédit net (28,7 %), en baisse de 0,6 point de pourcentage et des autres placements (20,1 %) en repli de 0,7 point de pourcentage. Les autres postes de l'actif, comme depuis les cinq (5) dernières années, n'ont représenté que 10,4 % et sont composés des bons BRH (3,7 %), des autres actifs (3,7 %) et des immobilisations nettes (3 %).

Du côté du passif, les dépôts ont représenté la principale source de financement de l'actif avec une part de 80,2 % au 30 septembre 2017. Malgré ce poids important, une diminution de 0,98 point de pourcentage par rapport à la moyenne de la période (septembre 2013 à septembre 2017) a été constatée (81,18 %). De leur côté, les obligations à terme ont gardé un écart de +0,3 point de pourcentage par rapport à la moyenne qui a été fixée à 4,6 %; il en a été de même pour les obligations à vue avec une concentration de 4,3 % en septembre 2017 et un écart de 0,22 % par rapport à la moyenne. Quant à l'avoir des actionnaires, son poids dans la taille du bilan a gagné en importance (0,84 point de pourcentage par rapport à la moyenne) pour se fixer à 9 %.

Tableau 18. :::: Composition des postes du bilan du système bancaire au 30 septembre (en %)

	2017	2016	2015	2014	2013
Disponibilités	40.8	40.7	42.0	37.7	38.2
Bons BRH	3.7	3.9	2.2	2.3	3.4
Autres placements	20.1	20.8	19.2	18.9	17.4
Prêts nets	28.7	29.3	30.4	35.1	35.3
Immobilisations nettes	3	3.1	3.2	3.2	3.1
Autres actifs	3.7	2.2	3.0	2.8	2.7
Actif total	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**
Dépôts	80.2	81.4	80.5	81	82.8
Obligations à vue	4.3	3.4	5.7	3.8	3.2
Obligations à terme	4.9	4.1	4.4	5.4	4.2
Autres passifs	1.5	2.0	1.6	2.2	2.3
Passif total	91	90.9	92.3	92.4	92.6
Avoir des actionnaires	9	9.1	7.7	7.6	7.4
Passif et avoir des actionnaires	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

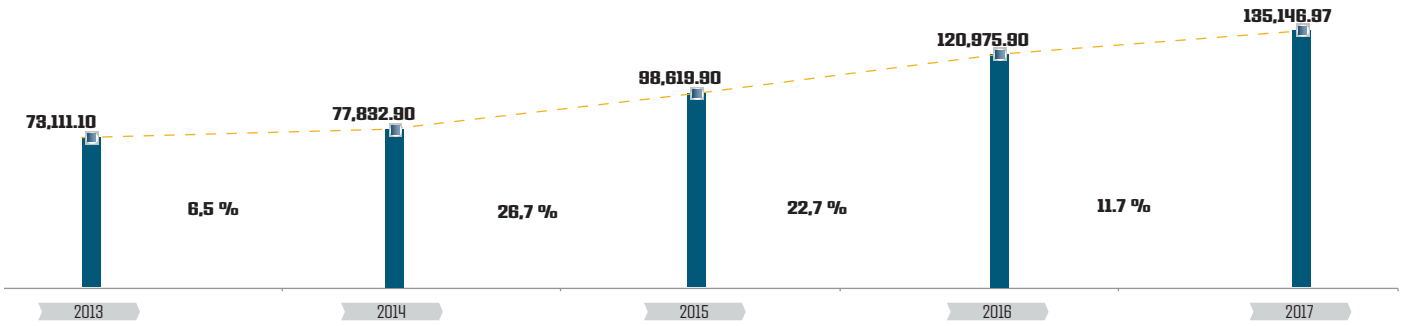
Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

LIQUIDITÉS

Les liquidités du système bancaire, constituées des disponibilités et des bons BRH, ont maintenu pour l'exercice 2017 leur rythme de croissance observé depuis 2013. En effet, elles ont crû de 11,71 % (+14 171,10 MG) entre septembre 2016 et septembre 2017 pour atteindre 135 146,97 MG. Cette croissance substantielle des liquidités a découlé de la progression des disponibilités (+12,10 % ; +13 370,99 MG) et de celles des bons BRH (+7,64 % ; +800,11 MG). Il faut noter qu'au 30 septembre 2017, les liquidités ont été constituées de 91,66 % de disponibilités et de 8,34 % de bons BRH.

Par ailleurs, la croissance des disponibilités est dûe essentiellement à celle des avoirs à la BRH (+11,19 % ; 9,74 milliards de gourdes) et des avoirs à l'étranger (+42,98 % ; 3,44 milliards de gourdes) ; alors que l'encaisse a reculé de 6,05 % (-787,72 MG).

Graphique 29. :::: Liquidités du système bancaire au 30 septembre (en MG)



Au 30 septembre 2017, les poids des différents postes constituant les liquidités ont demeuré plus ou moins constants par rapport à septembre 2016. Comme pour les exercices antérieurs, les avoirs à la BRH ont demeuré la principale composante dans la structure des liquidités avec 71,66 % du total, suivis de l'encaisse (9,06 %) et des avoirs à l'étranger (8,47 %). Les deux autres postes, à savoir les avoirs dans les banques locales et les autres liquidités, ont représenté ensemble 2,47 %.

Tableau 19. :::: Composition des liquidités du système bancaire au 30 septembre (en millions de gourdes et en %)

	2017		2016		2015	
	MG	%	MG	%	MG	%
Encaisse	12,241.26	9.06%	13,028.9	10.77%	13,184.00	13.37%
Avoirs à la BRH	96,850.06	71.66%	87,101.27	72.00%	70,089.94	71.07%
Avoirs à l'étranger	11,452.73	8.47%	8,010.06	6.62%	6,991.06	7.09%
Avoirs dans les banques locales	1,353.76	1.00%	565.88	0.47%	2,150.12	2.18%
Autres	1,982.15	1.47%	1,802.79	1.49%	1,236.81	1.25%
Disponibilités	123,879.96	91.66%	110,508.97	91.35%	93,651.93	94.96%
Bons BRH	11,267.01	8.34%	10,466.90	8.65%	4,967.96	5.04%
Liquidités	135,146.9	100.00%	120,975.87	100.00%	98,619.89	100.00%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio « liquidités en pourcentage de l'actif » est resté quasiment le même en septembre 2016 et septembre 2017. En effet, les liquidités et l'actif total ont eu une progression similaire au 30 septembre 2017 (11,71 %) comparativement à septembre 2016 (11,9 %).

Tableau 20. :::: Liquidités du système bancaire (en pourcentage de l'actif total) (Au 30 septembre)

	2017	2016	2015	2014	2013
Disponibilités	40.8	40.7	40	37.7	38.2
Bons BRH	3.7	3.9	2.2	2.3	3.4
Liquidités	44.5	44.6	42.2	40.0	41.6

VII.5.2- OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE

DÉPÔTS

À la fin de l'exercice 2017, les dépôts totaux se sont élevés à 243 564,85 MG contre 220 915,76 MG au 30 septembre 2016, soit une hausse de 10,3 % (+22 649,09 MG). L'accroissement le plus significatif a été observé au niveau des dépôts à vue (14,3 % ; +14 219,25), suivi de celui des dépôts à terme (7,0 % ; 3 609,18) et des dépôts d'épargne (6,9 % ; 4 820,67). Par ailleurs, toutes ces augmentations ont été inférieures à celles observées en 2016 qui étaient de 28,6 %, 26,1 % et 14,0 % respectivement.

Graphique 30. :::: Evolution des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en MG)

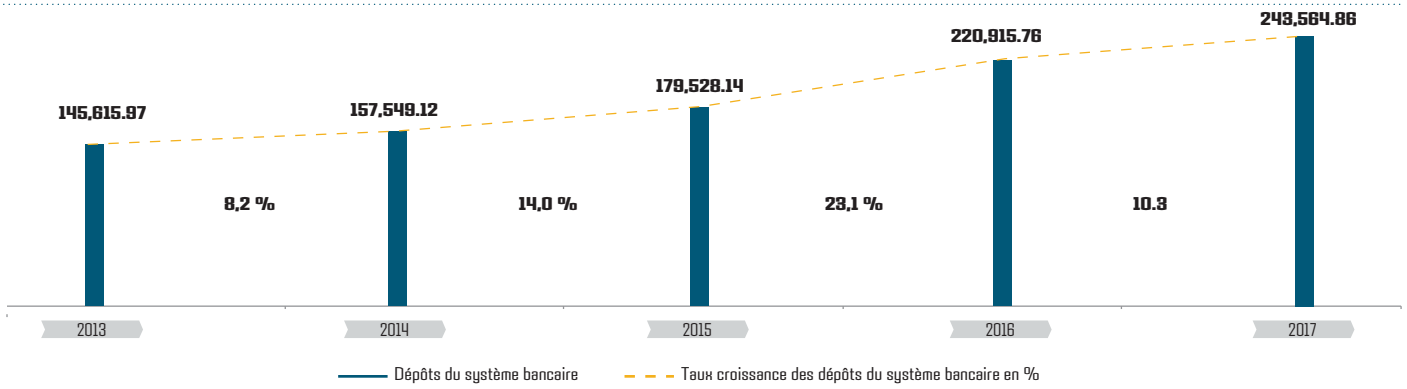


Tableau 21. :::: Variation en pourcentage des dépôts du système bancaire

Catégorie	2017	2016	2015	2014	2013
Dépôts à vue	14.30%	28.61%	1.60%	6.10%	-6.80%
Dépôts d'épargne	6.90%	14.05%	11.00%	6.30%	3.20%
Dépôts à terme	7.00%	26.07%	55.50%	19.20%	12.10%
Total	**10.30%**	**23.05%**	**14.00%**	**8.20%**	**-0.80%**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2017, les poids des dépôts d'épargne (30,71 %) et à terme (22,77 %) dans les dépôts totaux ont respectivement reculé de 96 et 70 points de base, au profit des dépôts à vue qui ont vu leur part progresser de 1,67 point de pourcentage par rapport à la fin de l'exercice précédent pour atteindre 46,53 %. Comme dans les années précédentes, la part des dépôts à vue demeure la plus importante dans la composition des dépôts totaux.

Tableau 22. :::: Composition des dépôts du système bancaire au 30 septembre (en millions de gourdes et en %)

Catégorie	2017		2016		2015		2014		2013	
Dépôts à vue	113,318.71	46.53%	99,099.46	44.86%	77,052.67	42.92%	75,847.92	48.14%	71,430.31	49.05%
Dépôts d'épargne	74,787.46	30.71%	69,966.79	31.67%	61,348.37	34.17%	55,250.78	35.07%	52,000.43	35.71%
Dépôts à terme	55,458.68	22.77%	51,849.51	23.47%	41,127.10	22.91%	26,450.41	16.79%	22,185.22	15.24%
	243,564.85	100.00%	220,915.76	100.00%	179,528.14	100.00%	157,549.11	100.00%	145,615.96	100.00%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2017, les dépôts en dollars ÉU ont atteint 2 482,24 millions, en hausse de 17,33 % (+366,71 millions) par rapport à septembre 2016. Cette augmentation est due essentiellement à celle des dépôts à vue en dollars ÉU (23,11 % ; +226,66 millions).

Au 30 septembre 2017, la part des dépôts en devises dans les dépôts totaux s'est établie à 63,89 % contre 62,76 % au 30 septembre 2016, soit une augmentation de 1,13 point de pourcentage. La croissance plus soutenue (23,11 %) des dépôts en devises converties que celle des dépôts en gourdes (+6,91 %) a expliqué en grande partie la progression observée.

Tableau 28. :::: Évolution des dépôts en dollars ÉU du système en millions de gourdes (au 30 septembre)

	2017				2016			
Catégorie	**Dépôts Dollars ÉU**	**Dépôts Dollars ÉU convertis[a]**	**Dépôts Totaux**	**Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux**	**Dépôts Dollars ÉU**	**Dépôts Dollars ÉU convertis[a]**	**Dépôts Totaux**	**Dépôts Dollars Convertis/ Dépôts totaux**
Dépôts à vue	1,207.29	75,684.80	113,318.71	66.79%	980.62	64,266.90	99,099.46	64.85%
Dépôts d'épargne	679.99	42,628.49	74,787.46	57.00%	614.36	40,262.87	69,966.79	57.55%
Dépôts à terme	594.96	37,298.32	55,458.68	67.25%	520.55	34,115.23	51,849.51	65.80%
	2,482.24	155,611.61	243,564.85	63.89%	2,115.53	138,645.00	220,915.76	62.76%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Taux de conversion : 62.69 et 65.5368 gourdes/dollar ÉU aux 30 septembre 2017 et 2016 respectivement.

VII.5.3- EMPLOIS DU SYSTÈME ET ÉVOLUTION DES ACTIFS PRODUCTIFS

La part des ressources bancaires allouée à des emplois productifs a diminué comparativement à 2016 où une croissance de 1,23 point de pourcentage avait été observée en glissement annuel. En effet, le poids de l'actif productif dans l'actif total a connu, au 30 septembre 2017, une baisse de 36 points de base pour se fixer à 56,79 %. Comme dans les exercices précédents, le portefeuille de crédit net a constitué la composante majoritaire des actifs productifs. Parallèlement, le recul de la part des prêts nets dans l'actif total constaté depuis 2014 (35,10 % en 2014 ; 30,36 % en 2015 ; 29,29 % en 2016) s'est poursuivi en 2017 où il a baissé de 0,59 point de pourcentage pour atteindre 28,70 %. Par ailleurs, au 30 septembre 2017, le niveau de dollarisation du portefeuille de crédit net a diminué légèrement (-0,2 point de pourcentage) pour se fixer à 48,82 %.

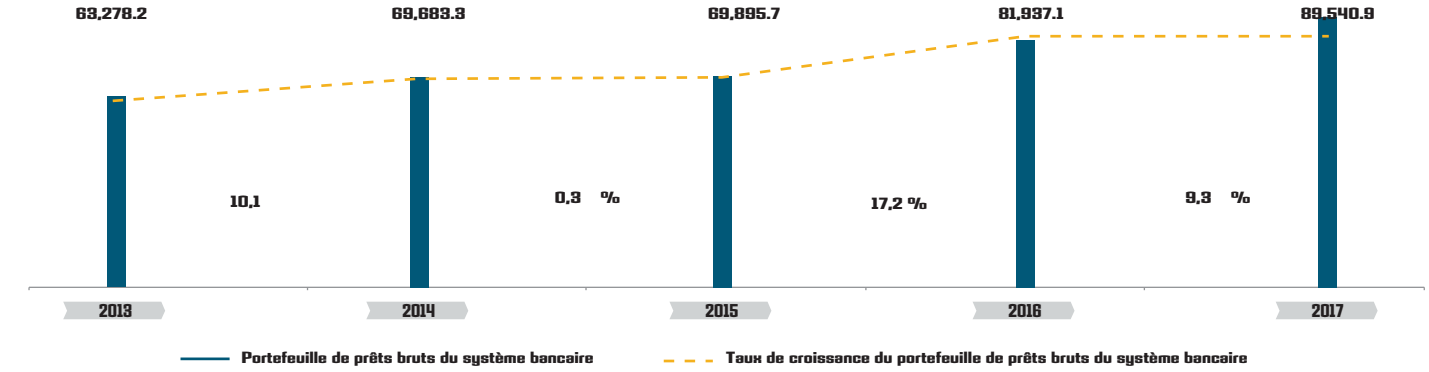
Tableau 24. :::: Actifs productifs

	2017	2016	2015	2014	2013
Actif productif / Actif total	56.79%	57.15%	55.92%	60.85%	60.28%
Prêts nets en % d'actif total	28.70%	29.29%	30.36%	35.05%	35.34%
Prêts nets en % d'actifs productifs	50.53%	51.25%	54.30%	57.61%	58.62%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

L'enveloppe des prêts bruts octroyés par le secteur bancaire a continué sa progression en enregistrant une hausse de 9,3 % (7 603,79 MG) pour atteindre 89 540,92 MG au 30 septembre 2017. En revanche, le ratio « crédit/dépôts » du système bancaire a évolué à la baisse (43,45 % en 2014, 38,93 % en 2015, 37,09 % en 2016 et 36,76 % en 2017), le volume des dépôts ayant connu une croissance plus soutenue que celle des prêts bruts.

Graphique 31. :::: Portefeuille de prêts bruts du système bancaire au 30 septembre (en MG et en %)



OPÉRATIONS SUR TITRES

BONS BRH

Après l'importante progression (+110,69 %) observée au niveau des placements en bons BRH au cours de l'exercice 2015-2016, ces derniers ont connu une augmentation modérée (+7,64 %) au cours de l'exercice 2016-2017. En effet, au 30 septembre 2017, les placements en bons BRH ont atteint 11 267,01 MG et ont représenté 3,7 % de l'actif total du système.

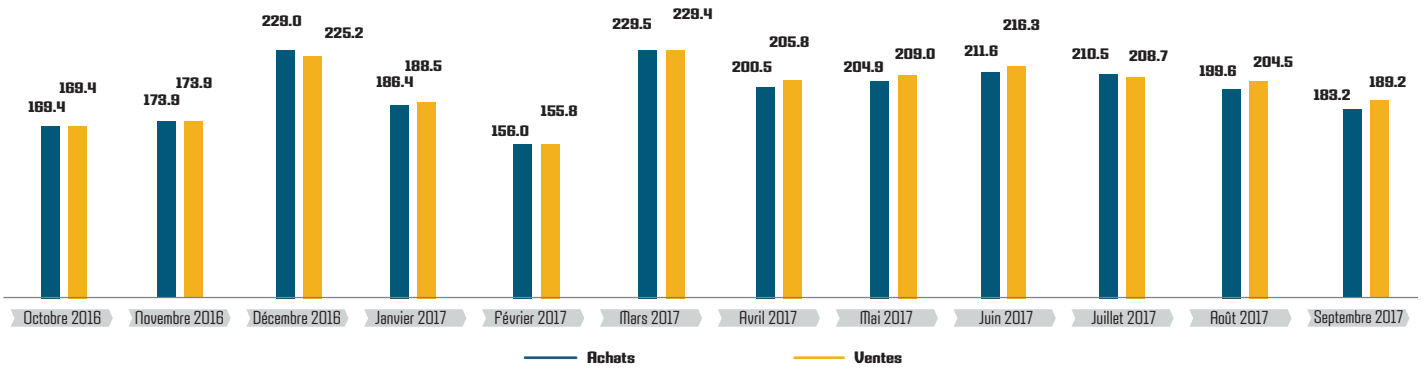
AUTRES PLACEMENTS

Les Autres placements se sont chiffrés à 61 251,53 MG en septembre 2017, après avoir enregistré une hausse de 8,29 % (+4 688,87 MG) par rapport à leur niveau au 30 septembre 2016 (56 562,66 MG). Cette croissance s'est réalisée en dépit de l'évolution à la baisse des bons du Trésor détenus par le système bancaire, lesquels n'ont pas cessé de diminuer depuis plusieurs exercices (-11,4 % en 2016, -10,1 % en 2015, et -37,4 % en 2014).

OPÉRATIONS DE CHANGE

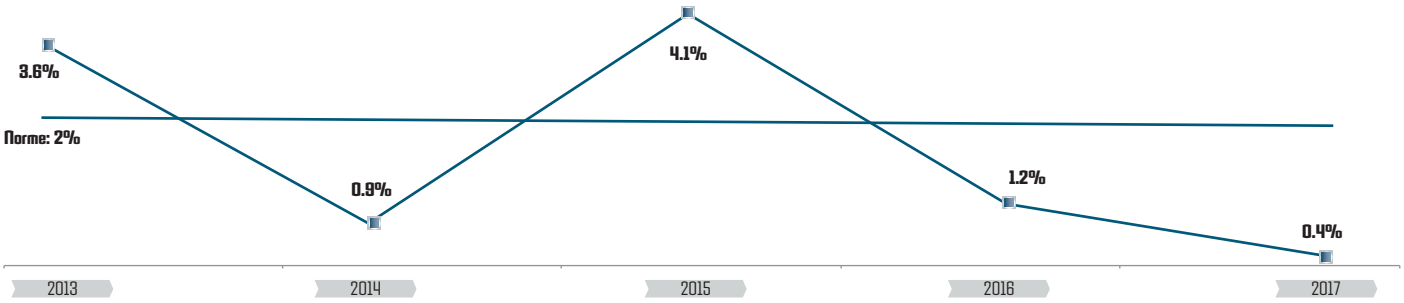
Les établissements bancaires sont intervenus sur le marché des changes tant pour satisfaire les besoins de leurs clients que pour procéder à des transactions pour leur propre compte. Au cours de l'exercice 2016-2017, les opérations de change du système bancaire ont nettement augmenté par rapport à celles de l'exercice précédent. En effet, les achats de la devise américaine ont augmenté de 17,32 % (+347,65 millions dollars ÉU) et les ventes de 21,61 % (+422,20 millions dollars ÉU) pour s'établir respectivement à 2 354,35 millions dollars ÉU et 2 375,75 millions dollars ÉU par rapport au 30 septembre 2016.

Graphique 32. :::: Volume des achats et des ventes de dollars ÉU (en millions de dollars ÉU)



Au terme de l'exercice 2016-2017, la position nette de change du système bancaire exprimée en pourcentage de ses fonds propres s'est inscrite à 0,39 % contre 1,2 % à la fin de l'exercice 2015-2016, soit un recul de 0,73 point de pourcentage. Cette position a été conforme à l'exigence réglementaire de 0,5 % maximum.

Graphique 33. :::: Position nette en devises du système bancaire en pourcentage des fonds propres au 30 septembre



VII.5.4- STRUCTURE FINANCIERE ET QUALITÉ DE L'ACTIF

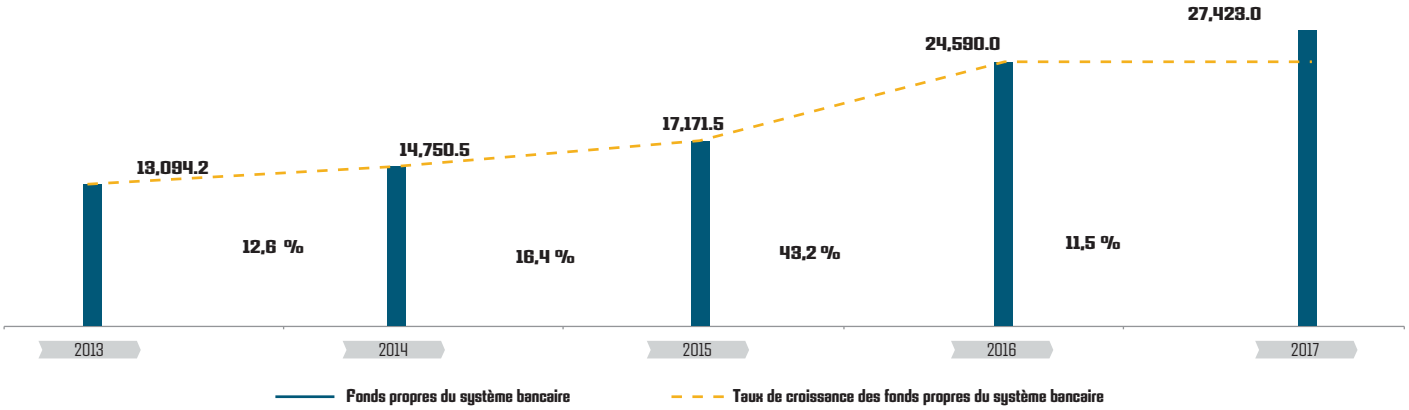
ASSISE FINANCIÈRE ET FONDS PROPRES

En 2017, les fonds propres comptables du système bancaire haïtien ont maintenu la tendance haussière observée sur les cinq dernières années, mais ont crû à un rythme plus lent au cours de l'exercice 2016-2017 (+11,52 %), par opposition à l'exercice 2015-2016 (+43,2 %).

En effet, les fonds propres ont totalisé 27 422,96 MG au 30 septembre 2017 en raison d'une augmentation de 2 832,92 MG par rapport à 2016. Cette évolution a été consécutive à la forte croissance du capital versé (+60,5 %, +4 664,63 MG), l'augmentation des réserves (+36,1%, +1 176,79 MG) et du surplus d'apport (+30,8 %, +150,31 MG).

Compte tenu d'une hausse plus importante de l'actif (+11,9 %) par rapport à celle de l'avoir des actionnaires (+11,5 %), le ratio « fonds propres comptables sur actif total » a affiché un recul de 3 points de base pour s'inscrire à 9,06 % en 2017.

Graphique 34. :::: Évolution des fonds propres du système bancaire, au 30 septembre (en MG et en %)



La capitalisation du système bancaire haïtien a été globalement satisfaisante au regard des prescrits de la circulaire No 88 sur la suffisance des fonds propres réglementaires et s'est renforcée par rapport à l'année dernière. Le ratio fonds propres réglementaires sur actifs à risque s'est fixé à 25,29 %, soit une progression de 4,53 points de pourcentage par rapport à 2016 (20,76 %). Ainsi, il s'est retrouvé très au-delà du minimum de 12 % requis.

Tableau 25. :::: Respect des normes de suffisance de fonds propres (au 30 septembre)

	Fonds propres / actif à risque [a]	
	2017	2016
Limite réglementaire / 1	Min: 12 %	
Ratio du système bancaire	25.29	20.76

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
/1: Constitue un instrument de mesure de la suffisance des fonds propres compte tenu du risque de contrepartie de chacun des éléments d'actif au bilan et des hors bilan.

QUALITÉ DE L'ACTIF

Après avoir connu une légère augmentation de 1,34 % en 2016, le stock de créances non performantes a connu une baisse de 5,54 % au 30 septembre 2017 passant de 2 781,72 MG en 2016 à 2 627,53 MG. Poursuivant la tendance haussière observée auparavant, le portefeuille de crédit brut a augmenté de 9,28 % en se fixant à 89 540,92 MG en 2017, contre une croissance de 17,23 % l'année précédente. La croissance des prêts bruts face au recul des prêts délinquants a entraîné une diminution de 46 points de base du coefficient d'arrérage du système, pour le ramener à 2,93 % au 30 septembre 2017.

Tableau 26. :::: Prêts improductifs du système bancaire au 30 septembre (en millions de gourdes et en %)

	2017	Var.	2016	Var.	2015	Var.	2014	Var.	2013
Prêts improductifs bruts	2,627.53	-5.54%	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	35.52%	1,540.71
Prêts bruts totaux	89,540.92	9.28%	81,937.12	17.23%	69,895.70	0.30%	69,683.28	10.1%	63,278.21
Taux d'improductifs	2.93%		3.39%		3.93%		3.00%		2.42%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le taux de provisionnement a augmenté de 2,48 points de pourcentage, passant de 88,10 % en 2016 à 90,59 % en 2017. Cette progression du taux de provisionnement est essentiellement dûe à une baisse des créances improductives (-5,54 % ; -154,18 MG) plus soutenue que celle des provisions pour créances douteuses (-2,88 % ; -70,58 MG).

Tableau 27. :::: Couverture des prêts improductifs bruts par les provisions pour créances douteuses au 30 septembre (en millions de gourdes)

	2017		2016		2015		2014		2013
Provisions pour créances douteuses	2,380.16	-2.88%	2,450.74	10.30%	2,221.93	47.63%	1,505.03	35.32%	1,112.23
Prêts improductifs bruts	2,627.53	-5.54%	2,781.72	1.34%	2,744.92	31.46%	2,087.95	35.52%	1,540.71
Taux de couverture	90.59%		88.10%		80.95%		72.08%		72.19%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Tableau 28. :::: Prêts improductifs nets en pourcentage des fonds propres au 30 septembre (en millions de gourdes)

	2017	2016	2015	2014	2013
Prêts improductifs bruts	2,627.53	2,781.72	2,744.92	2,087.95	1,540.71
moins : provisions pour créances douteuses	2,380.16	2,450.74	2,221.93	1,505.03	1,112.23
Prêts improductifs nets	247.37	330.98	522.99	582.91	428.48
Fonds Propres Comptables	27,422.96	24,590.04	17,171.46	14,750.49	13,063.91
Proportion des prêts improductifs nets par rapport aux fonds propres	0.90%	1.35%	3.05%	3.95%	3.28%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Au 30 septembre 2017, le portefeuille de crédit brut du secteur bancaire haïtien a été composé de 77,60 % de prêts commerciaux, de 11,43 % de prêts au logement et de 10,97 % de prêts à la consommation. De ce fait, les improductifs au niveau de la catégorie prêts commerciaux sont majoritairement responsables de l'exposition au risque de crédit du portefeuille global du système.

Les taux d'improductifs par catégorie de prêts ont indiqué que les prêts au logement ont présenté le taux le plus élevé (4,95 %). S'ensuivent les prêts commerciaux (4,55 %). Les prêts à la consommation ont constitué la catégorie de prêts ayant accusé le plus faible pourcentage d'improductifs (2,58 %).

Le taux d'improductifs de ces prêts a baissé de 80 points de base par rapport au 30 septembre 2016, alors que le taux d'improductifs des catégories de prêts commerciaux et au logement ont progressé respectivement de 48 points de base et 1,87 point de pourcentage.

Tableau 29. :::: Taux d'improductifs par catégorie de prêts du système au 30 septembre 2017

	Consommation	Logement	Commerciaux
Taux d'improductifs (en % du total des prêts de la catégorie)	2.58%	4.95%	4.55%
Poids dans le crédit bancaire total	10.97%	11.43%	77.60%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

Le ratio des prêts accordés par les banques haïtiennes à leurs apparentés par rapport aux fonds propres réglementaires, a subi un repli de 4,66 points de pourcentage, passant de 20,11 % au 30 septembre 2016 à 15,45 % au 30 septembre 2017, un niveau très en deçà de la limite cumulative maximale de 200 % imposée par la circulaire No.83.4 relative à la part des expositions nette de crédit aux apparentés dans les fonds propres réglementaires de l'ensemble du secteur.

Le crédit aux apparentés a été fortement concentré au niveau des banques commerciales privées avec un pourcentage de 17,73 % alors que les banques commerciales d'État sont les moins concernées avec un taux d'exposition de 3,62 %.

De plus, une baisse de la concentration du crédit aux apparentés a été observée au niveau de toutes les catégories de banques hormis les banques commerciales d'État qui ont enregistré une hausse de 5 points de base de la part de leur portefeuille alloué aux apparentés.

Tableau 30. :::: Exposition des banques aux risques de crédit aux apparentés au 30 septembre 2017

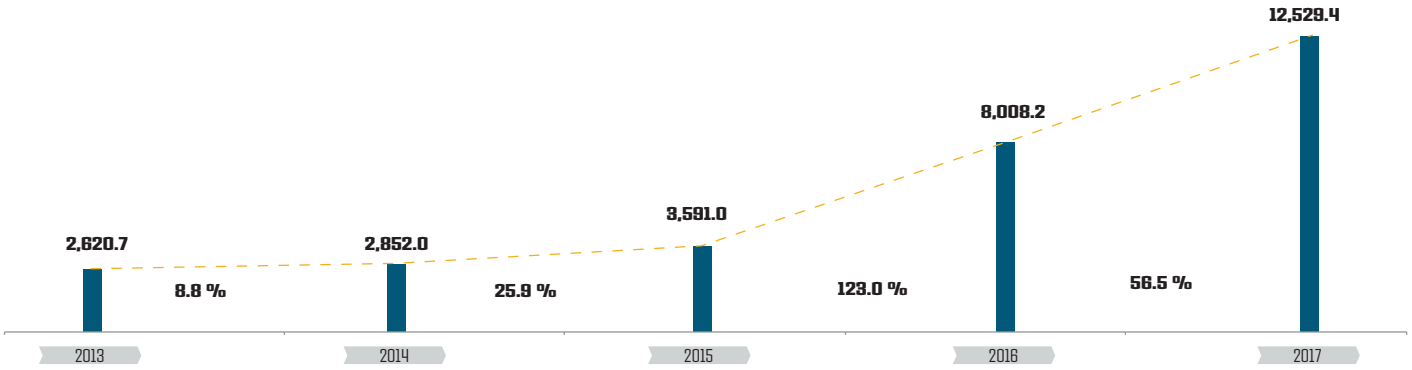
	Banques commerciales d'État	Banques commerciales privées	Banque d'épargne et de logement	Succursales de banques étrangères	Système
Risques apparentés (MG)	152.56	4,521.18	93.26		4,767.00
Fonds propres réglementaires (MG)	4,219.77	25,496.17	567.60	576.40	30,859.95
Risques apparentés en % fonds propres réglementaires	3.62%	17.73%	16.43%	0.00%	15.45%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.5.5- LES RÉSULTATS DES ACTIVITÉS BANCAIRES

Le niveau de rentabilité du système bancaire a évolué à la hausse sur les cinq derniers exercices. En effet, le bénéfice net dégagé par l'industrie bancaire en 2017 s'est établi à 12 529,4 MG, soit une progression annuelle de 56,5 % (+4 521,2 MG) contre un pic de 123 % sur l'exercice précédent. L'augmentation significative de la performance du système bancaire a découlé de la baisse des impôts sur le revenu (-57,2 %), de la dotation à la provision pour créances douteuses (-20,2 %) combinée à la hausse du produit net bancaire (+28,9 %) provenant de l'augmentation des autres revenus (+48,8 %) malgré la décélération des revenus nets d'intérêt. Comparativement aux cinq dernières années, le système bancaire a enregistré, en 2017, la plus faible croissance des revenus d'intérêt (4,5 %).

Graphique 35. :::: Évolution du bénéfice net du système pour l'exercice terminé le 30 septembre (en MG)

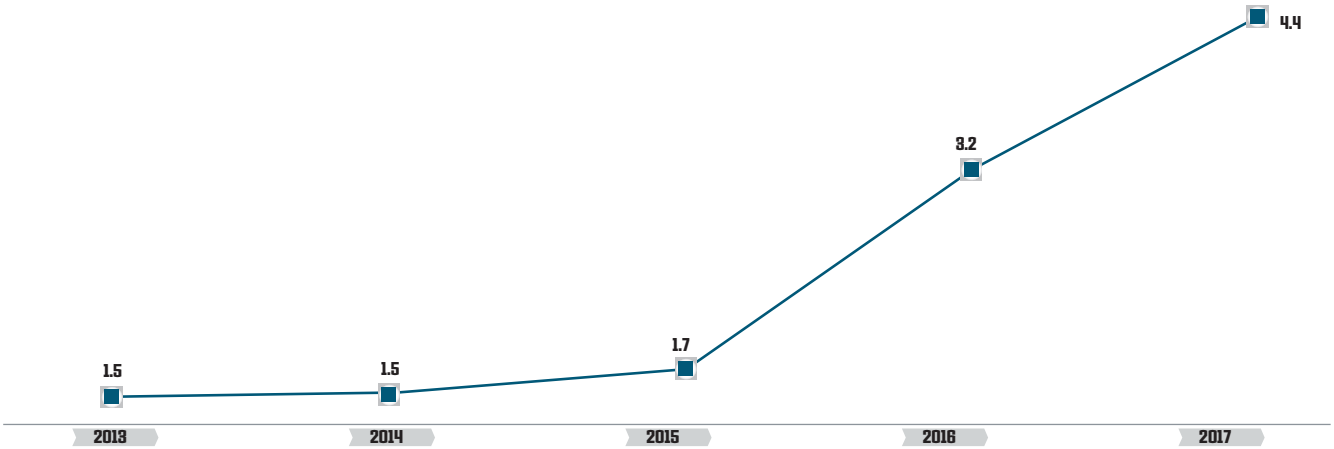


La décélération du produit net bancaire (+28,9 %) en 2017, comparée à son évolution grandissante au cours des quatre dernières années, particulièrement en 2016 (+46,0 %), est due à la faible croissance des revenus nets d'intérêts (+4,5 %) découlant de la hausse des dépenses d'intérêt (+11,1 %) face à l'augmentation des revenus d'intérêt (+6,1 %). Toutefois, il est à noter que le ralentissement des dépenses d'exploitation (+47,4 % en 2017 par rapport à +105,1 % en 2016) a été bénéfique pour le résultat net qui n'a pas subi l'effet de la décroissance du produit net bancaire.

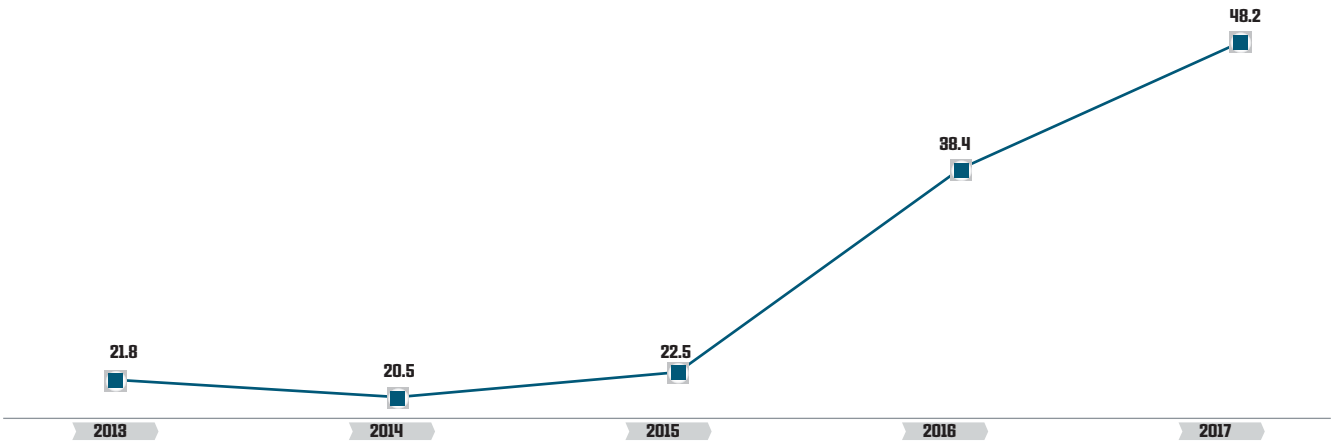
Du point de vue opérationnel, le bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôt sur le revenu a augmenté de 30,2 % en glissement annuel pour atteindre 23 961,4 MG pour l'exercice, soit un repli de 22,4 points de pourcentage par rapport à l'exercice précédent.

Parallèlement, le rendement net de l'actif (ROA) et la rentabilité de l'avoir des actionnaires (ROE) ont varié à la hausse pour s'établir respectivement à 4,36 % et 48,18 % contre 3,24 % et 38,35 % en glissement annuel, une évolution plus soutenue de la variation du bénéfice du système (+56,5 %) comparée à celle de l'actif total (+11,9 %).

Graphique 36. :::: Rendement de l'actif (ROA) pour l'exercice terminé au 30 septembre (en %)



Graphique 37. :::: Rendement de l'avoir des actionnaires (ROE) au 30 Septembre (en %)



REVENUS NETS D'INTÉRÊT

Les revenus nets d'intérêt du système bancaire ont augmenté de 4,5 % (+378,79 MG) par rapport à l'exercice 2016 pour se fixer à 8 883,42 MG en 2017; cependant, cette augmentation a été le plus faible pourcentage enregistré depuis plus de 5 ans. Ils ont représenté 74,03 % des revenus d'intérêt, soit un pourcentage moindre par rapport à l'exercice précédent (75,18 %) ; ce ralentissement a découlé de l'évolution plus élevée des dépenses d'intérêt (+11,1 %) par rapport à une variation plus faible des revenus d'intérêt (+6,1 %).

Représentant 79,57 % du total des revenus d'intérêt, les revenus d'intérêt sur prêts ont augmenté de 5,2 % (+475,24 MG), tandis que les intérêts sur bons BRH ont régressé de 4,3 % alors que le poste ''Autres'' a connu une augmentation de 24,7 %.

Tableau 31. :::: Revenus nets d'intérêt pour les cinq derniers exercices fiscaux (en millions de gourdes)

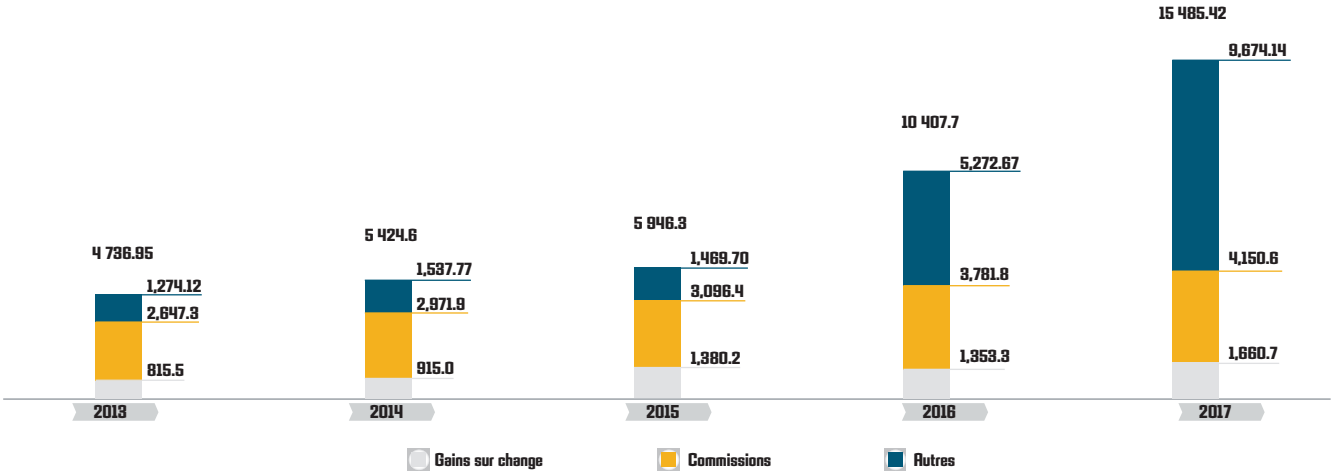
	2017	2016	2015	2014	2013
Revenus d'intérêt	9,549.26	9,074.02	6,906.07	5,289.54	4,489.01
Prêts	1,118.49	1,188.53	553.53	154.53	185.59
Intérêts sur bons BRH	1,332.62	1,088.80	835.35	624.47	566.91
Autres	12,000.37	11,311.35	8,294.95	6,068.54	5,241.51
Dépenses d'intérêt	3,116.94	2,806.72	1,290.60	663.79	369.21
Revenus nets d'intérêt	8,883.43	8,504.63	7,004.35	5,404.75	4,872.30
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt	**74.03%**	**75.19%**	**84.44%**	**89.06%**	**92.96%**

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

AUTRES REVENUS

Au cours de l'exercice 2017, le poste « Autres Revenus » a crû de 48,8 % (+5 077,69 MG) pour s'établir à 15 485,43 MG. Son rythme de progression a diminué de plus de 50 % par rapport à l'exercice antérieur au cours duquel il avait progressé de 75 %. Aussi, les gains sur les opérations de change ont-ils augmenté de 22,7 % passant de 1 353,26 MG en 2016 à 1 660,70 MG ; le poste « Autres » a lui aussi enregistré une hausse de 83,5 % passant de 5 272,67 MG à 9 674,15 MG, d'où une décélération par rapport à 2016 (+258,8 %). Les commissions, représentant 26,8 % des autres revenus, ont augmenté de +9,8 %. La part des autres revenus dans la structure du produit net bancaire a été de 63,55 %.

Graphique 38. :::: Évolution des autres revenus pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



PRODUIT NET BANCAIRE ET PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES

Le produit net bancaire (PNB) réalisé par les établissements bancaires sur l'ensemble de leurs activités a crû de 28,9 % (+5 456,48 MG) par rapport à l'exercice précédent pour se fixer à 24 368,85 MG, suite à la croissance de 4,5 % des revenus nets d'intérêt et celle de 48,8 % des autres revenus. Les autres revenus ont contribué à hauteur de 63,55 % dans la formation du produit net bancaire contre 55,03 % au niveau de l'exercice précédent.

La dotation à la provision pour créances douteuses, au cours de l'exercice, a enregistré une contraction (22,3 points de pourcentage) de 510,41 MG en 2016 à 407,43 MG en 2017, soit un repli de 20,2 % contre une diminution de 42,5 % au cours de l'exercice précédent. Parallèlement, le portefeuille de crédits improductifs a baissé de 5,5 % contre une augmentation de 1,3 % au cours de l'exercice précédent pour se fixer à 2 627,53 MG. La diminution de la dotation à la provision pour créances douteuses a contribué à la hausse (+30,2 %) du bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts sur le revenu (23 961,12 MG contre 18 401,96 MG) pour l'exercice fiscal 2016-2017.

Tableau 32. :::: Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôt sur le revenu pour les cinq derniers exercices fiscaux (en millions de gourdes et en pourcentage)

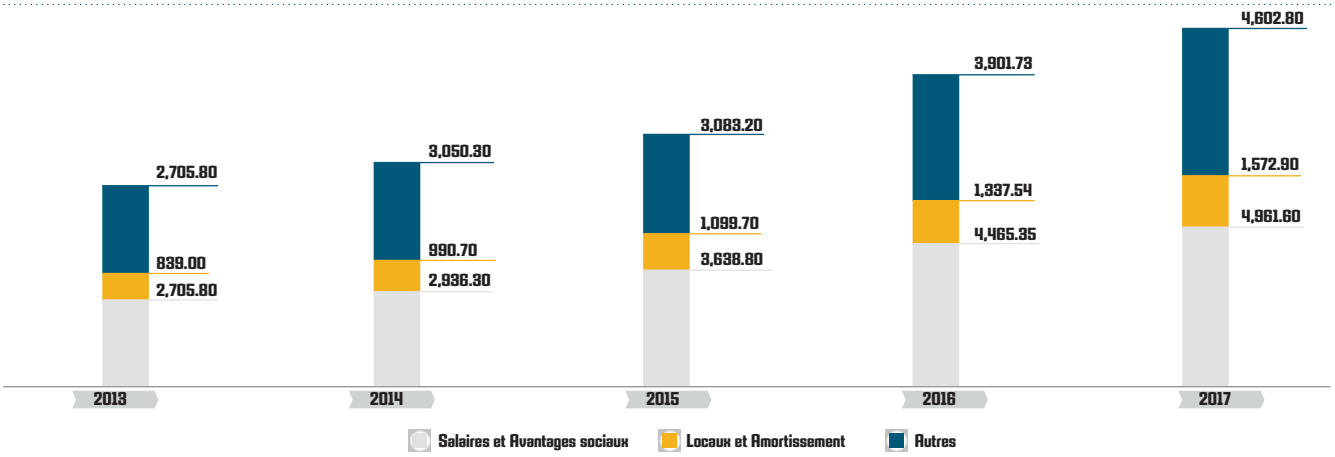
	2017		2016		2015	
	MG	%	MG	%	MG	%
Revenus nets d'intérêt	8,883.42	36.45%	8,504.63	44.97%	7,004.35	54.09%
Autres revenus	15,485.43	63.55%	10,407.74	55.03%	5,946.28	45.91%
Produit net bancaire	24,368.85	100.00%	18,912.37	100.00%	12,950.63	100.00%
Dotation à la Provision pour créances douteuses	407.43		510.41		888.2	
Bénéfice avant dépenses d'exploitation et impôts	**23,961.42**		**18,401.96**		**12,062.41**	

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation du système bancaire se sont élevées à 11 137,27 MG au cours de l'exercice 2017, contre 9 704,64 MG en 2016, soit une hausse de 14,8 %. Cette évolution a découlé principalement de la hausse des frais d'amortissement (+16,8 %, 780,28 MG) en dépit du ralentissement des frais de locaux (+18,4 %), des autres dépenses d'exploitation (+18 %) et salaires et avantages sociaux (+11,1 %). Les « salaires et avantages sociaux » et les «autres dépenses d'exploitation » ont, eux, représenté respectivement 44,55 % et 41,33 % du total des charges d'exploitation; le personnel au niveau du système ayant augmenté par rapport à septembre 2016 (+3,05 %; + 140 employés).

Graphique 39. :::: Évolution des dépenses d'exploitation et de leurs composantes pour l'exercice terminé au 30 septembre (en MG)



Le résultat brut d'exploitation a perdu son élan de 2016 (+111,5 %) pour ne connaître qu'une amélioration de 47,4 % au cours de l'exercice 2017. Ceci a été le résultat de l'affaiblissement de tous les éléments rentrant dans le calcul du résultat, (les revenus nets d'intérêt et les autres revenus ayant perdu respectivement 16,9 et 26,2 points de pourcentage), malgré l'amélioration des dépenses d'exploitation qui sont passées de 24,1 % en 2016 à 14,8 % en 2017 et la diminution de l'impôt sur le revenu (-57,2 %) sans négliger la baisse de la dotation à la provision pour créances douteuses(-20,2 %). Le système a, en effet, dépensé en moyenne 45,70 centimes en 2017 pour chaque gourde de revenus perçus contre 51,31 centimes en 2016.

De plus, l'industrie bancaire a généré un niveau élevé de revenus d'intérêt pouvant couvrir les dépenses d'exploitation à 107,75 % en 2017 par rapport à l'exercice précédent où cette couverture n'a représenté que 116,56 %. Une couverture qui a connu une augmentation continue sur les cinq (5) dernières années.

Tableau 33. :::: Coefficient d'exploitation pour les cinq derniers exercices fiscaux

	2017	2016	2015	2014	2013
Coefficient brut d'exploitation (Dépenses d'exploitation/produit net bancaire)	45.70%	51.31%	60.40%	64.43%	65.06%
Ratio de couverture des dépenses d'exploitation par les revenus d'intérêts	107.75%	116.56%	106.05%	86.98%	83.84%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

TAUX DE RÉMUNÉRATION MOYENNE DES DÉPÔTS ET DE RENDEMENT MOYEN DES PRÊTS

Le taux de rémunération moyenne des dépôts a diminué de 0,03 % en 2017 par rapport à l'exercice précédent où l'augmentation a été de 1,10 %. En effet, ce taux a connu une régression de 3 points de base en glissement annuel en passant de 2,50 % à 2,47 %, la seule baisse enregistrée au cours des cinq dernières années.

Tableau 34. :::: Rémunération moyenne des dépôts pour les cinq derniers exercices fiscaux (en millions de gourdes et en pourcentage)

	Dépôts Moyens a	Dépenses d'intérêt	Rémunération moyenne des dépôts	Variation (point)
2013	72,177.28	369.21	0.51%	0.04%
2014	77,943.43	663.79	0.85%	0.34%
2015	92,088.34	1,290.60	1.40%	0.55%
2016	112,145.88	2806.72	2.50%	1.10%
2017	176,031.23	3116.94	2.47%	-0.03%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières
a) Les dépôts moyens représentent la moyenne arithmétique des dépôts de fin et de début période. Les dépôts à vue ne sont pas considérés.

Parallèlement, le rendement moyen des prêts est passé de 12 % à 11,1 % de 2016 à 2017, soit une baisse de 0,9 point de pourcentage par rapport aux 2,1 points de pourcentage réalisé au cours de l'exercice précédent. Cette contraction a été le résultat de la diminution (-0,9 %) du rendement des prêts par rapport à la croissance de 9,2 % du portefeuille de crédit malgré la diminution (-4,9 %) du portefeuille de crédit improductif.

Tableau 35. :::: Rendement moyen des prêts pour les cinq derniers exercices (en millions de gourdes et en pourcentage)

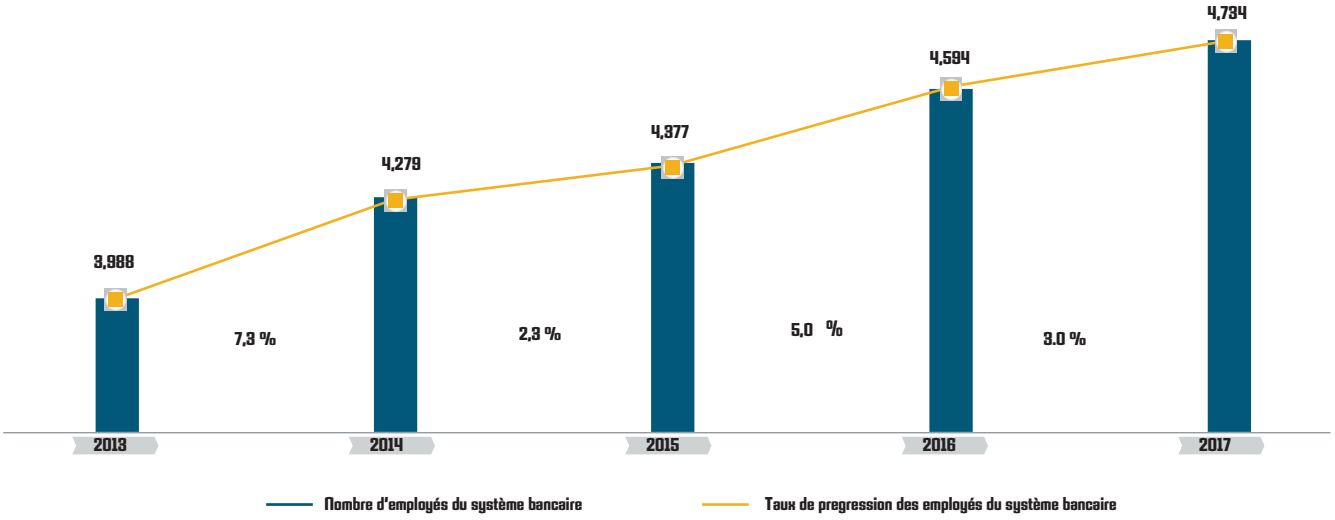
	Prêts bruts Moyens	Revenus d'intérêt sur prêts	Rendement moyen des prêts	Variation (point)
2012	46,588.95	3,760.15	8.1%	-1.1%
2013	58,190.26	4,488.01	7.7%	-0.4%
2014	66,480.75	5,289.54	8.0%	0.3%
2015	69,789.49	6,906.07	9.9%	1.9%
2016	75,916.41	9,074.02	12.0%	2.1%
2017	85,726.09	9,549.28	11.1%	0.9%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

EFFECTIF DES BANQUES ET PRODUCTIVITÉ

Le système bancaire comptait 4 734 employés au 30 septembre 2017 contre 4 594 au 30 septembre 2016, soit une hausse de 3,05 % (+140). Les deux (2) principales banques commerciales à capitaux privés haïtiens, la Sogebank et la Unibank ont employé 58,51 % de l'effectif total de l'industrie bancaire. Au cours de cet exercice, elles ont augmenté leur personnel respectivement de 1,6 % (+23) et de 5,73 % (+71). Les autres banques ont, de leur côté, diminué leur effectif. En effet ; la troisième banque du système, la Banque Nationale de Crédit (BNC) a perdu 11 employés, soit 1,3 %; la Citibank, la seule succursale de banque étrangère a passé son effectif de 33 à 31, soit une baisse de 6,06 % ; l'effectif du personnel de la Banque Populaire Haïtienne (BPH) et la Banque de l'Union Haïtienne (BUH) a diminué respectivement de 3,6 % et de 3,5 % (-5, -9). Du côté de la Sogebel, le nombre d'employés est resté stable.

Graphique 40. :::: Évolution du nombre d'employés du système bancaire



Parallèlement à l'augmentation du nombre d'employés du système bancaire, certains ratios de productivité ont progressé au cours de l'exercice : le ratio prêt brut/employé a crû de 6 % en passant de 17,84 MG pour se solder à 18,91 MG au 30 septembre 2017 ; de même, celui du PNB/employé est passé de 4,12 MG à 5,15 MG, soit une augmentation de 25 %. Le ratio bénéfice/employé a crû de 51,83 % pour s'établir à 2,65 MG pour l'exercice. Quant aux ratios actif/employé (64,16 MG) et dépôts totaux/employé (51,45 MG), ils ont accusé respectivement des hausses de 8,62 % et de 7 %.

Tableau 36. :::: Productivité par employé au 30 septembre (en millions de gourdes et en pourcentage)

	2017	var. en %	2016	var. en %	2015	var. en %	2014	var. en %	2013
Actif/employé [1]	64,157.75	8.6%	59,067.39	16.0%	50,920.65	12.02%	45,454.94	3.04%	44,115.35
Prêts bruts/employé	18,908.97	6.0%	17,835.68	11.7%	15,968.86	-1.94%	16,284.95	2.6%	15,866.99
Dépôts/employé	51,450.12	7.0%	48,087.89	17.2%	41,016.25	11.40%	36,819.15	0.8%	36,521.05
PNB/employé	5,147.62	25.0%	4,116.75	39.1%	2,958.79	16.91%	2,530.82	5.0%	2,409.54
Bénéfice net/employé	2,646.67	51.83%	1,743.18	112.47%	820.43	23.09%	666.52	1.43%	657.14

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

VII.6- LA SURVEILLANCE DES BANQUES

VII.6.1- ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE

Au cours de l'exercice 2016-2017, la BRH a poursuivi ses activités de surveillance au sein du système bancaire et des institutions financières, conformément aux deux modes de contrôle en vigueur : inspection sur place (surveillance des banques et surveillance des activités de transfert et de change) et surveillance sur pièces.

INSPECTIONS SUR PLACE SURVEILLANCE DES BANQUES

Durant l'anée fiscale 2016-2017, la BRH, à travers son Service Inspection, a :

- finalisé deux (2) missions d'inspection générale à la Banque Nationale de Crédit et à la Capital Bank;
- réalisé quatre (4) inspections générales à la Citibank, la Sogebel, la Sogebank et la Sofihdes.

S'agissant des missions d'inspection ponctuelle:

- Quatre (4) ont été entreprises sur la position nette de change spécialement la position cambiste exigée par la Banque Centrale;
- D'autres ont été réalisés dans toutes les banques sur l'application de la circulaire 72-1 sur les réserves obligatoires.

Par ailleurs, la BRH a procédé à un stress test au niveau du système bancaire dans le but d'évaluer sa résilience par rapport aux chocs. Elle a également analysé la demande d'autorisation de la Unibank pour l'acquisition de la Scotiabank et a complété un plan de sondage sur le plan stratégique de l'ASBA[3] pour 2018-2021. Des travaux ont été réalisés sur la circulaire portant sur la sécurité informatique. Parallèlement, les missions d'inspection générale se sont penchées sur la problématique de la lutte contre le blanchiment des capitaux. Enfin, la BRH a exercé son contrôle à la Banque de l'Union Haitienne (BUH) en vue de s'assurer du respect des normes prudentielles et de limiter les risques en dépêchant un contrôleur sur place depuis juillet 2011.

CONTRÔLE SUR PIÈCES

Le contrôle sur pièces est un processus permettant à la BRH de suivre de façon permanente l'évolution du système bancaire à travers des rapports soumis par les banques. Ainsi, en 2017, la BRH a analysé l'évolution des ratios prudentiels, décelé des facteurs de vulnérabilité et formulé des interrogations qui ont permis de planifier des entretiens avec les responsables d'un établissement et/ou diligenter un contrôle sur place communément appelé inspection ponctuelle.

VII.6.2- AUTRES

DEMANDES D'AGRÉMENT

Au cours de l'exercice 2016-2017, la BRH a accepté les demandes formulées par la Banque de l'Union Haïtienne (BUH) en vue d'ouvrir deux nouvelles succursales : l'une à Place Boyer et l'autre à Juvénat. Par ailleurs, il n'y a pas eu d'agrément au niveau des maisons de transfert et de change.

PÉNALISATION

Au cours de l'exercice 2016-2017, le non-respect par les banques commerciales de la règlementation en vigueur s'est traduit par des pénalités d'un montant de 67 136,91 MG. Ces dernières sont liées à l'insuffisance de réserves, à la position nette de change et aux retards enregistrés dans la soumission des rapports à la Banque de la République d'Haïti.

Celle afférente à l'insuffisance de réserves a totalisé 21 952,27 MG, soit 32,70 % du total des pénalités et est répartie entre la Unibank (21 054,55 MG), la Capital Bank (402 976,7 gourdes), la Sogebank (494 570,80 gourdes) et la Banque Populaire Haïtienne (170,30 gourdes);

Celle liée aux dépassements de la limite de 0,50 % de la position nette de change représente 15,94 % du total (10 701,44 MG) et est payée par la Capital Bank (7 206,41 MG), la Unibank (1 628,01 MG), la Sogebank (903 854,89 gourdes), la Citibank (851 388,01 gourdes), la Banque de l'Union Haïtienne (75 557,25 gourdes), la Sogebel (35 593,63 Gourdes) et la Banque Nationale de Crédit (613,91 gourdes) ;

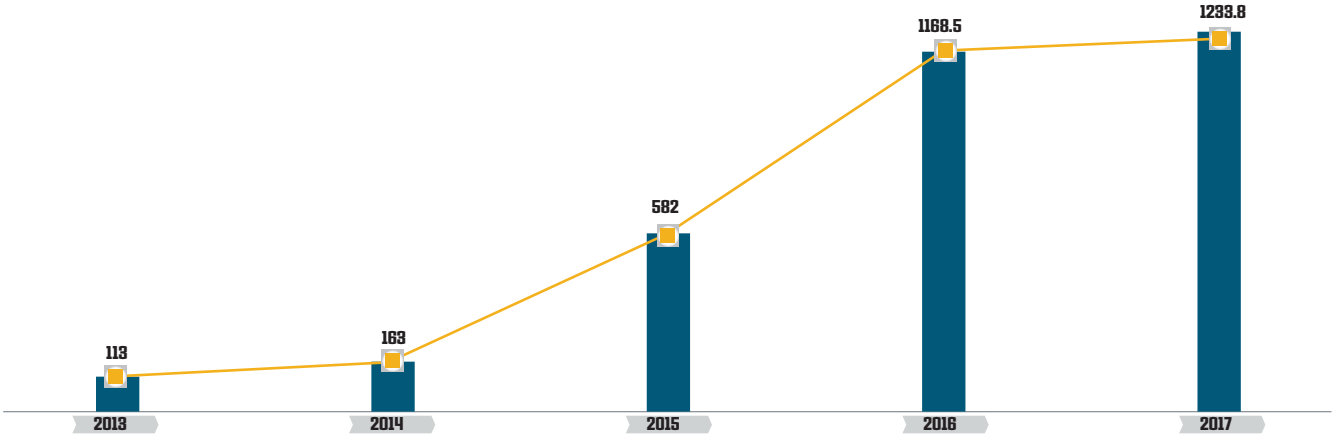
[3] *Association of Supervisors of Banks of the Americas*

Celle relative aux retards dans la soumission des différents rapports à la Banque de la République d'Haïti s'est élevée à 31 895,60 MG, soit 47,51 % du total et est partagée entre la Unibank (20 294,60 MG), la Capital Bank (4 713,00 MG), la Sogebank (5 164,50 MG), la Banque de l'Union Haïtienne (1 029,50 MG), la Banque Populaire Haïtienne (460 500 gourdes, la Banque Nationale de Crédit (180 000 gourdes), la Sogebel (50 000 gourdes) et la ScotiaBank (3 500 gourdes).

INTÉRÊTS PAYÉS

Les intérêts payés sur les bons BRH ont augmenté de 5,58 % au cours de l'exercice 2016-2017 par rapport à l'exercice précédent. En effet, ils sont passés de 1 168,5 millions de gourdes au cours de l'exercice 2015-2016 à 1 233,81 millions de gourdes au cours de l'exercice 2016-2017. Cette faible hausse a découlé de l'augmentation des encours des bons BRH bien que les taux d'intérêt y afférents sont restés stables au cours de la période. Ces intérêts payés sur les obligations BRH se sont élevés à 44 004,34 MG.

Graphique 41. :::: Évolution des intérêts versés sur Bons BRH (en MG)



VII.7- FAITS MARQUANTS AU COURS DE L'EXERCICE 2016-2017

Au cours de l'exercice 2016-2017, les faits marquants dans le système bancaire ont été les suivants:

- Participation à la commission chargée de l'évaluation du degré de préparation du système bancaire par rapport à la mise en application de la loi américaine « FATCA ».
- Participation à la commission chargée du suivi de l'appui technique de la BRH au Projet SYFAAH (Système de financement et d'assurance agricole haïtien) du Ministère de l'agriculture des ressources naturelles et du développement rural.
- Participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration du protocole d'accord entre la BRH et les banques, sur les prêts au logement.
- Participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de lettre-circulaires sur les zones franches et parcs industriels.
- Participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de circulaires sur le tourisme.
- Participation à la commission chargée de la révision et de l'élaboration de circulaires suite à la publication de la nouvelle loi sur les banques et autres institutions financières.
- Participation à la commission travaillant sur le projet d'assurance de dépôts pour le système bancaire.
- Participation à la commission travaillant sur le document de stratégie nationale d'inclusion financière d'Haïti et sur la réalisation des ateliers de consultation y relatifs.
- Participation à la commission travaillant sur le projet d'automatisation des rapports sur les indicateurs statistiques du système bancaire ainsi que les rapports relatifs aux normes prudentielles devant être soumis périodiquement par les banques.

VIII. SECTEUR DES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT

VUE D'ENSEMBLE

ÉVOLUTION DU SECTEUR EN 2017

L'ouragan Matthew, qui a frappé plusieurs départements en Haïti au début d'octobre 2016, a causé d'importants dégâts dans le secteur agricole notamment dans le Grand Sud. Ces pertes tant en vies humaines qu'en denrées alimentaires et infrastructures ont fragilisé davantage les zones touchées et ont affecté le secteur des Coopératives d'Épargne et de Crédit (CEC), vu la vulnérabilité de sa clientèle.

Cette conjoncture a, en effet, eu des impacts négatifs sur la rentabilité des CEC, en témoignent les principaux indicateurs. Évalué à 9,85 milliards de gourdes au 30 septembre 2017, l'actif du secteur a atteint une croissance annuelle de 22,15 % contre 26,19 % au 30 septembre 2016. Les dépôts des membres, qui ont constitué 69,39 % du financement de l'actif, ont accusé un solde de 6,8 milliards de gourdes au 30 septembre 2017 (25,8 %) contre 5,4 milliards au 30 septembre 2016, soit un ralentissement de 5,4 points de pourcentage par rapport à 2016.

Toutefois, la demande de crédit des ménages s'est accélérée en 2017. En effet, le volume des prêts bruts est passé de 4,56 milliards en 2016 à 5,61 milliards de gourdes en 2017, soit une croissance de 23,1 % alors qu'elle n'était que de 18,9 % en 2016. Par ailleurs, le rendement de l'actif (ROA) du secteur a crû de 4,88 % en 2017, accusant ainsi une baisse de 1,06 point de pourcentage. Le rendement des fonds propres a aussi diminué de 3,15 points de pourcentage à 21,70 % au 30 septembre 2017. Le niveau de capitalisation du secteur a connu une légère baisse de 0,63 point de pourcentage passant de 24,53 % au 30 septembre 2016 à 23,90 % au 30 septembre 2017. Cet affaiblissement de l'assise financière du secteur est observé dans un contexte où les fonds propres ont crû moins rapidement que l'actif total sur la période, soit une croissance respective de 19,03 % et 22,15 %.

A la fin de l'exercice 2016-2017, le secteur des Coopératives d'Épargne et de Crédit comptait plus d'un million de membres. Le nombre de débiteurs, qui ont été essentiellement des membres des CEC, a encore augmenté cette année, passant de 66 295 au 30 septembre 2016 à plus de 73 000 au 30 septembre 2017.

Graphique 42. :::: Evolution de l'actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit

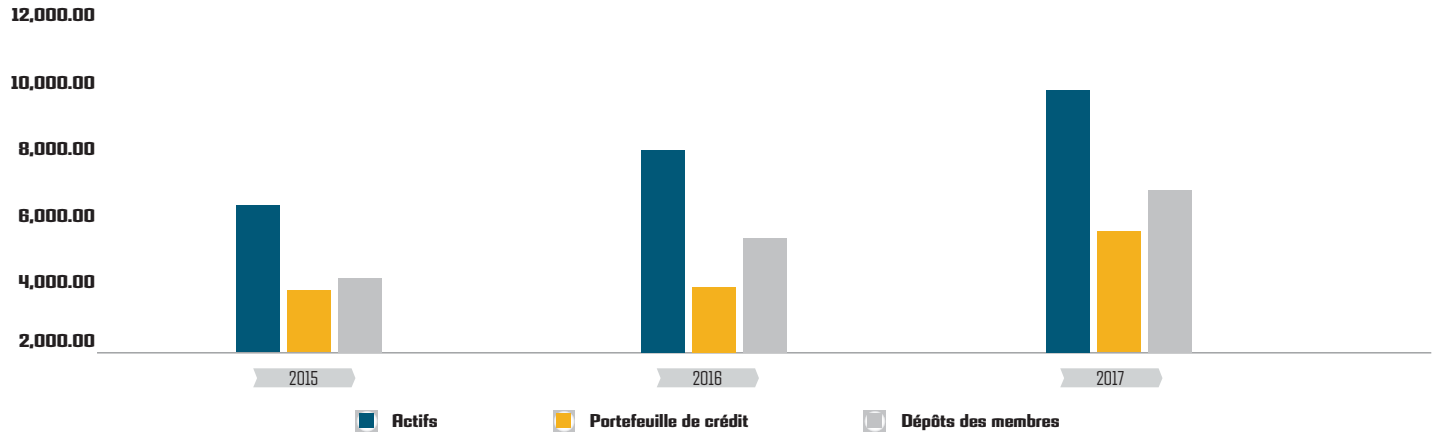


Tableau 37. :::: Indicateurs financiers clés au 30 septembre 2017

(En gourdes)	2017	2016	2015	2014	2013
BILAN					
Actif	9,851,205,726	8,084,878,318	6,390,817,575	5,653,305,263	5,116,823,286
Prêts nets	5,359,753,326	3,937,467,923	3,937,467,923	3,044,648,352	2,864,390,437
Dépôts	6,835,640,300	5,432,283,231	4,141,968,259	3,552,942,946	3,159,823,408
Avoir des membres	2,354,612,490	1,978,225,276	1,584,548,108	1,333,887,820	1,154,039,021
RESULTATS					
Revenus nets d'intérêt	1,243,829,425	1,181,635,014	780,170,721	692,186,660	599,149,046
Autres revenus	327,982,007	246,561,438	195,608,263	148,087,908	134,150,946
Dotation à la Provision pour Créances douteuses	201,097,308	239,603,903	132,716,336	144,405,243	161,413,308
Frais d'exploitation	943,548,716	832,282,122	569,848,198	515,574,773	429,122,420
Bénéfice net (perte nette)	436,752,035	429,257,811	261,861,770	233,121,587	146,297,596
STRUCTURE FINANCIERE					
Avoir des membres en pourcentage de l'actif	23.90%	24.53%	24.79%	23.59%	22.55%
Dépôts en	69.39%	67.36%	64.81%	62.85%	61.75%
RENTABILITE					
Rendement de l'actif (ROA)	4.88%	5.94%	4.35%	4.33%	3.31%
Rendement de l'avoir des membres (ROE)	18.55%	21.70%	16.53%	17.48%	12.68%

Source : BRH/Direction de la supervision des banques et des institutions financières

POIDS DES VINGT PRINCIPALES COOPÉRATIVES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (CEC)

Au 30 septembre 2017, les 20 plus grandes CEC ont détenu à elles seules 65,11 % des actifs du secteur et ont réussi à capter 64,50 % des dépôts. Pour l'exercice 2016-2017, 68,07 % des crédits octroyés provenaient de ces coopératives d'épargne et de crédit. Comparativement à la fin de l'exercice antérieur, leurs parts de marché ont légèrement diminué sur tous les segments particulièrement sur celui des dépôts, lesquels ont diminué de 10,70 points de pourcentage.

Les vingt (20) plus grandes CEC ont été réparties à travers plusieurs départements du pays dont six (6) dans l'Ouest, quatre (4) dans l'Artibonite, trois (3) dans le Sud-Est, deux (2) au Nord-Ouest et une seule au niveau de chacun des départements suivants : Sud, Nord, Centre, Grand 'Anse et Nord-Est. En termes d'actif, la SOCOLAVIM, située à Saint-Marc dans le département de l'Artibonite, a occupé la plus grande part de marché du secteur (8,39 %). S'ensuivent, la CAPOSAC à Camp-Perrin (Sud) avec 8,02 % de part de marché, la KOTELAM, localisée dans l'Ouest, a représenté 7,73 % de l'actif total du secteur.

Tableau 38. :::: Poids des vingt plus grandes CEC au 30 septembre 2017 (en %)

Poids des 20 plus grandes CEC dans le secteur (en %)	Actif Total	Portefeuille de prêts	Dépôts totaux
2017	65.11	68.07	64.50
2016	74.81	75.56	75.20
Variation 2017/2016	-9.50	-7.49	-10.70

Source : BRH/Direction de l'inspection générale des caisses populaires (DIGCP)

Tableau 39. :::: LES 20 PLUS GRANDES CEC DU SECTEUR AU 30 SEPTEMBRE 2017

	CEC	Département	Localité	Actif
1	SOCOLAVIM	Artibonite	Saint-Marc	826,117,720
2	CAPOSAC	Sud	Camp-Perrin	789,785,337
3	KOTELAM	Ouest	Port-au-Prince	761,962,578
4	CPF	Nord	Cap-Haïtien	748,552,457
5	KPEGM	Artibonite	Gros-Morne	532,178,293
6	COPECLAS	Centre	Lascahobas	474,333,251
7	CAPOSOV	Artibonite	Verrettes	402,115,868
8	CPE	Sud-Est	Jacmel	381,169,307
9	CPRCM	Sud-Est	Marigot	253,636,392
10	SUCCES	Sud-Est	Jacmel	240,602,322
11	KPK	Ouest	Cabaret	211,050,800
12	KEPOMEK	Ouest	Léogane	203,579,719
13	CAPAJ	Grand-Anse	Jérémie	202,150,935
14	KOPLES	Nord-Ouest	Port-de-Paix	199,931,705
15	CPSA	Ouest	Port-au-Prince	188,778,056
16	KPTAT	Nord-Est	Terrier-Rouge	169,859,734
17	MAMEV	Ouest	Gressier	166,757,810
18	COSODEV	Ouest	Port-au-Prince	162,642,681
19	COPECPRA	Artibonite	Pte Rivière de l'Art.	159,474,330
20	CAPOMAR	Nord-Ouest	Marre-Rouge	155,900,439

Source : BRH/Direction de l'inspection générale des caisses populaires (DIGCP)

POIDS DES DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS DU PAYS DANS LE SECTEUR DES CEC

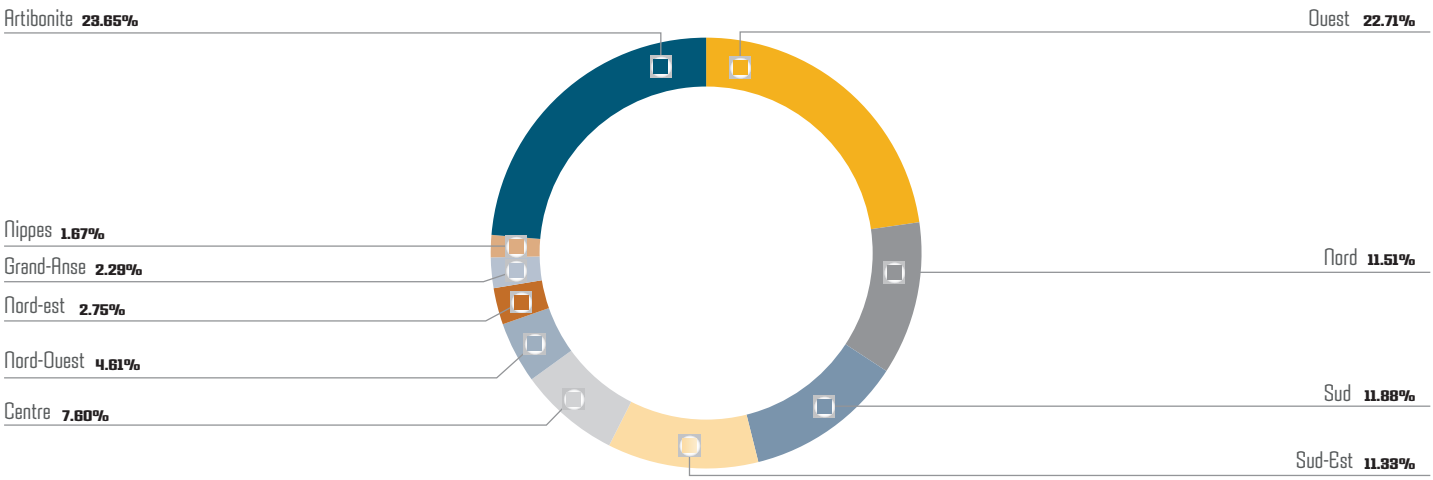
Au 30 septembre 2017, l'Artibonite a occupé la première place du secteur des CEC en termes d'actif. En effet, il a détenu 23,65 % de l'actif total des CEC des 10 départements du pays. Quant au département de l'Ouest, il a occupé la deuxième place avec une part de 22,71 % de l'actif total. Les troisième, quatrième et cinquième rangs ont été occupé par les départements du Sud (11,88 %), du Nord (11,51 %) et du Sud-Est (11,33 %). Par ailleurs, les départements de la Grand-Anse et des Nippes se sont partagé les dernières positions avec un poids respectif de 2,29 % et 1,67 % de l'actif total du secteur.

Tableau 40. :::: Indicateur financiers du secteur des CEC dans différents départements du pays

Département	Niveau de capitalisation	rang	ROA	rang	Ratio de liquidité	rang
Artibonite	24.67%	5	5.74%	5	35.50%	9
Ouest	15.88%	9	4.42%	7	40.19%	7
Sud	25.61%	4	3.74%	9	56.42%	3
Nord	23.44%	6	6.45%	2	44.51%	5
Sud-Est	34.85%	2	6.28%	4	36.71%	8
Centre	21.70%	7	5.57%	6	34.83%	10
Nord-Ouest	28.68%	3	6.39%	3	58.10%	2
Nord-Est	20.68%	8	4.15%	8	42.10%	6
Grand-Anse	46.97%	1	12.94%	1	113.49%	1
Nippes	9.41%	10	3.43%	10	53.03%	4
HAITI	23.90%		5%		43.06%	

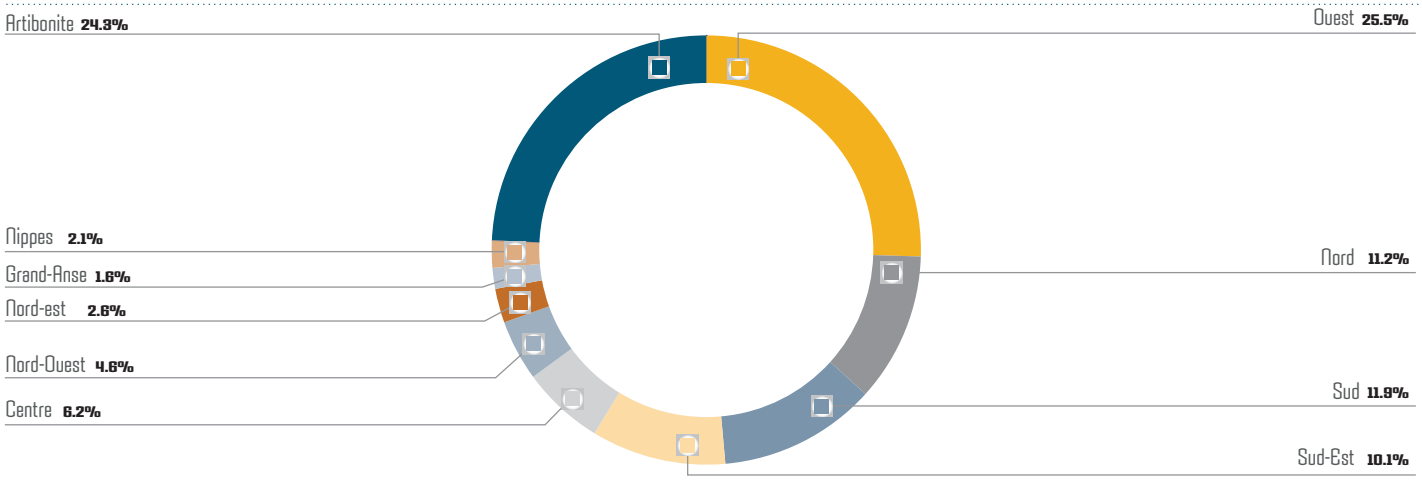
Source : BRH/Direction de l'inspection générale des caisses populaires (DIGCP)

Graphique 43. :::: Répartition de l'Actif, du crédit et des dépôts des membres des coopératives d'épargne et de crédit



En ce qui a trait à la collecte de l'épargne, le département de l'Ouest a occupé la première place avec 25,48 % des dépôts totaux. La seconde position est revenue à l'Artibonite qui a détenu 23,65 % de l'ensemble des dépôts captés par le secteur. Le département du Sud qui s'est positionné en troisième lieu avec 11,88 % alors que les Nippes et la Grand'Anse n'ont représenté que 2,06 % et 1,57 % des dépôts captés.

Graphique 44. :::: Ratio des dépôts par département



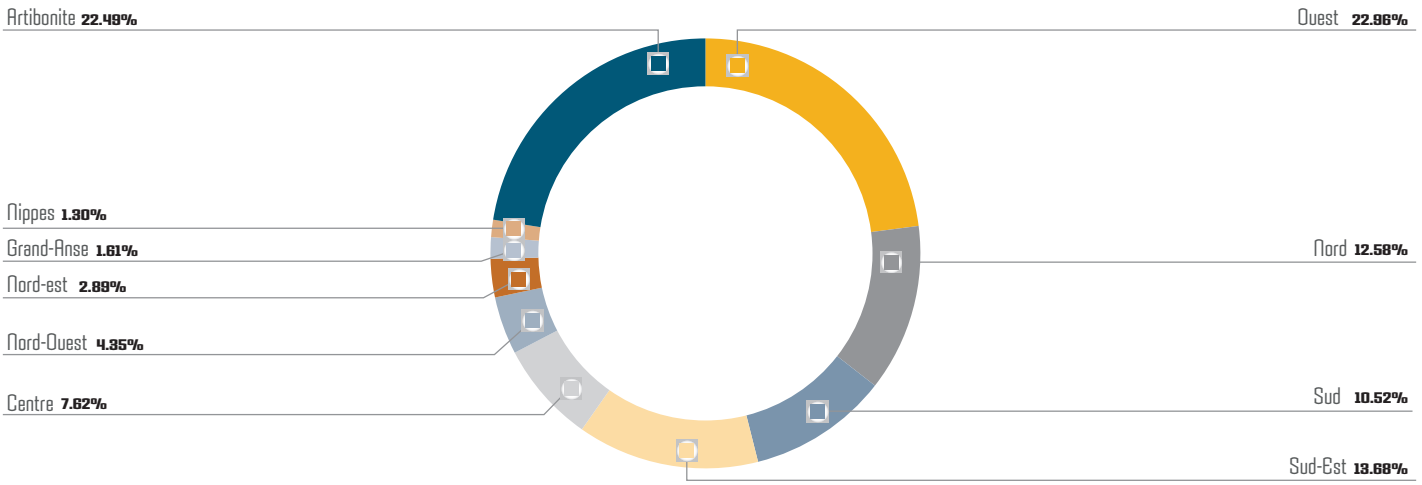
Pour l'exercice 2016-2017, le département de l'Ouest a été celui dont le total des prêts octroyés a été le plus élevé avec un ratio de 22,82 % du portefeuille de crédit du secteur. Viennent ensuite les départements de l'Artibonite (2ème place) et du Sud-Est (3ème position) avec respectivement 22,49 % et 13,68 % des crédits décaissés par le secteur. Cependant, les trois départements au sein desquels le niveau des activités d'intermédiation a été moins intense comparativement au reste du secteur, ont été le Nord-Est, la Grand'Anse et les Nippes avec respectivement une part de 2,89 %, 1,61 % et 1,30 % du crédit total accordé par le secteur.

Tableau 41. :::: Poids des différents départements du pays dans le secteur des CEC

	Actif Total		Dépôt		Prêts Bruts	
	% par rapport au secteur	Rang	% par rapport au secteur	rang	% par rapport au secteur	Rang
Artibonite	23.65	1	24.27	2	22.49	2
Ouest	22.71	2	25.48	1	22.96	1
Sud-Est	11.88	3	11.88	3	10.52	5
Nord	11.51	4	11.22	4	12.58	4
Sud	11.33	5	10.14	5	13.68	3
Centre	7.60	6	6.22	6	7.62	6
Nord-Ouest	4.61	7	4.59	7	4.35	7
Nord	2.75	8	2.57	8	2.89	8
Grand-Anse	2.29	9	1.57	10	1.61	9
Nippes	1.67	10	2.06	9	1.30	10

Source : BRH/Direction de l'inspection générale des caisses populaires (DIGCP)

Graphique 45. :::: Ratio du crédit total par département



Sur l'exercice 2016- 2017, le ratio de liquidité du secteur est passé à 43,06 % contre 47,86 % en 2016. Toutefois cette diminution de liquidité a été observée dans un contexte d'accélération des crédits octroyés dans le secteur, passant de 18,9 % en 2016 à 23,05 % en 2017. Par ailleurs, le département de la Grand'Anse a détenu le plus de liquidité, soit un ratio de 113,49 % par rapport à l'épargne collectée. Il est suivi par les départements du Nord-Ouest et du Sud dont les ratio sont été respectivement de 58,10 % et 56,42 %. Les trois départements avec le ratio de liquidité le plus bas ont été le Sud-Est (36,71 %), l'Artibonite (35,50 %) et le Centre (34,83 %).

Au cours de l'exercice 2016-2017, le niveau de capitalisation du secteur a baissé de 0,63 point de pourcentage, passant de 24,53 % en 2016 à 23,90 % en 2017. Il faut rappeler que la norme relative à la loi sur les Coopératives d'Epargne et de Crédit exige un ratio de capitalisation minimum de 12,5 %. Les CEC de la Grand'Anse ont été les mieux capitalisées avec un taux de capitalisation de 46,97 %. En deuxième position, s'est trouvé le Sud-Est (34,85 %) suivi du Nord-Ouest (28,68 %) puis le Sud (25,61 %). Les départements du Nord-Est, de l'Ouest et des Nippes ont été les moins capitalisés avec leur ratio respectif de 20,68 %; 15,88 % et 9,41 %.

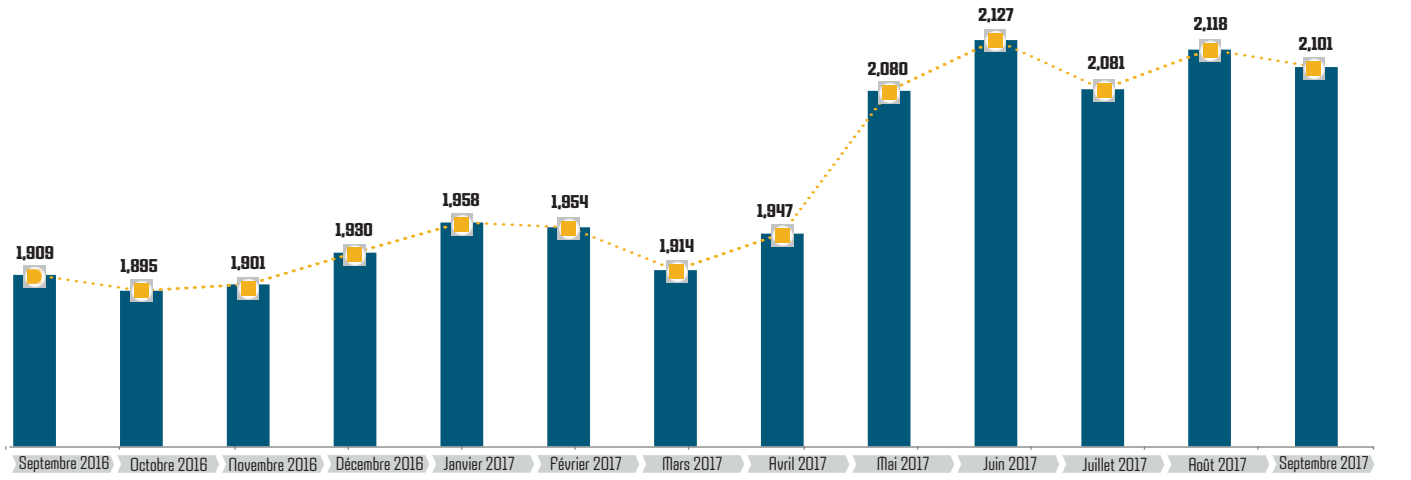
Au 30 septembre 2017, le département de la Grand'Anse a enregistré le taux de rentabilité le plus élevé, soit 12,94 %. En deuxième position, arrive le département du Nord avec 6,45 % de rentabilité suivi du Nord-Ouest dont la rentabilité a été de 6,39 %. Quatre départements ont été en dessous du ratio de rentabilité du secteur, lequel est de 5 %. Ces derniers ont été l'Ouest, le Nord-Est, le Sud et les Nippes avec des ratios respectifs de 4,42 %; 4,15 %; 3,74 % et 3,43 %.

C- BRH EN 2017

IX. GESTION DES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA BRH

Les avoirs extérieurs de la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont enregistré une hausse de 10,06 % par rapport à leur niveau de l'année antérieure, pour se situer à 2 101 millions de dollars ÉU environ au 30 septembre 2017. Cette augmentation de 192 millions de dollars ÉU a contribué à renforcer la capacité de la BRH à combler les déséquilibres de court et moyen terme de la balance des paiements, puis à intervenir sur le marché des changes afin de contenir la dépréciation de la gourde vis-à-vis du dollar américain. Au cours de l'exercice 2017, la Banque centrale est intervenue sur le marché des changes en vendant 150,14 millions de dollars ÉU pour renforcer l'offre de devises.

Graphique 46. :::: Évolution des réserves brutes de change (en millions de dollars ÉU)



Les réserves brutes de change de la BRH se sont accrues grâce aux acquisitions de devises qu'elle a effectuées sur le marché des changes, lesquelles ont totalisé 161,63 millions de dollars ÉU, puis aux décaissements de la communauté internationale qui ont atteint un niveau de 199,89 millions de dollars ÉU et finalement, à la faveur des revenus d'intérêt sur les placements à court et moyen terme qui se sont élevés à environ 76 millions de dollars ÉU.

IX.1- COMPOSITION DES AVOIRS EXTÉRIEURS

Au 30 septembre 2017, les réserves internationales de la BRH ont été constituées pour 82,22 % environ par des titres de court et moyen terme ; 7,76 % par des placements sur le marché du loyer de l'argent au jour le jour[4]; 1,97 % par des fonds en attente de placement à l'étranger[5] ; 8,95 % d'or et de DTS.

L'allocation du portefeuille de titres de la BRH au 30 septembre 2017 s'est présentée comme suit :

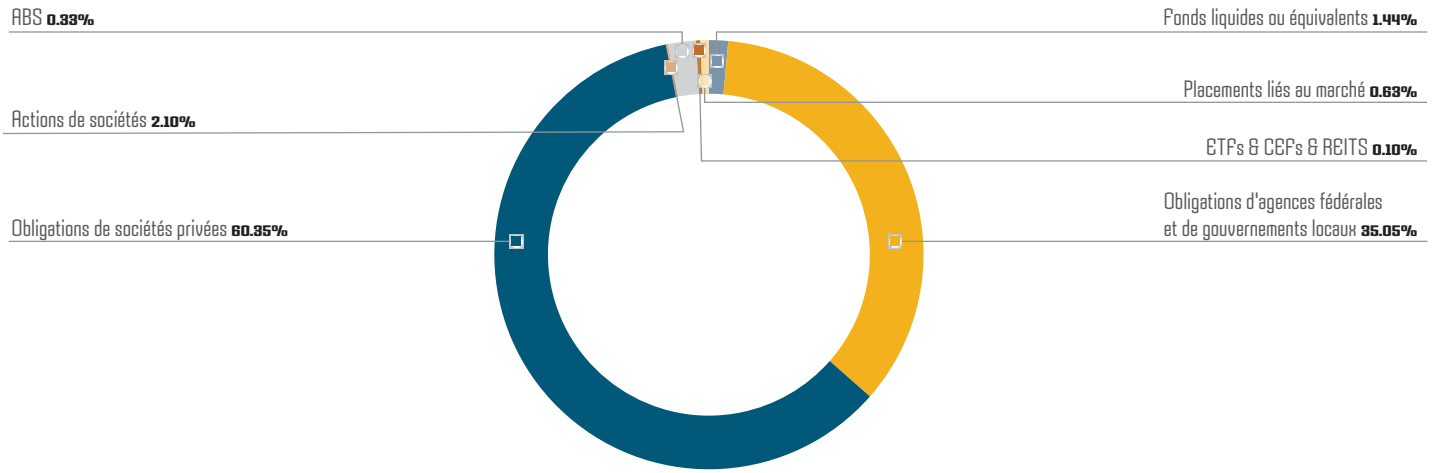
- 35,05 % d'obligations d'agences fédérales et de gouvernements des États-Unis contre 28,43 % l'an dernier ;
- 60,35 % d'obligations privées contre 65,14 % durant l'exercice 2015-2016 ;
- 1,44 % en fonds liquides ou équivalents, contre 4,59 % l'année dernière ;
- 0,10 % en ETFs, REITs & CEFs[6], contre 0,14 % l'an dernier ;
- 2,10 % en actions de sociétés, contre 1,52 % ;
- 0,33 % de titres adossés à des actifs (ABS)
- 0,63 % de placements liés au marché

[4]Repos market, ou repurchase agreement. Vente avec accord de rachat à terme

[5]Etant donné le délai lié au transport de billets à l'étranger

[6]Exchange-Traded Funds and Closed-end funds : fonds cotés en bourse et fonds de placement dont le nombre de titres émis ne varient pas au fil du temps.

Graphique 47. :::: Composition des avoirs extérieurs de la BRH



Cette allocation du portefeuille de la BRH entre des titres à faible niveau de risque et de notation AAA[7] à A-, selon la notation de la firme S&P, a reflèté essentiellement l'optique d'optimisation de la rentabilité sous les contraintes de faible niveau de risque et de disponibilité élevée imposées par le statut d'une Banque centrale. Elle a été conforme aux termes des contrats de gestion convenus entre la BRH et ses gérants de portefeuille. En effet, en 2017, ces derniers ont été autorisés à placer jusqu'à 75 % des fonds qui leur ont été confiés dans des titres émis par des sociétés privées, en raison de l'environnement de taux très bas maintenu dans le secteur gouvernemental.

IX.2- RENDEMENT DU PORTEFEUILLE

Le portefeuille de titres de la BRH a dégagé un rendement moyen de 3,43 % cette année alors qu'il avait généré 7,51 % au cours de l'exercice précédent. Ce taux de rendement a été supérieur à la performance du repère retenu par la BRH pour le portefeuille de titres, le Barclays Capital US Aggregate Bond Index, qui a affiché un rendement annuel de -0,48 % au 30 septembre 2017.

RENDEMENT DES FONDS PLACÉS SUR LE MARCHÉ DU LOYER AU JOUR LE JOUR (REPOS)

Les flux nets de trésorerie disponibles sur les comptes de transactions de la BRH sont investis à chaque fin de journée, puis les jours fériés, sur le marché monétaire. Ces fonds ont généré un rendement moyen de 0,47 % au cours de l'exercice 2017, tandis qu'ils avaient produit 0,18 % au cours de l'exercice antérieur.

X. LA MONNAIE FIDUCIAIRE ET LA MONNAIE SCRIPTURAL

X.1.- BILLETS ET MONNAIE DIVISIONNAIRE

X.1.1.- ÉMISSION, DESTRUCTION ET REMPLACEMENT DE LA MONNAIE

Comparativement à l'année précédente, les grosses coupures ont connu une hausse assez importante en 2017. En effet, les billets de 1000 gourdes, de 500 gourdes et de 250 gourdes ont augmenté de 1,5 millions d'unités, de 7,7 millions et de 1,6 millions d'unités respectivement. Pour cette même période, les billets de 10 gourdes ont connu une augmentation de près de 14 millions de billets, due principalement à l'indisponibilité de ceux de 25 gourdes. Ces dernières jumelées aux pièces de 5 gourdes ont servi comme menue monnaie.

Pour l'exercice 2016-2017, la BRH a émis un total de 100,54 millions de billets, toutes dénominations confondues, équivalent à 16,2 milliards de gourdes. Le volume de billets de banque détruits au cours de l'exercice a augmenté de 3 % comparativement à l'exercice précédent, passant de 75,5 millions de billets à 77,9 millions de billets, toutes dénominations confondues. La valeur de ces billets détruits a ainsi atteint 10,3 milliards de gourdes, soit 1,5 milliard de plus que l'exercice précédent.

L'ensemble des billets en circulation a crû de 13 % en volume, soit 28,9 millions de billets de plus par rapport à 2016. Il est important de noter que les billets de 10 gourdes ont représenté plus de la moitié de cette augmentation. La valeur de l'encours de billets est passée à 46 milliards de gourdes, d'où une augmentation d'environ 15 % par rapport à 2016.

[7]Les obligations de classe BBB-, par Standard & Poor, sont des titres présentant les caractéristiques d'un placement à long terme de qualité moyenne inférieure. Celles de classe AAA présentent le plus haut degré de protection du capital et génèrent un rendement équitable.

Tableau 42. :::: Destruction et émission de la monnaie

Coupure (en milliers d'unités	Destruction	%	Emission	%
Billets gourdes				
1	1	0%	0	—
2	0	0%	0	—
5	1	0%	0	—
10	18,180	23%	29,740	30%
20	2,920	4%	0	0%
25	7,878	10%	7,700	8%
50	18,305	23%	24,900	25%
100	17,332	22%	14,000	14%
250	5,700	7%	7,200	7%
500	3,680	5%	11,500	11%
1,000	3,929	5%	5,500	5%
Total billets	**77,926**	**100%**	**100,540**	**100%**
Billets gourdes				
0.05	—		—	—
0.10	—		—	—
0.20	—		—	—
0.50	—		2,880.00	13%
1	—		11,535.00	51%
5	—		8,170.00	36%
Total pièces			**22,585.00**	**100%**

BRH / DCR - Service Monnaie Fiduciaire

X.1.2- CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS STRICT

En 2017, les signes monétaires en circulation au sens strict ont connu une augmentation de 5 % par rapport à l'exercice précédent. En effet, les billets et pièces de monnaie en dehors de la BRH et des coffres forts des banques commerciales sont passés de 37,2 milliards de gourdes à 39,2 milliards de gourdes.

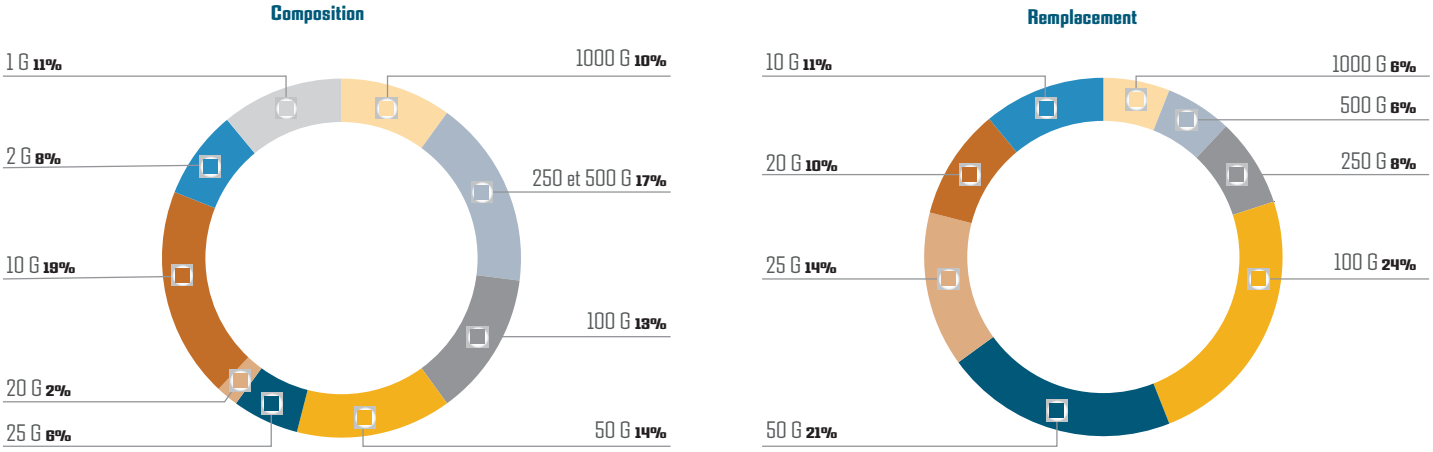
X.1.3- CIRCULATION FIDUCIAIRE AU SENS LARGE

La valeur totale des billets et pièces de monnaie en circulation en dehors de la BRH a augmenté de 7 %, passant de 41,3 à 44,2 milliards de gourdes au 30 septembre 2017.

X.1.4- COMPOSITION DE L'ENCOURS

Avec une part relative de 19 %, les coupures de 10 gourdes ont été les plus nombreuses en circulation en 2017. Les billets de 20 gourdes ont connu une nette diminution due aux difficultés d'approvisionnement. Comme chaque année, les billets de 50 et de 100 gourdes ont affiché le même rythme que ceux de 10 gourdes au niveau de l'encours, de l'émission et de la destruction des billets. Une certaine stabilité a été obsevée au niveau des plus fortes dénominations par rapport à l'année passée. En effet, la part des coupures de 1000 gourdes est restée à 10 %, alors que celles de 250 et 500 gourdes, prises ensemble, ont augmenté de 2 points de pourcentage pour s'établir à 15 %.

Graphique 48. :::: Composition de l'encours et remplacement de billets en 2017



X.1.5- BILLETS CONTREFAITS RETENUS AUX GUICHETS DE LA BRH

Le nombre de billets contrefaits en gourdes et en dollars saisis au cours de l'exercice fiscal 2017 s'est élevé à 1 262 et 252 unités, respectivement, contre 1 614 et 357 en 2016, dénotant un recul de l'activité des faux monnayeurs. Avec un total de 221 unités, les fausses coupures de 100 dollars ÉU ont représenté 87 % de l'ensemble des faux billets en dollars saisis. La même tendance a été observée pour les billets de 500 et 1000 gourdes contrefaits dont le nombre (996) a constitué 79 % du total des faux billets en gourdes saisis.

Tableau 43. :::: Faux billets gourdes retenus aux guichets de la BRH en 2017

Gourdes	10	20	25	50	100	250	500	1000	TOTAL
Octobre 2016	0	0	0	0	21	3	9	27	60
Novembre 2016	0	0	0	0	2	2	8	16	28
Décembre 2016	0	0	0	0	0	1	6	19	26
Janvier 2017	0	0	0	0	46	22	100	184	352
Février 2017	0	0	0	0	2	7	5	9	23
Mars 2017	0	0	1	0	24	28	63	93	209
Avril 2017	0	0	0	0	0	2	6	13	21
Mai 2017	0	0	0	0	1	1	15	51	68
Juin 2017	0	0	0	0	33	59	89	166	347
Juillet 2017	0	0	0	0	1	6	36	34	77
Août 2017	0	0	0	0	1	1	5	13	20
Septembre 2017	0	0	0	0	1	1	16	13	31
TOTAL	**0**	**0**	**1**	**0**	**132**	**133**	**358**	**638**	**1262**

Source : Direction de la Caisse - Service des Guichets

Tableau 44. :::: Faux billets dollars EU retenus aux guichets de la BRH en 2017

Dollar E.U	1	5	10	20	50	100	TOTAL
Octobre 2016	0	0	0	2	0	1	3
Novembre 2016	0	0	0	1	0	2	3
Décembre 2016	0	0	0	0	1	2	3
Janvier 2017	1	1	5	2	0	46	55
Février 2017	0	0	0	0	0	1	1
Mars 2017	0	1	0	2	4	59	66
Avril 2017	0	0	0	1	0	4	5
Mai 2017	0	0	0	0	0	4	4
Juin 2017	0	0	1	5	1	73	80
Juillet 2017	0	1	0	1	0	15	17
Août 2017	0	0	0	1	0	7	8
Septembre 2017	0	0	0	0	0	7	7
TOTAL	**1**	**3**	**6**	**15**	**6**	**221**	**252**

Source : BRH/Direction de la Caisse et du Réseau

II.2- CHÈQUES

II.2.1- OPÉRATIONS DE LA CHAMBRE DE COMPENSATION

Au cours de l'exercice fiscal 2016-2017, le nombre de chèques compensés en gourde s'est établi à 2 014,99 MG, soit 99,8 % en compensation électronique et 4 972, soit 0,2 % en compensation manuelle pour un montant consolidé de 295 733,05 MG (débit et crédit). Les frais prélevés sur ces chèques se sont élevés à 2 019,9 MG.

En dollars américains, le nombre de chèques compensés a été de 749 488, en électronique et 2 966 en manuel, représentant respectivement 99,6 % et 0,4 % du total. Ils ont été évalués à 3 028,64 millions de dollars ÉU (débit et crédit). Les frais prélevés sur ces chèques se sont élevés à 752 400 dollars.

Les chèques négociés dans les guichets du Cap-Haïtien ont atteint 8 395 pour un montant de 1 398,89 MG et 19 chèques pour un montant de 180 302,53 dollars.

Le nombre de chèques gourdes compensés a diminué considérablement ces dernières années, inversement, les résultats de la compensation en gourdes n'ont fait que grimper et ont frôlé les 300 milliards de gourdes cette année. En ce qui concerne les chèques en dollars, un sommet a été atteint en termes de nombre de chèques compensés (752 454) et au niveau du résultat de la compensation (3 028 640 574,23). Entre autres, la participation de la fédération Le Levier a été remarquée à la compensation des chèques sur l'année sous revue.

Tableau 45. :::: Nombre de chèques en gourdes présentés et reçus par le système bancaire

Exercice 2016 - 2017	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais Prélevés
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	Gourdes
BRH	182,155	1,207	183,36	703,969	366	704,335	704,335.0
BNC	476,485	355	476,840	213,611	951	214,562	214,562.0
SGHB	449,477	2,419	451,896	362,158	775	362,933	362,933.0
BPH	77,593	100	77,693	28,577	85	28,662	28,662.0
BUH	86,374	29	86,403	79,150	325	79,475	79,475.0
BNS	32,039	137	32,176	40,590	117	40,707	40,707.0
CBNA	26,809	11	26,820	13,698	107	13,805	13,805.0
CAPITAL	176,701	235	176,936	169,716	499	170,215	170,215.0
SGBL	23,711	192	23,903	38,275	273	38,548	38,548.0
UNBX	471,562	286	471,8	365,126	1,474	366,600	366,600.0
LEVIER	12,090	1	12,091	126	0	126	126.0
TOTAL	**2,014,996**	**4,972**	**2,019,968**	**2,014,996**	**4,972**	**2,019,968**	**2,019,968.0**

Source: Service de la Compensation
Septembre 2017

Tableau 46. :::: Nombre de chèques en dollars présentés et reçus par le système bancaire

Exercice 2016 - 2017	Chèques présentés			Chèques reçus			Frais Prèlevés
	Electronique	Manuel	Total	Electronique	Manuel	Total	Dollars
BRH	2,609	23	2,632	5,397	36	5,433	5,433.0
BNC	44,168	183	4	67,989	147	68,136	68,136.0
SGHB	201,728	1,582	203,310	211,233	912	212,145	212,145.0
BPH	15,385	41	15,426	16,681	10	16,691	16,691.0
BUH	61,200	33	61,233	57,193	136	57,329	57,329.0
BNS	16,493	104	16,597	28,416	301	28,717	28,717.0
CBNA	17,643	27	17,670	10,692	41	10,733	10,733.0
CAPITAL	102,080	471	102,551	111,451	228	111,679	111,679.0
SGBL	16,332	124	16,456	25,398	169	25,567	25,567.0
UNBX	271,848	378	272,226	215,037	986	216,023	216,023.0
LEVIER	2		2	1		1	1.0
TOTAL	**749,488**	**2,966**	**752,454**	**749,488**	**2,966**	**752,454**	**752,454.0**

Source: Service de la Compensation

Tableau 47. :::: Résultat de la compensation consolidée par banque (Dollars)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	26,623,513.45	104,360,350.70		77,736,837.25
BNC	386,427,528.58	205,342,199.93	181,085,328.65	
SGHB	843,213,242.8	576,613,511.25	266,599,731.63	
BPH	75,438,521.95	74,219,573.05	1,218,948.90	
BUH	311,456,223.84	363,014,859.49		51,558,635.65
BNS	129,073,149.47	75,085,424.94	53,987,724.53	
CBNA	114,729,160.00	198,741,185.24		84,012,025.24
CAPITAL	384,667,040.54	331,109,959.31	53,557,081.23	
SGBL	42,514,797.93	68,536,500.09		26,021,702.16
UNBX	714,467,395.59	1,031,615,835.23		317,148,439.64
LEVIER	30,000.00	1,175.00	28,825.00	
TOTAL	**3,028,640,574.23**	**3,028,640,574.23**	**556,477,639.94**	**556,477,639.94**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 48. :::: Résultat de la compensation consolidée par mois (Dollars)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	216,075,466.91	216,075,466.91	34,436,068.80	34,436,068.80
Novembre 2016	225,003,305.33	225,003,305.33	37,863,800.19	37,863,800.19
Décembre 2016	275,593,864.22	275,593,864.22	51,789,863.04	51,789,863.04
Janvier 2017	253,027,791.31	253,027,791.31	45,276,128.86	45,276,128.86
Février 2017	197,304,054.40	197,304,054.40	36,620,607.48	36,620,607.48
Mars 2017	286,957,229.70	286,957,229.70	70,242,344.28	70,242,344.28
Avril 2017	251,932,065.20	251,932,065.20	60,632,878.04	60,632,878.04
Mai 2017	280,101,681.81	280,101,681.81	47,000,261.50	47,000,261.50
Juin 2017	271,873,716.93	271,873,716.93	57,206,553.65	57,206,553.65
Juillet 2017	246,333,833.08	246,333,833.08	38,154,723.38	38,154,723.38
Août 2017	267,366,433.98	267,366,433.98	62,247,600.74	62,247,600.74
Septembre 2017	257,071,131.36	257,071,131.36	68,095,292.06	68,095,292.06
TOTAL	**3,028,640,574.23**	**3,028,640,574.23**	**609,566,122.02**	**609,566,122.02**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 49. :::: Résultat de la compensation électronique par banque en gourdes en 2017

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	44,747,758,811.01	77,633,906,445.97		32,886,147,634.96
BNC	38,265,669,128.64	35,128,733,114.87	3,136,936,013.77	
SGHB	65,158,829,912.47	36,553,712,293.12	28,605,117,619.35	
BPH	8,775,682,199.02	5,706,225,144.79	3,069,457,054.23	
BUH	28,715,021,853.35	16,678,001,495.85	12,037,020,357.50	
BNS	4,751,720,646.81	4,480,985,982.70	270,734,664.11	
CBNA	9,668,550,533.90	16,220,279,603.98		6,551,729,070.08
CAPITAL	19,276,086,199.08	23,880,436,017.61		4,604,349,818.53
SGBL	1,700,408,879.62	3,181,351,871.52		1,480,941,891.90
UNIBK	69,187,616,106.24	70,741,410,521.25		1,553,794,415.01
LEVIER	139,263,957.19	181,566,835.67		42,302,878.48
TOTAL	**290,386,609,327.33**	**290,386,609,327.33**	**47,119,265,708.96**	**47,119,265,708.96**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 50. :::: Résultat de la compensation électronique par mois en gourdes en 2017

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	21,459,373,748.54	21,459,373,748.54	3,346,152,288.98	3,346,152,288.98
Novembre 2016	22,799,950,326.15	22,799,950,326.15	3,393,775,279.28	3,393,775,279.28
Décembre 2016	27,879,651,694.60	27,879,651,694.60	4,283,648,850.57	4,283,648,850.5
Janvier 2017	26,614,856,810.87	26,614,856,810.87	4,010,838,433.58	4,010,838,433.58
Février 2017	22,228,193,827.67	22,228,193,827.67	3,782,964,231.82	3,782,964,231.82
Mars 2017	27,218,409,460.40	27,218,409,460.40	4,906,353,948.85	4,906,353,948.85
Avril 2017	20,791,524,803.63	20,791,524,803.63	5,260,322,946.88	5,260,322,946.88
Mai 2017	23,322,290,083.29	23,322,290,083.29	5,103,327,792.85	5,103,327,792.85
Juin 2017	23,974,131,812.38	23,974,131,812.38	4,966,994,199.09	4,966,994,199.09
Juillet 2017	24,654,472,978.52	24,654,472,978.52	4,775,433,012.50	5,433,012.50
Août 2017	26,426,397,301.82	26,426,397,301.82	6,259,045,067.50	6,259,045,067.50
Septembre 2017	23,017,356,478.46	23,017,356,478.46	5,262,450,976.37	5,262,450,976.37
TOTAL	**290,386,609,327.33**	**290,386,609,327.33**	**55,351,307,028.27**	**55,351,307,028.27**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 51. :::: Résultat de la compensation électronique par banque en dollars EU en 2017

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	26,462,089.52	104,169,768.20		77,707,678.68
BNC	385,851,085.10	204,793,142.85	180,857,942.25	
SGHB	839,305,688.15	570,394,852.40	268,910,835.75	
BPH	75,302,571.70	73,975,890.34	1,326,681.36	
BUH	310,570,830.02	362,923,199.95		52,352,369.93
BNS	128,462,992.70	74,735,497.18	53,727,495.52	
CBNA	114,536,551.15	198,565,785.27		84,029,234.12
CAPITAL	383,853,214.31	329,450,087.37	54,403,126.94	
SGBL	41,091,533.21	67,814,338.28		26,722,805.07
UNIBK	711,121,278.44	1,029,564,097.46		318,442,819.02
LEVIER	30,000.00	1,175.00	28,825.00	
TOTAL	**3,016,387,834.30**	**3,016,387,834.30**	**559,254,906.82**	**559,254,906.82**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 52. :::: Résultat de la compensation électronique par mois en dollars EU en 2017

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	215,329,868.16	215,329,868.16	33,844,285.43	33,844,285.43
Novembre 2016	223,717,554.45	223,717,554.45	37,400,023.95	37,400,023.95
Décembre 2016	274,222,283.27	274,222,283.27	51,203,653.72	51,203,653.72
Janvier 2017	251,744,994.75	251,744,994.75	45,002,273.46	45,002,273.46
Février 2017	196,734,262.42	196,734,262.42	36,286,092.77	36,286,092.77
Mars 2017	286,079,576.69	286,079,576.69	69,613,621.38	69,613,621.38
Avril 2017	251,338,118.14	251,338,118.14	60,346,738.75	60,346,738.75
Mai 2017	279,338,306.65	279,338,306.65	46,561,990.52	46,561,990.52
Juin 2017	270,356,656.97	270,356,656.97	55,995,652.70	55,995,652.70
Juillet 2017	245,340,768.13	245,340,768.13	37,827,559.97	37,827,559.97
Août 2017	266,410,959.61	266,410,959.61	61,644,888.38	61,644,888.38
Septembre 2017	255,774,385.06	255,774,385.06	67,727,877.46	67,727,877.46
TOTAL	**3,016,387,834.30**	**3,016,387,834.30**	**603,454,758.49**	**603,454,758.49**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 53. :::: Résultat de la compensation manuelle par banque (GOURDES)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	1,250,012,694.65	1,517,782,069.41		267,769,374.76
BNC	740,308,254.46	78,939,134.43	661,369,120.03	
SGHB	746,882,774.63	2,841,659,404.94		2,094,776,630.31
BPH	5,608,495.82	38,072,028.86		32,463,533.04
BUH	422,266,133.67	268,190,215.23	154,075,918.44	
BNS	241,365,598.48	30,611,675.52	210,753,922.96	
CBNA	1,075,577,382.86	4,880,964.81	1,070,696,418.05	
CAPITAL	73,747,089.76	11,685,419.81	62,061,669.95	
SGBL	141,747,098.58	33,211,918.33	108,535,180.25	
UNBH	648,923,077.48	521,396,831.05	127,526,246.43	
LEVIER	0.00	8,938.00		8,938.00
TOTAL	**5,346,438,600.39**	**5,346,438,600.39**	**2,395,018,476.11**	**2,395,018,476.11**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 54. :::: Résultat de la compensation manuelle par mois (GOURDES)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	615,809,313.44	615,809,313.44	603,829,893.02	603,829,893.02
Novembre 2016	228,229,066.30	228,229,066.30	193,342,545.5 3	193,342,545.53
Décembre 2016	298,875,985.87	298,875,985.87	231,319,351.34	231,319,351.34
Janvier 2017	332,830,095.25	332,830,095.25	298,235,620.03	298,235,620.03
Février 2017	600,077,089.54	600,077,089.54	177,303,479.43	177,303,479.43
Mars 2017	670,586,875.25	670,586,875.25	628,358,504.43	628,358,504.43
Avril 2017	317,558,346.97	317,558,346.97	273,316,135.84	273,316,135.84
Mai 2017	707,121,556.82	707,121,556.82	643,099,059.66	643,099,059.66
Juin 2017	154,867,255.07	154,867,255.07	137,780,905.65	137,780,905.65
Juillet 2017	298,091,649.13	298,091,649.13	259,259,197.91	259,259,197.91
Août 2017	543,220,037.11	543,220,037.11	321,391,952.06	321,391,952.06
Septembre 2017	579,161,329.64	579,161,329.64	213,560,136.63	213,560,136.63
TOTAL	**5,346,438,600.39**	**5,346,438,600.39**	**3,980,796,781.53**	**3,980,796,781.53**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 55. :::: Résultat de la compensation manuelle par banque (DOLLARS)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	161,423.93	190,582.50		29,158.57
BNC	776,443.48	549,057.08	227,386.40	
SGHB	3,907,554.73	6,218,658.85		2,311,104.12
BPH	135,950.25	243,682.71		107,732.46
BUH	885,393.82	91,659.54	793,734.28	
BNS	610,156.77	349,927.76	260,229.01	
CBNA	192,608.85	175,399.97	17,208.88	
CAPITAL	813,826.23	1,659,871.94		846,045.71
SGBL	1,423,264.72	722,161.	701,102.91	
UNBH	3,346,117.15	2,051,737.77	1,294,379.38	
LEVIER				
TOTAL	**12,252,739.93**	**12,252,739.93**	**3,294,040.86**	**3,294,040.86**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 56. :::: Résultat de la compensation manuelle par mois (DOLLARS)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	745,498.75	745,498.75	591,783.37	591,783.37
Novembre 2016	1,285,750.88	1,285,750.88	463,776.24	463,776.24
Décembre 2016	1,371,580.95	1,371,580.95	586,209.32	586,209.32
Janvier 2017	1,282,796.56	1,282,796.56	273,855.40	273,855.40
Février 2017	569,791.98	569,791.98	334,514.71	334,514.71
Mars 2017	877,653.01	877,653.01	628,722.90	628,722.90
Avril 2017	593,947.06	593,947.06	286,139.29	286,139.29
Mai 2017	763,375.16	763,375.16	438,270.98	438,270.98
Juin 2017	1,517,059.96	1,517,059.96	1,210,900.95	1,210,900.95
Juillet 2017	993,064.95	993,064.95	327,163.41	327,163.41
Août 2017	955,474.37	955,474.37	602,712.36	602,712.36
Septembre 2017	1,296,746.30	1,296,746.30	367,314.60	367,314.60
TOTAL	**12,252,739.93**	**12,252,739.93**	**6,111,363.53**	**6,111,363.53**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 57. :::: Résultat de la compensation consolidée par banque (GOURDES)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
BRH	45,997,771,505.66	79,151,688,515.38		33,153,917,009
BNC	39,005,977,383.10	35,207,672,249.30	3,798,305,133.80	
SGHB	65,905,712,687.10	39,395,371,698.06	26,510,340,989.04	
BPH	8,781,290,694.84	5,744,297,173.65	3,036,993,521.19	
BUH	29,137,287,987.02	16,946,191,711.08	12,191,096,275.94	
BNS	4,993,086,245.29	4,511,597,658.22	481,488,587.07	
CBNA	10,744,127,916.76	16,225,160,568.79		5,481,032,652.03
CAPITAL	19,348,833,288.84	23,892,121,437.42		4,542,288,148.58
SGBL	1,842,157,078.20	3,214,563,789.85		1,372,406,711.65
UNBH	69,836,539,183.72	71,262,807,352.30		1,426,268,168.58
LEVIER	139,263,957.19	181,575,773.67		42,311,816.48
TOTAL	**295,733,047,927.72**	**295,733,047,927.72**	**46,018,224,507.04**	**46,018,224,507.04**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 58. :::: Résultat de la compensation consolidée par mois (GOURDES)

Exercice 2016 - 2017

	DEBIT	CREDIT	SOLDE DEBITEUR	SOLDE CREDITEUR
Octobre 2016	22,075,183,062.98	22,075,183,062.98	3,949,982,182.00	3,949,982,182.00
Novembre 2016	23,028,179,392.45	23,028,179,392.45	3,587,117,824.81	3,587,117,824.81
Décembre 2016	28,178,527,680.47	28,178,527,680.47	4,514,968,201.91	4,514,968,201.91
Janvier 2017	26,947,686,906.12	26,947,686,906.12	4,309,074,053.61	4,309,074,053.61
Février 2017	22,828,270,917.21	22,828,270,917.21	3,960,267,711.25	3,960,267,711.25
Mars 2017	27,889,006,335.65	27,889,006,335.65	5,534,712,453.28	5,534,712,453.28
Avril 2017	21,109,083,150.60	21,109,083,150.60	5,533,639,082.72	5,533,639,082.72
Mai 2017	24,029,411,640.11	24,029,411,640.11	5,746,426,852.51	5,746,426,852.51
Juin 2017	24,128,999,067.45	24,128,999,067.45	5,104,775,104.74	5,104,775,104.74
Juillet 2017	24,952,564,627.65	24,952,564,627.65	5,034,692,210.41	5,034,692,210.41
Août 2017	26,969,617,338.93	26,969,617,338.93	6,580,437,019.56	6,580,437,019.56
Septembre 2017	23,596,517,808.10	23,596,517,808.10	5,476,011,113.00	5,476,011,113.00
TOTAL	**295,733,047,927.72**	**295,733,047,927.72**	**59,332,103,809.80**	**59,332,103,809.80**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

X.2.2- ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS DU SERVICE DE LA COMPENSATION

X.2.3- DÉPÔTS ET TIRAGES DES BANQUES COMMERCIALES

Les dépôts en gourdes des banques commerciales à la BRH ont varié à la hausse, passant de 28 857,25 MG à 35 447,07 MG. Une évolution différente a été observée pour les dépôts en dollars américains, lesquels ont diminué de 20 % pour se fixer à 144,6 millions contre 182,3 antérieurement. Les tirages des intermédiaires financiers monétaires à la BRH sur leur compte en gourdes ont progressé en accusant un solde de 29 209,59 MG contre 22 496 MG l'an dernier. De même, ceux effectués sur leur compte en dollar ont augmenté de près de 42 millions.

Tableau 59. :::: Évolution des activités du service de la Compensation

OPÉRATION EN GOURDES		
Année	**Nbr cks compensés**	**RÉSULTAT DE LA COMPENSATION EN MG**
2012 / 2013	2,369,215	204,128.3
2013 / 2014	2,466,604	229,595.3
2014 / 2015	2,414,196	243,771.4
2015 / 2016	2,102,691	265,655.0
2016 / 2017	2,019,968	295,733.0
OPÉRATION EN DOLLARS		
Année	**Nbr cks compensés**	**RÉSULTAT DE LA COMPENSATION EN MG**
2012 / 2013	627,061	2,607.4
2013 / 2014	643,144	2,762.2
2014 / 2015	679,648	2,895.1
2015 / 2016	674,743	2,778.8
2016 / 2017	752,454	3,028.6

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

Tableau 60. :::: Dépôts en Gdes et en dollars EU des banques commerciales à la BRH en 2017

	Dépôts en Gdes	Dépôts en $ EU
SOGEBANK	14,666,575,000.00	7,830,000.00
UNIBANK	8,906,664,100.00	27,900,000.00
BUH	4,678,875,000.00	94,257,000.00
CAPITAL	820,196,000.00	855,000.00
SOGEBEL	0.00	0.00
BHD	0.00	0.00
BIDC	0.00	0.00
BPH	2,005,236,964.00	6,210,000.00
CITIBANK	3,405,655,000.00	7,290,000.00
SCOTIA	113,586,600.00	327,000.00
BNC	850,290,000.00	0.00
TOTAL	**35,447,078,664.00**	**144,669,000.00**

Source : BRH/DCR-Service du Retrait

Tableau 61. :::: Tirages des banques commerciales en 2017

en million de Gdes		en millier de $EU	
	Exercice 2016 - 2017		Exercice 2016 - 2017
UNI	13,176.20	**Uni**	350.00
SOGE	1,857.70	**Soge**	86,400.00
BNC	10,147.00	**BNC**	0.00
SCOTIA	435.04	**SCOTIA**	3,250.00
BUH	82.60	**BUH**	0.00
CAPB	3,160.05	**CAPB**	77,550.00
CITI	56.24	**CITY**	0.00
BPH	294.76	**BPH**	0.00
TOTAL	**29,209.59**	**Total**	**167,550.00**

Source: BRH/DCR - Service des Guichets

II.3 - SERVICES À L'ÉTAT

CAISSIER DE L'ÉTAT

Les recettes globales encaissées aux guichets de la BRH ont augmenté de 10,6 % passant de 66 173,58 millions de gourdes à 73 202,25 millions. Ce résultat est dû au cumul de 36 397,52 millions de recettes douanières et de 36 804,68 millions de recettes internes.

Tableau 62. :::: Recettes du Trésor Public enregistrées dans les guichets de la BRH en 2017

INSTITUTION	Nbre de Bordereaux	Montant en Gdes
Centre d'Impot de Pétion-Ville	133,489	1,196,819,341.33
Direction Générale des Impots(DGI)	348,079	4,014,369,166.02
Direction des Grands Contribuables(DGC)	52,636	25,098,302,680.65
Direction des Moyennes Entreprises (DME)	13,188	939,037,760.51
Douane du Port	48,915	34,500,747,501.88
Douane de l'Aéroport	34,559	885,362,991.21
Douane de Malpasse	273	1,011,423,811.22
Guichets Internes	1,482	3,413,414,246.91
Direction de l'Immigration et de L'immigration (DIE)	33,112	8,277,750.00
Directions Des ONG et des Entreprises Exonorées (DOEE)	30,395	2,134,500,678.09
Total Recettes	**696,128**	**73,202,255,927.82**

Source: BRH/DCR - Service des Guichets

Pour le compte du Trésor public, le service des guichets de la BRH a visé et traité en 2017: 696 128 bordereaux, avis de cotisations et reçus de caisse. Le nombre et la valeur des chèques du Trésor public honorés aux guichets de la BRH ont connu une augmentation, passant de 237 430 unités en 2016 à 341 478 en 2017 pour un montant respectif de 13 843,16 MG et de 18 669,49 MG.

Tableau 63. :::: Chèques du Trésor Public encaissés aux guichets de la BRH en 2017

Mois	MONTANT EN GOURDES	NOMBRE DE CHÈQUES
Octobre 2016	1,411,398,693.36	22,063
Novembre 2016	595,810,083.97	10,584
Décembre 2016	1,192,609,393.45	32,722
Janvier 2017	3,055,209,428.26	23,857
Février 2017	606,885,863.55	20,844
Mars 2017	1,363,826,246.63	38,080
Avril 2017	791,431,761.12	24,326
Mai 2017	2,578,748,865.63	31,937
Juin 2017	1,559,484,451.48	32,958
Juillet 2017	1,948,775,442.33	32,532
Août 2017	1,723,347,482.77	34,912
Septembre 2017	1,841,967,092.24	36,863
TOTAL	**18,669,494,804.79**	**341,478**

Source BRH: Direction de la Caisse et du Réseau
Service des Guichets

IMPRESSIONS DE CHÈQUES

Au cours de l'exercice 2016-2017, le service des Comptes courants a imprimé 353 368 chèques contre 339 184 chèques en 2016.

Tableau 64. :::: Chèques imprimés pour l'exercice 2016-2017

			80 COLONNES			
Mois	**PERSONEL**	**COMMERCIAL**	**GDES**	**USD**	**CHQ**	**TOTAL / MOIS**
Octobre 2016	5,820	10,250	10,000	490	-	26,560
Novembre 2016	4,928	8,402	19,034	402	2	32,768
Décembre 2016	8,310	23,856	16,500	2,750	-	49,416
Janvier 2017	5,592	16,744	750	1,050	-	24,136
Février 2017	4,860	27,988	10,000	400	-	43,248
Mars 2017	4,860	14,240	1,500	700	-	21,300
Avril 2017	5,340	16,106	6,300	400	-	28,146
Mai 2017	4,800	6,552	17,500	550	5,004	34,406
Juin 2017	5,160	7,036	-	400	-	12,596
Juillet 2017	5,940	4,410	5,850	426	-	16,626
Août 2017	5,516	24,060	6,112	850	-	36,538
Septembre 2017	6,900	20,728		-	-	27,628
TOTAL	**66,026**	**180,372**	**93,546**	**8,418**	**5,006**	**353,368**

Source : Service des Comptes courants

Tableau 65. :::: Chèques imprimés au cours des trois (3) derniers exercices

Exercices	Quantité de Chèques en Gourdes et en USD
2014 -2015	365,774
2015 - 2016	339,184
2016 - 2017	353,368

Tableau 66. :::: Chèques négociés dans les guichets du Cap-Haïtien

	NOMBRE DE CHÈQUES		MONTANT	
	GOURDES	DOLLARS	GOURDES	DOLLARS
Octobre 2016	624	1	123,577,466.30	26,710.53
Novembre 2016	499	0	83,851,946.43	0.00
Décembre 2016	741	0	65,308,224.59	0.00
Janvier 2017	757	0	180,238,549.35	0.00
Février 2017	637	0	86,297,208.10	0.00
Mars 2017	852	2	170,292,298.25	51,100.00
Avril 2017	637	0	119,258,936.86	0.00
Mai 2017	768	1	111,077,903.31	15,660.00
Juin 2017	714	0	98,557,702.50	0.00
Juillet 2017	714	5	78,081,795.27	42,792.00
Août 2017	860	5	179,965,254.39	34,140.00
Septembre 2017	592	5	102,385,808.73	9,900.00
TOTAL	**8,395**	**19**	**1,398,894,094.08**	**180,302.53**

Source : Service de la Compensation - BRH
Septembre 2017

CERTIFICATION DES CHÈQUES

Depuis l'implémentation de la compensation électronique des chèques, le système bancaire haïtien ne certifie plus de chèques. Cependant, un décret-loi sur la fonction publique datant de 2001 a exigé que les paiements des différentes taxes à l'État haïtien se fassent par chèques certifiés. Ainsi, la BRH, en tant que caissier de l'État, a continué à certifier les chèques émis à l'ordre de la Direction Générale des Impôts et du Trésor public.

Au cours de l'exercice 2016-2017, le Service des Comptes courants a certifié 6 815 chèques destinés au Trésor Public dont 6 562 chèques en gourdes et 253 en dollars ÉU pour des montants respectifs 1 225,86 MG et 1 727,31 millions de dollars.

Tableau 67. :::: Résultat de la compensation consolidée par banque (Dollars)

	Gourdes		Dollars EU	
MOIS	**Quantité**	**MONTANT**	**Quantité**	**MONTANT**
Octobre 2016	431	92, 577,627.31	12	29,783.15
Novembre 2016	359	74, 354,628.89	21	77,583.93
Décembre 2016	503	122, 732,135.50	32	229,585.05
Janvier 2017	513	90,096,381.98	9	55,028.71
Février 2017	503	74, 323,538.10	16	161,949.66
Mars 2017	594	124, 590,166.82	21	29,105.87
Avril 2017	625	100, 731,660.92	20	141,466.04
Mai 2017	640	111, 685,440.41	18	242,199.15
Juin 2017	494	129, 136,891.21	35	192895.02
Juillet 2017	543	138,442,276.65	15	39,913.02
Août 2017	713	68, 276,498.22	23	419,307.84
Septembre 2017	644	98,911,188.04	31	108,508.30
TOTAL	**6,562**	**1,225,858,434.05**	**253**	**1,727,305.74**

Source : Service des Comptes Courants

Tableau 68. :::: Revenus générés sur les chèques certifiés

REVENUS GENERES SUR CHS CERTIFIÉS

DEVISES	COUT CH CERTIFIÉS	NOMBRE CH CERTIFIÉS	TOTAL
GDES	Gdes : 300	6,562	Gdes : 1, 986,600
USD	USD : 10	253	USD : 2530

Source : Service des Comptes Courants

II.3.1 - CHÈQUES ÉMIS SUR COMPTES COURANTS TRAITÉS EN COMPENSATION

Mise en place en mai 2014, la compensation électronique des chèques a constitué une étape importante dans l'amélioration du système de paiement en Haïti. Grâce à ce système, la compensation des chèques se fait en deux jours ouvrables au lieu de 5 jours auparavant et ceci tout en respectant les exigences en termes de respect des normes de standardisation. Ainsi, au cours de l'exercice 2016-2017, la BRH a traité 172 524 chèques tirés sur comptes courants électroniquement contre 91 chèques en compensation manuelle.

Tableau 69. :::: Chèques reçus aux Guichets de la BRH en 2017

PERIODE	COMPENSATION ELECTRONIQUE			
	Gourdes		Dollars	
	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
Octobre 2016	13,853	1, 275, 724,679.70	247	1, 007,280.43
Novembre 2016	15,503	1, 837, 741,774.90	501	2, 252,628.87
Décembre 2016	16,041	1, 912, 976,485.04	508	2, 718,979.99
Janvier 2017	13,009	1, 685, 715, 832,09	393	1, 239,024.96
Février 2017	8,157	1, 388, 443,381.82	323	1, 579,375.05
Mars 2017	13,058	1, 532, 409,723.18	462	1, 884,297.59
Avril 2017	15,263	797, 336, 167,08	311	1, 422,148.40
Mai 2017	10,668	1, 373, 130,373.15	451	2, 131,853.31
Juin 2017	14,539	1, 249, 463,592.52	418	2, 260,556.68
Juillet 2017	14,430	1, 374, 131,580.31	503	2, 045,881.25
Août 2017	13,240	1, 504, 044,137.55	531	2, 312,863.61
Septembre 2017	19,598	1, 737, 323,939.55	517	3, 103,243.51
TOTAL	**187,359**	**17, 668, 441,666.89**	**5,165**	**23, 958,134.65**

Source : Service des Comptes Courants

Tableau 70. :::: Nombre et montant des chèques reçus aux Guichets de la BRH en 2017

	COMPENSATION MANUELLE			
	Gourdes		Dollars	
Mois	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
Octobre 2016	11	41, 267,443.52	2	1,200
Novembre 2016	3	129,149.31	0	0
Décembre 2016	8	4, 520,791.36	0	0
Janvier 2017	9	927,016.94	0	0
Février 2017	4	130, 289,525.36	0	0
Mars 2017	7	24, 591,712.45	0	0
Avril 2017	4	143,782.59	0	0
Mai 2017	1	194, 996,648.90	0	0
Juin 2017	6	4, 444,292.30	0	0
Juillet 2017	5	113,775.12	0	0
Août 2017	1	1,500.00	1	1,000
Septembre 2017	23	2,864,600.67	6	5,300
TOTAL	**82**	**404,290,238.52**	**9**	**7,500**

Source : Service des Comptes Courants

CHÈQUES RETOURNÉS

Pour l'exercice 2016-2017, 3 672 chèques dont 3 524 en gourdes et 148 en dollars ont été retournés pour des motifs divers.

Tableau 71. :::: Chèques retournés pour l'exercice 2017

	COMPENSATION MANUELLE				COMPENSATION ELECTRONIQUE			
	Gourdes		Dollars		Gourdes		Dollars	
Mois	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT	NBRE	MONTANT
Octobre 2016	20	1, 369,495.49	0	0	108	21, 823,167.97	5	782,749.56
Novembre 2016	16	1, 335,366.48			248	89, 608,118.46	15	151,986.50
Décembre 2016	21	526,921.17			363	266, 562,664.19	10	19,571.68
Janvier 2017	17	486,363.76			144	50, 416,953.78	5	82,158.40
Février 2017	12	356,158.51			311	215, 553,990.68	14	75,715.93
Mars 2017	22	314,226.66			289	100, 109,524.48	26	202,193.67
Avril 2017	10	248,958.17			242	47, 566,865.59	20	44,589.68
Mai 2017	11	278,846.49			189	76, 678,350.17	5	101,889.54
Juin 2017	21	2, 028,323.80			369	59, 540,379.45	5	103,324.76
Juillet 2017	25	858,367.57			431	115, 373,764.83	24	80,512.56
Août 2017	23	1, 768,095.57	1	30	264	65, 433,027.22	10	84,305.52
Septembre 2017	22	1, 591,830.72			346	46, 693,545.17	8	19,723.25
TOTAL	**220**	**11, 162,954.39**	**1**	**30**	**3,304**	**1,155, 160,351.99**	**147**	**1, 748,721.05**

Source : Service des Comptes Courants

II.3.2- CHÈQUES PAYÉS AUX GUICHETS APRÈS VALIDATION AU SERVICE DES COMPTES COURANTS

VALIDATION DES CHÈQUES À PAYER AUX GUICHETS

Pour l'exercice 2016-2017, 181 764 chèques en gourdes pour un montant total de 10 074,07 MG et de 1 164 chèques en dollars pour un montant total de 3 695,83 millions de dollars ÉU, tirés sur comptes courants, ont été autorisés à être honorés par le Service des Guichets.

Tableau 72. :::: Chèques tirés sur comptes courants payés aux guichets en 2016-2017

	PAYÉS AU GUICHETS			
	Gourdes		Dollars	
Mois	NBRE CKS	MONTANT	NBRE CKS	MONTANT
Octobre 2016	10,008	523, 223,577.33	65	429,756.14
Novembre 2016	13,110	651, 076,315.80	60	276,707.77
Décembre 2016	19,742	1, 083, 048,322.23	84	152,746.10
Janvier 2017	13,678	723, 643,827.32	81	319,922.77
Février 2017	14,612	711, 378,197.40	104	294,782.28
Mars 2017	18,113	811, 248,023.02	137	429,869.78
Avril 2017	15,763	667, 614,023.51	52	91,835.94
Mai 2017	15,619	920, 782,711.52	83	130,219.03
Juin 2017	16,360	728, 809,777.62	131	417,608.11
Juillet 2017	15,105	1, 029, 211,778.94	122	543,156.81
Août 2017	13,973	851, 558,438.87	133	354,234.54
Septembre 2017	15,681	1, 373, 466,431.83	112	254,995.31
TOTAL	**181,764**	**10, 074, 071,426.39**	**1,164**	**3, 695,834.58**

Source : Service des Comptes Courants

Ainsi, au cours de l'exercice 2016-2017, 9 951 dépôts en gourdes et 1,214 en dollars ÉU ont été traités pour des montants, respectivement en gourdes et en dollars, de 19 118,68 MG et 63 240,71 millions de dollars ÉU ont été reçus.

Tableau 73. :::: Quantité de dépôts reçus aux guichets en gourdes et en dollars américains

	DEPOTS REÇUS AUX GUICHETS			
	Gourdes		Dollars	
Mois	NBRE CHS	MONTANT	NBRE CHS	MONTANT
Octobre 2016	537	1, 042, 262,396.66	89	3, 779,508.11
Novembre 2016	837	1, 398, 764,381.56	90	2, 903,488.38
Décembre 2016	1,013	2, 502, 061,228.75	168	6, 011,559.14
Janvier 2017	829	1, 457, 346,584.09	93	3, 314,418.23
Février 2017	793	1, 342, 087,058.11	88	6, 992,245.09
Mars 2017	1,008	1, 827, 595,748.94	116	4, 877,582.31
Avril 2017	705	1, 208, 796,976.11	85	5, 224,947.59
Mai 2017	888	1, 470, 136,179.45	111	6, 996,200.73
Juin 2017	793	1, 738, 893,213.16	109	6, 970,645.73
Juillet 2017	848	1, 643, 934,693.68	99	3, 215,906.50
Août 2017	782	1, 876, 804,940.98	89	4, 401,671.69
Septembre 2017	918	1, 624, 518,850.99	77	8, 552,545.87
TOTAL	**9,951**	**19, 118, 679,222.48**	**1,214**	**63, 240,719.37**

Source : Service des Comptes Courants

IX.4- SYSTÈME DE PAIEMENT INTERBANCAIRE HAÏTIEN (SPIH)

Les virements SPIH constituent l'une des principales activités quotidiennes au niveau des Comptes courants. Le Service assure non seulement des transferts pour la BRH et ses employés mais aussi et dans une large mesure des virements pour les entreprises publiques et le Ministère des Finances. Ainsi, au cours de l'exercice 2016-2017, le Service des Comptes courants a réalisé 16 900 virements pour le compte de ses fournisseurs et de ses employés alors que le système bancaire a échangé au total 246 567 virements contre 280 153 en 2016[8]. Par ailleurs, le SPIH a généré 9 717,89 gourdes de revenus.

Tableau 74. :::: Nombre de transactions effectuées via SPIH en 2017

PERIODE	BRH	BNC	SOGE BK	BPH	BUH	BNS	CTBK	CPBK	SOG BL	UNIBK	Le Levier	Total
Octobre 2016	1245	1845	2857	122	1572	2296	5148	1201	177	3085	9	18,312
Novembre 2016	1175	1896	2936	168	1548	2872	6162	1269	179	3204	6	20,240
Décembre 2016	1867	2426	4367	156	1844	3489	9487	1841	261	4289	7	28,167
Janvier 2017	1384	1898	4336	199	1420	2437	6385	1097	196	3598	12	21,578
Février 2017	1366	1806	2898	146	1775	2159	5873	1219	196	3136	26	19,234
Mars 2017	1559	1912	3781	140	1953	2978	7975	1433	195	4043	8	24,418
Avril 2017	1090	1668	3035	107	1728	2520	5197	1152	178	3168	9	18,762
Mai 2017	1369	1814	3576	123	1943	30	6459	1421	226	4445	12	20,049
Juin 2017	1344	1854	3329	104	1916	17	8623	1340	197	4560	32	21,972
Juillet 2017	1502	1718	3282	109	1984	14	4943	1242	177	3857	20	17,348
Août 2017	1565	1837	3290	107	2015	9	7301	1276	175	4409	25	20,444
Septembre 2017	1434	1670	3141	82	1938	0	4325	1124	164	3767	21	16,232
TOTAL	**16900**	**22344**	**40828**	**1563**	**21636**	**18821**	**77878**	**15615**	**2,321**	**45,561**	**187**	**246,754**

Source : Service des Comptes Courants

[8]Notons que les virements effectués pour le Compte du Ministère des Finances (MEF) font partie d'un autre accord entre cette dernière et la BRH.

Tableau 75. :::: Revenus générés par le SPIH pour l'exercice 2017 (en gourdes)

PERIODE	BRH	LEVIER(1)	BNC	BPH	BUH	CAPBX	CITIBX	SCOTBX	SGBX	SGBL	UNBX
FRAIS ANNUEL	**-**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**	**50,000**
Octobre 2016	684180	315	64575	4270	55020	42035	180180	80360	99995	6195	107975
Novembre 2016	749315	210	66360	5880	54180	44415	215670	100520	102760	6265	112140
Décembre 2016	1040945	245	84910	5460	64540	64435	332045	112115	152845	9135	150115
Janvier 2017	803250	420	66430	6965	49700	38395	223475	85295	151760	6860	125930
Février 2017	720090	910	63210	5110	62125	42665	205555	75565	101430	6860	109760
Mars 2017	908915	280	66920	4900	68355	50155	279125	104230	132935	6825	141505
Avril 2017	694505	315	58380	3745	60480	40320	181895	88200	106225	6230	110880
Mai 2017	749210	420	63490	4305	68005	49735	226065	1050	125160	7910	155575
Juin 2017	814940	1120	64890	3640	67060	46900	301805	595	116515	6895	159600
Juillet 2017	658980	700	60130	3815	69440	43470	173005	490	114870	6195	134995
Roût 2017	769440	875	64295	3745	70525	44660	255535	315	115150	6125	154315
Septembre2017	50,190	735	58,450	2,870	67,830	39,340	151,375		109,935	5,740	131,845
TOTAL	**591,500**	**56,545**	**832,040**	**104,705**	**807,260**	**596,525**	**2,775,730**	**698,735**	**1,478,980**	**131,235**	**1,644,635**

Source : Service des Comptes Courants

ÉTATS FINANCIERS

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2017
Banque de la République d'Haïti
BP 1570 - Port au Prince - Haïti
Ce rapport contient 45 pages

KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

7, rue Lechaud, Bourdon
Port au Prince
Haïti

Banque de la République d'Haïti

Siège social : BP 1570 - Port au Prince - Haïti
Capital social : 50 000 000 Gourdes

Rapport des auditeurs indépendants

Exercice clos le 30 septembre 2017

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République d'Haïti (Banque Centrale), au 30 septembre 2017.

A notre avis, les états financiers ci-joints, comprenant un bilan, un compte de résultats, un état de variation des capitaux propres, un tableau des flux de trésorerie et des notes annexes pour l'exercice clos à cette date ont été préparés, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et tel que précisé dans les notes des états financiers pour l'exercice clos le 30 septembre 2017.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les corrections d'erreurs sur la situation d'ouverture dont la nature est exposée dans la note 1 de l'annexe au paragraphe «évènements significatifs de l'exercice».

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) édictées par la Fédération Internationale des Experts-Comptables (IFAC). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers» du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers et nous avons satisfait aux autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance sur les états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de mettre la banque en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux personnes constituant la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la Banque.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permette de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique.

En outre:

Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou Je contournement du contrôle interne;

Nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;

Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations fournies les concernant par cette dernière;

Nous concluons quant au caractère approprié de l'application par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport d'audit. Cependant, des conditions ou événements futurs pourraient conduire la Banque à cesser son exploitation;

Nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les états financiers, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements les sous-tendant d'une manière telle qu'ils donnent une présentation sincère.

Nous communiquons aux personnes constituant la gouvernance notamment l'étendue des travaux d'audit et du calendrier de réalisation prévus et les constats importants, y compris toute faiblesse significative du contrôle interne, relevés lors de notre audit.

Paris La Défense et Port au Prince, le 29 juin 2018

KPMG S.A.

Valéry Foussé
Associé

Mérové-Pierre – Cabinet d'Experts-Comptables

Mireille Mérové-Pierre
Managing Partner

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Bilans
30 septembre 2017, 2016 et 2015
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes		2017	2016*	2015*
ACTIF					
Avoirs en or	5	G	**4,672,198**	4,853,839	3,420,937
Avoirs sur le Fonds Monétaire International	6		**5,573,699**	6,149,583	5,040,971
Avoirs en monnaies étrangères	7		**122,099,231**	113,936,440	82,675,633
Participation dans les organismes internationaux	8		**4,014,629**	4,196,936	3,159,478
Placements locaux	9		**275,000**	275,779	275,030
Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités	10		**67,045,662**	58,175,019	56,177,240
Prêts et avances aux particuliers et aux autres institutions	11		**3,818,661**	3,447,056	3,126,124
Prêts et avances aux institutions financières	12		**8,890,883**	4,937,440	6,734,445
Immobilisations	13		**5,326,300**	4,425,124	3,686,550
Autres actifs	14		**3,218,062**	4,732,367	5,494,691
Total de l'actif			**224,934,325**	**205,129,583**	**169,791,099**
PASSIF					
Billets et monnaies en circulation	15		**43,433,151**	37,561,509	32,996,117
Comptes d'engagements	16		**137,053,528**	123,459,363	107,908,184
Engagements envers le FMI	17		**13,404,596**	11,419,893	9,257,307
Contributions et engagements de l'État Haïtien sur participation au capital des organismes financiers	18		**4,960,911**	5,213,728	5,517,536
Autres passifs	19		**20,338,167**	18,772,186	15,734,095
Capital et réserves			**5,743,972**	8,702,904	(1,622,140)
Total du passif		G	**224,934,325**	**205,129,583**	**169,791,099**

Voir les notes aux états financiers

** Comptes aux 30 septembre 2016 et 2015 après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Résultats
Exercices terminés les 30 septembre 2017 et 2016
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes		2017	2016*
REVENUS D'INTÉRÊTS				
Placements à l'étranger		G	**4,312,367**	2,921,522
Placements, prêts et avances à l'État Haïtien			**1,211,457**	1,165,250
Prêts au personnel et institutions financières			**330,471**	247,687
Autres			**21,990**	-
	23		**5,876,285**	4.334,459
FRAIS D'INTÉRÊTS				
Obligations			**39,043**	12,482
Bons BRH			**1,233,812**	1,268,591
Autres			**8,293**	270,283
	23		**1,281,148**	1,551,356
REVENUS NET D'INTÉRÊTS			**4,595,137**	2,783,103
DIVIDENDES			**55,169**	54,344
Résultat sur ventes de valeurs mobilières				
Gains sur ventes des valeurs immobilières			709,155	1,427,058
Pertes sur ventes des valeurs immobilières			(38,867)	-
			670,288	1,427,058
PRODUIT NET BANCAIRE			5,320,594	4,264,505
Autres produits			339,756	409,529
RÉSULTAT OPÉRATIONNEL			**5,660,350**	4,674,034
CHARGES D'EXPLOITATION GÉNÉRALES				
Entretien de la circulation fiduciaire			**342,494**	280,108
Rémunération et charges sociales	**24**		**3,840,838**	3,483,591
Dépenses administratives			**844,379**	699,378
Dotations aux amortissements			**295,666**	175,405
Dépenses relatives à la gestion des actifs			**151,241**	110,358
Dons			**73,331**	84,853
Autres dépenses			**35,529**	53,133
Dotation pour mauvaises créances			**(49,398)**	4,793
			5,534,080	4,891,619
REVENUS NETS DE L'EXERCICE		G	**126,270**	(217,585)

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Engagements hors bilan
Exercices terminés les 30 septembre 2017et 2016
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Note		2017	2016*
Engagements de financement	**26**	**G**	**24,189,869**	24,682,788
Engagements de garantie			**89,972,848**	86,010,769
Autres engagements	26		**201,485**	194,628
Total		**G**	**114,364,202**	110,888,185

** Comptes au 30 **septembre** 2016 après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2016
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

					Réserves							
		Capital	Report à nouveau *	Résultat de l'exercice *	Réserve légale (note 22)	Réserve de réévaluation Or *	Réserve de réévaluation de change	Réserve pour plus - values latentes sur portefeuille de placements * (note 20)	Réserve-pour réévaluation d'immeubles (note 22)	Gains et perte actuarielles sur engagements de retraite	Autres réserves *	Total des capitaux propres
Solde au 1er octobre 2015*	**G**	**50,000**	**(11,788,569)**	**57,788**	**74,454**	**(841,228)**	**10,164,546**	**(852,663)**	**719,004**	**-**	**794,528**	**(1,622,140)**
Résultat de change		-	-	-	-	-	7,169,819	-	-	-	-	7,169,819
Gain/(Perte) résultat de l'évaluation des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-	3,922,624*	-	-	1,432,902	-	(2,409,507)	-	-	-	2,946,019
Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies		-	(327,756)	-	-	-	-	-	-	327,756	-	-
Autres mouvements		-	437,335*	(275,373)	-	-	-	-	-	-	47,244	209,206
Solde au 1er octobre 2016 *	**G**	**50,000**	**(7,756,366)**	**(217,585)**	**74,454**	**591,674**	**17,334,365**	**(3,262,170)**	**719,004**	**327,756**	**841,772**	**8,702,904**

Voir les notes aux états financiers consolidés

** Comptes après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
État de variation des capitaux propres
Exercice terminé le 30 septembre 2017
(Exprimé en milliers de Gourdes haïtiennes)

					Réserves							
		Capital (note 22)	Report à nouveau *	Résultat de l'exercice *	Réserve légale (note 22)	Réserve de réévaluation Or *	Réserve réévaluation de change	Réserve pour plus - values latentes sur portefeuille de placements * (note 20)	Réserve-pour réévaluation d'immeubles (note 22)	Gains et perte actuarielles sur engagements de retraite	Autres réserves *	Total des capitaux propres
Solde au 1er octobre 2016 reporté*	G	**50,000**	**(7,756,366)**	**(217,585)**	**74,454**	**591,674**	**17,334,365**	**(3,262,170)**	**719,004**	**327,756**	**841,772**	**8,702,904**
Distribution de dividendes		-	(243,786)	-	-	-	-	-	-	-	-	(243,786)
Résultat net de l'exercice		-	-	126,270	-	-	-	-	-	-	-	126,270
Résultat de change		-	-	-	-	-	(2,103,605)	-	-	-	-	(2,103,605)
Gain/(Perte) résultat de l'évaluation des placements à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		-	(2,768,295)	-	-	(181,641)	-	2,600,011	-	-	-	(349,925)
Réévaluation du passif des engagements post emploi – indemnités de départ à la retraite – prestations définies		-	83,106	-	-	-	-	-	-	(83,106)	-	-
Autres mouvements		-	(664,444)*	217,585	-	-	-	-	-	-	58,973	(387,886)
Solde au 1er octobre 2017	G	**50,000**	**(11,349,785)**	**126,270**	**74,454**	**410,033**	**15,230,760**	**(662,159)**	**719,004**	**244,650**	**900,745**	**5,743,972**

Voir les notes aux états financiers consolidés

** Comptes après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
États des Flux de Trésorerie
Exercices terminés les 30 septembre 2017et 2016
(Exprimés en milliers de gourdes haïtiennes)

	Notes		2017	2016*
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Revenu net de l'exercice		G	126,270	(217,585)
Éléments de conciliation du revenu net de l'exercice aux liquidités résultant des activités d'exploitation:				
Dotation aux amortissements net, des régularisations	13		**253,333**	287,150
Récupération de provision pour perte de valeur sur prêts			**(49,398)**	4,793
Effet de change résultant de la réévaluation de la participation dans les organismes financiers internationaux			5,262,614	5,512,241
Changements dans les éléments d'actif et de passif: résultant des activités d'exploitation:				
Augmentation des prêts et avances, net			**(7,297,896)**	(1,604,217)
Billets et monnaie en circulation	15		**5,871,642**	4,629,056
Engagements en devises	16		**(2,988,242)**	17,316,475
Contributions et engagements envers les organismes financiers internationaux	18		**(252,817)**	4,987,403
Engagements envers les banques créatrices de monnaie			**1,169,618**	1,409,241
Dépôts du Gouvernement Central	10		**(5,848,397)**	(5,048,468)
Engagements envers les autres institutions			**12,134,878**	642,477
Changements dans les autres éléments d'actifs, de passif et de réserves			**(22,327)**	6,060,663
Liquidités provenant des activités d'exploitation			**8,359,278**	33,979,229
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Augmentation des placements étrangers	7,8		**(7,963,073)**	(32,315,676)
(Augmentation) diminution des placements locaux	9		**779**	2,710,811
Acquisitions d'immobilisations	13		**(1,154,509)**	(1,025,511)
Liquidités provenant des activités d'investissement			**(9,116,803)**	(30,630,376)
Diminution nette des liquidités			(757,525)	3,348,853
Liquidités au début de l'exercice			11,003,422	7,654,569
Liquidités à la fin de l'exercice	5	G	10,245,897	11,003,422

Voir les notes aux états financiers

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI
Notes aux états financiers
30 septembre 2017

1) ORGANISATION

Note 1 – Cadre juridique et activités

La Banque de la République d'Haïti (BRH), dont le Siège est sis à la rue du Quai à Port-au-Prince (Haïti), est un organisme public autonome, constitué par l'Etat Haïtien, par la loi du 17 août 1979, modifié en ses articles 9 et 17 par le décret du 28 mars 1985. Son capital social n'est pas divisé en actions. Il est détenu par l'Etat Haïtien et peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

La loi du 17 août 1979 portant création de la BRH stipule en son article 6 que celle-ci est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Les responsabilités fondamentales de la Banque Centrale sont de fixer les lois et règlements régissant le système bancaire et financier du pays; de définir la politique monétaire du pays; de garder et d'administrer les réserves externes de l'État Haïtien; et d'agir comme agent financier et fiscal de l'État Haïtien pour ses opérations de caisse et de crédit.

La Banque de la République d'Haïti est seule habilitée à émettre les billets et monnaie reçus comme monnaie légale sur le territoire d'Haïti.

Le Conseil d'Administration de la BRH est aussi celui du Fonds de Développement Industriel, une société créée par l'État, destinée à fournir un financement à moyen et long terme aux secteurs productifs de l'économie. En fonction de la Loi du 17 août 1979, le Gouverneur de la BRH est le Président du Conseil d'Administration de la Téléco dont la BRH détient 97% des actions.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'organisation de la Banque Centrale n'a pas connu de changement significatif au cours de l'exercice écoulé.

En revanche, les éléments financiers 2016 qui sont présentés ici en comparables ont dû être corrigés du fait d'ajustements sur:

- ✓ des schémas d'enregistrement touchant principalement le portefeuille de titres en devises disponibles à la vente,
- ✓ la prise en compte d'engagements de la Banque Centrale vis-à-vis du Fonds de pension de la Banque
- ✓ ainsi que la dépréciation des titres de participation de la Téléco.

1) ORGANISATION (SUITE)

Les impacts les plus significatifs de ces ajustements sur la situation d'ouverture au 30 septembre 2015 et de clôture 2016 se décomposent comme suit:

A l'actif:

- ✓ *Or monétaire:*
  Correction sur les valeurs en or pour respectivement G 41 millions et G 192 millions.

- ✓ *Stock de pièces et monnaies:*
  Correction sur stock de pièces pour respectivement G 17 millions à l'ouverture et la clôture 2016.

- ✓ *Titres de participation:*
  Provisionnement intégral des titres Téléco pour G 1,923 millions.

  À noter que la Téléco dont la BRH détient 97% des titres n'est pas consolidée au niveau de la Banque de la République d'Haïti. En effet, la Direction de la Banque estime que:

  a) le portage de ces titres de participation n'entre pas dans le champ des activités dévolues à la Banque Centrale et que celui-ci résulte d'une décision du Gouvernement antérieure à 1980;

  b) il ne dispose pas de perspectives d'encaissement de cash-flows à hauteur de la valeur des titres.

Au passif:

- ✓ *Autres Réserves:*
  Ajustement de la réserve générale à hauteur des plus-values latentes sur le portefeuille titres pour G 4,273 millions sur la situation d'ouverture 2016 et G 196 millions sur la situation de clôture 2016.

- ✓ *Provision dette actuarielle fonds de pension BRH:*
  Ajustements relatifs à la dette actuarielle relative au plan de retraite à prestations définies pour respectivement G 5,516 millions et G 5,437 millions.

- ✓ *Réserve de réévaluation or:*
  Corrections de la réserve de réévaluation or pour respectivement G 1,641 millions et G 1,094 millions.

- ✓ *Autres éléments du résultat global:*
  Correction du poste autres éléments du résultat global sur la situation de clôture 2016 pour G 328 millions à hauteur des écarts actuariels du Fonds de pension.

2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

2.1 Référentiel comptable en vigueur au 30 septembre 2017

Les états financiers de la Banque de la République d'Haïti ont été élaborés conformément au plan comptable tel qu'organisé par les dispositions de la loi organique du 17 août 1979 et suivant la méthode de comptabilité d'exercice.

Les opérations sont comptabilisées et présentées selon les règles et méthodes comptables définies par le plan comptable adopté par la BRH par référence à la loi organique et aux principes généralement admis pour la comptabilisation des opérations de Banque, adaptés aux spécificités de ses opérations de Banque Centrale, tels que décrits ci-après.

Les états financiers sont établis sur la base des coûts historiques, à l'exception de l'or et l'argent monétaires qui sont évalués selon les modalités décrites ci-dessous.

La monnaie fonctionnelle et de présentation est la gourde, monnaie nationale Haïtienne. Les états financiers et leurs notes annexes sont présentés en milliers de Gourdes.

2.2 Exercice

La durée de l'exercice est de douze mois. L'exercice débute le 1er octobre et se termine le 30 septembre de l'année suivante.

2.3 Principes et méthodes d'évaluation

Les principales méthodes comptables de la Banque Centrale sont résumées ci-dessous. Sauf indication contraire, ces méthodes ont été mises en œuvre de manière uniforme pour tous les exercices présentés.

3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Avoirs en or

Les avoirs en or sont suivis sur la base de leur prix de revient en Gourdes à la date d'acquisition.

Le stock d'or monétaire est évalué en date de clôture comptable en fonction des cours de l'once sur la place de Londres. Les écarts de réévaluation positifs qui en résultent sont comptabilisés dans un compte d'écart de réévaluation présenté au sein des capitaux propres.

En cas de moins-value latente par rapport au coût d'acquisition, une provision pour dépréciation des avoirs en or est comptabilisée par la contrepartie du compte de résultat.

L'avoir en or fait partie des réserves nettes de change en accord avec l'article 52 de la loi organique de la BRH.

3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

b) Conversion des monnaies étrangères

Les avoirs et engagements en devises sont convertis en gourdes haïtiennes au cours de clôture de l'exercice pour les opérations de bilan et au cours du jour de la transaction pour les opérations de résultat. Les gains ou pertes de change latents et réalisés sont comptabilisés dans un compte de réserve «Réserve de réévaluation de change» au sein des capitaux propres, conformément à l'article 56 de la loi organique.

Les cours retenus à la clôture de l'exercice sont indiqués ci-après.

(En gourdes haïtiennes)	**2017**	**2016**	**2015**
Dollar des États-Unis (USD)	**62.6900**	65.5368	52.1417
Euro (EUR)	**74.0619**	73.6634	58.2788
Droit de Tirage Spécial (DTS)	**88.5999**	91.4763	73.1934
Once d'or	**80,053.1350**	86,673.1176	59,029.6185

c) Placements en devises étrangères

Les réserves de change de la BRH sont investies en comptes à vue, en comptes à terme et dans des actifs obligataires. La BRH a choisi un système de gestion par administrateurs externes de portefeuille *(gestion déléguée)*. Les gérants de portefeuille peuvent bénéficier de pouvoirs discrétionnaires ou peuvent être sujets à des limitations strictes, concernant la sélection des placements.

Ces placements financiers sont placés dans le but d'avoir des liquidités disponibles. Ils sont enregistrés initialement en comptabilité à leur coût d'acquisition, et sont évalués ultérieurement à leur juste valeur.

La variation de juste valeur est constatée directement en capitaux propres dans le compte «Réserve de plus-value non réalisée sur portefeuille» jusqu'à la cession ou l'échéance des titres. Les gains ou les pertes sont comptabilisés en résultat à leur date de réalisation.

Les actifs financiers *(créances et titres du portefeuille)* pour lesquels il existe des indications objectives de perte de valeur sont réévalués à la valeur recouvrable nette. Le montant de la perte de valeur est constaté par une dépréciation en diminution de la valeur comptable, par la contrepartie du compte de résultat.

3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

d) Prêts et avances au Gouvernement et aux collectivités

Les crédits à l'Etat Haïtien représentent un financement au Secteur Public ainsi que les prêts et avances en comptes courants au Gouvernement, aux collectivités locales et aux entreprises publiques. Ils sont évalués au coût historique. La BRH n'enregistre pas de perte de valeur sur les crédits à l'Etat Haïtien et aux entreprises publiques à moins de désaccords spécifiques. Les revenus d'intérêts sur ces prêts, avances et placements sont comptabilisés selon le taux d'intérêt contractuel.

e) Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition sous déduction des amortissements et des pertes de valeurs éventuellement constatées par dépréciation. Les terrains ne sont pas amortissables.

Les autres immobilisations sont amorties selon le mode linéaire à partir de la date de mise en service sur la base des durées d'usage suivantes:

Immobilisations	Durées d'usage (en mois)
Terrains	non amortissable
Constructions	240
Matériel et mobilier du bureau	48
Matériel informatique	60
Logiciels informatiques	12
Matériel roulant	48
Équipements	60
Installations	60
Aménagements, extensions, agrandissements	60

Lors du séisme du 12 janvier 2010, certains immeubles de la banque ont subi des dommages importants. Les pertes correspondantes ont été évaluées et enregistrées à concurrence de la valeur aux livres.

Il peut être procédé de façon exceptionnelle à des réévaluations d'actifs. Ces réévaluations sont alors effectuées sur la base de travaux d'expertise réalisés par des experts indépendants. Les écarts de réévaluation ainsi constatés sont imputés aux capitaux propres sous une rubrique séparée en contrepartie des comptes d'immobilisations. Le solde de ce poste sera viré à la réserve spéciale quand les immeubles seront dé-comptabilisés. Toute moins-value résultant de la réévaluation est enregistrée directement comme une dépense à l'état des résultats à moins qu'elle ne soit relative à une plus-value existante pour un même immeuble déjà réévalué. Le cas échéant, cette moins-value sera affectée préalablement au poste de réserve de réévaluation-terrains et immeubles.
La dernière réévaluation a eu lieu en septembre 2010 à la suite du séisme.

4) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

f) Autres éléments d'actif

Les autres éléments d'actif sont évalués au coût.

g) Billets et monnaie en circulation

Le montant des billets et monnaies figurant au passif du bilan de la BRH correspond à la valeur faciale des billets et pièces de monnaie en circulation, détenus par l'ensemble des agents économiques reflété à leur valeur nominale.

h) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI

La BRH est le correspondant bancaire de l'Etat Haïtien auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Elle est en même temps le dépositaire des Gourdes détenues par le FMI. En vertu de la loi du 19 septembre 1952, la Banque représente le Gouvernement Haïtien en toute négociation ou transactions avec le Fonds. Toutes les transactions entre le Gouvernement et le Fonds sont inscrits dans les livres de la BRH.

Les différences de change résultant des opérations de la BRH avec le Fonds sont supportées par le Gouvernement Haïtien et sont comptabilisées au bilan dans le compte «Avance différence de change FMI».

Les opérations avec le FMI sont libellées dans la monnaie du FMI, à savoir le Droit de Tirage Spécial (DTS).

Les opérations et transactions de l'Etat Haïtien avec le FMI concernent le compte de Droit de Tirage Spécial (DTS), le compte de ressources générales et les comptes administrés, ainsi que les facilités élargies de crédit auprès de cette institution.

La position de réserve au FMI est la différence entre les quotes-parts de l'Etat et sa souscription en monnaie nationale, compte non tenu des tirages au titre des ressources générales *(avoirs exclus ou recours aux crédits du FMI)*.

Les tirages effectués par l'Etat auprès du FMI sont reçus et enregistrés dans les comptes dépôt à vue de la BRH à la Federal Reserve Bank en dollars, d'une part, et dans les comptes d'engagements envers le FMI en DTS, d'autre part. Au moment de rembourser au FMI ou de réévaluer les engagements FMI, les différences entre les montants versés à l'état et la dette vis-à-vis du FMI sont portés directement au compte «Avance Différence de change FMI».

Les avoirs du FMI en monnaie nationale *(comptes FMI n°1, FMI n°2 et FMI compte titres)* font l'objet d'une réévaluation annuelle le 30 avril de chaque année, sur la base du cours représentatif du DTS communiqué par le FMI. Les gains et pertes de réévaluation sont inscrits dans le compte «Avance différence de change FMI».

3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

h) Avoirs sur le FMI, engagements envers le FMI (suite)

A la clôture de chaque période mensuelle, les avoirs du FMI en DTS sont réévalués sur la base du cours du DTS/Gourdes de fin de mois.

Les DTS détenus, les tirages sur les comptes administrés et les allocations de DTS sont convertis en Gourdes sur la base du cours de change en vigueur lors des transactions. Les différences résultant de réévaluations périodiques sont portées au compte «Avance différence de change FMI».

i) Participations, contributions et engagements dans les autres organismes financiers internationaux

Conformément à l'article 2, alinéa 10, et l'article 61, alinéa 2 de la loi du 17 août 1979, la BRH enregistre dans ses livres les participations de la République d'Haïti dans les différents organismes internationaux. Le Gouvernement Haïtien a souscrit au capital de différents organismes financiers internationaux. Les montants payés à titre de capital sont reflétés comme des contributions, et les montants non encore versés sont reflétés comme des engagements. Ces transactions sont gérées par la BRH à titre de fiduciaire et sont réévaluées aux taux de change de la fin de l'exercice. L'effet de change résultant de la réévaluation des actifs et passifs de l'État Haïtien est enregistré au bilan dans le compte «Réserves de réévaluation de change».

j) Fonds de retraite

La Banque offre à ses employés un régime de retraite à prestations définies. Ce régime assure aux adhérents le versement d'une pension à la retraite. Un régime à prestations définies est un plan de retraite qui définit les prestations dont bénéficiera l'adhérent au moment de la retraite, généralement tributaires de facteurs comme le taux d'accumulation, l'âge, les années de service et la rémunération moyenne. Une évaluation actuarielle du coût du plan est effectuée en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Dès que l'adhérent atteint l'âge de la retraite, sa pension est calculée sur la base de la dernière rémunération ouvrant droit à pension et la pension est soumise à un ajustement annuel pour tenir compte de l'inflation. Les gains et pertes actuariels ainsi que les différences entre les rendements attendus et réalisés des actifs sont immédiatement comptabilisées par capitaux propres de l'exercice où ils surviennent. Lorsque les avantages du plan sont modifiés ou lorsque le plan est réduit, le changement résultant dans les prestations liées au service passé, ou le gain ou la perte dû à la réduction est comptabilisé immédiatement en résultat. Le passif au titre des retraites est comptabilisé dans la rubrique «autres montants à payer» au bilan. Le passif représente la valeur actualisée des prestations définies que la Banque doit verser, déduction faite de la juste valeur des actifs du plan.

3) PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

j) Fonds de retraite (suite)

La valeur actuelle des obligations de prestations de retraite post emploi est tributaire des hypothèses financières et actuarielles utilisées, y compris le taux d'actualisation. À la fin de chaque exercice, la Banque détermine le taux d'actualisation approprié ainsi que d'autres variables qui doivent être utilisés pour déterminer la juste valeur des obligations de retraite post emploi futures estimées. Le taux d'actualisation est déterminé sur la base des rendements des marchés à la fin de l'exercice pour des obligations de sociétés de haute qualité, et les estimations des autres variables sont effectuées sur la base du meilleur jugement de la Banque.

k) Provisions

Une provision est établie au bilan lorsque la Banque a une obligation légale résultant d'évènements passés, qu'il est probable que des ressources économiques seront utilisées pour solder cette obligation, et qu'une estimation vraisemblable du montant de l'obligation peut être établie.

l) Autres éléments de passif

Les autres éléments de passif, incluant les provisions, sont évalués au coût.

m) Frais d'impression des billets et de pièces de monnaie

Les frais d'impression des billets sont enregistrés à la dépense au moment de la mise en circulation. Les coûts des stocks de billets non encore mis en circulation sont inscrits aux autres actifs pour leur prix de revient.

Les frais d'impression de pièces de monnaie sont amortis sur une base linéaire sur une durée de 20 ans.

n) Impôts et taxes

Conformément à l'article 63 de la loi régissant la Banque Centrale, la BRH est exonérée du paiement des droits et taxes de l'État ou des communes dans l'exécution de toutes opérations qui lui sont propres.

o) Distribution des profits nets

Selon l'article 59 de la loi régissant la BRH, les résultats nets doivent être distribués de la manière suivante: 25% au Trésor Public, 10% à la réserve légale et le solde à des réserves spéciales destinées aux fins d'investissements, de placements, d'agrandissement et autres, tel que fixé par le Conseil d'Administration.

4) GESTION DES RISQUES

Parmi les risques financiers que la Banque doit gérer, on retrouve principalement les risques de liquidité, de crédit et de marché incluant les risques de taux d'intérêts et de change.

4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

A) RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité surviendrait si la BRH n'arrivait pas à convertir, à approximativement leur valeur marchande, ses placements en espèces ou si elle n'arrivait pas à disposer des fonds nécessaires pour faire face à ses obligations. Une gestion prudente des risques de liquidité sous-entend le maintien de liquidités ou d'équivalent de liquidités suffisantes et/ou l'utilisation rationnelle de politiques de financement.

La BRH comme toute Banque Centrale n'a pas de risques financiers réels en relation avec ses obligations en monnaie locale. Les obligations de la BRH ne l'exposent pas à des risques importants de liquidités vu qu'elle n'a généralement pas de créances importantes envers des fournisseurs étrangers. La BRH doit également maintenir suffisamment de réserves liquides en dollars US pour permettre, à titre de fiduciaire, le règlement des obligations de l'État à leur date d'échéance. La BRH gère ce risque à travers :

- ✓ Un processus budgétaire permettant de suivre les échéances étrangères du gouvernement.
- ✓ Le maintien d'un portefeuille de placements facilement négociable.

B) RISQUE DE CRÉDIT

b1- Placements

Le risque de crédit relatif aux placements survient lorsqu'un titre de placement perd de sa valeur en raison de résultats financiers défavorables, réels ou anticipés, de la société émettrice. Pour gérer ce risque, la BRH a mis en place des politiques et procédures qui définissent la nature et la qualité des titres de placements dans lesquels elle investit.

Les principaux paramètres de la politique de la BRH sont les suivants:

- ✓ Investir dans des titres de créances négociables bien côtés, facilement disponibles et à risques faibles
- ✓ Fixer des critères de maturité maximale
- ✓ Diversifier le portefeuille en différents instruments tout en limitant l'exposition maximale permise par type de titre ou par émetteur.

Les placements de la Banque Centrale rencontrent les objectifs de sécurité liés à la gestion des avoirs en devises.

4) GESTION DES RISQUES (SUITE)

B) RISQUE DE CRÉDIT (SUITE)

b2- Crédit

Le portefeuille de crédit de la Banque Centrale est constitué en majeure partie par les crédits au Gouvernement. La BRH en tant que banquier de l'État n'est pas exposée à des risques significatifs de par ses crédits à l'État et aux entités gouvernementales.

b3- Autres éléments d'actif

La Banque considère comme faible le risque de crédit sur les autres actifs financiers.

C) RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est celui que des changements de prix résultant des variations de taux de change ou de taux d'intérêts affecteraient les résultats de la Banque ou la valeur des instruments financiers qu'elle détient. La gestion des risques de marché vise à contrôler l'exposition aux risques de marché dans une limite acceptable tout en optimisant le rendement financier.

c1- Risque de taux d'intérêts

La gestion des risques de taux d'intérêts à la BRH est conditionnée par les objectifs en matière de politique monétaire. Le portefeuille de prêts de la BRH est constitué principalement de crédits au Gouvernement et aux institutions financières dont les taux d'intérêts ne sont pas des taux commerciaux. Les taux de rémunération des Bons BRH sont ajustés régulièrement.

N'ayant pas de passifs financiers d'importance à taux fixes, la BRH n'a aucun risque de taux d'intérêts.

c2- Risque de change

Le risque de change découle de la variation de la valeur d'actifs et de passifs libellés en devises étrangères, exprimée en gourdes, due aux fluctuations des taux de change. En vertu de l'article 56 de la loi organique de la BRH, les gains et pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs et des engagements de la BRH détenus en devises ou en or sont comptabilisés à la Réserve de Réévaluation.

Les gains ou pertes de change résultant des conversions de change sont inscrits au niveau de la réserve de réévaluation à l'avoir et n'affectent donc pas les résultats.

5) AVOIRS EN OR

Les avoirs en or sont valorisés à leur juste valeur telle que publiée au Commodity Exchange Inc. aux 30 septembre 2017 et 2016.

Ces stocks d'or détenus par la BRH et confiés à des tiers sont évalués à :

30 septembre 2017

		En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la Fédéral réserve bank	G	1,307,53	7,464,323	**104,920,391**	97,456,069
Or en dépôt chez Scotiabank		56,917,94	4,254,700,191	**4,567,277,643**	312,577,452
Total	G	58,225,47	4,262,164,514	**4,672,198,034**	410,033,521

30 septembre 2016

		En onces	Prix de revient	Juste valeur	Réserve de réévaluation Or
Or en dépôt à la Fédéral réserve bank	G	1,307,53	7,464,323	**108,999,374**	101,535,052
Or en dépôt chez Scotiabank		56,917,94	4,254,700,191	**4,744,839,395**	490,139,204
Total	G	58,225,47	4,262,164,514	**4,853,838,769**	591,674,256

Ces réserves ne portent pas intérêts. Les cours de l'or en vigueur au 30 septembre 2017 et au 30 septembre 2016 étaient respectivement de: USD 1,280 et USD 1,272 par once d'or.

6) AVOIRS SUR LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI)

La rubrique «Avoirs sur le Fonds Monétaire International» comprend la position de réserve et les avoirs en DTS et se décompose comme suit:

	30/09/2017		30/09/2016		Variation
	En DTS	En milliers de gourdes	En DTS	En milliers de gourdes	En milliers de gourdes
Position de réserve	**20,543,047**	**1,820,112**	68,047	6,225	1,813,887
Avoirs en droits de tirage spéciaux	42,365,616	3,753,587	67,157,944	6,143,358	(2,389,771)
Total	62,908,663	5,573,699	67,225,991	6,149,583	(575,884)

6) AVOIRS SUR LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

DISPONIBILITÉS EN DROITS DE TIRAGES SPÉCIAUX (DTS)

Ce compte représente les avoirs en compte courant, exprimés en DTS, au Fonds Monétaire International (FMI). Au cours de l'exercice 2017, le Fonds Monétaire International (FMI) n'a accordé aucune allocation additionnelle de droits de tirages spéciaux à Haïti. Le solde des disponibilités en DTS 42,365,616 en 2017 et 67,157,944 DTS en 2016 représente le net des intérêts perçus et des intérêts et autres charges de l'État Haïtien envers le FMI.

L'engagement de l'État Haïtien en contrepartie des disponibilités est reflété au poste Contributions et Engagements envers les organismes financiers internationaux, conformément aux dispositions préconisées par le Fonds Monétaire International. L'allocation accordée antérieurement est comptabilisée aux réserves spéciales.

Le solde des disponibilités en DTS a ainsi évolué:

(En milliers de gourdes)	DTS	Gourdes
Solde au 30 septembre 2016	67,158	**6,143,358**
Intérêts perçus	104	**9,214**
Effet de réévaluation	-	**(193,147)**
Paiements sur compte	(24,896)	**(2,205,838)**
Disponibilités au 30 septembre 2017	42,366	**3,753,587**

Position de réserve

La position de réserve de la République d'Haïti auprès du FMI s'analyse comme suit :

	30/9 2017		30 /9/2016		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
Quota FMI	**163,800,000**	**14,512,656**	81,900,000	7,491,906	7,020,750
FMI, Compte no. 1	**(36,290,445)**	**(3,215,328)**	(36,290,445)	(3,319,714)	104,386
FMI, compte titres	**(106,966,508)**	**(9,477,217)**	(45,541,508)	(4,165,967)	(5,311,250)
Total	**20,543,047**	**1,820,111**	68,047	6,225	1,813,886

La variation de G 1,813 millions constatée résulte en premier lieu de l'augmentation du Quota en DTS de la BRH au FMI aux conditions suivantes: 25% payés en cash et reflété dans les disponibilités et droit de tirage et 75% par un billet à ordre reflété dans le compte Engagements Extérieurs FMI et en second lieu, à l'appréciation du cours du DTS qui est passé de G 91,4763 au 30 septembre 2016 à G 88,5999 au 30 septembre 2017.

6) AVOIRS SUR LE FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL (FMI) (SUITE)

Avoirs en Droits de Tirages Spéciaux

Les DTS détenus ont évolué ainsi qu'il suit:

	En DTS
Solde au 30 septembre 2016	67,158
Cessions	(20,475)
Rémunérations perçues	104
Commissions payées	(4,421)
Solde au 30 septembre 2017	**42,366**

Les rémunérations perçues correspondent aux intérêts payés par le FMI sur les avoirs en DTS. Les commissions payées correspondent essentiellement aux intérêts versés au FMI et calculés sur la base du stock de DTS alloués à l'Etat Haïtien.

7) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES

Cette rubrique comprend l'encaisse, les dépôts à vue et de garantie à l'étranger, les valeurs en transit et les placements en devises étrangères. Elle se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		30/09/2017	30/09/2016	Variation
Billet, pièces de monnaie et chèques	G	**2,634,517**	3,067,875	(433,358)
Avoir dans les banques non résidentes		**9,410,276**	4,880,871	4,529,405
Valeurs en transit sur l'étranger		**790**	23,829	(23,039)
Remises en transit en devises sur le pays		**4,489**	10,848	(6,359)
Collatéral		**1,756,273**	852,974	903,299
Placement en devises étrangères		**108,292,886**	105,100,043	3,192,843
Total	G	122,099,231	113,936,440	8,162,791

Billets, pièces de monnaie et chèques en USD

Les billets, pièces de monnaie et chèques en devise, essentiellement en dollars, sont constitués par les encaisses détenues au Siège et au Cap Haïtien.

		30/09/2017	30/09/2016	Variation
Billet devises guichets	G	**6,166**	8,583	(2,417)
Billets devises non triés		**396,711**	165,883	230,828
Billets devises caveau		**1,743,785**	2,101,765	(357,980)
Pièce devises caveau		**379**	396	(17)
Sous-total sièges		**2,147,041**	2,276,627	(129,586)
Billets devises Cap Haïtien		**487,476**	791,248	(303,772)
Total	G	**2,634,517**	3,067,875	(433,358)

7) AVOIRS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES (SUITE)

Avoirs dans les banques non résidentes

Les avoirs dans les banques non résidentes sont essentiellement constitués des dépôts à vue en dollars américains et en euros.

		30/09/2017		30/09/2016	
Banque		**En devises**	**En milliers de gourdes**	**En devises**	**En milliers de gourdes**
Correspondants USD					
Citibank NY	G	**23,230,547**	**1,456,323**	22,914,129	1,501,719
Federal Reserve		**122,376,630**	**7,671,791**	24,596,032	1,611,945
Citibank collateral		**307,268**	**19,263**	307,236	20,135
Citibank IDA		**12,361**	**775**	12,361	810
Bladex		**133**	**8**	133	9
Bladex collateral		**309,557**	**19,406**	132,683	8,696
Sous-total		**146,236,496**	**9,167,566**	47,962,574	3,143,314
Correspondant EUR					
Banque de France		**3,277,123**	**242,710**	23,824,172	1,754,969
Total	G	**149,513,619**	**9,410,276**	71,786,746	4,898,283

Ces dépôts à vue en dollars sont rémunérés à des taux moyens de rendement de 0.7362% et de 0.2334% en 2017 et 2016 respectivement.

Placements en devises étrangères

Les placements en devises étrangères sont constitués par un portefeuille de liquidités, en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille aux Etats-Unis. Ce portefeuille de la BRH en dollars américains est composé de liquidités et d'actifs financiers disponible à la vente *(Bons du Trésor, Bons émis par les agences fédérales américaines, Obligations municipales et titres de sociétés)*.

Ces placements sont comptabilisés à leur juste valeur *(valeur de marché)* par capitaux propres les réévaluations de juste valeur au regard du prix de revient *(plus et moins-values latentes)* étant comptabilisées via un compte de réserve en attendant leur réalisation effective lors de la vente ou de l'échéance.

Au 30 septembre 2017, la décomposition du portefeuille établi par la BRH s'analyse comme suit, par catégorie de titres (en USD):

Placements (en milliers de gourdes)		**Coût**	**Juste valeur**	**Intérêts courus**
Liquidités	$	-	11,446	-
Obligations gouvernementales		563,778	553,009	2,525
Obligations municipales		83,107	82,218	1,090
Obligations de sociétés		1,036,258	1,023,654	9,747
Assets-backed securities		5,741	5,695	5
Actions		34,923	37,477	-
Fonds négociés en bourse (ETF)		822	567	-
Total	$	1,724,629	1,714,066	13,367
Equivalent en gourdes	G	108,117,015	107,454,909	837,977

8) PARTICIPATIONS ET CONTRIBUTIONS DANS LES ORGANISMES INTERNATIONAUX

La participation de l'Etat Haïtien au FMI est de 163,800,00 DTS au 30 septembre 2017 *(situation inchangée depuis le 30 septembre 2016)*.

Cette participation, au même titre que les participations suivantes de l'Etat dans les organismes internationaux, est portée par la Banque Centrale:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Banque Interaméricaine de Développement (BID)	G	**3,123,438**	3,265,275	(141,837)
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD)		**337,973**	353,321	(15,348)
Banque Caribéenne de Développement (BCD)		**206,698**	216,084	(9,386)
Association Internationale de Développement (IDA)		**69,161**	72,302	(3,141)
Société Interaméricaine d'Investissement (SII)		**196,847**	205,786	(8,939)
Fonds Multilatéral d'Investissement		**18,807**	19,661	(854)
Société Internationale de Financement (IFC)		**51,531**	53,871	(2,340)
Agence de Garantie des investissements multilatéraux (MIGA)		**10,174**	10,636	(462)
Total	G	**4,014,629**	4,196,936	(182,307)

Ces participations sont souscrites en devises ou en monnaie nationale pour le compte de la République d'Haïti.

9) PLACEMENTS LOCAUX

Cette rubrique comprend des avances de fonds accordées à la Banque Nationale de Crédit et des obligations du Trésor Haïtien souscrites par la BRH.

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Placements en titres/ obligations dans les institutions financières	G	**275,000**	275,000	-
Intérêts sur investissement financiers		-	779	(779)
Total	G	275,000	275,779	(779)

Avances BNC

Obligations subordonnées au 30 septembre 2010 sur une période de 20 ans au taux d'intérêts de 1% l'an selon le protocole d'accord signé en date du 29 septembre 2010 entre la (BNC) et la (BRH).

10) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS

Cette rubrique comprend les créances détenues sur l'Etat Haïtien et les intérêts à recevoir. Le solde se compose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Avances à consolider **(a)**	G	60,426,639	53,555,476	6,871,463
Avance au Trésor Public/FMI		2,803,301	-	2,803,301
Obligation Post Sandy **(b)**		1,147,500	1,721,250	(573,750)
Avances différences de change FMI **(c)**		2,647,848	2,876,994	(229,146)
Fonds de garantie BRH **(d)**		20,374	21,299	(925)
Total	G	67,045,662	58,175,019	8,870,643

a) **Avances à consolider**

Ce montant correspond à hauteur de G 60,426 millions aux créances de la BRH sur l'Etat Haïtien qui ont fait l'objet d'une évaluation contradictoire entre les deux parties et d'un rapport de consolidation signé par le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH en date du 06 juin 2018.

(En milliers de gourdes)		2017
Description		
Avances à consolider		**53,555,476**
Intérêts à recevoir Gouvernement Central **(i)**		**1,099,847**
Comptes à recevoir Gouvernement Central		**154**
Compte Central du Trésor **(ii)**		**5,771,162**
Total	G	**60,426,639**

i) Intérêts à recevoir gouvernement centrale

Dans l'attente de la formalisation des modalités de remboursement des sommes dues à la BRH, l'Etat s'est engagé à verser un montant annuel de G 1.1 milliard au titre d'intérêts sur sa dette interne vis-à-vis de la Banque.
Sur l'exercice 2017, ce montant n'a pas fait l'objet de paiement mais a été reconnu par le Trésor et enregistré parmi les avances à consolider.

10) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS

ii) Compte Central du trésor

Ce poste s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Déficit cumulé au 30/9/09/N-1	G	77,235	-	77,235
Dépenses de fonctionnement du trésor public		96,531,240	82,230,332	14,300,908
Recettes publiques (-)		90,760,078	82,307,567	8,452,511
Fonds de financement (déficit) du trésor public	G	(5,848,397)	77,235	(5,771,162)

L'article 2 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH précise que la Banque pour objet «d'exercer toutes les activités de Banquier de l'Etat, d'agent financier et fiscal pour toutes ses opérations de caisse et de crédit».

À cet effet, les recettes douanières, les recettes internes *(recettes perçues par la Direction Générale des Impôts)* et les recettes diverses *(frais payés à l'immigration pour les passeports, les prélèvements effectués sur les salaires des employés pour les assurances du secteur public, frais de visa, permis de séjour)* sont collectées dans les différents guichets de la BRH pour le compte de l'État.

Les dépenses budgétaires du personnel, de fonctionnement et les subventions de l'État sont effectuées par la BRH sur ordre de l'État.

Le déficit budgétaire correspond à la différence entre les recettes collectées par la BRH et les dépenses effectuées par la BRH, pour le compte de l'État.

Une consolidation des créances de la BRH sur l'État Haïtien a eu lieu en juin 2018 au titre des encours constatés à fin septembre 2017. Cette consolidation de G 60,426 millions porte sur les avances à consolider au 30 septembre 2017, sur les déficits cumulés du Trésor et sur les arriérés d'intérêts sur avances à consolider.

b) Obligations du Trésor Haïtien (Post Sandy)

Le 12 septembre 2014, la BRH a signé avec le Ministère de l'Economie et des Finances, un protocole d'accord par lequel la BRH accepte de faire l'acquisition d'Obligations du Trésor pour une valeur de G 2,868 millions de gourdes. Ces obligations sont dématérialisées et sont au nombre de trente (30), remboursables au taux de 7% l'an sur une période allant de 1 à 60 mois.

10) PRÊTS ET AVANCES AU GOUVERNEMENT ET AUX COLLECTIVITÉS (SUITE)

b) Obligations du Trésor Haïtien (Post Sandy) (suite)

Ces obligations ont été émises par l'Etat Haïtien dans le but de liquider les arriérés de paiement du Gouvernement au titre des travaux d'infrastructure entamés à la suite du passage sur le pays de la catastrophe Sandy.

Il convient de noter que des obligations d'égal montant ont été souscrites par les banques commerciales.

c) Avances différence de change FMI

Ce poste est constitué des écarts de change constatés lors des réévaluations mensuelles des comptes qui enregistrent les opérations avec le FMI et qui sont libellés en DTS. Conformément à l'article 12 du décret du 1er octobre 1952 autorisant le Gouvernement de la République d'Haïti à devenir membre du Fonds Monétaire International, à la fin de chaque année fiscale, toute différence résultant des opérations avec le FMI est supportée par le Gouvernement Haïtien.

d) Fonds de garanties BRH

La BRH s'est porté garant d'un programme de l'état "Chanje lavi, Chanje metye" à hauteur de G 20.3 millions.

11) PRÊTS ET AVANCES AUX PARTICULIERS ET AUX AUTRES INSTITUTIONS

Cette rubrique enregistre essentiellement les prêts et avances accordés par la Banque au personnel et à une entreprise publique. Le solde se détaille comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale				
Entreprises publiques **(a)**	G	**21,140**	21,140	-
Prêts et avances aux personnel **(b)**		**4,129,346**	3,808,647	320,699
Intérêt à recevoir		**10,038**	8,531	1,507
Provisions pour créances douteuses **(c)**		**(341,863)**	(391,262)	49,399
Total	G	**3,818,661**	3,447,056	371,605

a) En vertu d'un accord conclu entre l'État Haïtien, SOGENER et l'EDH pour la production d'énergie électrique dans plusieurs villes du pays, la BRH a honoré des lettres de crédit en faveur de la firme SOGENER. Ces valeurs n'ont pas été remboursées à date.

b) Au 30 septembre 2017, les prêts aux employés portent des intérêts de 4% l'an et les avances portent des intérêts de 4% et de 5% selon que les périodes de remboursement s'échelonnent sur 60 ou 72 mois.

c) Cette provision se rapporte aux prêts inactifs, lesquels sont provisionnés à 100% au 30 septembre 2017. La provision a ainsi évolué:

11) PRÊTS ET AVANCES AUX PARTICULIERS ET AUX AUTRES INSTITUTIONS (SUITE)

(En milliers de gourdes)		2017	2016
Solde début	G	391,261	386,469
(Récupération) dotation de provision pour perte de valeur sur prêt		(49,398)	4,793
Total	G	**341,863**	391,262

12) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES

Cette rubrique enregistre les prêts et avances aux institutions financières monétaires, non monétaires et les créances rattachées. Le solde se détaille comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financière monétaires bancaires **(a)**	G	**7,865,434**	4,704,998	3,160,436
Réescomptes aux institutions financière non monétaires		**228**	-	228
Prêts et avances de la Banque Centrale aux Institutions financières non monétaires non bancaires **(b)**		**915,653**	81,068	834,585
Intérêts à recevoir sur prêts et avances aux Institutions monétaires et non monétaires		**23,345**	22,040	1,305
Réescomptes aux institutions financières monétaires bancaires		**86,223**	129,334	(43,111)
Total	G	**8,890,883**	4,937,440	3,953,443

a) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières monétaires bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement de programmes et de projets de développement. Selon les protocoles d'accord signés entre BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 15 ans et portent des taux d'intérêts de 1.5% ou 3% l'an selon les modalités de chaque prêt.

b) Prêts et avances de la Banque Centrale aux institutions financières non monétaires non bancaires

Ces prêts ont été octroyés à ces institutions dans le cadre du financement du programme de Facilité de Crédit des Entreprises à l'Exportation. Selon les protocoles d'accord signés entre BRH et ces institutions, les remboursements s'échelonnent sur une durée ne dépassant pas 120 mois et portent des taux d'intérêts de 0.5% l'an selon les modalités de chaque prêt.

12) PRÊTS ET AVANCES AUX INSTITUTIONS FINANCIÈRES MONÉTAIRES ET NON MONÉTAIRES (SUITE)

Les termes d'échéance des remboursements des prêts et avances à ces institutions se présentent comme suit:

	Total	1 an	2 à 5 ans	Plus de 5 ans
Institutions financières monétaires bancaires	G 7,865,434	1,567,895	3,976,546	2,320,993
Institutions financières non monétaires non bancaires	938,999	144,973	564,632	229,394
Réescomptes aux institutions Financières	86,450	86,450	-	-
	G 8,890,883	1,799,318	4,541,178	2,550,387

13) IMMOBILISATIONS

Les différentes immobilisations détenues par la banque ont ainsi évolué au cours de l'exercice:

	2017	2016	Variation
Valeurs brutes – immobilisations corporelles	**7,527,364**	6,327,202	1,200,162
Amortissements – immobilisations incorporelles	**(2,416,679)**	(2,124,990)	(291,689)
Valeurs brutes – immobilisations incorporelles	**17,098**	38,954	(21,856)
Amortissements – immobilisations incorporelles	**(14,770)**	(29,541)	14,771
Valeurs brutes – immobilisations financières	**213,287**	213,499	(212)
Amortissements – immobilisations financières	-	-	-
Total	**5,326,300**	4,425,124	901,176

Les immobilisations corporelles se présentent comme indiqué ci-dessous au 30 septembre 2017

(En milliers de gourdes)	30/09/16	Acquisitions	Transfert	Disposition	Régularisation	30/09/17
Terrains G	397,824	-	568,520	-	-	**966,345**
Bâtisses	1,392,253	-	640,918	-	283	**2,033,454**
Matériel et mobilier de bureau	42,877	10,905	40,385	(13,155)	65	**81,077**
Matériel informatique	320,017	7,853	-	(258,542)	18	**69,345**
Matériel roulant	100,561	53,370	-	(20,130)	(2,346)	**131,456**
Équipements	317,889	95,108	310,763	(155,877)	6,759	**574,641**
Installations	22,720	10,363	26,246	(5,333)	1,994	**55,991**
Aménagements	63,141	3,408	-	(46,321)	5,601	**25,829**
Immobilisations en cours	2,924,081	956,411	(1,586,832)	-	-	**2,293,659**
Biens complètement Amortis (BCA)	745,840	-	-	-	549,728	1,295,568
G	6,327,203	1,137,418		(499,358)	562,102	7,527,365

13) IMMOBILISATIONS (SUITE)

L'amortissement cumulé a ainsi évolué au cours de l'exercice:

Amortissement cumulé

(En milliers de gourdes)		Solde au 30/09/16	Dépenses	Disposition (BCA)	Régularisation	Solde au 30/09/17
Bâtisses	G	662,891	101,673	-	(16,927)	**747,637**
Matériel et mobilier de bureau		31,835	15,439	(13,155)	139	**34,258**
Matériel informatique		342,985	13,099	(258,542)	(61,416)	**36,126**
Matériel roulant		46,695	31,931	(20,130)	3,261	**61,757**
Équipements		233,011	105,330	(155,877)	28,901	**211,365**
Installations		16,997	8,773	(5,333)	(303)	**20,134**
Aménagements		51,491	4,583	(46,321)	80	**9,833**
Biens complètement Amortis (BCA)		739,087	-	-	556,482	**1,295,569**
	G	2,124,992	280,828	(499,358)	510,217	**2,416,679**
Immobilisations, corporelles net	**G**	4,202,212				**5,110,685**

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont passées de G 9,413 mille à G 2,328 mille du 30 septembre 2016 au 30 septembre 2017.

(En milliers de gourdes)		Solde au 30/09/2016				Solde au 30/09/2017
Coût	G	38,954	17,092	(38,954)	6	17,098
Amortissement cumulé		29,541	14,838	(38,954)	9,345	14,770
Immobilisations corporelles, net	G	9,413	2,254	-	(9,339)	2,328

Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'analysent comme suit :

(En milliers de gourdes)		2017	2016*	Variation
Titres Bladex	G	**213,287**	213,499	(212)
Total	G	**213,287**	213,499	(212)

13) IMMOBILISATIONS (SUITE)

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

La Banque a intégralement déprécié sa participation dans la Téléco au 1er octobre 2015 dans la mesure où sa valeur réalisable pour la Banque a été évaluée comme nulle.

Les titres Bladex *(Banque Latino-Américaine De commerce Extérieur)* sont des titres de participation côtés aux Etats Unis, ces titres sont valorisés à la clôture à la juste valeur par le compte de résultat.

14) AUTRES ACTIFS

Les autres actifs se détaillent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Comptes à recevoir	G	**771,854**	169,020	602,834
Remises en transit sur le pays		**433,144**	190,739	242,405
Stock de fournitures de bureau		**138,085**	190,325	(52,240)
Stock de pièces et billet		**921,352**	487,252	434,100
Frais payés d'avances		**285,374**	309,231	(23,857)
Dépôts de cautionnement		**470**	470	-
Intérêts sur placement des institutions non monétaires		-	779	(779)
Dividendes à recevoir		-	-	
Autres		667,783	3,384,551	(2,716,768)
Total	G	3,218,062	4,732,367	(1,514,305)

Stock de billets et pièces

Ce poste est constitué des billets et monnaies non encore émis à la clôture de l'exercice.

À l'achat, les signes monétaires sont comptabilisés en stocks au prix d'achat, auquel viennent s'ajouter les frais de transport.

À la mise en circulation, les quantités de signes monétaires émises sont comptabilisées en charges de la période pour les billets. Les pièces quant à elles sont amorties sur vingt ans.

À la clôture de l'exercice, les billets et monnaies non mis en circulation (émis ou non émis) sont traités comme des stocks. Ils font l'objet d'un inventaire physique et sont valorisés selon la méthode FIFO.

Le stock de signes monétaires non émis se décompose comme suit :

(En milliers de gourdes)		2017	2016
Stock de billets neufs	G	**583,039**	177,462
Stocks de pièces neuves		**338,313**	309,790
Total	G	**921,352**	487,252

15) BILLETS ET MONNAIES EN CIRCULATION

Cette rubrique s'analyse comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	Émissions	Destructions	2016	Variation
Billets émis	G	**48,664,052**	16,500,110	10,594,846	42,758,788	5,905,264
Pièces de monnaie émis		**64,655**	53,855	-	10,800	53,855
Encaisse		**(5,295,556)**	-	-	(5,208,079)	(87,477)
Total	G	**43,433,151**	-	-	37,561,509	5,871,642

Au 30 septembre, les billets et pièces de monnaie émis représentent les billets et pièces de monnaie disponibles juridiquement émis, déduction faite de l'encaisse.

Au cours de l'exercice 2017, G 16.6 milliards ont été juridiquement émis par la BRH.

16) COMPTES D'ENGAGEMENTS

Cette rubrique comprend les comptes de dépôts en devises et en gourdes du Gouvernement Haïtien, des institutions financières monétaires bancaires, des institutions bancaires résidentes et non résidentes, des entreprises publiques, les obligations et bons BRH émis. Elle s'analyse comme suit :

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Engagement en devises **(a)**	G	**63,484,468**	61,210,083	2,274,385
Engagement en monnaie locale **(b)**		**38,850,665**	29,294,974	9,555,691
Engagement envers le Gouvernement Central **(c)**		**21,952,982**	21,358,511	594,471
Bons BRH **(d)**		**12,214,000**	11,426,300	787,700
Obligations BRH		**551,413**	169,495	381,918
Total	G	**137,053,528**	123,459,363	13,594,165

Les comptes d'engagement sont des comptes de dépôts à vue ouverts à la BRH. Ils sont libellés en Gourdes et en devises. Conformément à l'article 38 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH, les comptes courants ne sont pas productifs d'intérêt. Ils sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

16) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

a) Engagements en devises

Les comptes engagements en devises de la BRH se décomposent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Engagement envers les autres institutions non résidentes	G	**1,757,367**	852,974	904,393
Engagements envers les institutions bancaires résidentes		**59,976,749**	59,026,372	950,377
Engagements envers les institutions non bancaires résidentes		**313,450**	-	313,450
Engagements envers les entreprises publiques		**1,373,611**	1,264,486	109,125
Chèques certifiés et comptes spéciaux dollars		**60,644**	63,617	(2,973)
		63,481,821	61,207,449	2,274,372
Institutions financières monétaires bancaire Euro		**2,598**	2,584	14
Engagement en DTS FMI		**49**	50	(1)
Total	G	63,484,468	61,210,083	2,274,385

b) Engagements en monnaie locale

Les comptes engagements en monnaie locale de la BRH se décomposent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Dépôt des institutions financières	G	**37,296,720**	27,855,980	9,440,740
Dépôts entreprises publiques		**1,031,455**	1,073,596	(42,141)
Autres dépôts		**522,490**	365,398	157,092
Total	G	**38,850,665**	29,294,974	9,555,691

16) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

c) Engagements envers le Gouvernement

Les comptes d'engagements envers le Gouvernement central sont constitués de comptes de dépôts, de comptes spéciaux et du déficit du Trésor Public qui s'analysent comme suit :

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Dépôts Gouvernement Central-dollars	G	**10,921,485**	10,973,261	(51,776)
Dépôts Gouvernement Central- gourdes		**6,198,584**	7,430,974	(1,232,390)
Dépôts Gouvernement Central-euro		**4,033**	2,757	1,276
Dépôts collectivité locales		**414,795**	140,884	273,911
		17,538,897	18,547,876	(1,008,979)
Comptes spéciaux		**4,414,084**	2,810,635	1,603,449
Total	G	**21,952,981**	21,358,511	(594,470)

- *Comptes spéciaux*

Le solde se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Comptes spéciaux trésor pensions civiles	G	**4,277,961**	2,579,197	1,698,764
Trésor publique fonds en FIDEICOMMI		**129,944**	142,817	(12,873)
Fonds spécial dette externe		**5,303**	87,905	(82,602)
Autres mairies du Nord		**876**	716	160
Total	G	**4,414,084**	2,810,635	1,603,449

- *Compte spécial Trésor Pension Civile*

  Ce compte enregistre les prélèvements effectués, sur ordre du Trésor Public, sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH. Ces prélèvements sont destinés aux fonds de pension des fonctionnaires de l'Etat.

- *Trésor Public, fonds en fidéicommis*

  Ce compte enregistre les fonds du Trésor Public placés en fidéicommis. Ce compte est alimenté par les prélèvements effectués sur les recettes collectées pour le compte de l'Etat par la BRH.

- *Trésor Compte spécial – Obligations sur investissements publics*

  Ce compte enregistre les fonds issus de l'émission des bons du Trésor Public dans le cadre du règlement des arriérés des sociétés de constructions.

16) COMPTES D'ENGAGEMENTS (SUITE)

d) Bons BRH

Les bons BRH sont des titres non matérialisés émis par la BRH. Ils ont comme objectif principal, le contrôle de la liquidité bancaire en permettant soit de fournir des liquidités, ou de réduire des liquidités excédentaires.

Le solde a évolué comme suit, par échéance:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	2015
Échéance				
7 jours	G	**1,361,000**	1,886,300	1,000,000
28 jours		**1,031,000**	186,000	2,000
91 jours		**9,822,000**	9,354,000	4,446,000
Total	G	**12,214,000**	11,426,300	5,448,000

La rémunération moyenne est de 10.44% et 15.04% pour les exercices 2017 et 2016 respectivement.

17) ENGAGEMENT ENVERS LE FMI

Cette rubrique s'analyse comme suit :

(En milliers de gourdes)	30/9/2017		30/9/2016		Variation
	En DTS	En milliers de Gourdes	En DTS	En milliers de Gourdes	En milliers de Gourdes
DTS alloués **(a)**	**78,507,957**	**6,955,794**	78,507,957	7,181,615	(225,821)
Facilité élargie de crédit **(b)**	**35,053,200**	**3,105,708**	39,312,000	3,596,115	(490,407)
Engagements extérieurs					
Prêts FMI **(c)**	**37,732,500**	**3,343,094**	7,020,000	642,163	2,700,931
Total	**151,293,657**	**13,404,596**	124,839,957	11,419,893	1,984,703

a) DTS alloués

Ce sont des DTS alloués aux pays membres du FMI au prorata de leur quote-part.

b) Facilité Elargie de Crédit

Au 30 septembre 2017, ce poste est constitué des tirages au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC) accordée à l'Etat Haïtien.

En tant qu'intermédiaire entre le FMI et l'Etat, la BRH reçoit les tirages en devises effectués par la République d'Haïti auprès du FMI et règle en devises les échéances. La contre-valeur en Gourdes des tirages est reversée à l'Etat.

17) ENGAGEMENT ENVERS LE FMI (SUITE)

c) Engagement extérieur FMI

Au 30 septembre 2017, les variations de l'exercice ont porté sur les opérations ci-après:

	En DTS
Solde au 30 septembre 2016	7,020,000
Allocation	30,712,500
Solde au 30 septembre 2017	**37,732,500**

18) CONTRIBUTIONS ET ENGAGEMENTS DE L'ETAT HAÏTIEN SUR PARTICIPATION AU CAPITAL DES ORGANISMES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Cette rubrique correspond essentiellement à la contrepartie au passif des participations de l'Etat Haïtien dans le capital des organismes financiers internationaux. Elle s'analyse comme suit au 30 septembre 2017:

- Les comptes de dépôts des autres organismes concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.
- Aux 30 septembre 2017 et 2016, les dépôts des organismes internationaux s'élèvent à G 946,282 millions et G 1,016,971 millions respectivement. Ils concernent exclusivement les comptes courants de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) ouverts dans les livres de la BRH.

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Contributions et engagement de L'État Haïtien sur participation au capital des organismes financiers **(note 8)**	G	**4,014,629**	4,196,936	(182,307)
Dépôts des organismes internationaux		**946,282**	1,016,792	(70,510)
Total	G	**4,960,911**	5,213,728	(252,817)

19) AUTRES PASSIFS

La situation dans les livres de la Banque au 30 septembre 2017 se présente comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Allègement dette FMI après catastrophe **(a)**	G	6,057,825	7,443,001	(1,385,176)
Dette actuarielle **(b)**		5,844,625	-	5,844,625
Dette PDVSA		4,995,012	-	4,995,012
Provisions obligations fin de service et provisions spéciales **(c)**		**836,660**	1,025,490	(188,830)
Fonds non sujets à emploi **(d)**		**704,819**	535,919	168,900
Compte transitoire externe		**243,507**	-	243,507
Compte à payer		**190,188**	150,147	40,041
Dividendes à verser		**146,474**	-	146,474
Provisions pour boni		**142,342**	125,394	16,948
Chèque de direction		**56,137**	114,357	(58,220)
Provisions pour vérificateurs externes		**28,171**	14,374	13,797
Salaires à payer		**9,581**	7,847	1,734
Provisions pour prime des caissiers		**1,017**	12,029	(11,012)
Dépôts et consignations		**595**	595	-
Compte transit exercice fiscal/chèques en circulation		-	1,500,000	(1,500,000)
Divers créditeurs		1,081,214	7,843,031	(6,761,817)
Total	G	20,338,167	18,772,186	1,565,983

(a) Allègement dette FMI après catastrophe

Ce montant correspond principalement à l'annulation de la dette du FMI dont a bénéficié l'Etat Haïtien en 2010 au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance.

Le 21 juillet 2010, le Conseil d'administration du Fonds Monétaire International (FMI) a décidé l'annulation totale de l'encours des engagements d'Haïti envers le FMI, pour un montant de 178 millions de DTS, soit 268 millions de dollars.

A ce titre un compte bloqué intitulé «Allègement de dette du FMI après catastrophe» a été ouvert dans les livres de la BRH au nom du Gouvernement Haïtien.

Ce compte est destiné à financer des projets de reconstruction de bâtiments administratifs, de logements sociaux et de mise en place de fonds d'aide (fonds de garantie, fonds de stabilisation des taux d'intérêts sur prêts au logement).

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(b) Dette actuarielle/Fonds de pension

La dette actuarielle correspond au montant engagé par la Banque dans le cadre du Plan de retraite du personnel (le Plan) est un régime à prestations définies, créé par résolution du Conseil d'Administration en 3 novembre 2010 et entré en vigueur le 1er avril 2011. Le plan a connu un amendement le 24 septembre 2015.

Toutes les contributions versées au Fonds de pension sont irrévocables et sont détenues séparément par la Banque dans un fonds de pension à utiliser conformément aux dispositions du Plan. Ni les contributions ni les revenus ne peuvent être utilisés à des fins autres que les prestations exclusivement réservées aux participants en activité et retraités ou à leurs ayants droit, ou à la satisfaction des obligations découlant du Plan. Au 30 septembre 2017, tous les placements du Plan étaient sous gestion externe.

		2017	2016
Obligations au titre des prestations constituées au 01/10/N-1	G	**9,985,851**	8,867,104
Coût des services rendus total au cours de l'exercice		**291,137**	262,286
Cotisations des employés		**(137,168)**	(118,920)
Cout financier brut		**1,098,444**	975,381
Montant de l'actif du régime au début de la période		4,548,020	3,350,433
Montant de l'actif du régime à la fin de la période		5,393,639	4,548,020
Produit des actifs du régime		500,282	368,548
Coût financier net		598,161	606,834
Obligations au titre des prestations constituées au 30/09/N		**11,238,264**	9,985,851
Valeur de marché des actifs du Fonds de pension à la fin de l'exercice (-)		**5,394,176**	4,548,375
Engagement du sponsor au 01/10/N		**5,844,088**	5,437,476
Charges de l'exercice pour le sponsor exercice N	G	**752,130**	750,200

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

Au 30 septembre 2017, la Banque avait une dette envers le Plan de retraite du personnel pour un montant de G5,844,088 mille correspondant aux obligations au titre des prestations définies déduction faite de la valeur de marché des actifs du Fonds de pension.

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

L'évolution des actifs du Fonds de pension a été la suivante au cours des deux derniers exercices:

		2017	2016
Juste valeur des actifs du plan			
Valeur de marché des actifs du plan à l'ouverture de l'exercice	G	**4,548,375**	3,353,057
Rendement effectif des actifs		**417,176**	696,304
Cotisations de l'employeur		**504,005**	477,426
Cotisations des participants au plan durant l'exercice		**137,168**	118,919
Prestations payées		**(212,729)**	(95,063)
Variations de BFR			
Variation des prestations à payer		**181**	(2,268)
Valeur de marché des actifs du plan à la fin de l'exercice	G	**5,394,176**	4,548,375

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation actuarielle aux 30 septembre 2017 et 2016 sont les suivantes:

Plan de retraite du personnel

(En pourcentage)	2017	2016
Taux d'actualisation	**11%**	11%
Rendement escompté des actifs du fonds	**11%**	11%
Taux d'augmentation des pensions	**9%**	9%

Le tableau qui suit présente la moyenne pondérée de l'allocation des actifs du Fonds de pension du personnel aux 30 septembre 2017 et 2016:

		2017	2016
Placements obligataires en USD	G	**1,338,368**	1,396,327
Placements obligataires en gourdes		**3,346,458**	2,667,763
Disponibilités		**709,350**	484,285
Total	G	**5,394,176**	4,548,375

19) AUTRES PASSIFS (SUITE)

(c) Provisions obligations fin de service et provisions spéciales

Les provisions pour obligation fin de service sont octroyées au personnel qui part à la retraite. Selon les textes, cette provision est dotée mensuellement à hauteur de 10% des salaires.

(d) Fonds non sujets à emploi

(En milliers de gourdes)		2017	2016	2015
Chèques certifiés BRH - non réclamés	G	**64,411**	64,411	-
Chèques de direction BRH - non réclamés		**19,171**	24,276	(5,105)
Fonds délaissés		**562,119**	386,782	175,337
Chèques en devises BRH en circulation plus d'un an		**57,803**	60,069	(2,266)
Valeurs saisies		**1,315**	381	(13)
Total	G	**704,819**	535,919	167,953

Ce poste enregistre essentiellement:

- des chèques (chèques certifiés, chèques de direction et chèques en devises) non réclamés par leurs bénéficiaires pour G 141 millions.

- les fonds délaissés pour G 562 millions et qui sont relatifs aux comptes non mouvementés dans les banques commerciales.

Ces fonds sont transférés à la BRH qui est chargée de les conserver dans l'attente d'une éventuelle réclamation des titulaires de comptes.

20) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DE CHANGE

Voir tableau de variation des capitaux propres.

La réserve de réévaluation de change enregistre les bénéfices ou les pertes qui résultent de la réévaluation des avoirs ou des engagements de la BRH, comme stipulé dans l'article 56 de la loi du 17 août 1979 créant la BRH.

Elle s'élève à G 17,334 millions au 30 septembre 2016, et G 15,230 millions au 30 septembre 2017, soit une baisse de G 2,104 millions sur l'exercice.

21) RESERVES GÉNERALES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

a) Résultat net latent

Les gains et pertes latents constatés résultent de l'évaluation mensuelle à la juste valeur des titres détenus dans le portefeuille de la BRH placés en gestion déléguée auprès de gérants de portefeuille. Conformément aux règles et méthodes comptables en vigueur, la BRH ne constate pas au résultat ces gains et pertes.

b) Écart de réévaluation net

Le compte de «réserves générales» est libellé en USD et fait l'objet de réévaluations mensuelles. Ce montant correspond à l'écart net de réévaluation des soldes mensuels.

22) CAPITAL ET RÉSERVES

Voir tableau de variation des capitaux propres.

Le capital et les réserves sont restés stables et s'analysent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	2015
Capital **(a)**	G	**50,000**	50,000	-
Réserve légale **(b)**		**74,454**	74,454	-
Réserve spéciales **(c)**		**412,825**	412,825	-
Allocations spéciales de retraite		**487,920**	428,947	58,973
Réserve pour réévaluation d'immeubles **(d)**		**719,004**	719,004	-
Total	G	**1,744,203**	1,685,230	58,973

a) Capital social

Conformément à l'article 3 de la loi du 17 août 1979 créant la Banque de la République d'Haïti, le capital social autorisé de la BRH est fixé à G 50 millions. Il peut être augmenté selon les besoins de l'institution.

b) Réserve légale

La réserve légale est dotée à hauteur de 10% des profits nets.

c) Réserves spéciales

Les réserves spéciales sont destinées à des fins d'investissement, de placement et d'extension etc. Elles sont dotées à hauteur de 65% des profits nets.

d) Réserves pour réévaluation d'immeubles

Les réserves pour réévaluation d'immeubles correspondent aux surplus nets de réévaluation:

- des immeubles en 2006 et suite au séisme en 2010,
- des terrains en 2010.

23) RÉSULTATS NETS D'INTÉRÊTS

Le résultat net d'intérêt se décompose comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Produits sur portefeuille en tires	G	**4,312,367**	2,921,900	1,390,767
Produits sur opérations de crédit		**1,563,918**	1,412,937	150,981
Intérêts sur prêts au gouvernement		1,099,847	1,099,847	-
Intérêts sur avances au gouvernement		102	86	16
Intérêts sur prêts aux collectivités		-	-	-
Intérêts sur opérations swap institutions financières monétaires non bancaires		871	-	871
Intérêts sur créances aux institutions financières monétaires		198,487	125,542	72,945
Intérêts sur opérations SWAP/Banques locales		6,906	-	6,906
Intérêts sur avances entreprises publiques		-	7	(7)
Intérêts sur prise en pension bons BRH		14,213	-	14,213
Intérêts acquis/perçus sur prêts au personnel		68,133	58,217	9,916
Intérêts acquis/perçus sur effets escomptés		643	3,102	(2,459)
Intérêts acquis/perçus sur effets hypothécaires		63,209	60,826	2,383
Intérêts sur obligations post Sandy		111,507	65,310	46,197
Produits d'intérêts		5,876,285	4,334,837	1,541,748
Frais d'intérêts		1,281,148	1,551,734	270,586
Total	G	4,595,137	2,783,103	1,271,162

** Comptes au 30 septembre 2016 après correction*

e) Produits sur portefeuilles de titres

Les produits sur portefeuilles de titres sont constitués des intérêts sur les placements en devises à l'étranger. Ces produits sont passés de G 2,929 millions au 30 septembre 2016 à G 4,298 millions au 30 septembre 2017, soit une hausse de G 1,368 millions.

f) Produits sur opérations de crédit

Les produits sur opérations de crédit (G 1,563 millions au 30 septembre 2017) sont essentiellement constitués par le montant annuel de G 1,100 millions versé par le Trésor Public à la BRH, au titre d'intérêts sur sa dette interne, comme stipulé dans l'article 4 du protocole entre le MEF et la BRH en date du 30 septembre 2009.

g) Charges d'intérêts

- Intérêts débiteurs payés sur bons BRH

Ce compte inclus les charges d'intérêts de la BRH sur les bons qu'elle émet. Au 30 septembre 2017, les charges d'intérêts sur bons BRH s'établissent à G 1,233 millions contre G 1,269 millions sur l'exercice précédent, soit une hausse de G 35 millions.

24) RÉMUNÉRATIONS ET CHARGES SOCIALES

Les rémunérations et charges sociales se détaillent comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016	Variation
Salaires et autres compensation **(a)**	G	**2,109,905**	1,824,988	284,916
Bénéfices sociaux		**406,934**	397,635	9,299
Contributions – Fonds de retraite **(b)**		**503,991**	477,433	26,559
Charge actuarielle – Fonds de pension		**598,161**	606,833	(8,712)
Contribution prestation fin de service		**59,773**	52,239	7,534
Formation		**144,396**	112,186	32,210
Autres		**17,678**	12,277	5,401
Total	G	**3,840,838**	3,483,591	357,207

a) Les salaires et autres compensations comprennent les salaires réguliers les heures supplémentaires et autres gratifications.

b) Ce compte enregistre la part employeur des contributions au fonds de pension des agents de la BRH. Cette contribution s'établit à 15% du salaire de l'employé, conformément aux règles prévues par le Fonds de Pension.

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

La BRH désigne comme parties liées les membres du Conseil d'Administration, l'Etat Haïtien, ainsi que le personnel de direction comprenant le Gouverneur, le Gouverneur-Adjoint et le Directeur Général.

La BRH est dirigée par un Conseil d'Administration dont les membres sont nommés pour une période de trois (3) ans, renouvelable par arrêté du Président de la République. Conformément aux dispositions de la Constitution de 1987, ils sont ratifiés par le Sénat de la République.

Le Conseil est composé:

- du Gouverneur, qui remplit la fonction de Président du Conseil
- du Gouverneur-Adjoint, qui remplit la fonction de Vice-Président du Conseil
- de trois (3) membres, dont l'un exerce la fonction de Directeur Général.

25) OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES (SUITE)

Les transactions effectuées avec les membres du Conseil d'Administration sont essentiellement des prêts et avances. Les membres du Conseils d'Administration ne bénéficient pas de prêts ou avances qui ne soient pas accessibles aux autres membres du personnel. Ces prêts et avances ont évolué comme suit:

(En milliers de gourdes)		2017	2016
Avances	G	12,107	16,104
Prêts hypothécaires		35,417	27,967
Total	G	47,524	44,071

26) ENGAGEMENTS HORS BILAN

Au 30 septembre les engagements hors bilan incluent:

Engagements de garantie

Au 30 septembre 2017 et 2016, les lettres de garantie et de crédit émises par la BRH en faveur de sociétés commerciales s'élèvent à environ G 89,972 millions et G 86,497 millions, respectivement. Les lettres de crédit ont été émises sur demande du Ministère de l'Économie et des Finances et garantissent des créances de l'État Haïtien et de certaines entreprises publiques envers des sociétés.

Engagements de financement

Au 30 septembre 2017 et 2016, les engagements de financement sont émis en faveur d'institutions étrangères et des bons BRH émis. Ces montants totalisent G 24,189 millions.

27) PROCÉDURE JUDICIAIRE

Au 30 septembre 2017, la BRH suit un certain nombre de dossiers en instruction de litige par ou contre des tiers. Selon l'évaluation des faits à ce jour, de l'avis des conseillers juridiques de la Banque, les positions retenues sont fondées. Aucun impact significatif dans les comptes de la Banque du fait d'un règlement des obligations éventuelles n'est à attendre.

28) ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Signature d'un protocole avec l'État pour la consolidation des encours de dettes au 30 septembre 2017 en date du 6 juin 2018.

LISTE
DES CIRCULAIRES

2016-2017

	Circulaire 109	
3 avril 2017	Sur la divulgation et l'affichage des taux, frais et commissions bancaires ainsi que la gestion des comptes inactifs	**2 mai 2017**
	Circulaire 110	
3 avril 2017	Sur les pénalités à appliquer pour les retards dans la soumission des rapports à la BRH	**17 avril 2017**
	Lettre-Circulaire 105-1	
3 avril 2017	Sur les conditions de transmission des informations sur les crédits octroyés aux clients des institutions financières au BIC	**2 mai 2017**
	Lettre-Circulaire 81-5	
3 avril 2017	Sur la gestion du risque de change	**17 avril 2017**
	Circulaire 101-3	
11 août 2017	Sur les modalités de facturation des opérations effectuées à partir des cartes de paiement	**1er décembre 2017**
	Circulaire 101-3	
25 septembre 2017	Sur les éléments constitutifs des réserves obligatoires	**1er décembre 2017**
	Circulaire 101-3	
4 décembre 2017	Modifiant les coefficients de réserves obligatoires sur les passifs en monnaies nationale et étrangères	**18 décembre 2017**

ANNEXE

JURIDIQUE

CONSEILS D'ADMINISTRATION

BANQUE NATIONALE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BNRH)

MONITEUR # 84 DU 25 SEPTEMBRE 1947

Arrêté du 25 septembre 1947 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1947 :
Gaston Margron
C.E. Van Waterschoodt
Emmanuel Thézan *
Christian Aimé *
A.M. Herres

MONITEUR # 27 DU 21 MARS 1949

Arrêté du 21 mars 1949 nommant M. Victor M. Coicou*, membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par la mise à la retraite de M. Chs. Van Waterschoodt.

MONITEUR # 22 DU 4 MARS 1952

Arrêté du 3 mars 1952 nommant M. Arsène E. Magloire Membre du Conseil d'Administration de la BNRH pour une durée finissant le 30 septembre 1952 afin de combler la vacance produite par le décès de M. Gaston Margron.

MONITEUR # 93 DU 29 SEPTEMBRE 1952

Arrêté du 29 septembre 1952 nommant pour 5 ans à partir du 1er octobre 1952 :
Christian F. Aimé *
Arthur M. Herres
Victor M. Coicou *
Arsène E. Magloire
J. Frédéric Magny *

MONITEUR # 23 DU 11 MARS 1957

Arrêté du 11 mars 1957 nommant pour 5 ans à partir du 11 mars 1957 :
Silvère Pilié *
Maurice Télémaque *
François Auguste *
Jean Méhu
Robert Bonhomme

MONITEUR # 114 DU 17 OCTOBRE 1957

Arrêté nommant M. Benjamin Prophète, Membre du Conseil d'Administration de la Banque Nationale de la République d'Haïti en remplacement de M. Robert Bonhomme, démissionnaire.

MONITEUR # 2 DU 4 JANVIER 1958

Arrêté du 31 décembre 1957 nommant pour 5 ans :
Maurice Télémaque *
Antonio André *
François Auguste *
Marcel Vaval
Jean Pierre Mompoint

MONITEUR # 8 DU 23 JANVIER 1960

Arrêté du 23 janvier 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Joseph Chatelain *
Louis Smith *
Vilfort Beauvoir
Lebert Jean Pierre

MONITEUR # 113 DU 27 NOVEMBRE 1960

Arrêté du 26 novembre 1960 nommant pour 5 ans :
Antonio André*
Vilfort Beauvoir
François Murat *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 110 DU 26 NOVEMBRE 1965

Arrêté du 26 novembre 1965 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président et Directeur Général
Vilfort Beauvoir, Vice-Président et Directeur
François Murat *, Membre et Directeur Commercial
Noé Fourcand, Membre
Jean Magloire, Membre

MONITEUR # 82 DU 5 OCTOBRE 1970

Arrêté du 4 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
Antonio André *
Léon Mirambeau
René Adrien *
Noé Fourcand
Jean Magloire

MONITEUR # 75 DU 30 OCTOBRE 1975

Arrêté du 3 octobre 1970 nommant pour 5 ans :
François Murat *
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Léon Mirambeau
Donasson Alphonse

MONITEUR # 69-A DU 9 SEPTEMBRE 1976

Arrêté du 8 septembre 1976 nommant pour 5 ans :
Antonio André *, Président-Directeur Général
Adrien Bonnefil *
Franck Bouchereau *
Donasson Alphonse
Léon Mirambeau

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI (BRH)

MONITEUR # 76-B DU 27 SEPTEMBRE 1979

Arrêté du 26 septembre 1979 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Edouard Racine, Gouverneur Adjoint *
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 42 DU 21 JUILLET 1980

Arrêté du 18 juillet 1980 nommant pour 3 ans :
Gérard Martineau, Gouverneur *
Raoul Berret, Gouverneur Adjoint
René Lafontant, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Allan Nolté, Membre *

MONITEUR # 12 DU 8 FÉVRIER 1982

Arrêté du 8 février 1982 nommant pour 3 ans :
Marcel Léger, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 51 DU 14 JUILLET 1982

Arrêté du 12 juillet 1982 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 87-A DU 16 DÉCEMBRE 1982

Arrêté du 14 décembre 1982 nommant pour 3 ans :
Antonio André, Gouverneur *
Allan Nolté, Gouverneur Adjoint *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
Lameck Georges, Membre *
André Josaphat, Membre *

MONITEUR # 26 DU 18 AVRIL 1983

Arrêté du 6 avril 1983 nommant pour 3 ans :
Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Stanley Théard, Membre

MONITEUR # 70 DU 6 OCTOBRE 1983

Arrêté du 31 août 1983 nommant pour 3 ans :
Allan Nolté, Gouverneur *
Ludner Ulysse, Vice-Gouverneur *
Jean Claude Sanon, Directeur Général *
André Josaphat, Membre *
Gérard Pierre-Louis, Membre

MONITEUR # 43 DU 20 JUIN 1985

Arrêté du 11 juin 1985 nommant pour 3 ans :
Jean Claude Sanon, Gouverneur *
Jacques Joubert, Gouverneur Adjoint *
Félix Gaston, Directeur Général *
Stanley Théard, Membre
Bonivert Claude, Membre *

MONITEUR # 19 DU 27 FÉVRIER 1986

Arrêté du 27 février 1986 nommant pour 3 ans :
Onill Millet, Gouverneur *
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Sully Belancourt, Directeur Général *
Joseph Lagroue, Membre *
Guy A. Douyon, Membre

MONITEUR # 57 DU 30 JUIN 1988

Arrêté du 23 juin 1988 nommant :
Hubert Cameau *, Membre du Conseil d'Administration en remplacement de Guy A. Douyon, démissionnaire.

MONITEUR # 71-A DU 11 AOÛT 1988

Arrêté du 3 août 1988 nommant :
Joseph Lagroue *, Directeur Général en remplacement de Sully Belancourt, démissionnaire et
M. Gérard Noël *, Membre.

MONITEUR # 85-A DU 29 SEPTEMBRE 1988

Arrêté du 26 septembre 1988 nommant pour 3 ans :
Ernest Ricot, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Eddy V. Etienne, Directeur Général *
Yvon Guirand, Membre
Ernst Nicolas, Membre *

MONITEUR # 48 DU 26 JUIN 1989

Arrêté du 22 juin 1989 nommant pour 3 ans :
Jacques Vilgrain, Gouverneur
Félix Gaston, Gouverneur Adjoint *
Charles Beaulieu, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
Fritz Laurenceau, Membre *

MONITEUR # 30 DU 29 MARS 1990

Arrêté du 26 mars 1990 nommant Serge Pothel, Gouverneur

MONITEUR # 68-A DU 6 AOÛT 1990

Arrêté du 3 août 1990 nommant :
Charles Beaulieu, Gouverneur *
Fritz Laurenceau, Gouverneur Adjoint *
Joachim Noel, Directeur Général *
Fritz Viala, Membre
René Durand, Membre *

MONITEUR # 28-A DU 1ER AVRIL 1991

Arrêté du 21 mars 1991 nommant :
Roger Pérodin, Gouverneur *
Dumas Benjamin, Gouverneur Adjoint *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Venel Joseph, Membre *

MONITEUR # 94-A DU 2 DÉCEMBRE 1991

Arrêté du 25 novembre 1991
Bonivert Claude, Gouverneur *
Fritzner Beauzile, Vice Président *
Monique Ph. Thébaud, Directeur Général *
Marie Thérèse O. Narcisse, Membre *
Serge Pérodin, Membre *

MONITEUR D'OCTOBRE 1994

Arrêté d'Octobre 1994 nommant la Commission Provisoire de Gestion de la Banque de la République d'Haiti :
Roger Pérodin, Président *
Bonivert Claude, Membre *
Monique Ph. Thébaud, Membre *
Venel Joseph, Membre *
Dumas Benjamin, Membre *

MONITEUR # 99 DU 15 DÉCEMBRE 1994

Arrêté du 8 décembre 1994 nommant :
Leslie Delatour, Gouverneur
Fred Joseph, Vice-Gouverneur
Roland Pierre, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Henry Cassion, Membre

MONITEUR # 9 DU 31 JANVIER 1996

Arrêté du 16 janvier 1996 nommant :
Fritz Jean, Gouverneur Adjoint en remplacement de Fred Joseph.

MONITEUR # 12 DU 12 FÉVRIER 1998

Arrêté du 9 février 1998 nommant :
Fritz Jean, Gouverneur
Roland Pierre, Gouverneur Adjoint
Henry Cassion, Directeur Général
Venel Joseph, Membre *
Max Etienne, Membre *

MONITEUR # 71 DU 30 AOÛT 2001

Arrêté du 16 août 2001 nommant:
Venel Joseph, Gouverneur*
Hancy Pierre-Louis, Gouverneur Adjoint*
Réginald Mondésir, Directeur Général
Gladys Péan, Membre
Yvon Guirand, Membre

MONITEUR # 22 DU 27 AVRIL 2004

Arrêté du 31 mars 2004 nommant:
Raymond Magloire, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Charles Castel, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Georges Henry Fils, Membre

MONITEUR # 86 DU 30 SEPTEMBRE 2007

Arrêté du 20 septembre 2007 nommant:
Charles Castel, Gouverneur
Philippe W. Lahens, Gouverneur Adjoint
Marc Hébert Ignace, Directeur Général*
Rémy Montas, Membre
Fritz Duroseau, Membre

MONITEUR # 162 DU 16 NOVEMBRE 2011

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:
Charles Castel, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Jean Baden Dubois, Directeur Général*
Fritz Duroseau, Membre*
Georgette Jean-Louis, Membre

MONITEUR # 243 DU 22 DÉCEMBRE 2015

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:
Jean Baden Dubois, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Georgette Jean-Louis, Directeur Général*
Ronald Gabriel, Membre*
Yamilée Champagne, Membre

MONITEUR # 155 DU 29 AOÛT 2016

Arrêté du 31 octobre 2011 nommant:
Jean Baden Dubois, Gouverneur*
Georges Henry Fils, Gouverneur Adjoint
Georgette Jean-Louis, Directeur Général*
Ronald Gabriel, Membre*
Fritz Duroseau, Membre*

ANNEXE
STATISTIQUE

Tableau I.1 :::: Produit intérieur brut par branche d'activité économique (en millions de gourdes de 1986-87)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
Secteur primaire	**3,317.0**	**3,393.0**	**3,141.0**	**3,317.0**	**3,315.0**	**3,282.0**	**3,237.0**	**3,378.0**	**3,330.0**	**3,151.0**	**3,247.0**	**3,274.0**
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	3,302.0	3,378.0	3,125.0	3,300.0	3,298.0	3,262.0	3,220.0	3,360.0	3,311.0	3,131.0	3,227.0	3,254.0
Industries extractives	15.0	15.0	16.0	17.0	17.0	20.0	17.0	18.0	19.0	20.0	20.0	20.0
Secteur secondaire	**2,080.0**	**2,118.0**	**2,166.0**	**2,265.0**	**2,151.0**	**2,440.0**	**2,564.0**	**2,714.0**	**2,862.0**	**2,953.0**	**2,977.0**	**3,005.0**
Industries manufacturières	1,017.0	1,030.0	1,029.0	1,075	912.0	1,074.0	1,150.0	1,175	1,206	1,261	1,280	1,293
Electricité, gaz et eau	58.0	57.0	52.0	67.0	70.0	91.0	69.0	69.0	70.0	70.0	72.0	73.0
Bâtiments et travaux publics	1,005.0	1,031.0	1,085.0	1,123.0	1,169.0	1,275.0	1,345.0	1,470.0	1,586.0	1,622.0	1,625.0	1,639.0
Secteur tertiaire	**6,713.0**	**6,997.0**	**7,286.0**	**7,389.0**	**6,801.0**	**7,208.0**	**7,445.0**	**7,718.0**	**7,998.0**	**8,227.0**	**8,329.0**	**8,432.0**
Commerce, Restaurants et hôtels	3,451.0	3,661.0	3,868.0	3,913.0	3,601.0	3,765.0	3,954.0	4,147.0	4,322.0	4,441.0	4,474.0	4,524.0
Transport et communications	842.0	910.0	967.0	992	963.0	1,092.0	1,078.0	1,117	1,158	1,189	1,194	1,205
Autres services marchands	1,573.0	1,602.0	1,653.0	1,654.0	1,536.0	1,577.0	1,638.0	1,692.0	1,779.0	1,817.0	1,865.0	1,894.0
Services non marchands	1,379.0	1,443.0	1,514.0	1,519.0	1,540.0	1,584.0	1,629.0	1,671.0	1,705.0	1,761.0	1,788.0	1,803.0
Branche fictive*	-532.0	-619.0	-716.0	-689.0	-839.0	-810.0	-854.0	-909.0	-966.0	-981.0	-992.0	-994.0
Valeur ajoutée brute totale	12,110.0	12,508.0	12,593.0	12,971.0	12,267.0	12,930.0	13,246.0	13,810.0	14,190.0	14,331.0	14,553.0	14,711.0
Impôts moins subventions sur les produits	961.0	1,000.0	1,029.0	1,071.0	1,003.0	1,073.0	1,161.0	1,208.0	1,248.0	1,295.0	1,300.0	1,328.0
Produit intérieur brut	**13,071.0**	**13,508.0**	**13,622.0**	**14,042.0**	**13,270.0**	**14,003.0**	**14,407.0**	**15,017.0**	**15,439.0**	**15,626.0**	**15,853.0**	**16,039.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1a :::: Contribution à la valeur ajoutée du PIB réel (en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
Secteur primaire	**25.6**	**25.4**	**25.1**	**23.1**	**23.6**	**25.0**	**23.4**	**22.5**	**22.5**	**21.6**	**20.2**	**20.5**	**20.4**
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	25.5	25.3	25.0	22.9	23.5	24.9	23.3	22.4	22.4	21.4	20.0	20.4	20.3
Industries extractives	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1
Secteur secondaire	**16.0**	**15.9**	**15.7**	**15.9**	**16.1**	**16.2**	**17.4**	**17.8**	**18.1**	**18.5**	**18.9**	**18.8**	**18.7**
Industries manufacturières	7.8	7.8	7.6	7.6	7.7	6.9	7.7	8.0	7.8	7.8	8.1	8.1	8.1
Electricité, gaz et eau	0.6	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	0.5	0.5
Bâtiments et travaux publics	7.6	7.7	7.6	8.0	8.0	8.8	9.1	9.3	9.8	10.3	10.4	10.3	10.2
Secteur tertiaire	**51.1**	**51.4**	**51.8**	**53.5**	**52.6**	**51.3**	**51.5**	**51.7**	**51.4**	**51.8**	**52.6**	**52.5**	**52.6**
Commerce, Restaurants et hôtels	26.2	26.4	27.1	28.4	27.9	27.1	26.9	27.4	27.6	28.0	28.4	28.2	28.2
Transport et communications	6.3	6.4	6.7	7.1	7.1	7.3	7.8	7.5	7.4	7.5	7.6	7.5	7.5
Autres services marchands	12.1	12.0	11.9	12.1	11.8	11.6	11.3	11.4	11.3	11.5	11.6	11.8	11.8
Services non marchands	10.6	10.6	10.7	11.1	10.8	11.6	11.3	11.3	11.1	11.0	11.3	11.3	11.2
Branche fictive*	-4.1	-4.1	-4.6	-5.3	-4.9	-6.3	-5.8	-5.9	-6.1	-6.3	-6.3	-6.3	-6.2
Valeur ajoutée brute totale	92.7	92.6	92.6	92.4	92.4	92.4	92.3	91.9	92.0	91.9	91.7	91.8	91.7
Impôts moins subventions sur les produits	7.3	7.4	7.4	7.6	7.6	7.6	7.7	8.1	8.0	8.1	8.3	8.2	8.3
Produit intérieur brut	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**	**100.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.1b :::: Taux de croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
Secteur primaire	**2.6**	**1.4**	**2.3**	**-7.4**	**5.6**	**-0.1**	**-1.0**	**-1.4**	**4.4**	**-1.4**	**-5.4**	**3.0**	**0.8**
Agriculture, sylviculture, élevage et pêche	2.6	1.4	2.3	-7.5	5.6	-0.1	-1.1	-1.3	4.3	-1.5	-5.4	3.1	0.8
Industries extractives	4.2	7.1	0.0	6.7	6.3	0.0	17.6	-15.0	5.9	5.6	5.3	0.0	0.0
Secteur secondaire	**2.5**	**1.7**	**1.8**	**2.3**	**4.6**	**-5.0**	**13.4**	**5.1**	**5.9**	**5.5**	**3.2**	**0.8**	**0.9**
Industries manufacturières	1.7	2.3	1.3	-0.1	4.5	-15.2	17.8	7.1	2.2	2.6	4.6	1.5	1.0
Electricité, gaz et eau	7.1	-22.7	-1.7	-8.8	28.8	4.5	30.0	-24.2	0.0	1.4	0.0	2.9	1.4
Bâtiments et travaux publics	3.0	2.9	2.6	5.2	3.5	4.1	9.1	5.5	9.3	7.9	2.3	0.2	0.9
Secteur tertiaire	**1.3**	**2.8**	**4.2**	**4.1**	**1.4**	**-8.0**	**6.0**	**3.3**	**3.7**	**3.6**	**2.9**	**1.2**	**1.2**
Commerce, Restaurants et hôtels	1.4	3.0	6.1	5.7	1.2	-8.0	4.6	5.0	4.9	4.2	2.8	0.7	1.1
Transport et communications	3.2	4.5	8.1	6.3	2.6	-2.9	13.4	-1.3	3.6	3.7	2.7	0.4	0.9
Autres services marchands	1.3	2.0	1.8	3.2	0.1	-7.1	2.7	3.9	3.3	5.1	2.1	2.6	1.6
Services non marchands	1.7	1.5	4.6	4.9	0.3	1.4	2.9	2.8	2.6	2.0	3.3	1.5	0.8
Branche fictive*	5.7	1.7	16.4	15.7	-3.8	21.8	-3.5	5.4	6.4	6.3	1.6	1.1	0.2
Valeur ajoutée brute totale	1.8	2.2	3.3	0.7	3.0	-5.4	5.4	2.4	4.3	2.8	1.0	1.5	1.1
Impôts moins subventions sur les produits	1.1	2.9	4.1	2.9	4.1	-6.3	7.0	8.2	4.0	3.3	3.8	0.4	2.2
Produit intérieur brut	**1.8**	**2.3**	**3.3**	**0.8**	**3.1**	**-5.5**	**5.5**	**2.9**	**4.2**	**2.8**	**1.2**	**1.5**	**1.2**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation
*/ Il s'agit, par convention, d'une unité spéciale qui prend en compte l'utilisation faite par les autres branches de la «production imputée de services bancaires» (SCN 1993)

Tableau I.2 :::: Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes à prix courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0	551,911.0
Importations	72,154.0	88,769.0	85,715.0	110,739.0	114,048.0	172,849.0	178,605.0	174,400.0	192,970.0	206,520.0	214,128.0	248,091.0	311,769.0
Ressources	**240,189.0**	**285,907.0**	**305,825.0**	**361,329.0**	**381,928.0**	**439,801.0**	**481,459.0**	**502,461.0**	**557,496.0**	**598,155.0**	**637,772.0**	**732,442.0**	**863,680.0**
Consommation	170,525.0	199,482.0	209,590.0	257,145.0	266,197.0	331,020.0	344,247.0	350,070.0	381,296.0	404,470.0	415,754.0	486,346.0	599,785.0
Investissement	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0	159,926.0
Exportations	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0	103,969.0
Emplois	**240,189.0**	**285,907.0**	**305,825.0**	**361,329.0**	**381,928.0**	**439,801.0**	**481,459.0**	**502,461.0**	**557,496.0**	**598,155.0**	**637,772.0**	**732,442.0**	**863,680.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.2a :::: Structure du PIB nominal (en millions de gourdes à prix courants)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	168,035.0	197,138.0	220,110.0	250,590.0	267,880.0	266,952.0	302,854.0	328,061.0	364,526.0	391,635.0	423,644.0	484,351.0	551,911.0
Importations	216,597.0	257,343.0	276,682.0	329,426.0	339,844.0	398,845.0	428,611.0	446,995.0	490,882.0	525,635.0	553,012.0	632,726.0	759,711.0
Ressources	**170,525.0**	**199,482.0**	**209,590.0**	**257,145.0**	**266,197.0**	**331,020.0**	**344,247.0**	**350,070.0**	**381,296.0**	**404,470.0**	**415,754.0**	**486,346.0**	**599,785.0**
Consommation	46,072.0	57,861.0	67,092.0	72,281.0	73,647.0	67,825.0	84,364.0	96,925.0	109,586.0	121,165.0	137,258.0	146,380.0	159,926.0
Investissement	-48,562.0	-60,206.0	-56,573.0	-78,836.0	-71,964.0	-131,893.0	-125,757.0	-118,934.0	-126,426.0	-134,000.0	-129,368.0	-148,375.0	-207,800.0
Exportations	23,592.0	28,563.0	29,142.0	31,903.0	42,084.0	40,956.0	52,848.0	55,466.0	66,544.0	72,520.0	84,760.0	99,716.0	103,969.0
Emplois	**72,154.0**	**88,769.0**	**85,715.0**	**110,739.0**	**114,048.0**	**172,849.0**	**178,605.0**	**174,400.0**	**192,970.0**	**206,520.0**	**214,128.0**	**248,091.0**	**311,769.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3 :::: Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/87)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,432.0	15,626.0	15,851.0	16,039.0
Importations	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0	22,603.0	22,793.0	23,260.0
Ressources	**29,436.0**	**29,948.0**	**30,929.0**	**32,360.0**	**35,387.0**	**36,143.0**	**35,290.0**	**36,579.0**	**37,554.0**	**38,229.0**	**38,644.0**	**39,299.0**
Consommation	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,406.0	26,092.0
Investissement	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,864.0	6,078.0	6,143.0	6,198.0
Exportations	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0	7,009.0
Emplois	**29,436.0**	**29,948.0**	**30,929.0**	**32,360.0**	**35,387.0**	**36,143.0**	**35,290.0**	**36,572.0**	**37,560.0**	**38,229.0**	**38,644.0**	**39,299.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3a :::: Compte du produit intérieur brut (en millions de gourdes de 1986/87)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	13,071.0	13,508.0	13,622.0	14,042.0	13,270.0	14,003.0	14,407.0	15,026.0	15,432.0	15,626.0	15,851.0	16,039.0
Importations	16,365.0	16,440.0	17,307.0	18,318.0	22,117.0	22,140.0	20,883.0	21,553.0	22,122.0	22,603.0	22,793.0	23,260.0
Ressources	**29,436.0**	**29,948.0**	**30,929.0**	**32,360.0**	**35,387.0**	**36,143.0**	**35,290.0**	**36,579.0**	**37,554.0**	**38,229.0**	**38,644.0**	**39,299.0**
Consommation	21,337.0	21,814.0	22,194.0	22,581.0	25,687.0	24,971.0	23,677.0	24,320.0	24,896.0	25,103.0	25,406.0	26,092.0
Investissement	4,541.0	4,680.0	4,811.0	4,982.0	4,657.0	5,103.0	5,417.0	5,747.0	5,864.0	6,078.0	6,143.0	6,198.0
Exportations	3,558.0	3,454.0	3,924.0	4,797.0	5,043.0	6,069.0	6,196.0	6,505.0	6,800.0	7,048.0	7,095.0	7,009.0
Emplois	**29,436.0**	**29,948.0**	**30,929.0**	**32,360.0**	**35,387.0**	**36,143.0**	**35,290.0**	**36,572.0**	**37,560.0**	**38,229.0**	**38,644.0**	**39,299.0**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3b :::: Compte du produit intérieur brut (variations en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	1.8	2.3	3.3	0.8	3.1	- 5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.3	1.5	1.2
Importations	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	- 5.7	3.2	2.6	2.2	0.8	2.0
Ressources	**4.4**	**2.0**	**1.7**	**3.3**	**4.6**	**9.4**	**2.1**	**- 2.4**	**3.7**	**2.7**	**1.8**	**1.1**	**1.7**
Consommation	5.8	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	- 2.8	- 5.2	2.7	2.4	0.8	1.2	2.7
Investissement	1.4	2.2	3.1	2.8	3.6	- 6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1	0.9
Exportations	0.0	7.2	- 2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7	- 1.2
Emplois	**4.4**	**2.0**	**1.7**	**3.3**	**4.6**	**9.4**	**2.1**	**- 2.4**	**3.6**	**2.7**	**1.8**	**1.1**	**1.7**

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3c :::: Structure de la croissance du PIB réel (variations en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	1.8	2.3	3.3	0.8	3.1	-5.5	5.5	2.9	4.3	2.7	1.3	1.4	1.2
Demande intérieure	**5.0**	**1.4**	**2.4**	**1.9**	**2.1**	**10.1**	**-0.9**	**-3.3**	**3.3**	**2.3**	**1.4**	**1.2**	**2.3**
Consommation	5.8	1.2	2.2	1.7	1.7	13.8	-2.8	-5.2	2.7	2.4	0.8	1.2	2.7
Investissement	1.4	2.2	3.1	2.8	3.6	-6.5	9.6	6.2	6.1	2.0	3.6	1.1	0.9
Solde extérieur	**8.5**	**0.5**	**1.4**	**3.1**	**1.0**	**26.3**	**-5.9**	**-8.6**	**2.5**	**1.8**	**1.5**	**0.9**	**3.5**
Exportations	0.0	7.2	- 2.9	13.6	22.2	5.1	20.3	2.1	5.0	4.5	3.6	0.7	-1.2
Importations	6.6	1.9	0.5	5.3	5.8	20.7	0.1	-5.7	3.2	2.6	2.2	0.8	2.0

Source : IHSI
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.3d :::: Contribution à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015[1/]	2016[2/]	2017[3/]
PIB	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Demande intérieure	**199.7**	**198.0**	**196.1**	**198.2**	**196.3**	**228.7**	**214.8**	**201.9**	**200.1**	**199.3**	**199.5**	**199.0**	**201.3**
Consommation	164.9	163.2	161.5	162.9	160.8	193.6	178.3	164.3	161.9	161.3	160.6	160.3	162.7
Investissement	34.8	34.7	34.6	35.3	35.5	35.1	36.4	37.6	38.2	38.0	38.9	38.8	38.6
Solde extérieur	**- 99.7**	**- 98.0**	**- 96.1**	**-98.2**	**-96.3**	**-128.7**	**-114.8**	**-101.9**	**-100.1**	**-99.3**	**-99.5**	**-99.0**	**-101.3**
Exportations	26.0	27.2	25.6	28.8	34.2	38.0	43.3	43.0	43.3	44.1	45.1	44.8	43.7
Importations	125.7	125.2	121.7	127.1	130.5	166.7	158.1	145.0	143.4	143.4	144.6	143.8	145.0

Source : IHSI: BRH
1/ Semi-définitif
2/ Provisoire
3/ Estimation

Tableau I.4 :::: Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Base Août 2004 =100)

	Pondération	Octobre 2016	Novembre 2016	Décembre 2016	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Juin 2017	Juilet 2017	Août 2017	Septembre 2017
Indice général	**100.00%**	**281.30**	**285.50**	**288.90**	**291.60**	**294.70**	**298.30**	**301.50**	**306.00**	**309.30**	**312.40**	**315.30**	**318.90**
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	294.70	299.90	303.40	305.70	309.40	312.60	315.90	319.30	322.90	326.30	329.90	332.90
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	311.30	317.00	318.90	323.40	327.30	335.60	343.20	347.40	353.60	360.40	364.90	368.00
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	329.80	335.10	343.80	346.70	354.00	361.20	366.90	377.90	384.40	389.00	391.10	394.20
Aménagement et entretien du logement	4.70%	284.60	289.20	291.80	295.70	299.10	302.50	304.80	306.10	308.20	310.60	311.90	313.80
Santé	2.90%	279.90	281.00	285.90	289.90	292.90	297.40	303.00	306.50	309.40	311.60	314.40	315.00
Transport	13.74%	171.80	172.10	172.40	172.50	172.70	172.80	173.00	181.20	181.30	182.50	182.60	182.70
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	310.10	310.60	310.90	311.50	312.00	312.10	312.30	312.30	312.60	313.20	318.00	342.40
Autres biens et services	4.56%	261.20	268.20	273.30	278.30	282.70	289.40	290.30	291.20	292.00	294.10	295.50	296.90

Source : IHSI

Tableau I.4a :::: Indice des prix à la consommation (IPC) - ensemble du pays (Août 2004 =100)

	Pondération	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017
Indice général	**100.00%**	**142.6**	**170.9**	**162.9**	**170.5**	**188.2**	**200.5**	**209.60**	**220.80**	**245.70**	**276.40**	**318.90**
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	143.9	182.4	164.4	172.60	194.8	208.80	218.60	228.50	257.30	288.50	332.90
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	138.0	153.7	162.1	167.10	179.1	191.60	201.20	223.10	258.60	304.90	368.00
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	157.2	177.5	173.3	194.60	220.2	234.70	245.00	258.90	283.30	323.50	394.20
Aménagement et entretien du logement	4.70%	146.4	165.4	181.5	187.90	197.7	206.50	213.90	223.60	246.90	279.10	313.80
Santé	2.90%	140.2	157.0	167.0	172.90	192.0	207.10	214.60	238.10	257.90	279.30	315.00
Transport	13.74%	126.9	147.6	141.1	141.30	149.1	154.50	157.40	159.50	163.00	171.00	182.70
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	159.6	171.3	182.3	183.20	187.7	200.10	218.40	236.90	261.40	309.00	342.40
Autres biens et services	4.56%	122.9	137.5	142.1	145.90	158.3	167.00	174.10	190.80	226.60	256.80	296.90

Source : IHSI

Tableau I.5 :::: Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100)

	Octobre 2016		Novembre 2016		Décembre 2016		Janvier 2017		Février 2017		Mars 2017	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	**1.8**	**13.3**	**1.5**	**14.2**	**1.2**	**14.3**	**0.9**	**14.1**	**1.1**	**13.9**	**1.2**	**14.3**
Alimentation, boisson et tabac	2.1	13.5	1.8	14.6	1.2	14.5	0.8	13.9	1.2	13.9	1.0	14.1
Habillement, tissus et chaussures	2.1	18.3	1.8	19.3	0.6	17.9	1.4	17.3	1.2	16.3	2.5	17.6
Loyer du logement, énergie, eau	1.9	15.0	1.6	15.6	2.6	17.6	0.8	17.5	2.1	18.5	2.0	19.2
Aménagement et entretien du logement	2.0	13.2	1.6	14.4	0.9	13.8	1.3	14.0	1.1	13.5	1.1	14.2
Santé	0.2	7.7	0.4	7.3	1.7	8.5	1.4	9.1	1.0	9.6	1.5	11.0
Transport	0.5	5.0	0.2	4.7	0.2	4.4	0.1	4.4	0.1	3.4	0.1	3.2
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.4	17.6	0.2	17.5	0.1	17.2	0.2	17.0	0.2	16.6	0.0	16.4
Autres biens et services	1.7	12.9	2.7	15.8	1.9	16.7	1.8	17.9	1.6	18.0	2.4	20.3

Source : IHSI

Tableau I.5 :::: Taux d'inflation (variation de l'IPC en pourcentage, août 2004=100) suite

	Avril 2017		Mai 2017		Juin 2017		Juillet 2017		Août 2017		Septembre 2017	
	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel	Variation mensuelle	Variation en glissement annuel
Indice général	**1.1**	**14.6**	**1.5**	**15.5**	**1.1**	**15.8**	**1.0**	**15.6**	**0.9**	**15.6**	**1.1**	**15.4**
Alimentation, boisson et tabac	1.1	14.2	1.1	14.5	1.1	14.7	1.1	14.7	1.1	15.2	0.9	15.4
Habillement, tissus et chaussures	2.3	19.3	1.2	20.2	1.8	21.0	1.9	21.1	1.2	20.7	0.8	20.7
Loyer du logement, énergie, eau	1.6	19.4	3.0	22.1	1.7	23.4	1.2	22.3	0.5	21.1	0.8	21.9
Aménagement et entretien du logement	0.8	14.1	0.4	13.7	0.7	13.5	0.8	12.9	0.4	12.6	0.6	12.4
Santé	1.9	12.9	1.2	14.2	0.9	13.6	0.7	13.8	0.9	12.7	0.2	12.8
Transport	0.1	3.0	4.7	7.6	0.1	6.9	0.7	7.5	0.1	7.3	0.1	6.8
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	0.1	16.4	0.0	16.1	0.1	16.1	0.2	16.2	1.5	15.1	7.7	10.8
Autres biens et services	0.3	19.4	0.3	18.9	0.3	18.1	0.7	17.5	0.5	16.2	0.5	15.6

Source : IHSI: BRH

Tableau I.5a ::: Taux d'inflation (variation de l'IPC en glissement annuel, en pourcentage, août 2004=100)

	Pondération	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017
Indice général	**100.00%**	**7.9**	**19.8**	**-4.7**	**4.7**	**10.4**	**6.5**	**4.5**	**5.3**	**11.3**	**12.5**	**15.4**
Alimentation, boisson et tabac	50.35%	7.5	26.8	-9.9	5.0	12.9	7.2	4.7	4.5	12.6	12.1	15.4
Habillement, tissus et chaussures	6.86%	9.1	11.4	5.5	3.1	7.2	7.0	5.0	10.9	15.9	17.9	20.7
Loyer du logement, énergie, eau	11.05%	15.3	12.9	-2.4	12.3	13.2	6.6	4.4	5.7	9.4	14.2	21.9
Aménagement et entretien du logement	4.70%	12.4	13.0	9.7	3.5	5.2	4.5	3.6	4.5	10.4	13.0	12.4
Santé	2.90%	10.9	12.0	6.4	3.5	11.0	7.9	3.6	11.0	8.3	8.3	12.8
Transport	13.74%	-0.2	16.3	-4.4	0.1	5.5	3.6	1.9	1.3	2.2	4.9	6.8
Loisirs, spectacles, enseignement et culture	5.84%	10.1	7.3	6.4	0.5	2.5	6.6	9.1	8.5	10.3	18.2	10.8
Autres biens et services	4.56%	5.8	11.9	3.3	2.7	8.5	5.5	4.3	9.6	18.8	13.3	15.6

Source : IHSI, BRH

Tableau I.6 ::: Taux de change à Port-au-Prince (gourdes/dollar ÉU)

	Octobre 2016	Novembre 2016	Décembre 2016	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Juin 2017	Juilet 2017	Août 2017	Septembre 2017
Marché informel[1/]												
À l'achat	66.0238	66.6666	67.3211	67.6114	68.0547	69.0070	68.8676	63.7279	62.1139	62.3176	62.4838	62.7405
À la vente	66.4536	67.0437	67.7362	68.0891	68.5209	69.6064	69.3330	65.0762	63.8185	63.9909	64.2218	64.2500
Marché bancaire[1/]												
À l'achat	65.9050	66.8887	67.2392	67.6510	68.1936	69.0861	68.6533	63.9924	62.2717	62.6026	62.7019	62.7803
À la vente	66.6424	67.4034	67.7808	68.0391	68.6146	69.4138	68.9431	65.0267	63.3183	63.5449	63.6122	63.6379
Taux de référence												
Moyen	65.8974	66.7640	67.2559	67.6136	68.1076	68.9997	68.8413	64.1380	62.2021	62.4790	62.6051	62.7640
Fin de période	66.3278	67.0629	67.3944	67.7976	68.3332	69.3523	67.6004	62.2023	62.3516	62.4717	62.6687	62.6900

Source : BRH
1/ moyenne arithmétique de la période

Tableau I.7 ::: Composantes et contreparties de l'agrégat M3 (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Composantes													
Agrégat M3	56,900.79	68,428.88	75,278.45	78,850.61	92,754.00	126,421.40	126,421.40	140,002.09	150,936.08	159,168.35	175,118.75	203,743.10	238,183.85
Agrégat M2	34,648.63	38,977.80	42,879.24	44,730.94	50,254.36	66,066.29	66,066.29	71,242.57	77,162.24	81,991.22	89,242.83	102,275.15	107,871.68
Agrégat M1	16,045.88	19,138.22	19,749.14	21,448.47	25,139.46	37,455.80	37,455.80	40,987.97	46,467.35	48,266.15	53,345.73	58,182.65	62,719.71
Monnaie en circulation	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	17,282.44	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Dépôts à vue	7,360.72	8,591.63	8,590.55	9,878.07	12,109.46	20,173.36	20,173.36	22,586.77	26,166.25	26,904.08	29,405.95	29,564.66	29,077.80
Quasi-monnaie	18,602.75	19,839.58	23,130.10	23,282.47	25,114.90	28,610.48	28,610.48	30,254.59	30,694.89	33,725.07	35,897.10	44,092.49	45,151.97
Dépôts d'épargne	10,629.86	12,510.64	13,443.86	13,997.24	16,522.68	21,345.99	21,345.99	23,036.67	23,625.37	24,152.98	25,395.19	27,816.05	29,507.06
Dépôts à terme et autres	7,972.89	7,328.94	9,686.24	9,285.23	8,592.22	7,264.49	7,264.49	7,217.92	7,069.52	9,572.10	10,501.92	16,276.45	15,644.90
Dépôts en dollars ÉU	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	60,355.11	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17
Dépôts à vue	6,620.71	9,179.76	10,317.76	10,820.01	15,198.08	28,606.84	28,606.84	32,480.49	34,881.05	36,959.69	41,718.40	44,026.43	59,377.19
Dépôts d'épargne	7,452.99	9,832.82	10,295.64	11,071.21	14,435.46	20,501.51	20,501.51	24,483.50	26,269.56	27,322.24	29,212.68	32,897.69	39,650.89
Dépôts à terme et autres	8,178.46	10,438.50	11,785.81	12,228.45	12,866.10	11,246.76	11,246.76	11,795.53	12,623.23	12,895.20	14,944.85	24,543.84	31,284.09
Contreparties													
Réserves nettes de change du système bancaire	12,683.10	18,485.57	23,616.87	28,106.42	38,994.93	92,278.09	92,278.09	104,594.69	116,006.77	101,064.55	95,654.07	112,613.43	153,065.97
Avoirs extérieurs du système bancaire	17,371.92	23,938.15	28,953.34	34,305.71	50,562.27	104,303.83	104,303.83	117,505.44	129,753.80	131,586.13	116,800.73	133,038.17	175,624.44
Engagements extérieurs du système bancaire	4,688.82	5,452.58	5,336.47	6,199.29	11,567.34	12,025.74	12,025.74	12,810.75	13,747.03	30,521.58	21,146.66	20,424.75	22,558.46
Réserve nettes de change BRH	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	20,919.52	64,196.29	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20
Avoirs extérieurs BRH	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,203.54	73,773.50	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs BRH	2,889.41	3,915.78	4,268.05	4,829.52	9,284.03	9,577.21	9,577.21	11,582.39	11,841.95	25,864.77	13,154.61	14,708.68	18,448.21
Réserves de change banques commerciales	6,119.10	10,403.77	12,723.75	11,257.61	18,075.41	28,081.80	28,081.80	32,111.10	28,540.72	22,638.31	21,375.52	32,825.46	41,953.77
Avoirs extérieurs banques commerciales	7,918.51	11,940.57	13,792.16	12,627.38	20,358.72	30,530.33	30,530.33	33,439.46	30,445.80	27,295.13	29,367.57	38,541.53	46,064.03
Engagements extérieurs banques commerciales	1,799.41	1,536.80	1,068.42	1,369.77	2,283.31	2,448.52	2,448.52	1,328.36	1,905.08	4,656.82	7,992.05	5,716.07	4,110.25
Crédit intérieur net	41,941.57	46,499.72	47,174.55	48,313.71	49,981.38	36,243.07	36,243.07	37,573.58	47,316.38	71,156.31	92,334.48	106,260.60	118,923.19
Crédit au secteur public	20,939.64	21,029.63	20,155.85	18,367.51	12,484.97	-4,342.02	-4,342.02	-12,952.07	-18,256.32	-5,035.57	7,451.30	18,570.53	12,780.96
Crédit à l'État	21,242.75	21,192.95	20,607.81	18,965.88	12,459.57	-1,559.31	-1,559.31	-8,900.87	-12,762.97	957.22	11,041.94	20,935.58	18,017.77
Crédit aux collectivités locales	-57.18	-61.19	-244.58	-397.26	-208.65	-155.10	-155.10	-121.43	-155.09	-95.06	-101.83	-46.79	-146.50
Crédit aux entreprises publiques	-245.93	-102.13	-207.38	-201.11	234.06	-2,627.61	-2,627.61	-3,929.77	-5,338.26	-5,897.72	-3,488.81	-2,318.26	-5,090.31
Crédit au secteur privé	21,001.93	25,470.09	27,018.70	29,946.20	37,496.41	40,585.08	40,585.08	50,525.64	65,572.70	76,191.87	84,883.18	87,690.07	106,142.22
Autres postes nets 1/	2,276.11	3,443.59	4,487.02	2,430.47	3,777.70	-2,099.76	-2,099.76	-2,166.18	-12,387.07	-13,052.50	-12,869.79	-15,130.93	-33,805.31

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les «créances interbancaires», «comptes de capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.8 ::: La base monétaire et ses sources (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Base monétaire	**30,981.54**	**33,574.11**	**38,536.95**	**42,906.87**	**49,488.83**	**56,612.23**	**81,418.91**	**88,211.74**	**97,303.34**	**96,130.51**	**96,672.29**	**118,853.54**	**142,577.87**
Monnaie en circulation	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Réserves des banques	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.95	101,429.83
Réserves/dépôts des banques	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28	30,456.52	27,782.17
Encaisses des banques et autres	6,112.98	7,048.85	7,984.82	8,157.28	10,713.60	13,257.98	27,070.64	31,789.45	39,596.64	32,693.31	36,610.60	46,048.43	62,999.36
Bons BRH émis	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30
Autres Dépôts	**1,043.60**	**934.22**	**1,399.12**	**2,402.49**	**2,665.58**	**4,821.32**	**6,728.79**	**9,786.03**	**12,926.67**	**12,290.61**	**10,383.64**	**8,755.60**	**7,506.12**
Dépôts des collectivités locales	57.18	61.19	110.02	204.03	208.65	222.09	150.77	111.62	151.89	80.68	76.95	27.07	141.65
Dépôts des entreprises publiques	338.84	267.18	368.60	665.20	596.57	2,008.69	2,683.31	3,968.45	5,155.74	5,706.19	3,219.33	1,860.91	2,396.86
Dépôts du secteur privé	139.82	139.16	187.61	186.90	174.35	217.53	545.40	952.66	2,203.10	1,097.38	1,412.34	719.35	1,117.08
Bons BRH détenus par les IFNB	-	-	-	-	7.00	141.00	241.00	315.00	314.00	276.00	148.00	473.00	778.00
Dépôts des inst. financières non bancaires (IFNB)	507.76	466.70	732.88	1,346.37	1,679.00	2,232.00	3,108.31	4,438.31	5,101.94	5,130.36	5,527.02	5,675.27	3,072.54
Sources	**30,981.54**	**33,574.11**	**38,536.95**	**42,906.87**	**49,488.83**	**56,612.23**	**81,418.91**	**88,211.74**	**97,303.34**	**96,130.51**	**96,672.29**	**118,853.54**	**142,577.87**
Avoirs extérieurs nets	6,564.00	8,081.80	10,893.13	16,848.81	20,919.52	24,001.43	64,196.29	72,483.58	87,466.05	78,426.23	74,278.55	79,787.97	111,112.20
Avoirs extérieurs BRH	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs BRH	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,708.68	-18,448.21
Créances nettes sur le secteur public	**21,500.14**	**21,685.94**	**21,219.99**	**19,740.70**	**20,007.13**	**20,897.42**	**9,154.16**	**4,999.38**	**3,320.47**	**5,250.53**	**13,031.90**	**24,564.11**	**28,475.66**
Créances nettes sur le gouvernement central	21,578.94	21,721.78	21,393.82	20,069.34	19,936.58	22,314.78	11,819.73	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22	26,266.84	30,829.50
Créances nettes sur les Organismes autonomes													
Créances sur les collectivités locales	(57.18)	(61.19)	(110.02)	(204.03)	(208.65)	(222.09)	(150.77)	(111.62)	(151.89)	(80.68)	(76.95)	(27.07)	(141.65)
Créances sur les entreprises publiques	-21.62	25.35	-63.81	-124.61	279.21	-1,195.27	-2,514.79	-3,780.54	-4,993.11	-5,551.67	-3,017.36	-1,675.67	-2,212.19
Créances sur institutions financières monétaires	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	388.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39
Autres postes nets 1/	**2,854.45**	**3,664.09**	**4,398.75**	**5,778.99**	**7,778.89**	**11,120.01**	**7,307.39**	**10,340.63**	**4,599.17**	**10,586.09**	**8,281.14**	**5,428.79**	**-2,122.38**

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Ce poste regroupe les comptes «capital» et «autres postes non classés».

Tableau I.9 ::: Bilan de la BRH (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs nets	**6,564.00**	**8,081.80**	**10,893.13**	**16,848.81**	**20,919.52**	**24,001.43**	**64,196.29**	**72,483.58**	**87,466.05**	**78,426.23**	**74,278.55**	**79,787.97**	**111,112.20**
Avoirs extérieurs	9,453.41	11,997.58	15,161.18	21,678.33	30,203.54	42,510.68	73,773.50	84,065.97	99,308.00	104,291.00	87,433.16	94,496.65	129,560.41
Engagements extérieurs	-2,889.41	-3,915.78	-4,268.05	-4,829.52	-9,284.03	-18,509.25	-9,577.21	-11,582.39	-11,841.95	-25,864.77	-13,154.61	-14,708.68	-18,448.21
Avoirs Intérieurs nets	**23,373.93**	**24,558.10**	**26,244.70**	**23,655.56**	**25,903.73**	**27,789.48**	**10,483.83**	**5,942.12**	**-3,089.39**	**5,413.66**	**12,010.10**	**30,309.97**	**23,959.55**
Créances nettes sur l'État	21,578.94	21,721.78	21,393.82	20,069.34	19,936.58	22,314.78	11,819.73	8,891.54	8,465.47	10,882.88	16,126.22	26,266.84	30,829.50
Créances internes	24,800.38	25,297.64	24,927.16	29,308.16	32,655.05	36,783.99	43,927.65	44,841.46	46,252.86	45,627.15	49,263.09	54,827.71	57,946.61
Dépôts du gouvernement.	-3,221.44	-3,575.86	-3,533.34	-9,238.82	-12,718.47	-14,469.21	-32,107.92	-35,949.92	-37,787.39	-34,744.27	-33,136.88	-28,560.87	-27,117.11
Créances nettes sur collectivités locales	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89	-80.68	-76.95	-27.07	-141.65
Créances internes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépôts des collectivités locales	-57.18	-61.19	-110.02	-204.03	-208.65	-222.09	-150.77	-111.62	-151.89	-80.68	-76.95	-27.07	-141.65
Créances nettes sur les entreprises publiques	**-21.62**	**25.35**	**-63.81**	**-124.61**	**279.21**	**-1,195.27**	**-2,514.79**	**-3,780.54**	**-4,993.11**	**-5,551.67**	**-3,017.36**	**-1,675.67**	**-2,212.19**
Créances internes	317.21	292.53	304.79	540.59	875.78	813.42	168.52	187.91	162.63	154.52	201.97	185.24	184.68
Dépôts des entreprises publiques	-338.84	-267.18	-368.60	-665.20	-596.57	-2,008.69	-2,683.31	-3,968.45	-5,155.74	-5,706.19	-3,219.33	-1,860.91	-2,396.86
Créances nettes sur les particuliers	763.26	935.76	1,050.43	1,354.73	1,568.35	1,771.75	1,612.90	1,343.92	383.95	1,694.75	1,674.84	759.73	2,796.61
Créances sur les institutions financières monétaires	62.95	142.28	2,025.08	538.36	783.30	593.37	761.06	388.14	1,917.64	1,867.65	1,080.70	9,072.67	5,112.39
Créances nettes sur autres institutions bancaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Créances nettes sur les institutions financières non banc.	-504.49	-466.26	-732.88	-1,311.37	-1,602.62	-2,268.74	-3,145.95	-4,652.28	-5,335.26	-5,325.68	-5,594.12	-6,067.37	-3,769.47
Comptes de capital	-2,472.44	-2,061.37	-1,004.06	-30.89	-595.15	-1,316.19	-1,987.63	-1,683.23	-5,051.28	-2,010.65	-8,349.74	-6,809.14	-15,171.72
Autres postes non classés	4,024.51	4,321.74	3,686.15	3,364.03	5,742.73	8,111.87	4,099.29	5,546.18	1,675.09	3,937.07	10,166.52	8,789.98	6,516.08
Actif = Passif	**29,937.93**	**32,639.90**	**37,137.83**	**40,504.37**	**46,823.25**	**51,790.91**	**74,690.12**	**78,425.70**	**84,376.66**	**83,839.90**	**86,288.65**	**110,097.84**	**135,071.75**
Engagements envers inst. financières monétaires	21,252.77	22,093.31	25,979.24	28,933.98	33,793.25	38,343.17	57,407.67	60,024.50	64,075.57	62,477.82	62,348.88	81,479.95	101,429.83
Dépôts Gdes des institutions financières monétaires	11,594.67	9,543.46	10,185.42	11,763.40	13,478.65	15,533.19	21,127.03	21,907.05	18,736.93	23,839.51	21,029.28	30,456.52	27,782.17
Encaisses des institutions financières monétaires	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.80	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,329.24	4,437.10	4,088.88
Autres Engagements env. inst. financières monétaires	0.01	0.00	0.21	0.00	0.19	0.00	0.15	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Dépôts devises des institutions financières monétaires	4,555.40	5,172.89	6,156.95	6,561.48	8,830.27	11,159.24	24,697.01	28,862.52	36,993.64	29,972.98	33,281.35	41,611.32	58,910.48
Bons BRH émis	3,545.12	5,501.00	7,809.00	9,013.29	9,601.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,709.00	4,975.00	10,648.30
Engagements envers secteur privé	**8,685.16**	**10,546.58**	**11,158.59**	**11,570.40**	**13,030.00**	**13,447.74**	**17,282.44**	**18,401.20**	**20,301.10**	**21,362.07**	**23,939.77**	**28,617.99**	**33,641.91**
Monnaie fiduciaire en circulation	8,685.16	10,546.58	11,158.59	11,570.40	13,030.00	13,447.74	17,282.44	18,401.20	20,301.10	21,362.07	23,939.77	28,617.99	33,641.91
Monnaie hors BRH	10,242.74	12,422.55	12,986.25	13,166.20	14,913.15	15,546.48	19,655.93	21,328.13	22,904.09	24,082.41	27,269.02	33,055.10	37,730.80
Encaisses des institutions financières monétaires	-1,557.58	-1,875.97	-1,827.65	-1,595.80	-1,883.15	-2,098.74	-2,373.48	-2,926.93	-2,602.99	-2,720.33	-3,329.24	-4,437.10	-4,088.88
Allocations de DTS 1/	**-740.90**	**-854.54**	**-791.26**	**-775.70**	**-852.18**	**-906.54**	**-851.34**	**-874.28**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**	**0.00**

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Suite à une revision méthodologique, les Allocations DTS figurent au compte Capital en sept 97.

Tableau I.10 ::: Bilan consolidé des banques commerciales[1/] (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs nets	**6,119.10**	**10,403.77**	**12,723.75**	**11,257.61**	**18,075.41**	**16,537.21**	**28,081.80**	**32,111.10**	**28,540.72**	**22,638.31**	**21,375.52**	**32,825.46**	**41,953.77**
Réserves	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86	60,766.45	63,060.57	79,342.19	101,349.08
Dépôts à la Banque Centrale	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,657.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87	52,101.12	54,956.12	69,918.19	86,703.14
Encaisses en monnaie nationale	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,365.46	4,449.00	4,119.65
Bons BRH	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,739.00	4,975.00	10,526.30
Portefeuille de crédit	**20,238.67**	**24,534.33**	**25,953.34**	**28,404.57**	**35,753.71**	**41,012.36**	**38,426.78**	**48,229.06**	**62,985.65**	**76,274.74**	**88,271.29**	**89,201.85**	**106,589.17**
Crédit au secteur public	-	-	172.69	-	-	-	-	-	-	2,875.00	6,475.29	5,040.73	4,530.13
Crédit au secteur privé	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	73,399.74	81,796.00	84,161.12	102,059.04
Comptes de capital	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63	-15,099.94	-17,340.54	-20,739.83	-29,010.64
Autres postes non classés	5,698.12	6,567.40	6,945.43	8,551.38	2,817.24	4,736.19	9,482.51	6,095.18	1,453.53	7,459.11	10,041.89	15,156.76	3,199.56
Total actif	**48,700.37**	**58,325.20**	**64,504.53**	**68,082.08**	**81,003.64**	**90,568.58**	**122,022.91**	**134,687.25**	**142,506.12**	**152,038.67**	**165,408.73**	**195,786.42**	**224,080.95**
Engagements envers la BRH	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	3.00	137.34	872.02	213.30	5,674.64	3,496.42
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89	440.09	546.29	619.07	1,670.99
Engagements envers le secteur privé	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,549.65	89,346.18	108,593.56	120,648.23	128,431.88	136,708.89	149,766.64	174,405.75	203,424.86
Dépôts en gourdes	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	51,888.71	54,658.04	59,531.77	63,890.71	72,937.80	73,112.69
Dépôts en dollars	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17
Engagements envers le secteur public	**560.49**	**514.92**	**461.27**	**568.65**	**1,071.43**	**773.40**	**13,284.00**	**13,897.43**	**13,709.02**	**14,017.67**	**14,882.50**	**15,086.96**	**15,488.68**
Total passif	**48,700.37**	**58,325.20**	**64,504.53**	**68,082.08**	**81,003.64**	**90,568.58**	**122,022.91**	**134,687.25**	**142,506.12**	**152,038.67**	**165,408.73**	**195,786.42**	**224,080.95**

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.11 ::: Bilan consolidé des banques commerciales[1/] (en millions de gourdes)

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Avoirs extérieurs nets	**6,119.10**	**10,403.77**	**12,723.75**	**11,257.61**	**18,075.41**	**16,537.21**	**28,081.80**	**32,111.10**	**28,540.72**	**22,638.31**	**21,375.52**	**32,825.46**	**41,953.77**
Réserves	21,047.17	21,887.68	25,552.78	28,481.17	33,518.06	38,308.26	56,755.50	60,005.12	63,086.86	60,766.45	63,060.57	79,342.19	101,349.08
Dépôts à la Banque Centrale	15,945.82	14,484.61	15,916.13	17,872.04	22,041.91	26,857.52	45,172.02	50,750.20	54,741.87	52,101.12	54,956.12	69,918.19	86,703.14
Encaisses en monnaie nationale	1,557.58	1,875.97	1,827.65	1,595.84	1,883.15	2,098.74	2,373.48	2,926.93	2,602.99	2,720.33	3,365.46	4,449.00	4,119.65
Bons BRH	3,543.78	5,527.10	7,809.00	9,013.29	9,593.00	9,552.00	9,210.00	6,328.00	5,742.00	5,945.00	4,739.00	4,975.00	10,526.30
Portefeuille de crédit	**20,238.67**	**24,534.33**	**25,953.34**	**28,404.57**	**35,753.71**	**41,012.36**	**38,426.78**	**48,229.06**	**62,985.65**	**76,274.74**	**88,271.29**	**89,201.85**	**106,589.17**
Crédit au secteur public	-	-	172.69	-	-	-	-	-	-	2,875.00	6,475.29	5,040.73	4,530.13
Crédit au secteur privé	20,238.67	24,534.33	25,780.66	28,404.57	35,753.71	41,012.36	38,426.78	48,229.06	62,985.65	73,399.74	81,796.00	84,161.12	102,059.04
Comptes de capital	-4,402.69	-5,067.98	-6,670.77	-8,612.65	-9,160.79	-10,025.45	-10,723.68	-11,753.22	-13,560.63	-15,099.94	-17,340.54	-20,739.83	-29,010.64
Autres postes non classés	5,698.12	6,567.40	6,945.43	8,551.38	2,817.24	4,736.19	9,482.51	6,095.18	1,453.53	7,459.11	10,041.89	15,156.76	3,199.56
Total actif	**48,700.37**	**58,325.20**	**64,504.53**	**68,082.08**	**81,003.64**	**90,568.58**	**122,022.91**	**134,687.25**	**142,506.12**	**152,038.67**	**165,408.73**	**195,786.42**	**224,080.95**
Engagements envers la BRH	3.00	3.00	3.00	278.00	278.00	278.00	3.00	3.00	137.34	872.02	213.30	5,674.64	3,496.42
Engagements envers Inst. Fin. Non-Bancaires	61.08	64.14	108.02	142.13	104.56	171.00	142.36	138.60	227.89	440.09	546.29	619.07	1,670.99
Engagements envers le secteur privé	48,075.80	57,743.14	63,932.24	67,093.31	79,548.65	89,346.18	108,593.56	120,648.23	128,431.88	136,708.89	149,766.64	174,405.75	203,424.86
Dépôts en gourdes	25,823.64	28,292.06	31,533.04	32,973.64	37,050.01	41,181.54	48,238.44	51,888.71	54,658.04	59,531.77	63,890.71	72,937.80	73,112.69
Dépôts en dollars	22,252.16	29,451.08	32,399.21	34,119.67	42,499.64	48,164.64	60,355.11	68,759.52	73,773.84	77,177.13	85,875.93	101,467.95	130,312.17
Engagements envers le secteur public	**560.49**	**514.92**	**461.27**	**568.65**	**1,071.43**	**773.40**	**13,284.00**	**13,897.43**	**13,709.02**	**14,017.67**	**14,882.50**	**15,086.96**	**15,488.68**
Total passif	**48,700.37**	**58,325.20**	**64,504.53**	**68,082.08**	**81,003.64**	**90,568.58**	**122,022.91**	**134,687.25**	**142,506.12**	**152,038.67**	**165,408.73**	**195,786.42**	**224,080.95**

Source: Banque de la République d'Haïti (BRH).

1/ Y compris Capital Bank en 1996 et SOGEBEL en 1997.

Tableau I.12 ::: Résumé des Opérations Financières de l' Administration Centrale1(en millions de gourdes)

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes Totales	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.20	44,751.40	47,103.00	57,116.50	66,078.20	75,073.00
Recettes Courantes	16,252.90	19,912.49	23,667.08	26,961.75	31,303.60	31,445.30	38,932.55	42,313.20	44,751.40	47,103.00	57,116.50	66,078.20	74,948.00
Recettes internes	10,901.30	13,144.70	15,656.91	18,025.51	19,948.14	19,489.64	24,613.13	28,330.60	28,412.60	32,443.00	38,171.90	44,158.90	51,607.33
Dont: Impôt sur le revenu et les bénéfices	3,796.90	4,083.70	4,361.16	5,111.12	5,449.09	5,991.36	6,867.16	8,912.10	9,448.10	11,278.00	13,193.60	15,193.70	20,483.36
Taxe sur le chiffre d'affaires	4,038.30	5,893.80	6,844.00	8,206.74	9,105.13	8,477.02	10,329.20	11,974.80	13,435.50	13,148.00	14,229.80	17,245.30	19,984.12
Droits d'accises	1,246.10	1,278.20	1,784.45	1,284.09	1,979.94	1,454.54	952.78	1,120.70	911.60	868.80	3,584.80	4,139.60	1,987.52
Recettes douanières	4,437.80	6,240.56	6,923.90	7,917.12	9,013.28	11,493.80	13,764.87	13,843.30	14,290.20	14,109.50	18,246.40	20,984.50	22,620.05
Dont: Droits de douanes	2,324.70	3,274.50	3,527.40	4,058.00	4,809.68	7,089.06	7,635.23	8,162.80	8,534.30	8,397.00	11,779.40	12,744.80	11,169.61
Prais de vérification	1,769.00	2,578.00	2,788.10	3,181.85	3,562.03	3,234.95	4,339.94	4,852.70	4,896.10	4,821.00	5,726.90	7,404.60	9,082.65
Autres recettes 2/	913.80	527.23	1,086.27	1,019.12	2,342.18	461.86	554.55	139.30	1,048.60	550.50	698.20	934.80	720.61
Transferts des Entreprises Publiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	125.00
Dépenses Totales	19,247.30	21,203.80	28,369.05	30,346.07	35,554.56	37,966.90	42,709.00	52,092.94	60,581.90	70,378.30	64,177.60	80,265.60	84,271.84
Dépenses Courantes	17,220.30	18,366.80	22,326.05	27,019.07	29,605.48	28,258.90	35,826.00	39,804.94	47,132.90	62,974.30	57,957.60	74,411.60	78,315.84
Dépenses sur biens et services	13,860.70	14,665.20	20,212.02	24,662.64	25,998.55	24,617.00	32,190.70	35,438.57	42,254.10	56,786.50	51,601.30	62,044.70	63,953.97
Traitements et salaires	5,853.00	6,871.20	8,830.82	12,855.63	14,464.95	13,437.30	15,474.10	18,847.52	21,185.70	22,140.00	28,992.70	32,272.30	33,848.35
Autres achats de biens et services	8,007.70	7,794.00	11,381.20	11,807.01	11,534.60	11,180.00	16,716.60	16,591.05	21,068.40	34,646.50	22,608.60	29,772.40	30,105.62
Paiements d'intérêts	1,607.90	2,318.90	750.78	730.21	1,336.44	1,408.00	848.00	983.29	1,059.00	884.10	938.90	1,980.90	2,894.45
Dette interne	400.00	1,540.00	-	-	827.51	1,100.40	825.20	916.50	917.60	641.70	498.90	249.70	305.05
Dette externe	1,207.90	778.90	750.78	730.21	508.93	307.60	22.80	66.79	141.40	222.40	440.10	1,731.20	2,389.40
Subventions et transferts courants	1,322.80	1,840.40	1,363.24	1,626.22	2,269.50	2,233.70	2,787.30	3,383.08	3,819.80	5,323.70	5,417.40	10,386.00	11,667.42
Autres dépenses	429.10	542.30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dont: Dépenses exercices antérieurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses d'Investissement (Financées sur fonds locaux)	2,027.00	1,837.00	6,043.00	3,327.00	5,949.08	9,708.00	6,883.00	12,288.00	13,449.00	7,404.00	6,220.00	5,854.00	5,956.00
Solde Courant	-967.40	545.69	1,341.03	-57.32	1,698.12	3,186.30	3,106.50	2,508.26	-2,381.80	-15,871.30	-841.10	-8,333.40	-3,367.84
Ajustement	-3,884.80	-2,681.42	-5,837.55	-5,189.02	-1,944.81	-1,641.00	-4,918.00	-9,832.62	-12,552.70	-7,693.07	10,106.20	656.30	2,981.27
Solde Global	690.40	1,390.10	1,033.18	1,804.70	-2,306.16	-4,880.60	1,141.40	-502.22	-3,278.10	-15,582.23	-17,167.30	-14,843.70	-12,180.11
Financement Total	-690.40	-1,390.10	-1,033.18	-1,804.70	2,306.16	4,880.60	-1,141.40	502.22	3,278.10	15,582.23	17,167.30	14,843.70	12,180.11
Financement Externe	-587.50	-828.60	252.81	-781.09	-129.55	9,765.40	3,414.30	1,112.60	1,838.90	4,335.10	8,938.50	11,608.80	4,441.17
Dons externes au comptant	2,140.60	766.50	1,235.70	361.10	900.23	9,804.40	3,498.80	1,137.60	1,774.80	5,061.30	1,405.20	8,896.70	1,055.03
Prêts nets	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-139.00	-84.50	-25.00	-135.00	-726.20	7,533.30	2,712.10	3,386.14
Tirages	-	-	-	-	-	93.80	-	-	-	-	8,948.80	5,761.60	8,928.75
Amortissement	-2,728.10	-1,595.10	-982.89	-1,142.19	-1,029.78	-232.80	-84.50	-25.00	-135.90	-726.20	-1,415.50	-3,049.50	-5,542.61
Financement Interne	-102.90	-561.50	-1,286.00	-1,023.61	2,435.71	-4,884.80	-4,555.80	-610.38	1,639.30	11,247.13	8,228.80	3,234.90	7,738.94
Sytème bancaire	-84.20	-560.60	-1,274.80	-1,023.61	2,435.71	-4,884.80	-4,555.80	-610.38	1,639.30	9,247.13	7,378.80	3,074.80	7,738.94
Dont: Autorités monétaires(BRH)	-21.20	-344.00	-948.00	-665.74	2,515.11	-90.40	-2,910.20	-268.80	2,269.80	5,299.00	9,998.70	4,460.70	6,632.42
Autres sources	-18.70	-0.90	-11.20	-	-	-	-	-	-	2,000.00	850.00	160.10	-
Dont arriérés de paiements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pour mémoire : (en pourcentage du PIB)													
Recettes courantes	9.67	10.10	10.75	10.76	11.69	11.78	12.86	12.90	12.28	12.03	13.48	13.73	13.58
Dépenses courantes	10.25	9.32	10.14	10.78	11.05	10.59	11.83	12.13	12.93	16.08	13.68	15.46	14.19
Dépenses d'investissement	1.21	0.93	2.75	1.33	2.22	3.64	2.27	3.75	3.69	1.89	1.47	1.22	1.08
Solde courant	-0.58	0.28	0.61	-0.02	0.63	1.19	1.03	0.76	-0.65	-4.05	-0.20	-1.73	-0.61
Solde global	0.41	0.71	0.47	0.72	-0.86	-1.83	0.38	-0.15	-0.90	-3.98	-4.05	-3.08	-2.21
Dons	1.27	0.39	0.56	0.14	0.34	3.71	1.16	0.35	0.49	1.29	0.33	1.85	0.19
Financement externe	-0.35	-0.42	0.11	-0.31	-0.05	3.66	1.13	0.34	0.45	1.11	2.11	2.41	0.80
Financement BRH	-0.01	-0.17	-0.43	-0.27	0.94	-0.03	-0.96	-0.08	0.62	1.35	2.36	0.93	1.20
PIB nominal	168,035.00	197,138.00	220,110.00	250,590.00	267,880.00	266,952.00	302,854.00	328,061.00	364,517.00	391,635.00	423,644.00	481,212.00	551,911.00

Sources : BRH, MEF
1/ Opérations du Budget de Fonctionnement de l'Administration Centrale, enregistrées sur la base des encaissements et des décaissements.
2/ Cette rubrique regroupe les recettes non identifiées au niveau des recettes internes et douanières ainsi que les recouvrements de dette.

Tableau I.13 ::: Résumé des opérations financières des administrations publiques 1 (en millions de gourdes)

		1er trimestre 2017			2e trimestre 2017			3e trimestre 2017			4e trimestre 2017			
	Octobre 2015 Septembre 2016	Octobre 2016	Novembre 2016	Décembre 2016	Janvier 2017	Février 2017	Mars 2017	Avril 2017	Mai 2017	Juin 2017	Juilet 2017	Roût 2017	Septembre 2017	Octobre 2016 Septembre 2017
Recettes totales (incluant les dons)	74,974.90	5,420.84	4,815.24	6,209.84	6,323.88	5,570.50	6,576.63	6,874.26	6,475.66	6,341.62	8,867.48	6,269.75	6,382.31	76,128.02
Recettes totales	66,078.20	5,420.84	4,815.24	6,209.84	6,323.88	5,570.50	6,576.63	5,819.24	6,475.66	6,341.62	8,867.48	6,269.75	6,382.31	75,073.00
Recettes courantes	66,078.20	5,420.84	4,815.24	6,209.84	6,323.88	5,570.50	6,451.63	5,819.24	6,475.66	6,341.62	8,867.48	6,269.75	6,382.31	74,948.00
Recettes internes	44,158.90	3,918.87	3,220.44	4,120.04	4,507.04	4,264.79	4,561.87	4,117.08	4,504.55	4,041.27	6,570.86	3,815.57	3,964.96	51,607.33
Recettes douanières	20,984.50	1,438.70	1,567.41	2,032.27	1,697.33	1,285.67	1,757.64	1,629.52	1,872.62	2,238.52	2,291.73	2,412.43	2,396.21	22,620.05
Recettes non classées 1/	934.80	63.26	27.39	57.53	119.52	20.04	132.12	72.64	98.49	61.84	4.89	41.75	21.14	720.61
Transferts des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-	125.00	-	-	-	-	-	-	125.00
Dons externes au comptant	8,896.70	-	-	-	-	-	-	1,055.03	-	-	-	-	-	1,055.03
Dépenses totales	80,265.60	8,279.14	8,744.24	8,297.78	9,288.90	5,164.00	6,986.39	5,053.26	8,276.47	3,932.43	5,969.67	6,349.64	7,929.90	84,271.84
Dépenses courantes	74,411.60	8,171.14	8,439.24	7,975.78	9,091.90	4,600.00	6,689.39	4,767.26	7,927.47	3,754.43	5,422.67	5,928.64	5,547.90	78,315.84
Dépenses sur biens et services	62,044.70	7,624.18	5,772.70	7,253.53	7,035.34	3,819.56	5,746.69	3,485.75	6,110.21	3,160.92	4,479.54	4,804.30	4,661.26	63,953.97
Traitements et salaires	32,272.30	3,056.12	2,175.22	3,907.14	2,252.05	2,329.73	3,652.47	2,605.73	2,518.84	2,375.62	3,048.60	2,348.24	3,578.59	33,848.35
Dépenses de fonctionn. / Achats de b & s	29,772.40	4,568.06	3,597.48	3,346.39	4,783.29	1,489.83	2,094.22	880.02	3,591.37	785.30	1,430.94	2,456.06	1,082.67	30,105.62
Paiements d'intérêts	1,980.90	87.83	86.15	94.64	271.15	262.40	301.64	259.90	271.18	262.71	254.33	289.02	253.48	2,694.45
Subventions	10,386.00	459.13	2,580.39	627.61	1,785.40	518.05	641.06	1,021.61	1,546.08	330.80	688.81	835.32	633.16	11,667.42
Autres dépenses	0.00	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.00
Dépenses d'investissement	5,854.00	108.00	305.00	322.00	197.00	564.00	297.00	286.00	349.00	178.00	547.00	421.00	2,382.00	5,956.00
Solde courant	- 8,333.40	-2,750.31	-3,624.00	-1,765.94	-2,768.01	970.50	-237.76	1,051.98	-1,451.81	2,587.19	3,444.81	341.11	834.41	-3,367.84
Ajustement 2/	656.30	-2,460.87	-801.48	-5,339.84	429.07	1,426.45	312.38	537.22	1,454.18	2,016.28	1,954.90	190.44	3,262.54	2,981.27
Solde global 3/	- 14,843.70	-397.44	-3,127.52	3,251.90	-3,394.08	-1,019.95	-722.14	228.75	-3,255.00	392.91	942.91	-270.33	-4,810.13	-12,180.11
Financement total	14,843.70	397.44	3,127.52	-3,251.90	3,394.08	1,019.95	722.14	-228.75	3,255.00	-392.91	-942.91	270.33	4,810.13	12,180.11
Financement externe	11,608.80	212.87	468.05	644.00	82.15	223.46	79.56	1,592.02	306.79	428.38	261.20	116.85	25.82	4,441.17
Prêts concessionnels	5,761.60	478.02	801.40	933.49	600.22	715.02	733.48	1,011.65	836.46	918.79	711.49	720.14	468.60	8,928.75
Autres Prêts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Amortissements	-3,049.50	-265.15	(333.35)	(289.48)	(518.08)	-491.56	-653.91	-474.65	-529.67	(490.40)	-450.29	-603.29	-442.78	-5,542.61
Financement interne	3,234.90	184.57	2,659.47	-3,895.90	3,311.93	796.48	642.58	-1,820.78	2,948.20	-821.29	-1,204.10	153.48	4,784.30	7,738.94
Financement BRH 4/	4,460.70	25.05	2,420.04	-4,438.57	4,719.23	-770.47	192.30	-1,820.76	3,475.37	-1,727.62	-1,332.21	-197.84	6,087.90	6,632.42
Financement BNC	-4,164.70	208.63	288.55	591.79	-1,358.19	1,606.07	509.40	49.10	-478.05	955.45	177.23	400.44	-1,250.31	1,700.10
Autres Banques commerciales	2,778.80	-49.12	-49.12	-49.12	-49.11	-39.12	-59.12	-49.12	-49.12	-49.12	-49.12	-49.12	-53.28	-593.58
Autres sources 5/	160.10	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Sources : Direction du Contrôle du Crédit, BRH; Ministère de l'Économie et des Finances.
1/ Base : encaissements-décaissements.
2/ Le poste «ajustement» permet de rétablir l'équilibre comptable entre la balance globale et le financement.
3/ Le solde global est déterminé à partir des opérations considérées comme les moyens de son financement.
4/ Exclut les comptes STABEX, PL-480, Farine Canada et Don Japonais.
5/ Incluant les dépôts du gouvernement dans les banques commerciales publiques et privées.

Tableau I.14 :: Balance des paiements d'Haïti en millions de gourdes (sauf indication contraire)

	2013	2014	2015	2016	2017p/
A. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	-560.84	-749.10	-265.66	-83.00	-240.54
Biens et Services	-2,875.66	-3,089.63	-2,743.48	-2,595.30	-3,126.66
Crédit	1,566.91	1,662.12	1,747.47	1,601.60	1,588.29
Débit	-4,442.57	-4,751.75	-4,490.96	-4,196.90	-4,714.95
Biens	-2,425.73	-2,705.22	-2,425.42	-2,188.32	-2,635.82
Crédit	914.91	960.93	1,023.96	995.01	980.17
Débit	-3,340.64	-3,666.15	-3,449.38	-3,183.33	-3,615.99
Services	-449.93	-384.41	-318.07	-406.98	-490.83
Crédit	652.00	701.19	723.51	606.59	608.12
Débit	-1,101.92	-1,085.60	-1,041.58	-1,013.57	-1,098.96
Revenus	31.52	49.10	40.63	47.93	53.66
Crédit	46.57	63.54	61.81	68.23	72.74
Débit	-15.04	-14.44	-21.18	-20.31	-19.07
Transferts courants	2,283.30	2,291.43	2,437.20	2,464.37	2,832.46
Crédit:	2,530.99	2,540.03	2,684.50	2,730.72	3,130.17
Dons officiels	750.00	563.00	488.94	372.07	385.32
Envois de fonds des travailleurs	1,781.00	1,977.03	2,195.56	2,358.65	2,721.84
Autres					23.00
Débit	-247.69	-248.60	-247.30	-266.34	-287.71
B. COMPTE DE CAPITAL	20.00	25.90	18.00	59.11	20.00
Crédit	20.00	25.90	18.00	59.11	20.00
Débit	0.00	0.00			
C. COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES	1,006.43	228.51	190.08	12.74	129.52
Investissements directs	161.92	99.00	105.68	104.90	374.00
Autres Investissements	844.51	129.51	84.40	-92.16	-244.48
Admin. publiques	393.30	350.68	183.26	-47.95	8.51
Autorité monétaires (net)	300.00	-300.00			0.00
Secteur bancaire (net)	156.57	69.46	-96.82	-44.59	-266.59
Secteur non bancaire (net)	-1.00	2.00	25.00	0.00	0.00
Autres avoirs et engagements(nets)	-4.36	7.37	-7.04	0.38	13.59
D. ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-455.94	14.64	-165.82	92.51	131.93
BALANCE GLOBALE	9.66	-480.05	-223.41	81.35	40.91
E. FINANCEMENT	-9.66	480.05	223.41	-81.35	-40.91
Avoirs de réserve 1/	-32.36	473.00	141.34	-142.02	-207.05
Utilisation des crédits et prêts du FMI	9.80	0.49	9.14	-2.76	36.37
Autres Engagements 2/	1.51	0.01	-3.76	5.04	0.00
Variation des arriérés de paiement 3/			77.17	56.63	130.92
Allocations de DTS	-0.65	-4.03	-6.04	-0.85	-4.04
Remise de dette	5.28	5.31	3.62	2.61	2.89
Rééchelonnement obtenu	6.76	5.27	1.93	0.00	0.00
Pour mémoire					
Assistance externe	1153.09	914.18	661.35	321.36	430.20
Dons officiels 4/	750.00	563.00	488.94	372.07	385.32
Prêts nets	403.10	351.18	172.41	-50.71	44.88
	En pourcentage du PIB				
Compte de transanctions courantes (incluant dons officiels)	-6.64	-8.54	-3.04	-1.04	-2.86
Compte de transactions courantes (hors dons officiels)	-15.51	-14.95	-8.65	-5.71	-7.44
Exportations de biens et services	18.54	18.94	20.03	20.08	18.89
Importations de biens et services	-52.57	-54.14	-51.47	-52.82	-56.08
Balance globale	0.11	-5.47	-2.56	1.02	0.49

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH

1/ Variation des avoirs de réserve bruts
Le signe (-) singifie une augmentation

2/ Engagements à court terme envers les Organisations financières internationales

3/ Sans signe = accumulation; (-) = remboursement

(P) : Données provisoires

Tableau I.15 ::: Position Extérieure Globale d'Haïti 1(en millions de dollars É.U.)

	2013	2014	2015[P/]	2016[P/]	2017[P/]
AVOIRS	2741.09	2568.42	2567.37	2628.47	3048.19
Investissements directs haïtiens à l'étranger	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Autres investissements	1013.59	999.63	1097.56	1064.60	1307.33
Secteur bancaire	621.20	841.00	738.10	705.58	945.93
Secteur non bancaire	327.00	297.00	297.00	297.00	297.00
Autres	65.39	61.63	62.46	62.02	64.40
Avoirs de réserve nets des autorités monétaires	1727.50	1568.79	1469.81	1563.87	1740.86
ENGAGEMENTS	2709.90	3243.05	3434.86	3521.49	4006.68
Investissements directs étrangers en Haïti	1060.53	1159.53	1265.21	1370.11	1744.97
Autres investissements	1648.37	2083.52	2169.65	2151.38	2261.71
Secteur Public	1473.70	1829.50	1981.00	2008.80	2128.80
Secteur bancaire	106.46	175.43	109.63	63.07	57.91
Secteur non bancaire	66.00	75.00	75.00	75.00	75.00
Autres	3.21	3.59	4.03	4.51	3.83
POSITION EXTÉRIEURE NETTE	31.19	-674.63	-867.50	-893.02	-958.49

Sources : Service Economie Internationale/ Direction Affaires Internationales/BRH
Banque des Règlements Internationaux (BRI)
(P): Données provisoires
1/ La position est calculée au terme de l'exercice se terminant le 30 Septembre

Tableau I.16 ::: Exportations d'Haïti par produits (en millions de dollars É.U.)

	Café	Cacao	Huiles essentielles	Mangues	Langoustes	Autres produits Primaires	Petite industrie	Articles manufacturés1/	Autres produits industriels	Déchets métalliques et plastiques	Ajustements pour évaluation	Total 2/	Ajustements pour classification	Total Exportation 3/ (FOB)
Période														
2013	3.04	4.88	15.71	12.45	3.61	1.10	4.79	314.42	2.48	29.64	31.02	423.13	491.78	914.91
2014	4.11	10.15	17.11	12.41	3.15	1.09	5.03	325.02	2.89	39.00	32.61	452.56	508.37	960.93
2015	3.99	7.36	22.71	13.81	4.22	1.52	5.86	354.10	1.67	19.65	35.51	470.10	553.86	1,023.96
2016	0.79	9.65	23.71	8.74	8.47	1.37	5.95	345.25	2.11	14.20	34.75	454.99	540.01	995.01
2017 (P)	0.98	5.24	36.53	12.26	14.67	1.32	6.71	327.74	2.16	25.05	34.88	467.55	512.62	980.17
2013														
1er Trimestre	0.78	0.51	4.06	0.00	1.18	0.09	1.19	76.66	0.56	4.63	7.28	96.94	119.90	216.84
2e Trimestre	0.80	0.08	3.61	0.87	0.80	0.09	1.04	68.38	0.65	7.30	6.53	90.15	106.95	197.10
3e Trimestre	0.99	3.55	4.03	10.34	0.89	0.76	1.26	82.47	0.51	9.88	8.98	123.66	129.00	252.66
4e Trimestre	0.47	0.74	4.00	1.24	0.74	0.16	1.30	86.91	0.76	7.83	8.23	112.38	135.93	248.31
2014														
1er Trimestre	0.84	3.05	1.84	0.00	0.89	0.32	1.19	78.23	0.74	7.80	7.46	102.36	122.36	224.73
2e Trimestre	0.94	1.53	5.67	0.00	0.89	0.16	1.06	68.98	0.65	7.26	6.84	93.98	107.89	201.87
3e Trimestre	1.20	2.81	4.42	11.54	0.63	0.32	1.24	81.29	1.05	9.31	8.94	122.76	127.14	249.90
4e Trimestre	1.13	2.75	5.19	0.87	0.73	0.28	1.54	96.53	0.45	14.63	9.37	133.46	150.98	284.44
2015														
1er Trimestre	0.69	1.62	3.09	0.02	0.99	0.28	1.45	88.66	0.22	6.30	8.39	112.71	140.24	252.95
2e Trimestre	0.87	0.92	6.27	0.08	1.24	0.21	1.19	74.84	0.51	4.71	7.37	98.22	117.06	215.28
3e Trimestre	0.91	3.78	7.98	11.90	0.79	0.47	1.53	91.58	0.31	4.64	10.21	134.08	143.24	277.33
4e Trimestre	1.52	1.04	5.37	1.80	1.19	0.56	1.69	98.02	0.62	4.01	9.55	125.08	153.32	278.40
2016 (P)														
1er Trimestre	0.01	2.54	2.15	0.08	5.24	0.29	1.50	87.70	0.58	3.52	8.57	112.17	137.17	249.34
2e Trimestre	0.01	0.28	6.82	0.08	1.73	0.27	1.30	77.02	0.50	2.45	7.53	98.00	120.46	218.47
3e Trimestre	0.48	5.04	6.50	8.17	0.58	0.44	1.49	86.67	0.47	3.80	9.40	123.03	135.56	258.59
4e Trimestre	0.28	1.79	8.25	0.40	0.92	0.37	1.67	93.87	0.56	4.43	9.25	121.79	146.82	268.61
2017 (P)														
1er Trimestre	0.06	1.68	3.31	0.05	9.50	0.44	1.38	76.04	0.70	4.75	7.97	105.89	118.93	224.82
2e Trimestre	0.02	0.71	10.51	0.13	3.57	0.36	1.40	79.34	0.50	4.29	8.26	109.10	124.10	233.21
3e Trimestre	0.42	1.67	9.82	10.38	0.78	0.29	1.51	85.18	0.53	11.81	9.46	131.85	133.23	265.08
4e Trimestre	0.48	1.19	12.89	1.70	0.82	0.22	2.41	87.18	0.43	4.19	9.19	120.70	136.36	257.06
2017 (P)														
Octobre	0.01	0.78	1.69	0.02	2.08	0.09	0.51	27.99	0.25	1.40	2.86	37.70	43.78	81.48
Novembre	0.00	0.24	0.60	0.02	4.46	0.21	0.47	24.47	0.25	1.55	2.63	34.88	38.27	73.14
Décembre	0.05	0.67	1.01	0.01	2.96	0.14	0.40	23.58	0.21	1.80	2.48	33.32	36.88	70.20
Janvier	0.01	0.19	2.16	0.01	1.98	0.25	0.42	21.75	0.14	1.25	2.30	30.48	34.02	64.50
Février	0.01	0.11	3.41	0.02	0.92	0.02	0.46	27.44	0.22	1.50	2.79	36.91	42.92	79.83
Mars	0.00	0.41	4.94	0.10	0.67	0.09	0.52	30.15	0.14	1.54	3.17	41.72	47.16	88.88
Avril	0.01	0.67	5.13	2.43	0.32	0.07	0.53	31.10	0.16	0.02	3.46	43.90	48.65	92.55
Mai	0.15	0.51	2.15	3.17	0.35	0.10	0.50	27.82	0.19	5.47	2.99	43.39	43.51	86.90
Juin	0.26	0.49	2.54	4.78	0.11	0.12	0.48	26.26	0.18	6.33	3.01	44.57	41.07	85.64
Juillet	0.40	0.25	5.82	1.61	0.11	0.01	1.23	27.91	0.11	1.20	3.21	41.85	43.65	85.50
Août	0.08	0.54	4.35	0.07	0.20	0.10	0.59	33.15	0.10	1.24	3.35	43.76	51.85	95.61
Septembre	0.00	0.40	2.72	0.02	0.52	0.11	0.59	26.13	0.22	1.75	2.63	35.08	40.86	75.94

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can -

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

(P): Données provisoires

Tableau I.17 ::: Exportations aux U.S.A à base de matières premières locales (F.O.B) (en milliers de dollars É.U)

Période	Articles manufacturiers en cuir	Articles manufacturiers en bois Bois pour meubles	Vêtements & autres ouvrages Produits textiles	Tapis & Accessoires Couverture	Objets de collection Travaux d'art Antiquités	Balais Brosses Ficelles	Articles déclarés & non déclarés	Autres: Articles en verre & en céramique.	Sous-total	Marchandises retournées	Total
2012	6.12	42.53	4,190.97	0.86	0.00	24.05	40.31	65.21	4,370.05	-131.10	4,238.95
2013	2.10	35.21	4,796.19	0.00	0.00	48.15	29.37	25.88	4,936.90	-148.11	4,788.79
2014	0.00	17.22	4,952.02	0.00	0.00	63.41	43.57	104.65	5,180.87	-155.43	5,025.44
2015	9.55	51.91	5,401.35	0.35	0.00	128.34	23.09	424.04	6,038.63	-181.16	5,857.47
2016	19.38	57.92	5,268.31	1.22	0.00	106.62	33.97	635.65	6,123.06	-183.69	5,939.37
2017 (P)	23.93	68.71	5,009.01	0.95	0.00	56.97	89.37	935.75	6,184.69	-185.54	5,999.15
2012											
1er Trimestre	4.38	2.02	981.97	0.00	0.00	0.00	7.61	18.70	1,014.68	-30.44	984.24
2e Trimestre	1.74	20.29	849.40	0.00	0.00	0.00	9.11	0.00	880.54	-26.42	854.12
3e Trimestre	0.00	2.65	1,148.45	0.35	0.00	0.00	21.51	19.63	1,192.59	-35.78	1,156.81
4e Trimestre	0.00	17.57	1,211.15	0.51	0.00	24.05	2.08	26.88	1,282.24	-38.47	1,243.77
2013											
1er Trimestre	0.00	15.72	1,171.09	0.00	0.00	11.89	4.22	25.88	1,228.80	-36.86	1,191.93
2e Trimestre	0.00	3.75	1,043.63	0.00	0.00	11.63	7.44	0.00	1,066.43	-31.99	1,034.44
3e Trimestre	2.10	15.74	1,254.83	0.00	0.00	14.96	14.96	0.00	1,302.59	-39.08	1,263.51
4e Trimestre	0.00	0.00	1,326.64	0.00	0.00	9.68	2.76	0.00	1,339.08	-40.17	1,298.90
2014											
1er Trimestre	0.00	4.72	1,194.86	0.00	0.00	19.46	0.00	2.90	1,221.94	-36.66	1,185.28
2e Trimestre	0.00	3.09	1,049.23	0.00	0.00	14.62	5.65	17.10	1,089.69	-32.69	1,057.00
3e Trimestre	0.00	0.00	1,237.87	0.00	0.00	15.60	17.37	11.06	1,281.90	-38.46	1,243.44
4e Trimestre	0.00	9.40	1,470.06	0.00	0.00	13.73	20.56	73.59	1,587.33	-47.62	1,539.71
2015											
1er Trimestre	2.10	12.52	1,368.40	0.00	0.00	21.67	0.00	86.40	1,491.08	-44.73	1,446.35
2e Trimestre	2.26	0.00	1,139.78	0.00	0.00	18.87	0.00	69.01	1,229.93	-36.90	1,193.03
3e Trimestre	2.12	28.83	1,396.83	0.00	0.00	44.43	17.51	83.58	1,573.30	-47.20	1,526.10
4e Trimestre	3.07	10.56	1,496.34	0.35	0.00	43.38	5.57	185.06	1,744.32	-52.33	1,691.99
2016											
1er Trimestre	3.11	30.01	1,338.92	1.22	0.00	0.00	0.00	169.35	1,542.61	-46.28	1,496.34
2e Trimestre	2.31	8.18	1,172.44	0.00	0.00	20.23	9.54	132.18	1,344.88	-40.35	1,304.54
3e Trimestre	11.53	10.13	1,324.85	0.00	0.00	21.25	10.88	152.67	1,531.31	-45.94	1,485.37
4e Trimestre	2.43	9.60	1,432.10	0.00	0.00	65.14	13.55	181.44	1,704.26	-51.13	1,653.13
2017 (P)											
1er Trimestre	10.41	29.49	1,162.74	0.00	0.00	12.35	13.28	197.64	1,425.91	-42.78	1,383.13
2e Trimestre	4.05	21.41	1,208.71	0.00	0.00	11.18	29.39	173.04	1,447.78	-43.43	1,404.34
3e Trimestre	5.51	9.34	1,301.94	0.63	0.00	22.41	16.58	203.75	1,560.15	-46.80	1,513.34
4e Trimestre	3.98	8.48	1,335.62	0.31	0.00	11.03	30.11	361.32	1,750.86	-52.53	1,698.33
2017 (P)											
Octobre	3.03	12.02	429.72	0.00	0.00	0.00	8.82	74.71	528.31	-15.85	512.46
Novembre	5.84	17.46	372.98	0.00	0.00	12.35	0.00	73.81	482.46	-14.47	467.98
Décembre	1.53	0.00	360.04	0.00	0.00	0.00	4.46	49.12	415.15	-12.45	402.69
Janvier	0.96	8.99	330.05	0.00	0.00	11.18	5.85	77.75	434.78	-13.04	421.75
Février	2.02	0.00	417.78	0.00	0.00	0.00	18.02	40.35	478.16	-14.34	463.81
Mars	1.07	12.42	460.88	0.00	0.00	0.00	5.52	54.94	534.82	-16.04	518.78
Avril	2.31	0.00	475.66	0.00	0.00	10.08	8.26	52.68	548.97	-16.47	532.51
Mai	2.07	6.94	424.53	0.00	0.00	0.00	5.70	77.95	517.19	-15.52	501.67
Juin	1.12	2.40	401.75	0.63	0.00	12.33	2.62	73.14	493.98	-14.82	479.16
Juillet	1.95	2.60	426.78	0.31	0.00	0.00	5.20	92.02	528.87	-15.87	513.00
Août	2.03	5.88	507.23	0.00	0.00	0.00	14.94	105.22	635.29	-19.06	616.23
Septembre	0.00	0.00	401.61	0.00	0.00	11.03	9.97	164.09	586.69	-17.60	569.09

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
Département du Commerce des Etats-Unis d'Amérique

1/ Ce total sert de base pour le calcul de la rubrique "Petite Industrie" du tableau des X-Tot.

P : Données provisoires

Tableau I.18 ::: Exportations des industries d'assemblage aux U.S.A (F.O.B) à base de matières premières importées

Période	Tulles, Dentelles Rubans Ouvrages Brodés	Appareils (1) Matériels électriques & électroniques	Machinerie & Accessæoires	Art. de voyage Sacs à main (Bijouterie)	Vêtements & Art. pour vêtements	Chaussures	Ornements Jouets & Articles de sport	Art. manuf. en caoutchouc et en plastic	Autres Appareils optiques à enregistrer et à reproduire les sons	Total
2013	30.64	2,429.24	2.06	1,436.17	794,569.19	2,276.55	1,683.48	454.97	65.83	802,948.13
2014	4.87	1,944.27	0.00	1,525.81	820,383.90	5.63	1,264.13	918.14	12.41	826,059.14
2015	4.33	3,125.96	0.00	1,540.95	894,823.44	11.51	1,559.74	877.55	20.39	901,963.87
2016	15.00	1,865.76	0.00	1,535.44	872,784.27	3.01	1,277.76	492.31	25.29	877,998.83
2017 (P)	0.32	1,485.03	0.00	1,303.04	829,826.22	4.11	743.88	484.17	37.19	833,883.97
2013										
1er Trimestre	30.27	676.71	2.06	326.51	194,010.65	551.27	377.49	96.16	10.37	196,081.49
2e Trimestre	0.37	744.68	0.00	309.09	172,893.93	468.20	379.06	38.96	20.00	174,854.29
3e Trimestre	0.00	602.92	0.00	341.60	207,883.79	874.03	648.87	233.72	22.02	210,606.95
4e Trimestre	0.00	404.93	0.00	458.97	219,780.82	383.05	278.06	86.13	13.44	221,405.40
2014										
1er Trimestre	4.54	61.16	0.00	345.86	197,948.25	0.00	327.26	89.46	0.00	198,776.53
2e Trimestre	0.00	574.78	0.00	287.76	173,821.91	1.57	213.63	254.71	9.41	175,163.76
3e Trimestre	0.33	659.91	0.00	397.46	205,073.85	3.69	318.65	322.24	3.00	206,779.12
4e Trimestre	0.00	648.42	0.00	494.73	243,539.89	0.37	404.59	251.73	0.00	245,339.73
2015										
1er Trimestre	0.00	450.47	0.00	414.69	226,698.06	0.56	438.59	165.36	0.00	228,167.73
2e Trimestre	2.08	597.24	0.00	260.28	188,824.23	9.45	482.13	227.22	17.27	190,419.89
3e Trimestre	2.25	796.93	0.00	462.15	231,408.28	0.00	456.60	220.89	3.12	233,350.22
4e Trimestre	0.00	1,281.32	0.00	403.83	247,892.87	1.50	182.42	264.08	0.00	250,026.03
2016 (P)										
1er Trimestre	0.00	507.78	0.00	517.53	221,814.65	3.01	230.85	75.76	16.00	223,165.57
2e Trimestre	14.30	412.23	0.00	160.92	194,235.37	0.00	227.05	198.83	0.00	195,248.69
3e Trimestre	0.00	639.85	0.00	416.64	219,483.07	0.00	737.77	93.08	9.29	221,379.70
4e Trimestre	0.70	305.90	0.00	440.36	237,251.19	0.00	82.10	124.63	0.00	238,204.88
2017 (P)										
1er Trimestre	0.32	409.56	0.00	302.05	192,626.99	0.00	176.33	198.42	10.94	193,724.60
2e Trimestre	0.00	310.78	0.00	276.84	200,243.39	4.11	303.76	52.92	2.67	201,194.46
3e Trimestre	0.00	390.37	0.00	303.69	215,687.96	0.00	55.67	94.57	23.59	216,555.85
4e Trimestre	0.00	374.33	0.00	420.46	221,267.88	0.00	208.12	138.27	0.00	222,409.06
2017 (P)										
Octobre	0.00	241.95	0.00	13.99	71,189.82	0.00	79.71	34.47	10.94	71,570.86
Novembre	0.00	98.98	0.00	166.40	61,791.01	0.00	34.88	104.43	0.00	62,195.50
Décembre	0.32	68.63	0.00	121.66	59,846.16	0.00	61.95	59.52	0.00	59,958.24
Janvier	0.00	106.30	0.00	100.77	54,678.86	2.53	129.77	22.37	2.67	55,043.25
Février	0.00	110.21	0.00	8.94	69,211.42	1.58	166.55	13.82	0.00	69,512.52
Mars	0.00	94.28	0.00	167.13	76,353.12	0.00	7.43	16.73	0.00	76,638.68
Avril	0.00	122.91	0.00	114.92	78,800.90	0.00	18.44	25.06	21.01	79,103.23
Mai	0.00	155.25	0.00	77.90	70,330.65	0.00	18.50	62.31	0.00	70,644.60
Juin	0.00	112.21	0.00	110.87	66,556.42	0.00	18.73	7.21	2.59	66,808.02
Juillet	0.00	126.79	0.00	60.47	70,703.24	0.00	87.91	81.53	0.00	71,059.94
Août	0.00	103.62	0.00	131.53	84,030.61	0.00	56.84	30.54	0.00	84,353.14
Septembre	0.00	143.92	0.00	228.47	66,534.03	0.00	63.38	26.20	0.00	66,995.98

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
MCI, AGD - Sites Internet: Dpt du Commerce américain et Stat-Can -

1/ Produits des industries d'assemblage

2/ Exportations totales tenant compte de la valeur ajoutée des industries d'assemblage.

3/ Exportations brutes.

(P): Données provisoires

Tableau I.19 ::: Importations totales d'Haïti par catégories de produits. (en millions de dollars ÉU.)

Période	Produits Alimentaires	Boissons & Tabacs	Matières brutes non comestibles	Combustibles Minéraux	Huiles & Graisses	Produits Chimiques	Articles manufacturés	Machines & matériels de Transport	Articles manufacturés divers	Articles divers n.d.a.	Total (C.I.F)	Ajustements[1/]	Total Export (FOB)
2013	822.44	69.24	48.56	983.27	55.16	220.43	643.23	543.69	410.85	14.22	3,592.09	251.45	3,340.64
2014	908.66	48.30	48.38	1,082.18	150.46	202.46	636.58	540.95	316.88	7.46	3,942.31	275.96	3,666.35
2015	955.00	42.82	51.15	676.48	132.76	275.78	608.83	583.94	366.57	15.68	3,709.01	259.63	3,449.38
2016	751.29	36.04	77.31	612.76	79.86	220.34	559.29	585.51	471.04	29.49	3,422.93	239.61	3,183.33
2017 (P)	867.28	41.26	63.23	807.87	98.64	343.32	641.35	631.70	426.83	10.14	3,931.62	275.21	3,656.41
2013													
1er Trimestre	134.23	21.39	12.58	281.36	16.39	42.89	159.65	135.33	111.83	2.75	918.39	64.29	854.10
2e Trimestre	203.74	20.00	11.85	217.35	16.98	70.33	155.68	113.64	118.24	3.11	930.94	65.17	865.77
3e Trimestre	162.83	19.74	17.64	216.40	14.48	78.66	159.73	189.23	92.52	2.18	953.41	66.74	886.67
4e Trimestre	121.64	8.11	7.49	248.15	7.31	28.56	168.17	105.49	88.25	6.18	789.35	55.25	734.10
2014													
1er Trimestre	229.26	14.58	12.08	269.92	45.10	43.77	160.46	163.26	66.03	1.99	1,006.45	70.45	936.00
2e Trimestre	232.77	10.30	13.34	244.31	32.65	44.59	140.34	118.81	71.74	1.59	910.43	63.73	846.70
3e Trimestre	220.67	11.35	11.38	268.67	34.69	55.45	171.72	127.96	71.27	1.97	975.13	68.26	906.87
4e Trimestre	225.96	12.07	11.59	299.27	38.02	58.65	164.06	130.92	107.84	1.91	1,050.30	73.52	976.78
2015													
1er Trimestre	240.90	12.87	15.99	205.22	33.05	62.13	153.72	155.37	86.66	3.58	969.49	67.86	901.63
2e Trimestre	257.94	11.84	11.51	146.13	27.32	85.24	159.37	136.18	113.26	1.93	950.72	66.55	884.17
3e Trimestre	239.87	9.80	13.54	174.85	40.44	70.85	148.64	159.17	83.25	4.83	946.24	66.24	880.00
4e Trimestre	216.28	8.31	10.11	150.27	31.94	57.57	146.10	133.21	83.41	5.35	842.55	58.98	783.58
2016 (P)													
1er Trimestre	229.72	9.23	9.37	156.97	29.40	53.21	138.02	111.90	70.14	1.29	809.25	56.65	752.60
2e Trimestre	201.81	5.66	12.70	96.53	16.18	60.20	126.78	125.63	89.19	4.74	739.41	51.76	687.65
3e Trimestre	147.38	11.80	28.31	180.27	7.82	59.32	145.72	189.49	164.27	14.39	948.77	66.41	882.36
4e Trimestre	172.38	9.35	26.93	178.97	26.46	47.60	148.78	158.50	147.45	9.08	925.50	64.79	860.72
2017 (P)													
1er Trimestre	259.09	9.78	9.98	176.18	26.13	69.64	138.29	101.68	79.46	1.77	872.00	61.04	810.96
2e Trimestre	134.91	13.65	27.34	210.09	10.02	60.66	150.22	186.52	161.33	5.58	960.30	67.22	893.08
3e Trimestre	223.18	8.94	12.73	209.51	33.99	108.59	183.04	139.32	93.63	1.18	1,014.12	70.99	943.13
4e Trimestre	250.10	8.90	13.17	212.09	28.51	104.44	169.79	204.18	92.42	1.61	1,085.20	75.96	1,009.23
2017 (P)													
Octobre	105.70	1.75	2.28	72.33	7.83	28.23	60.55	25.49	27.72	0.45	332.34	23.26	309.08
Novembre	75.03	4.14	3.63	46.67	10.92	21.27	40.85	30.28	25.30	0.51	258.59	18.10	240.49
Décembre	78.36	3.89	4.07	57.18	7.37	20.14	36.89	45.91	26.45	0.82	281.07	19.68	261.40
Janvier	35.83	7.06	13.10	88.38	2.45	21.47	57.58	51.37	48.36	1.32	326.92	22.88	304.04
Février	47.72	3.41	6.50	64.87	3.58	15.61	34.58	58.10	54.27	2.22	290.87	20.36	270.51
Mars	51.35	3.18	7.73	56.85	3.98	23.57	58.06	77.05	58.69	2.04	342.51	23.98	318.53
Avril	76.60	3.82	3.69	54.44	4.82	43.44	49.67	39.69	25.42	0.50	302.10	21.15	280.95
Mai	80.32	2.73	4.57	79.42	18.01	25.36	74.68	54.76	31.52	0.34	371.71	26.02	345.69
Juin	66.26	2.39	4.46	75.66	11.17	39.79	58.69	44.87	36.68	0.35	340.31	23.82	316.49
Juillet	85.01	4.04	4.26	74.83	10.67	46.67	54.88	54.63	28.05	0.45	363.50	25.44	338.05
Août	76.14	2.56	5.31	99.39	11.73	31.72	67.00	102.70	31.64	0.41	428.61	30.00	398.61
Septembre	88.94	2.30	3.61	37.87	6.10	26.04	47.91	46.85	32.72	0.74	293.09	20.52	272.57

Sources : Service Economie Internationale \ Direction Affaires Internationales \ BRH
AGD

1/ Ajustement pour Assurances et Fret

(P): Données provisoires

Tableau I.20 ::: Importations de produits pétroliers (En Milliers de Barils et en Milliers de Dollars E.U.)

Période	Gazoline		Kérosène		Gasoil		Fuel oil (Mazout)		Lubrifiants & autres		Bitume		Gaz de pétrole liquéfié		Total	
	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur	Volume	Valeur
2013	1,503.60	199,085.75	520.14	68,964.18	3,688.43	484,397.02	580.63	58,381.28	30.18	3,190.25	564.39	58,157.00	179.41	14,030.10	7,066.79	886,205.58
2014	1,516.67	197,056.94	492.85	64,164.68	3,952.89	513,742.12	539.14	51,441.74	67.17	7,201.10	1,280.10	145,991.00	192.62	16,003.86	8,041.45	995,601.44
2015 (P)	1,668.56	151,800.17	516.48	44,009.12	3,705.21	319,015.46	392.73	25,306.41	48.65	5,185.64	855.31	66,914.00	174.76	10,121.92	7,161.71	622,362.71
2016 (P)	1,895.24	142,287.47	565.48	35,523.46	3,882.53	232,767.68	727.98	15,015.80	57.87	6,198.36	1,710.43	121,664.00	228.36	10,279.16	9,067.89	563,735.72
2017 (P)	2,210.10	188,835.18	634.66	47,955.91	3,807.31	262,409.05	817.68	37,475.83	52.88	5,661.95	2,835.31	191,009.65	199.48	9,894.85	10,557.43	743,242.41
2013																
1er Trimestre	404.22	50,552.96	119.66	16,223.92	1,012.75	136,162.81	315.34	32,054.89	1.22	133.97	210.32	20,524.00	42.31	3,195.99	2,105.81	258,848.54
2e Trimestre	288.92	39,378.30	130.10	17,912.13	890.63	121,179.78	139.18	14,335.79	1.60	180.06	39.40	3,899.00	43.71	3,080.49	1,533.54	199,965.55
3e Trimestre	405.35	53,909.79	119.62	14,828.91	811.50	99,186.29	81.98	7,829.69	20.52	2,116.17	159.15	17,424.00	48.89	3,795.31	1,647.02	199,090.16
4e Trimestre	405.10	55,244.70	150.76	19,999.22	973.56	127,868.14	44.13	4,160.91	6.84	760.05	155.53	16,310.00	44.50	3,958.31	1,780.42	228,301.33
2014																
1er Trimestre	339.10	41,510.93	100.26	13,128.76	1,123.24	148,990.80	133.62	12,681.80	3.33	364.65	251.03	26,790.00	58.77	4,863.57	2,009.36	248,330.32
2e Trimestre	404.59	51,291.17	120.37	15,916.44	838.07	109,033.96	81.09	7,669.58	19.76	2,142.78	324.57	34,451.00	40.66	4,259.43	1,829.11	224,764.36
3e Trimestre	375.66	51,285.52	134.03	17,545.38	899.32	117,265.25	284.05	27,311.60	35.74	3,857.35	220.89	25,870.00	53.13	4,044.09	2,002.82	247,179.19
4e Trimestre	397.32	52,969.31	138.19	17,574.10	1,092.26	138,452.11	40.38	3,778.96	8.34	836.32	483.61	58,880.00	40.06	2,836.77	2,200.16	275,327.58
2015 (P)																
1er Trimestre	322.44	32,724.27	107.44	11,405.35	975.33	102,444.67	89.65	6,399.89	11.36	1,270.64	281.56	32,234.00	38.62	2,327.77	1,826.40	188,806.59
2e Trimestre	463.83	36,781.75	152.85	12,448.36	868.74	70,348.09	116.36	5,910.92	10.78	1,087.88	48.10	5,556.00	47.43	2,306.56	1,709.09	134,439.56
3e Trimestre	419.69	40,779.07	129.54	10,910.77	944.80	80,009.49	123.34	7,040.69	10.72	1,319.54	204.51	18,569.00	45.55	2,236.68	1,878.16	160,865.24
4e Trimestre	462.60	41,515.08	126.65	9,244.64	916.34	66,213.21	63.38	5,954.91	15.79	1,517.58	120.14	10,555.00	43.16	3,250.91	1,748.07	138,251.32
2016 (P)																
1er Trimestre	474.54	35,406.53	162.26	10,369.95	1,025.90	64,706.64	440.35	2,893.50	16.02	1,788.18	315.68	27,195.00	52.39	2,055.49	2,487.14	144,415.29
2e Trimestre	419.46	26,778.30	113.22	5,746.96	810.47	39,235.88	112.62	2,994.07	13.95	1,470.06	125.30	10,794.00	51.05	1,791.96	1,646.07	88,811.23
3e Trimestre	542.54	42,697.49	131.26	8,175.07	1,221.25	74,302.13	123.12	4,261.09	13.95	1,470.06	420.65	31,559.00	83.31	3,387.72	2,536.08	165,852.56
4e Trimestre	458.70	37,405.15	158.74	11,231.48	824.91	54,523.03	51.89	4,866.94	13.95	1,470.06	848.80	52,116.00	41.61	3,043.99	2,398.60	164,656.65
2017 (P)																
1er Trimestre	500.61	40,608.51	173.78	12,505.87	992.95	67,551.74	517.27	21,489.14	13.69	1,529.40	310.13	16,207.15	45.52	2,191.64	2,553.95	162,083.45
2e Trimestre	593.62	51,897.17	139.90	10,841.52	928.46	67,224.24	114.49	4,452.50	12.37	1,278.97	1,062.73	55,537.51	49.24	2,049.26	2,900.81	193,281.16
3e Trimestre	500.49	42,450.42	172.44	12,773.51	708.61	49,565.24	123.24	5,650.90	12.35	1,394.80	895.65	78,104.74	64.43	2,812.20	2,477.21	192,751.81
4e Trimestre	615.38	53,879.08	148.54	11,835.01	1,177.29	78,067.83	62.68	5,883.30	14.47	1,458.78	566.80	41,160.25	40.29	2,841.75	2,625.46	195,125.99
2017 (P)																
Octobre	189.19	14,643.39	59.43	4,060.12	497.84	34,061.93	232.38	9,219.85	4.41	505.61	63.76	3,331.89	14.48	723.29	1,061.49	66,546.08
Novembre	137.43	10,808.60	54.27	3,771.71	248.06	16,117.18	142.08	5,915.04	4.53	472.69	103.05	5,385.42	10.29	462.71	699.71	42,933.35
Décembre	173.99	15,156.52	60.08	4,674.04	247.05	17,372.63	142.81	6,354.25	4.75	551.10	143.32	7,489.84	20.75	1,005.64	792.75	52,604.02
Janvier	225.05	18,929.72	70.25	5,433.51	351.12	25,089.53	40.53	1,493.23	4.09	411.52	543.19	28,386.50	14.99	561.21	1,249.22	81,305.22
Février	88.82	7,460.32	29.57	2,247.95	332.29	24,042.49	38.20	1,466.67	4.20	455.93	444.10	23,208.35	17.48	795.57	954.65	59,677.28
Mars	279.75	24,507.13	40.08	3,160.06	245.05	18,092.22	35.76	1,492.60	4.09	411.52	75.44	3,942.66	16.77	692.48	696.94	52,298.67
Avril	174.25	14,817.36	66.27	5,186.80	93.40	6,619.66	41.02	1,782.60	4.12	444.35	219.96	20,228.42	22.55	1,005.64	621.57	50,084.83
Mai	198.50	16,875.13	64.02	4,715.76	357.84	25,303.12	41.08	1,879.38	4.14	507.49	248.30	22,927.21	21.08	855.29	935.96	73,063.38
Juin	127.74	10,757.93	42.15	2,870.95	257.37	17,842.46	41.14	1,988.92	4.09	442.96	426.39	34,949.11	20.80	951.27	919.68	69,603.60
Juillet	210.10	17,710.61	77.03	5,769.36	531.85	34,553.01	16.55	1,560.35	4.30	433.16	106.59	8,129.83	10.84	690.97	957.26	68,847.29
Août	228.72	19,046.44	14.33	1,003.79	645.44	43,514.82	25.24	2,361.85	5.35	539.36	329.00	23,772.70	16.02	1,203.53	1,264.10	91,442.49
Septembre	176.56	17,122.03	57.18	5,061.86	0.00	0.00	20.89	1,961.10	4.82	486.26	131.21	9,257.72	13.43	947.25	404.10	34,836.21

Sources: Ministère de l'Economie et des Finances
& Compagnies pétrolières
(P): Données provisoires
1 baril = 42 gallons

Tableau I.21 ::: Dette externe totale du secteur public (en millions de dollars ÉU)

	Septembre 2005	Septembre 2006	Septembre 2007	Septembre 2008	Septembre 2009	Septembre 2010	Septembre 2011	Septembre 2012	Septembre 2013	Septembre 2014	Septembre 2015	Septembre 2016	Septembre 2017/P
Dette externe totale	1,336.30	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50	1,981.80	2,008.80	2,128.80
Dette à long terme	1,336.30	1,419.25	1,541.30	1,884.72	1,247.15	863.08	657.34	1,049.10	1,474.90	1,829.50	1,981.80	2,008.80	2,128.80
Créanciers bilatéraux	222.70	221.70	214.80	387.73	506.94	249.29	549.66	915.30	1,326.60	1,674.70	1,813.70	1,837.80	1,843.70
Dont États Unis	7.10	6.80	6.30	5.67	-	-	-	-	-	-	-	-	-
France	52.30	58.90	65.20	30.89	30.58	28.67	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	38.60	39.60	39.70	33.36	33.20	-	-	-	-	-	-	-	-
Italie	68.90	70.90	59.60	58.71	58.33	-	-	-	-	-	-	-	-
Chine Taipei	45.70	45.50	43.90	91.80	89.67	86.70	83.79	81.60	77.50	71.70	68.30	66.80	65.30
Canada	3.30	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
L/C BRH	6.80	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Vénézuela/PDVSA	-	-	0.10	167.30	295.16	133.92	461.89	823.30	1,235.00	1,576.30	1,718.70	1,742.80	1,843.70
Vénézuela/BANDES	-	-	-	-	-	-	3.99	10.40	14.10	26.70	26.70	28.20	26.80
ECC/IDA administred	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-			
Créanciers Multilatéraux	1,097.80	1,178.65	1,306.60	1,434.89	680.71	569.10	102.43	126.40	135.90	137.20	148.50	153.90	203.50
DONTBIRD/IDA	507.10	515.60	528.40	512.78	38.75	-	-	-	-	-	-	-	-
FIDA	31.70	33.20	37.40	39.46	48.30	62.40	66.10	66.3	64.5	61.0	56.40	56.80	0.55
FMI	21.40	33.20	55.60	104.77	169.56	12.70	25.58	48.0	57.8	58.3	67.30	64.70	102.90
BID	533.90	593.45	682.10	774.82	417.50	485.70	-	0.1	0.1	0.1	-	-	-
OPEC	3.70	3.20	3.10	3.06	6.60	8.30	10.75	12.0	13.5	17.9	24.80	32.40	45.40
Dette réamenagée	15.80	18.90	19.90	62.10	59.50	44.69	5.25	7.50	12.40	17.60	19.60	17.00	16.30
Chine Taipei	-	-	-	-	-	2.20	5.25	7.50	12.40	17.60	19.60	17.00	16.30
France	-	-	-	-	-	42.49	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arriérés	36.50	45.00	-	-	-	0.10	0.06	-	-	3.70	18.40	0.10	81.40

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.
P/ Données provisoires

Tableau I.22 ::: Décaissements effectués sur les prêts (en millions de dollars ÉU)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017/P
Bilatéral	1.50	0.10	217.18	126.98	201.30	331.95	367.84	401.58	369.40	164.55	90.19	
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
USA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Taiwan	1.50	-	50.00	-	-	-	-	-	-	-	-	
PDVSA	-	0.10	167.18	126.98	201.30	327.97	361.45	397.88	356.80	164.55	88.69	
BANDES	-	-	-	-	-	3.99	6.39	3.70	12.60	-	1.50	
Multilatéral	97.71	151.47	167.77	157.72	216.40	22.41	29.46	12.50	8.30	20.27	11.23	
IDA/BIRD	8.64	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
BID	71.96	93.26	111.99	84.26	72.20	-	-	-	-	-	-	
FMI	14.70	54.10	51.09	59.90	126.29	12.93	22.58	9.90	2.50	12.25	-	
OPEC	-	0.79	0.85	4.39	3.41	4.36	3.85	1.70	4.50	7.19	8.27	
FIDA	2.42	3.32	3.85	9.17	14.49	5.12	3.03	0.90	1.30	0.83	2.96	
Total	99.21	151.58	384.95	284.70	417.70	354.37	397.29	414.08	377.70	184.82	101.42	

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.
P/ Données provisoires

Tableau I.23 ::: Paiement du service de la dette (en millions de dollars ÉU)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016*	2017
Intérêts	**16.88**	**16.66**	**19.28**	**11.91**	**7.18**	**0.74**	**0.36**	**1.70**	**8.06**	**8.20**	**19.26**	
Bilatéral	1.76	1.12	1.79	2.38	1.08	0.00	0.15	1.41	7.72	6.34	16.26	
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
USA	0.36	0.06	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Venezuela	1.40	1.06	1.79	2.38	1.08	0.00	0.15	1.41	7.72	5.53	16.26	
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0.81	-	
Multilatéral	**15.12**	**15.54**	**17.49**	**9.53**	**6.10**	**0.74**	**0.22**	**0.29**	**0.34**	**1.86**	**3.00**	
IDA/BIRD	3.52	3.84	3.98	2.42	0.15	-	-	-	-	-	-	
BID	9.92	11.14	12.20	6.21	5.41	-	-	-	-	0.01	-	
FMI	0.98	0.06	0.86	0.37	0.42	0.43	-	-	-	-	-	
OPEC	0.16	0.08	0.09	0.16	0.11	0.31	0.22	0.29	0.34	0.45	0.59	
FIDA	0.54	0.42	0.37	0.37	-	-	-	-	-	-		
EXIMBANK (Chine TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1.40	2.41	
Amortissements	**40.14**	**58.11**	**29.96**	**23.99**	**5.83**	**1.92**	**0.58**	**4.66**	**12.61**	**24.81**	**69.15**	
Bilatéral	**2.66**	**1.63**	**2.13**	**2.13**	**0.76**	**-**	**-**	**3.96**	**12.09**	**22.16**	**63.29**	
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
USA	0.58	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Venezuela	2.08	1.63	2.13	2.13	0.76	-	-	3.96	12.09	22.16	63.29	
Multilatéral	**37.48**	**56.48**	**27.83**	**21.86**	**5.08**	**1.92**	**0.58**	**0.70**	**0.52**	**2.65**	**5.86**	
IDA/BIRD	13.81	11.08	13.77	10.98	-	-	-	-	-			
BID	16.95	9.70	12.09	8.88	3.78	0.03	0.01	0.01	0.01		0.01	
FMI	4.89	33.90	-	-	-	-	-	-	-		2.28	
OPEC	0.91	0.89	0.95	0.85	1.29	1.89	0.57	0.69	0.51	0.49	0.65	
FIDA	0.92	0.91	1.03	1.15	-	-	-	-	-		-	
EXIMBANK (Chine TAIPEI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2.16	2.92	
Total	**57.03**	**74.77**	**49.24**	**35.91**	**13.01**	**2.66**	**0.94**	**6.36**	**20.67**	**33.01**	**88.41**	

Source : Service Dette Externe, Direction des Affaires Internationales, BRH.
P/ : Données provisoires

Tableau II.1 ::: Chiffres clés du bilan par banque (En milliers de gourdes)

	BICH	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
AU 30 SEPTEMBRE 2017														
Actif	-	62,044,590.0	3,295,068.5	17,035,126.2	19,089,512.0	73,560,858.5	115,206,642.4	290,231,797.6	7,122,956.1	7,122,956.1	6,368,020.0	-	6,368,020.0	303,722,773.7
Bons B.R.H.	-	7,600,000.0	362,000.0	300,000.0	245,534.0	1,600,000.0	900,000.0	11,007,534.0	-	-	259,477.0	-	259,477.0	11,267,011.0
Prêts	-	13,905,845.0	703,651.9	8,528,931.4	7,699,284.0	22,532,288.7	29,191,141.4	82,561,142.4	4,010,119.6	4,010,119.6	589,496.0	-	589,496.0	87,160,757.9
Dépôts	-	49,433,029.0	2,850,870.9	13,119,497.4	15,598,497.0	60,095,734.4	93,169,033.2	234,266,661.9	4,052,084.9	4,052,084.9	5,246,110.0	-	5,246,110.0	243,564,856.8
Avoir des Actionnaires	-	5,175,769.0	(46,711.0)	1,335,711.0	1,788,123.0	5,878,881.3	12,222,542.6	26,354,316.0	677,212.8	677,212.8	391,431.0	-	391,431.0	27,422,959.8
AU 30 SEPTEMBRE 2016														
Actif	-	60,164,954.2	3,705,072.7	12,788,259.9	17,112,279.0	70,438,438.9	86,159,747.2	250,368,751.9	8,436,567.5	8,436,567.5	5,847,840.0	6,702,422.0	12,550,262.0	271,355,581.4
Bons B.R.H.	-	8,550,000.0	520,000.0		229,280.0	450,000.0		9,749,280.0	-		717,660.0	-	717,660.0	10,466,940.0
Prêts	-	12,070,989.8	1,083,400.2	6,260,595.2	7,139,923.0	21,239,381.0	24,839,199.2	72,633,488.4	4,095,844.5	4,095,844.5	744,549.0	2,012,504.0	2,757,053.0	79,486,385.9
Dépôts	-	48,924,228.9	3,358,148.1	9,520,158.4	14,332,617.0	58,213,552.5	70,212,143.4	204,560,848.3	5,997,613.8	5,997,613.8	4,457,213.0	5,900,088.0	10,357,301.0	220,915,763.1
Avoir des Actionnaires	-	4,446,610.7	(13,012.5)	1,031,825.3	1,526,108.0	5,269,356.2	10,933,345.6	23,194,233.3	637,371.1	637,371.1	376,868.0	381,572.0	758,440.0	24,590,044.4
AU 30 SEPTEMBRE 2015														
Actif	-	47,427,693.6	3,077,336.9	7,977,287.7	14,153,022.0	58,331,618.0	73,185,594.3	204,152,552.5	7,024,729.6	7,024,729.6	6,117,281.0	5,585,139.0	11,702,420.0	222,879,702.2
Bons B.R.H.	-	4,275,000.0	50,000.0		143,934.0		-	4,468,934.0	-		499,030.0	-	499,030.0	4,967,964.0
Prêts	-	9,850,703.7	798,307.4	3,586,985.6	5,470,779.0	19,011,273.9	22,076,403.9	60,774,453.4	3,570,199.0	3,570,199.0	1,244,388.0	2,084,729.0	3,329,117.0	67,673,769.4
Dépôts	-	37,307,304.0	2,663,764.5	6,414,288.8	11,996,341.0	47,230,120.9	59,213,001.8	164,824,821.0	5,209,514.2	5,209,514.2	4,597,056.0	4,896,747.0	9,493,803.0	179,528,138.2
Avoir des Actionnaires	-	3,467,568.4	68,029.4	505,448.3	1,261,196.0	4,201,961.2	6,388,574.4	15,892,778.7	520,963.3	520,963.3	465,963.0	291,754.0	757,717.0	17,171,459.0
AU 30 SEPTEMBRE 2014														
Actif	-	44,677,768.6	3,064,829.3	4,984,964.2	11,982,488.0	52,053,383.6	59,077,362.7	175,840,796.5	5,665,677.7	5,665,677.7	7,089,895.0	5,905,326.0	12,995,221.0	194,501,695.1
Bons B.R.H.	-	2,334,000.0	100,000.0		74,992.0	1,950,000.0		4,458,992.0	-		49,563.0	-	49,563.0	4,508,555.0
Prêts	-	11,264,488.0	958,681.8	2,277,488.0	5,416,947.0	19,001,042.8	22,477,840.6	61,396,288.2	3,180,507.2	3,180,507.2	1,447,270.0	2,154,182.0	3,601,452.0	68,178,247.4
Dépôts	-	35,961,593.2	2,755,867.0	4,083,025.8	10,146,098.0	41,458,042.8	48,486,999.6	142,891,626.4	4,094,458.1	4,094,458.1	5,538,270.0	5,024,768.0	10,563,038.0	157,549,122.5
Avoir des Actionnaires	-	3,036,675.8	129,300.9	269,271.0	1,009,190.0	3,767,440.1	5,455,690.1	13,667,567.9	466,175.8	466,175.8	369,508.0	247,234.0	616,742.0	14,750,485.7
AU 30 SEPTEMBRE 2013														
Actif	-	42,562,735.0	2,715,118.3	4,047,813.4	10,321,926.0	47,242,844.2	53,646,035.6	160,536,472.5	4,229,765.2	4,229,765.2	5,336,958.0	5,828,831.0	11,165,789.0	175,932,026.7
Bons B.R.H.	-	5,670,000.0		-	174,985.0	100,000.0		5,944,985.0	-		-	-	-	5,944,985.0
Prêts	-	10,111,946.5	1,091,817.4	1,419,069.3	4,719,462.0	18,747,203.5	20,039,270.1	56,128,768.8	2,524,913.2	2,524,913.2	1,310,583.0	2,201,715.0	3,512,298.0	62,165,980.1
Dépôts	-	34,943,125.0	2,322,339.1	3,559,859.3	8,746,876.0	38,659,805.5	45,712,814.6	133,944,819.5	2,799,809.8	2,799,809.8	4,192,263.0	4,709,054.0	8,901,317.0	145,645,946.3
Avoir des Actionnaires	-	2,684,078.6	195,472.9	153,620.5	872,747.0	3,475,330.0	4,743,948.9	12,125,195.9	442,944.7	442,944.7	237,813.0	257,960.0	495,773.0	13,063,913.6

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.2 ::: Chiffres clés des résultats par banque (En milliers de gourdes)

	BICH	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
2016 (Octobre 2016 - Septembre 2016)														
Revenus nets d'intérêt	-	2,323,544.4	129,116.6	737,099.4	955,346.0	2,176,252.4	2,050,189.8	8,371,548.6	308,820.3	308,820.3	94,952.0	108,104.0	203,056.0	8,883,424.9
Autres revenus	-	812,099.3	57,159.7	388,177.2	809,058.0	2,082,007.8	10,989,178.8	15,137,680.9	72,452.8	72,452.8	192,903.0	82,395.0	275,298.0	15,485,431.6
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	130,000.0	25,628.0	(133.7)	27,948.0	289,380.5	(91,733.0)	381,089.8	17,567.7	17,567.7	-	8,775.9	8,775.9	407,433.4
Frais d'exploitation	-	1,901,960.4	147,432.7	816,153.5	1,224,897.0	3,027,752.9	3,358,836.3	10,477,032.9	180,904.1	180,904.1	255,403.0	223,934.0	479,337.0	11,137,273.9
Bénéfice net (Perte nette)	-	1,103,683.3	13,215.6	216,479.8	415,226.0	751,126.8	9,924,864.0	12,424,595.6	133,444.9	133,444.9	22,370.0	(51,042.3)	(28,672.3)	12,529,368.2
2016 (Octobre 2015 - Septembre 2016)														
Revenus nets d'intérêt	-	2,169,306.7	93,286.0	556,979.4	840,630.0	2,156,677.7	2,024,768.5	7,841,648.4	300,107.6	300,107.6	116,086.0	246,790.0	362,876.0	8,504,631.9
Autres revenus	-	732,582.5	63,343.2	343,281.9	696,086.0	2,063,580.7	6,099,074.9	9,997,949.2	58,223.8	58,223.8	176,924.0	174,640.0	351,564.0	10,407,737.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	135,291.0	32,214.2	(11,499.6)	33,563.0	298,491.3	31,036.5	519,096.3	(5,459.4)	(5,459.4)	-	(3,227.9)	(3,227.9)	510,409.1
Frais d'exploitation	-	1,716,006.6	175,252.1	653,036.9	1,037,603.0	2,629,393.8	2,665,515.4	8,876,807.7	184,178.8	184,178.8	311,579.0	332,076.0	643,655.0	9,704,641.5
Bénéfice net (Perte nette)	-	1,050,591.7	(50,837.1)	181,106.8	372,439.0	1,002,123.4	5,269,631.5	7,825,055.2	131,116.8	131,116.8	(12,814.0)	64,807.2	51,993.2	8,008,165.2
2015 (Octobre 2014 - Septembre 2015)														
Revenus nets d'intérêt	-	1,521,940.6	82,969.5	345,084.6	753,475.0	1,710,505.2	1,970,231.3	6,384,206.1	253,998.0	253,998.0	159,957.0	206,188.0	366,145.0	7,004,349.1
Autres revenus	-	550,294.8	59,144.7	299,414.8	598,405.0	1,617,405.8	2,416,564.7	5,541,229.9	44,136.2	44,136.2	232,672.0	128,239.0	360,911.0	5,946,277.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	140,131.8	37,471.1	52,189.6	33,447.0	495,679.3	111,988.0	870,907.0	18,550.0	18,550.0	1.0	-1,238.1	-1,237.1	888,219.9
Frais d'exploitation	-	1,420,752.9	130,746.2	409,481.2	840,652.0	2,132,954.5	2,212,490.5	7,147,077.2	153,109.0	153,109.0	260,618.0	260,836.0	521,454.0	7,821,640.2
Bénéfice net (Perte nette)	-	511,350.7	-26,103.1	135,158.8	383,545.0	553,277.2	1,800,586.5	3,357,815.0	92,326.9	92,326.9	91,252.0	49,627.9	140,879.9	3,591,021.8
2014 (Octobre 2013 - Septembre 2014)														
Revenus nets d'intérêt	-	1,114,026.7	105,949.1	224,731.4	615,748.0	1,450,429.2	1,393,583.3	4,904,467.7	179,830.7	179,830.7	132,157.0	188,296.0	320,453.0	5,404,751.4
Autres revenus	-	530,621.9	52,373.8	160,245.3	454,753.0	1,559,818.6	2,250,690.1	5,008,602.8	43,700.5	43,700.5	278,969.0	93,348.0	372,317.0	5,424,620.3
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	121,852.9	37,844.6	-11,747.3	32,740.0	409,789.0	54,988.8	645,468.0	10,906.3	10,906.3	(16,722.0)	642.3	-16,079.7	640,294.6
Frais d'exploitation	-	1,112,652.2	126,009.0	387,155.7	745,748.0	2,045,741.4	1,919,967.3	6,337,273.5	135,823.4	135,823.4	227,831.0	276,336.0	504,167.0	6,977,263.9
Bénéfice net (Perte nette)	-	410,143.6	-5,530.7	9,568.4	235,056.0	453,687.5	1,562,106.8	2,665,031.5	56,065.2	56,065.2	138,798.0	-7,862.9	130,935.1	2,852,031.8
2013 (Octobre 2012 - Septembre 2013)														
Revenus nets d'intérêt	-	983,620.9	122,304.6	190,071.5	520,307.0	1,280,187.7	1,239,308.1	4,335,799.9	185,458.6	185,458.6	127,654.0	223,387.0	351,041.0	4,872,299.5
Autres revenus	-	507,962.9	62,359.7	186,130.9	395,756.0	1,399,670.4	1,903,588.6	4,455,468.5	41,375.6	41,375.6	133,270.0	106,836.0	240,106.0	4,736,950.1
Dot. à la prov. pr créances dout.	-	65,000.0	32,047.0	(6,709.3)	28,694.0	291,595.7	40,653.5	451,280.9	33,904.9	33,904.9	19,485.0	-85,822.9	-66,337.9	418,847.9
Frais d'exploitation	-	990,195.8	121,551.4	344,031.0	644,337.0	1,768,694.4	1,743,169.5	5,611,979.2	117,119.5	117,119.5	242,770.0	279,677.0	522,447.0	6,251,545.7
Bénéfice net (Perte nette)	-	436,388.0	31,065.9	38,880.7	194,425.0	499,628.8	1,286,905.3	2,487,293.6	55,341.1	55,341.1	-1,455.0	79,484.6	78,029.6	2,620,664.3

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.3 ::: Ratios financiers par banque

Avoirs des actionnaires	BICH	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
en % de l'actif														
Au 30 septembre 2017	-	8.3%	-1.4%	7.8%	9.4%	8.0%	10.6%	9.1%	9.5%	9.5%	6.1%	0.0%	6.1%	9.0%
Au 30 septembre 2016	-	7.4%	-0.4%	8.1%	8.9%	7.5%	12.7%	9.3%	7.6%	7.6%	6.4%	5.7%	6.0%	9.1%
Au 30 septembre 2015	-	7.3%	2.2%	6.3%	8.9%	7.2%	8.7%	7.8%	7.4%	7.4%	7.6%	5.2%	6.5%	7.7%
Au 30 septembre 2014	-	6.80%	4.22%	5.40%	8.42%	7.24%	9.23%	7.77%	8.23%	8.23%	5.21%	4.19%	4.75%	7.58%
Au 30 septembre 2013	-	6.31%	7.2%	3.8%	8.5%	7.4%	8.8%	7.8%	10.5%	10.5%	4.5%	4.4%	4.4%	7.4%
Dépôts en % de l'actif														
Au 30 septembre 2017	-	79.67%	86.52%	77.01%	81.71%	81.70%	80.87%	80.72%	56.89%	56.89%	82.38%	0.00%	82.38%	80.2%
Au 30 septembre 2016	-	81.32%	90.64%	74.44%	83.76%	82.64%	81.49%	81.70%	71.09%	71.09%	76.22%	88.03%	82.53%	81.4%
Au 30 septembre 2015	-	78.66%	86.56%	80.41%	84.76%	80.97%	80.91%	80.74%	74.16%	74.16%	75.15%	87.67%	81.13%	80.5%
Au 30 septembre 2014	-	80.49%	89.92%	81.91%	84.67%	79.65%	82.07%	81.26%	72.27%	72.27%	78.11%	85.09%	81.28%	81.0%
Au 30 septembre 2013	-	82.10%	85.53%	87.95%	84.74%	81.83%	85.21%	83.44%	66.19%	66.19%	78.55%	80.79%	79.72%	82.8%
QUALITÉ DE L'ACTIF														
Prêts improductifs bruts en % des prêts bruts														
Au 30 septembre 2017	-	4.10%	68.64%	0.46%	0.56%	2.31%	0.24%	2.59%	10.50%	10.50%	0.00%	0.00%	0.00%	2.93%
Au 30 septembre 2016	-	4.46%	37.72%	0.69%	1.18%	3.28%	0.69%	2.94%	10.41%	10.41%	0.00%	6.87%	5.07%	3.39%
Au 30 septembre 2015	-	6.94%	39.74%	1.54%	0.63%	4.85%	0.45%	3.78%	6.75%	6.75%	0.00%	5.69%	3.61%	3.93%
Au 30 septembre 2014	-	4.52%	37.45%	2.17%	0.59%	2.58%	0.07%	2.61%	9.34%	9.34%	0.04%	6.63%	4.04%	3.00%
Au 30 septembre 2013	-	2.11%	33.98%	14.98%	0.69%	0.85%	0.18%	2.01%	6.97%	6.97%	2.14%	8.09%	5.90%	2.43%
Provision pour créances douteuses en % des prêts improductifs bruts														
Au 30 septembre 2017	-	81.81%	68.16%	115.36%	87.86%	163.12%	269.83%	103.06%	27.48%	27.48%	0.00%	0.00%	0.00%	90.59%
Au 30 septembre 2016	-	84.04%	88.44%	120.45%	62.69%	125.32%	145.09%	103.61%	19.97%	19.97%	0.00%	56.86%	56.86%	88.10%
Au 30 septembre 2015	-	56.49%	94.54%	132.50%	132.49%	88.13%	196.99%	86.32%	35.41%	35.41%	0.00%	68.62%	68.62%	80.95%
Au 30 septembre 2014	-	49.47%	80.12%	47.72%	97.20%	102.76%	687.60%	82.63%	22.49%	22.49%	0.00%	57.52%	57.40%	72.08%
Au 30 septembre 2013	-	68.48%	68.45%	7.01%	85.44%	191.24%	267.09%	81.13%	39.66%	39.66%	91.42%	45.63%	51.76%	72.19%
Prêts improductifs nets en % de l'avoir des actionnaires														
Au 30 septembre 2017	-	2.08%	-618.60%	-0.46%	0.30%	-5.81%	-0.99%	-0.25%	46.43%	46.43%	0.00%	0.00%	0.00%	0.90%
Au 30 septembre 2016	-	2.01%	-544.88%	-0.86%	2.08%	-3.49%	-0.72%	-0.34%	54.66%	54.66%	0.00%	16.27%	8.19%	1.35%
Au 30 septembre 2015	-	8.93%	40.79%	-3.61%	-0.89%	2.72%	-1.53%	2.04%	30.60%	30.60%	0.00%	13.26%	5.11%	3.05%
Au 30 septembre 2014	-	8.66%	78.86%	9.70%	0.09%	-0.37%	-1.72%	2.08%	50.47%	50.47%	0.11%	25.51%	10.29%	3.95%
Au 30 septembre 2013		2.55%	78.02%	130.07%	0.55%	-4.23%	-1.31%	1.78%	24.65%	24.65%	1.03%	38.99%	20.78%	3.28%

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.4 ::: Ratios financiers par banque - Ratios de rentabilité

	BICH	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Total
ROA (rendement de l'actif)														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	1.81%	0.38%	1.45%	2.29%	1.04%	9.86%	4.60%	1.72%	1.72%	0.37%	0.00%	-0.30%	4.36%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	1.95%	-1.50%	1.74%	2.38%	1.56%	6.61%	3.44%	1.70%	1.70%	-0.21%	1.05%	0.43%	3.24%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	1.11%	-0.85%	2.09%	2.94%	1.00%	2.72%	1.77%	1.46%	1.46%	1.38%	0.86%	1.14%	1.72%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	0.94%	-0.19%	0.21%	2.11%	0.91%	2.77%	1.58%	1.13%	1.13%	2.23%	-0.13%	1.08%	1.54%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	1.04%	1.29%	1.06%	1.97%	1.07%	2.40%	1.57%	1.30%	1.30%	-0.03%	1.47%	0.72%	1.51%
ROE (rendement de l'avoir des actionnaires)														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	22.94%	-44.26%	18.29%	25.06%	13.48%	85.72%	50.15%	20.30%	20.30%	5.82%	0.00%	-4.99%	48.18%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	26.55%	-184.81%	23.56%	26.72%	21.16%	60.84%	40.04%	22.64%	22.64%	-3.04%	18.25%	6.86%	38.35%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	15.72%	-26.46%	34.89%	33.79%	13.89%	30.40%	22.72%	18.71%	18.71%	21.84%	18.42%	20.50%	22.50%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	14.34%	-3.41%	4.53%	24.98%	12.53%	30.63%	20.66%	12.33%	12.33%	45.71%	-3.11%	23.54%	20.51%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	17.90%	30.70%	-105.24%	24.00%	15.45%	28.30%	22.42%	12.83%	12.83%	-0.62%	34.42%	16.73%	21.86%
Revenus nets d'intérêt en % des revenus d'intérêt														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	88.78%	65.98%	69.26%	78.25%	74.05%	64.31%	74.58%	56.60%	56.60%	87.07%	89.35%	88.27%	74.03%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	91.44%	65.73%	74.49%	77.57%	73.84%	66.95%	76.20%	52.61%	52.61%	65.90%	90.08%	80.62%	75.19%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	90.55%	74.88%	85.70%	88.47%	83.99%	81.52%	85.13%	65.69%	65.69%	80.58%	97.97%	89.53%	84.44%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	93.47%	90.98%	94.60%	92.06%	87.76%	88.15%	90.02%	63.43%	63.43%	91.19%	98.16%	95.16%	89.06%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	96.02%	93.69%	95.74%	93.87%	90.74%	93.78%	93.44%	78.62%	78.62%	92.86%	97.92%	96.02%	92.96%
Rendement moyen des prêts														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	9.63%	6.76%	13.91%	15.57%	10.76%	10.55%	11.17%	10.35%	10.35%	12.68%	0.00%	11.70%	11.14%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	9.63%	6.15%	14.59%	15.80%	11.66%	12.09%	11.95%	11.43%	11.43%	12.86%	12.60%	12.68%	11.95%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	8.54%	6.90%	12.96%	14.67%	8.53%	10.39%	9.91%	9.60%	9.60%	10.88%	9.41%	9.96%	9.90%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	7.39%	8.01%	12.70%	12.75%	7.22%	7.12%	7.88%	8.26%	8.26%	10.18%	8.30%	9.02%	7.96%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	8.86%	9.66%	13.47%	12.12%	6.36%	6.38%	7.54%	8.85%	8.85%	8.70%	9.85%	9.40%	7.71%
Rémunération moyenne des dépôts														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	0.60%	2.14%	2.89%	1.77%	1.29%	1.39%	1.30%	4.71%	4.71%	0.29%	0.00%	0.35%	1.34%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	0.47%	1.62%	2.39%	1.85%	1.45%	1.54%	1.33%	4.83%	4.83%	1.33%	0.50%	0.88%	1.40%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	0.43%	1.03%	1.10%	0.89%	0.74%	0.83%	0.72%	2.85%	2.85%	0.76%	0.09%	0.43%	0.77%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	0.22%	0.41%	0.34%	0.56%	0.50%	0.40%	0.39%	3.01%	3.01%	0.26%	0.07%	0.17%	0.44%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	0.11%	0.40%	0.25%	0.41%	0.34%	0.18%	0.23%	1.66%	1.66%	0.22%	0.11%	0.16%	0.25%
Dépenses d'exploitation en % du produit net bancaire (marge nette d'intérêt + autres revenus)														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	60.66%	79.15%	72.53%	69.42%	71.10%	25.76%	44.57%	47.45%	47.45%	88.73%	117.55%	100.21%	45.70%
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	59.13%	111.89%	72.54%	67.52%	62.30%	32.81%	49.76%	51.40%	51.40%	106.34%	78.80%	90.09%	51.31%
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	68.56%	92.00%	83.53%	82.18%	84.09%	50.44%	59.93%	51.36%	51.36%	86.38%	77.99%	71.72%	60.40%
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	67.65%	79.59%	100.57%	69.66%	67.96%	52.68%	63.93%	60.76%	60.76%	55.42%	98.12%	72.78%	64.43%
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	66.39%	65.82%	91.45%	70.34%	66.00%	55.46%	63.84%	51.63%	51.63%	93.04%	84.69%	88.38%	65.06%
Productivité par employé ('000)														
2017 (oct. 16 - sept. 2017)	-	4,022.63	1,186.47	4,640.32	2,744.02	2,975.72	10,344.60	5,208.65	5,370.04	5370.04	8466.32	4,186.79	6,017.03	5,224.88
2016 (oct. 15- sept. 2016)	-	4,248.74	924.07	4,019.02	2,582.72	2,941.97	6,870.06	4,159.87	5,119.02	5119.02	7813.60	4,708.72	5,625.51	4,216.33
2015 (oct. 14 - sept. 2015)	-	3,242.93	905.19	3,230.57	2,457.96	2,282.52	3,878.69	2,884.37	4,320.79	4320.79	11059.97	3,757.61	5,839.81	2,992.29
2014 (oct. 13- sept. 2014)	-	2,676.40	1,069.75	1,929.71	2,082.69	2,154.87	3,397.92	2,512.50	3,548.12	3548.12	11746.46	3,129.38	5,542.16	2,619.90
2013 (oct. 12 - sept. 2013)	-	2,699.70	1,295.89	1,787.18	1,896.61	2,059.84	3,033.68	2,359.76	3,910.93	3910.93	6957.97	3,710.37	4,673.10	2,457.61

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.5 ::: Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Bilan par banque (devises et gourdes) au 30 Septembre 2017 (en milliers de gourdes)

	BICH	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
ACTIF														
Disponibilités														
Encaisse	-	6,853,184.0	152,660.3	424,412.0	486,162.0	2,765,658.7	1,673,389.1	12,135,446.1	39,489.1	39,489.1	66,326.0	-	66,326.0	12,241,261.2
Avoirs à la BRH	-	18,244,162.0	1,083,075.6	6,070,867.0	7,321,187.0	24,892,504.1	34,725,293.0	92,317,088.8	1,102,569.9	1,102,569.9	3,430,406.0	-	3,430,406.0	96,850,064.7
Avoirs à l'étranger	-	1,125,518.0	85,281.0	536,570.7	916,427.0	1,618,157.3	5,844,860.8	9,926,814.8	5,698.4	5,698.4	1,520,214.0	-	1,520,214.0	11,452,727.2
Avoirs dans les banques locales	-			121,959.2	1,181.0	8,906.0		132,046.2	1,221,712.4	1,221,712.4		-		1,353,758.5
Autres liquidités	-	390,071.0	39,778.1	21,878.7	227,898.0	122,635.6	941,703.9	1,743,966.4	87,181.9	87,181.9	151,000.0	-	151,000.0	1,982,148.3
	-	**26,412,915.0**	**1,340,796.0**	**7,175,687.5**	**8,932,855.0**	**29,407,861.8**	**42,985,246.9**	**116,255,362.2**	**2,456,651.7**	**2,456,651.7**	**5,167,946.0**	-	**5,167,946.0**	**123,879,959.9**
Bons B.R.H.	-	7,600,000.0	362,000.0	300,000.0	245,534.0	1,800,000.0	900,000.0	11,007,534.0			259,477.0	-	259,477.0	11,267,011.0
Bons du trésor	-		394,296.5	1,931,777.0								-		1,931,777.0
Autres Placements	-	9,114,962.0	223,544.6	317,569.3	1,161,969.0	14,727,481.0	33,598,152.6	59,143,688.5	176,062.7	176,062.7		-		59,319,751.2
Portefeuille net	-	13,905,845.0	703,651.9	8,528,931.4	7,699,284.0	22,532,288.7	29,191,141.4	82,561,142.4	4,010,119.6	4,010,119.6	589,496.0	-	589,496.0	87,160,757.9
Immobilisations	-	1,876,178.0	314,136.8	591,220.3	618,358.0	2,734,082.1	2,245,547.1	8,379,523.3	333,835.2	333,835.2	320,182.0	-	320,182.0	9,033,540.5
Autres actifs	-	1,734,689.0	213,458.7	121,717.6	431,512.0	2,559,134.8	5,892,258.0	10,952,770.2	146,286.9	146,286.9	30,919.0	-	30,919.0	11,129,976.1
	-	**62,044,590.0**	**3,295,068.5**	**17,035,126.2**	**19,089,512.0**	**73,560,858.5**	**115,206,642.4**	**290,231,787.6**	**7,122,958.1**	**7,122,958.1**	**6,368,020.0**	-	**6,368,020.0**	**303,722,773.7**
PASSIF														
Dépôts														
À vue	-	27,992,197.0	1,187,463.6	4,326,621.3	6,528,281.0	25,795,097.8	41,011,511.5	106,841,172.1	1,609,222.7	1,609,222.7	4,868,316.0	-	4,868,316.0	113,318,710.8
Épargne	-	14,541,902.0	329,492.2	2,678,202.3	3,756,581.0	21,332,660.7	31,160,596.2	73,799,434.3	645,020.7	645,020.7	343,007.0	-	343,007.0	74,787,461.9
À terme	-	6,898,930.0	1,333,915.1	6,114,673.9	5,313,635.0	12,967,975.9	20,996,925.6	53,826,055.5	1,797,841.5	1,797,841.5	34,787.0	-	34,787.0	55,658,684.0
	-	**49,433,029.0**	**2,850,870.9**	**13,119,497.4**	**15,598,497.0**	**60,095,734.4**	**93,169,033.2**	**234,266,661.9**	**4,052,084.9**	**4,052,084.9**	**5,246,110.0**	-	**5,246,110.0**	**243,764,856.8**
Obligations à vue														
Banques locales	-						2,344,211.0	2,344,211.0				-		2,344,211.0
Banques à l'étranger	-											-		
Autres	-	1,639,630.0	154,940.1	414,818.5	480,574.0	2,182,179.2	5,096,594.5	9,968,736.4	66,467.5	66,467.5	675,298.0	-	675,298.0	10,710,502.0
	-	**1,639,630.0**	**154,940.1**	**414,818.5**	**480,574.0**	**2,182,179.2**	**7,440,805.5**	**12,312,947.4**	**66,467.5**	**66,467.5**	**675,298.0**	-	**675,298.0**	**13,054,713.9**
Obligations à terme														
Banques locales	-	1,210,400.0	125,000.0	1,821,283.2	514,416.0	1,589,533.9		5,260,633.1	2,079,326.5	2,079,326.5		-		7,339,959.6
Banque à l'étranger	-					1,583,074.4		1,583,074.4				-		1,583,074.4
Autres	-	3,632,282.0	207,349.3	116,383.4	151,116.0	792,000.2	1,057,351.2	5,956,482.2	85,925.0	85,925.0	55,181.0	-	55,181.0	6,097,588.2
	-	**4,842,682.0**	**332,349.3**	**1,937,666.6**	**665,532.0**	**3,964,608.5**	**1,057,351.2**	**12,800,189.7**	**2,165,251.5**	**2,165,251.5**	**55,181.0**	-	**55,181.0**	**15,020,622.2**
Autres passifs	-	953,480.0	3,619.2	227,432.5	556,786.0	1,438,455.1	1,316,909.9	4,497,682.7	161,939.4	161,939.4		-		4,659,622.1
	-	**56,868,821.0**	**3,341,778.5**	**15,699,415.1**	**17,301,389.0**	**67,681,977.2**	**102,984,098.8**	**263,877,481.7**	**6,445,743.3**	**6,445,743.3**	**5,976,589.0**	-	**5,976,589.0**	**276,299,814.0**
AVOIR DES ACTIONNAIRES														
Capital versé	-	3,000,000.0	165,000.0	547,726.8	540,000.0	1,345,720.0	6,470,050.0	12,068,496.8	200,000.0	200,000.0	103,837.0	-	103,837.0	12,372,333.8
Réserves	-	480,509.0	78,594.8	75,647.8	282,800.0	2,005,982.4	1,167,947.6	4,101,481.6	270,142.5	270,142.5	63,866.0	-	63,866.0	4,435,490.1
Réserves (Prov. Pour pertes sur prêts)	-	157,217.0		99,409.5				256,626.5				-		256,626.5
Surplus d'apport	-		14,325.0	411,912.1	1,384.0	210,816.3		638,437.4				-		638,437.4
BNR	-	1,528,043.0	(304,630.7)	201,015.0	863,939.0	2,316,362.6	4,584,545.0	9,289,273.8	207,070.3	207,070.3	223,728.0	-	223,728.0	9,720,072.1
	-	5,175,788.0	(46,711.0)	1,335,711.0	1,788,123.0	5,878,881.3	12,222,542.6	26,354,316.0	677,212.8	677,212.8	391,431.0	-	391,431.0	27,422,959.8
	-	**62,044,590.0**	**3,295,068.5**	**17,035,126.2**	**19,089,512.0**	**73,560,858.5**	**115,206,642.4**	**290,231,787.7**	**7,122,958.1**	**7,122,958.1**	**6,368,020.0**	-	**6,368,020.0**	**303,722,773.8**
Hors-bilan														
Effets à l'encaissement	-	677,233.0				61,909.5	935.3	740,077.9				-		740,077.9
Crédit documentaire	-	223,508.0				1,162,471.4	1,007,818.1	2,393,797.5				-		2,393,797.5
Autres	-	2,957,417.0	196,835.9	956,056.1	154,018.0	4,168,139.0	1,572,242.4	10,004,708.5	491,899.4	491,899.4	1,489,077.4	-	1,489,077.4	11,985,685.4
Portefeuille brut	-	14,389,092.0	1,322,192.8	8,574,672.0	7,737,462.0	23,415,738.0	29,383,011.8	84,822,168.6	4,129,252.7	4,129,252.7	589,496.0	-	589,496.0	89,540,917.3
Provisions pour créances douteuses	-	483,247.0	618,541.0	45,740.5	38,178.0	883,449.3	191,870.4	2,261,026.2	119,133.1	119,133.1		-		2,380,159.3
Portefeuille de crédit improductif	-	590,669.0	907,496.6	39,651.4	43,454.0	541,597.0	71,108.7	2,193,976.7	433,556.8	433,556.8		-		2,627,533.5

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

Tableau II.6 ::: Système Bancaire - Sommaire financier détaillé - Résultats cumulatifs par banque (en milliers de gourdes)

	Banque Nationale de Crédit (BNC)	Banque Populaire Haïtienne (BPH)	Banque de l'Union Haïtienne(BUH)	Capital Bank*	Sogebank	Unibank	Sous-Total	Sogebel	Sous-Total	CBNA	Scotiabank	Sous-Total	Système
Cumul 2016 (octobre 2016 - septembre 2017)													
REVENUS NETS D'INTÉRÊT													
Revenus d'intérêt													
Prêts	1,296,522.2	99,606.0	1,035,103.0	1,162,465.0	2,451,081.4	2,873,937.4	8,918,715.0	430,014.3	430,014.3	84,604.000	115,924.000	200,528.0	9,549,257.3
Intérêts sur Bons B.R.H.	921,885.4	60,737.1	9,215.5	22,678.0	48,963.2	40,202.9	1,104,482.0	-	-	14,012.000	-	14,012.0	1,118,494.0
Autres	398,862.4	35,352.6	19,980.3	35,798.0	437,732.0	273,787.6	1,201,512.9	115,595.5	115,595.5	10,441.000	5,069.000	15,510.0	1,332,618.5
	2,617,069.9	195,695.6	1,064,298.8	1,220,941.0	2,938,776.6	3,187,927.9	11,224,709.9	545,609.9	545,609.9	109,057.000	120,993.000	230,050.0	12,000,369.7
Dépenses d'intérêt	293,525.5	66,579.0	327,199.5	265,595.0	762,524.2	1,137,738.1	2,853,161.3	236,789.6	236,789.6	14,105.000	12,889.000	26,994.0	3,116,944.8
	2,323,544.4	129,116.6	737,099.4	955,346.0	2,176,252.4	2,050,189.8	8,371,548.6	308,820.3	308,820.3	94,952.000	108,104.000	203,056.0	8,883,424.9
Autres revenus													
Commissions	550,043.3	24,520.2	178,887.9	587,573.0	1,254,539.3	1,401,799.2	3,997,363.0	25,954.1	25,954.1	76,840.000	50,424.000	127,264.0	4,150,581.1
Gains sur change	214,783.673	15,283.775	99,751.859	164,915.000	431,234.154	582,649.637	1,508,618.1	23,027.8	23,027.8	110,009.000	19,050.000	129,059.0	1,660,704.9
Autres	47,272.3	17,355.7	109,537.5	56,570.0	396,234.3	9,004,729.9	9,631,899.8	23,470.8	23,470.8	6,054.000	12,921.000	18,975.0	9,674,145.6
	812,099.272	57,159.742	388,177.247	809,058.000	2,082,007.815	10,989,178.785	15,137,880.861	72,452.751	72,452.751	192,903.000	82,395.000	275,298.000	15,485,431.612
Produit net bancaire	3,135,843.7	186,276.4	1,125,276.6	1,764,404.0	4,258,260.2	13,039,368.6	23,509,229.4	381,273.1	381,273.1	287,855.000	190,499.000	478,354.0	24,368,856.5
Dotation à la provision pour créances douteuses Bénéfice avant dépenses d'exploitation et imôts sur le revenu	130,000.0	25,628.0	(133.7)	27,948.0	289,380.5	(91,733.0)	381,089.8	17,567.7	17,567.7	-	8,775.900	8,775.9	407,433.4
DÉPENSES D'EXPLOITATION	3,005,843.7	160,648.4	1,125,410.3	1,736,456.0	3,968,879.7	13,131,101.6	23,128,139.7	363,705.3	363,705.3	287,855.000	181,723.100	469,578.1	23,961,423.1
Salaires et avantages sociaux	1,251,284.9	83,526.2	320,062.6	416,221.0	1,158,175.3	1,494,956.0	4,724,225.9	72,329.1	72,329.1	101,006.000	64,003.000	165,009.0	4,961,564.0
Frais de locaux	88,230.4	12,762.0	132,450.8	164,760.0	146,307.0	179,643.7	724,153.9	36,618.4	36,618.4	19,182.000	12,693.000	31,875.0	792,647.3
Amortissement	102,896.619	9,102.237	49,681.797	59,697.000	230,787.416	297,297.278	749,462.3	10,239.6	10,239.6	18,865.000	1,719.000	20,584.0	780,286.0
Autres dépenses d'exploitation	459,548.5	42,042.3	313,958.3	584,219.0	1,492,483.2	1,386,939.4	4,279,190.7	61,716.9	61,716.9	116,350.000	145,519.000	261,869.0	4,602,776.7
	1,901,960.399	147,432.731	816,153.468	1,224,897.000	3,027,752.923	3,358,836.332	10,477,032.9	180,904.1	180,904.1	255,403.000	223,934.000	479,337.0	11,137,273.9
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS SUR LE REVENU	1,103,883.3	13,215.6	309,256.8	511,559.0	941,126.8	9,772,265.2	12,651,106.8	182,801.3	182,801.3	32,452.000	(42,210.900)	(9,758.9)	12,824,149.2
Impôts sur le revenu	-	-	92,777.1	96,333.0	190,000.0	(152,598.8)	226,511.2	49,356.3	49,356.3	10,082.000	8,831.430	18,913.4	294,781.0
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE)	1,103,883.3	13,215.6	216,479.8	415,226.0	751,126.8	9,924,864.0	12,424,595.570	133,444.921	133,444.921	22,370.000	(51,042.330)	(28,672.330)	12,529,368.161

Source: BRH/Direction de la Supervision du Système Bancaire

* La Capital Bank, à l'origine une Banque d'épargne et de logement, a modifié ses statuts pour devenir Banque commerciale en mars 1999.

LISTE
DES SIGLES

AGD	Administration Générale des Douanes
BID	Banque Interaméricaine de Développement
BRH	Banque de la République d'Haïti
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CNSA	Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire
DGI	Direction Générale des Impôts
DIGCP	Direction de l'Inspection Générale des Caisses Populaire
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
ED'H	Électricité d'Haïti
ÉU	États-Unis d'Amérique
FED	Réserve Fédérale Américaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FDI	Fonds de Développement industriel
IFBC	Institut de Formation de la Banque Centrale
IPC	Indice des Prix à la Consommation
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MD ÉU	Millions de dollars américain
MG	Millions de Gourdes
MMG	Milliards de Gourdes
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
OFATMA	Office d'Assurance-Accidents du Travail, Maladie et Marternité
ONG	Organisations Non Gouvernementales
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
TCA	Taxe sur le Chiffre d'Affaires
UAI	Unité audit Interne
UGCF	Unité de Gestion et de Contrôle Fiscal
UGB	Unité de Gestion des Bâtiments
UMN	Unité du Musée Numismatique
UOM	Unité Organisation et Methode
USAID	l'Agence Américaine pour le Développement International

Dépôt légal: 1ème trimestre 2019
No.19-01-047
Bibliothèque Nationale d'Haïti
Conception et Mise en page :
Direction Communication
Service Impression et Publication
Banque de la République d'Haiti
Achevé d'imprimer: Mars 2019
Imprimeur : Protech Inc., Canada
Pour toutes informations, s'adresser à :
Banque de la République d'Haïti
Direction Monnaie et Analyse Économique
Port-au-Prince, Haïti
Boîte postale : (BP) 1570
Téléphone : (509) 2299-1200 / (509) 22.99.12.51
Télécopieur : (Fax) (509) 22.99.11.49
Internet : http://www.brh.htt
ISSN 0257 4349

BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

www.brh.ht